

Le Monde

ONQUANTE ET UNIÈME ANNÉE - N° 15786 - 7 F

VENDREDI 27 OCTOBRE 1995

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

L'Espagne sans budget

Le projet de budget pour 1996 a été repoussé à une large majorité par les députés espagnols. Le président du gouvernement, Felipe Gonzalez, refuse toujours de dissoudre le Congrès. p. 4

Bernard Tapie et ses ennuis

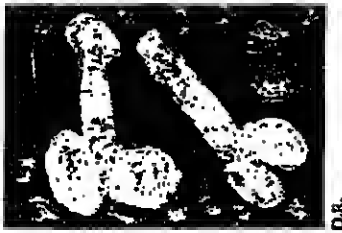
Une information judiciaire pour banqueroute a été ouverte, début juillet, contre les dirigeants de Bernard Tapie Finance. Dans le procès en appel de l'affaire VA-OM, l'avocat général, Luc Fremiot, a requis dix-huit mois de prison, dont quatre ferme, contre Bernard Tapie. p. 10

Déracinement des électeurs du FN

L'Humanité publie, jeudi 26 octobre, les résultats d'une enquête qualitative réalisée par la Sofres, l'état de l'opinion à Venissieux (Rhône), auprès d'électeurs du Front national. Ces électeurs, venus d'horizons politiques divers, expriment leur sentiment de déracinement et d'insécurité. p. 28

Le sexe dans tous ses états

« Féminin-Masculin », une exposition du Centre Georges-Pompidou, réunit plusieurs centaines d'œuvres plastiques du XX^e siècle qui figurent les sexes et leurs emplois. p. 23



Picasso, em-forte, 1966.

Grogne dans le service public

A France Télécom et à La Poste, les deux syndicats les plus hostiles à toute réforme, CGT et SUD, ont remporté les élections au conseil d'administration. A la SNCF, la grève du mercredi 25 octobre a été largement suivie chez les routiers. p. 16

Les océans dévoilent leurs abysses

L'étude des sédiments accumulés dans les grands fonds marins offre des indications nouvelles sur l'évolution climatique de la planète. Page réalisée avec Nature. p. 20

Les éditoriaux du « Monde »

Felipe Gonzalez désavoué ; La presse et le pouvoir. p. 13

Allemagne, 3 DM ; Autriche, 9 S ; Belgique, 40 F ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 16 D ; Espagne, 220 PTA ; France, 1 F ; Grèce, 250 DR ; Italie, 200 L ; Japon, 100 ¥ ; Luxembourg, 40 F ; Pays-Bas, 10 G ; Portugal, 200 Esc ; Royaume-Uni, 1 £ ; Suède, 100 Kr ; Suisse, 1 F ; Tunisie, 1 Din ; USA, 1 \$; USA (Hawaï), 2,50 \$.

M 0147 - 1027 - 7,00 F



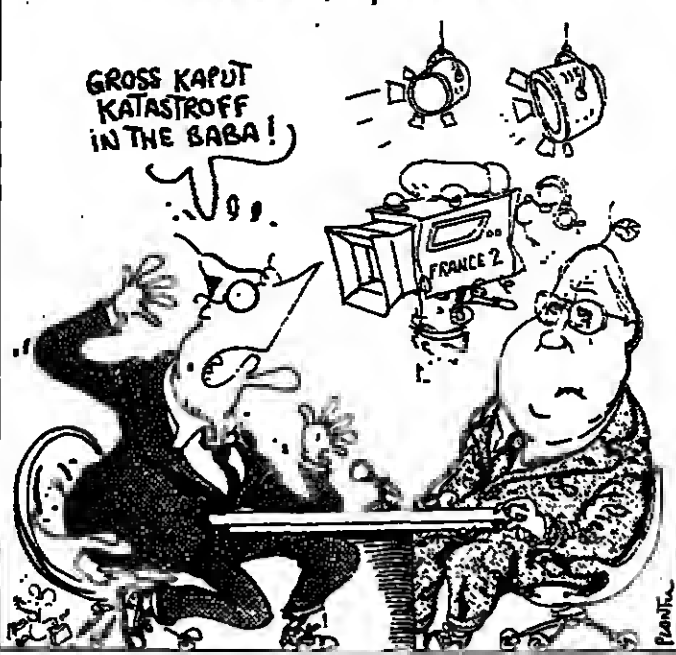
M. Chirac engage son autorité sur une réduction significative des déficits budgétaires et sociaux

Sur France 2, le chef de l'Etat devait inscrire son septennat dans le « grand dessin européen de la France »

LA TROISIÈME intervention de Jacques Chirac à la télévision en deux mois était destinée, jeudi 26 octobre sur France 2, à dégager les lignes de force de son action et de celle du gouvernement. Le président de la République prévoyait notamment d'inscrire son septennat dans le « grand dessin européen de la France », en expliquant que la construction communautaire ne doit pas être comprise comme une contrainte qui pèserait sur les responsables français, mais comme un axe orientant leurs décisions. M. Chirac avait donné des indications en ce sens lors de sa rencontre avec le chancelier d'Allemagne, Helmut Kohl, à Bonn, mercredi soir.

Confirmer que sa politique et celle du gouvernement d'Alain Juppé n'en font qu'une et ont pour objectif la réalisation des promesses de la campagne, M. Chirac devait s'engager personnellement sur la ligne de réduction des déficits publics privilégiée par le premier ministre. Il devait indiquer

Et maintenant, il parle allemand



qu'il en escompte une réaction favorable des marchés et une réduction des taux d'intérêt, dont la Banque de France pourrait alors prendre acte.

Les orientations définies par le président de la République étaient d'autant plus attendues, à droite, que la majorité a le sentiment d'une confusion et d'un flottement nuisant gravement à la perception de la politique qui est menée. La perspective d'un remaniement du gouvernement ayant été abandonnée pour le moment, les députés s'interrogent sur les méthodes employées par M. Juppé. Bernard Bosson, ancien ministre d'Edouard Balladur, a évoqué, mercredi, la possibilité de réformer la protection sociale par ordonnances. Les balladuriens se préparent, de leur côté, à rééditer, sur ce sujet et sur d'autres, l'opération menée par Nicolas Sarkozy sur l'assurance-vie lors de l'examen des recettes fiscales à l'Assemblée nationale.

Lire pages 2 et 6

La gloire posthume de la « Madonna » des Latinos

WASHINGTON de notre correspondante

Selena est vengée, et les Hispanos du Texas exultent. Lundi 23 octobre, à Houston, douze jurés ont reconnu Yolanda Saldívar coupable d'avoir assassiné leur idole, Selena, « la Madonna du tejanos ». Il y a sept mois, pendant de longues heures, lundi soir, à Houston, San Antonio et Corpus Christi, la ville de Selena dans le sud du Texas, ont résonné du tintamarre des klaxons et des cris de joie des fans orphelins de la chanteuse, fauchée à vingt-trois ans, en pleine gloire, par une balle.

La chaîne nationale de télévision américaine en langue espagnole, Univision, aurait couvert le procès comme CNN a couvert celui d'O. J. Simpson, si le juge - échaudé, précisément, par l'affaire de Los Angeles, qui venait de s'achever - n'avait décidé, dès le début, d'interdire les caméras. Qu'importe : Univision y a consacré des émissions quotidiennes ; a rendu compte du verdict en direct ; a suivi avec ses envoyés spéciaux, au Texas et en Californie, les réactions de l'immense public de Selena.

Ce verdict-là, au moins, n'aura pas été un facteur de division : l'affaire Selena n'est pas

une affaire raciale, c'est une affaire de trahison. L'accusée, Yolanda Saldívar, trente-cinq ans, venait du même monde que Selena, dont elle dirigeait le fan-club et l'une des boutiques de mode à Corpus Christi. Petite femme sans grâce, elle ne vivait que par Selena, au point de couvrir les murs de sa chambre de photos de la chanteuse adulée, une superbe brune, resplendissante de santé et de vie.

Mais Yolanda, semble-t-il, avait pris quelques libertés avec les fonds dont elle avait la charge ; le père et manager de Selena, Abraham Quintanilla, décida de se passer de ses services. Le 31 mars, Yolanda donna rendez-vous à Selena dans un motel de Corpus Christi ; lorsque la jeune femme arriva dans la chambre 158, son ex-collaboratrice lui tira une balle dans le dos.

La tragédie fut telle que deux jours durant 50 000 Latinos venus de tout le Texas et jusque de Californie défilèrent devant le cercueil de Selena. Depuis, Selena est passée du statut d'idole à celui de légende. Son dernier disque, *Amor prohibido*, s'est vendu à 1,5 million d'exemplaires. Selena et la musique dont elle était devenue le porte-drapeau, le tejanos, rythme symbole de la fusion des cultures qui

ont fait ce continent - polka des Européens de l'Est, Immigrés au sud du Texas et au nord du Mexique, folklore mexicain, rock and roll des anglophones -, ont dépassé les frontières du Texas.

L'Amérique a découvert en son sein un phénomène qu'elle ignorait. Les networks de New York sont allés enquêter, le magazine *People* a publié une édition spéciale à la mémoire de Selena. L'ironie a voulu que la jeune chanteuse meure au moment où elle était sur le point de réaliser son « crossover », comme disent ici les Latinos, son « passage » du public hispanique au grand public anglophone. Poussée par la maison de disques EMI, elle enregistrait alors son premier disque en anglais.

Sexy sur scène, jeune femme modèle à la ville, mariée à son guitariste et dévouée à sa famille, Selena, fille d'immigrés mexicains nés à Lake Jackson, Texas, plus à l'aise en anglais qu'en espagnol, reine d'une musique jusque-là dominée par des hommes, symbolisait « le Latino qui réussit », explique une psychologue de Houston. L'Amérique conquise voit en elle, aujourd'hui, un pont entre deux cultures.

Sylvie Kauffmann

Le Conseil d'Etat est réservé sur les projets antiterroristes de M. Toubon

JACQUES TOUBON a présenté, mercredi 25 octobre, devant le conseil des ministres, un projet de loi visant à renforcer la législation antiterroriste. Ce texte, qui a suscité plusieurs réserves du Conseil d'Etat, prévoit de considérer de nouvelles infractions comme « actes de terrorisme ». Il en est ainsi de l'aide qui pourrait être apportée à un étranger en situation irrégulière. Le projet de loi donne de nouveaux moyens aux enquêteurs : les perquisitions nocturnes chez des personnes soupçonnées d'activités liées au terrorisme seraient ainsi autorisées. Le texte de la chancellerie renforce la répression des actions commises contre les policiers et les militaires, disposition qui vise implicitement les violences qui surviennent dans les quartiers difficiles.

Lire page 8

L'ascension d'un éditeur de presse



CHRISTIAN BRÉGOU

UN CONSEIL d'administration extraordinaire du groupe Express devait porter, jeudi 26 octobre, Christian Bregou à sa présidence. Cette nomination est intervenue 24 heures après l'annonce du transfert du pôle presse-édition de la Générale occidentale à CEP-communication. Au sein du groupe Havas qui, à la faveur de cette opération, devient le cinquième groupe de communication mondiale, Christian Bregou se trouve ainsi à la tête d'un ensemble qui réalisera 1,5 milliard de francs de chiffre d'affaires dans la presse magazine (*L'Express*, *Le Point*, *L'Expansion*...), 1,7 milliard dans la presse professionnelle (*Le Monde*, *L'Usine nouvelle*...) et plus de 6 milliards dans l'édition (Larousse, Bords, Nathan, Dunod, Lafont, Julliard, Plon...). Au total, CEP-communication s'inscrit au sixième rang européen du secteur presse-édition.

Agé de cinquante-quatre ans, Christian Bregou est un homme discret et brillant qui possède une farouche réputation d'efficacité. Il est entré chez Havas en 1969 comme adjoint du directeur financier. Il a fait toute sa carrière au sein du groupe de Pierre Dazier. A partir de 1976, il a lentement, mais sûrement, développé ce qui est alors un petit pôle de presse professionnelle, la Compagnie européenne de publication (CEP), pour en faire le groupe qui s'implante aujourd'hui dans la presse magazine généraliste. En 1988, il avait franchi une première étape en créant, avec la Générale occidentale d'Ambroise Roux, le Groupe de la Cité qui, insensiblement, est devenu le premier éditeur français, devant Hachette-Livre.

Lire page 14

Les ambivalences du référendum québécois

LES SOCIOLOGUES, politologues et autres sondaurs d'une âme québécoise souvent tourmentée relèvent une grande constante, depuis la fin des années 70, dans l'évolution de cette province canadienne où cohabitent 5,6 millions de francophones, 715 000 anglophones, 363 000 allophones (des immigrants d'une autre langue maternelle) et 25 000 indiens ou Inuits. Ils divisent l'électorat en trois catégories.

Un premier tiers des Québécois, quels que soient leur langue et leur degré d'attachement à leur province, réagissent d'abord d'une façon pragmatique. Ils voteront « non » au référendum du 30 octobre sur la souveraineté du Québec, comme ils l'ont déjà fait en 1980 (l'option avait alors été repoussée par 59,5 % des électeurs). Ils pensent que le Québec n'a aucun intérêt - ni politique, ni économique, ni commercial - à faire sécession, à l'heure du village global conceptualisé par le Canadien Marshall McLuhan, et des grands ensembles libre-échangistes.

Ce groupe comprend bien sûr la grande majorité des anglophones et des allophones, mais aussi des francophones, aux yeux desquels aucune menace grave ne pèse sur l'avenir de leur langue depuis l'adoption de la loi dite « 101 » en

1977. Le français, largement minoritaire sur le continent américain, est alors devenu, au Québec, la langue officielle de l'administration, de la justice, de l'enseignement, du monde du travail et de l'affichage, à quelques exceptions près. Pour ces fédéralistes, le Canada, membre du G7, de l'accord de libre-échange nord-américain (ALENA), de l'APEC, de la francophonie et du Commonwealth, est leur pays, et le Québec est leur « patrie » au sens de « foyer ».

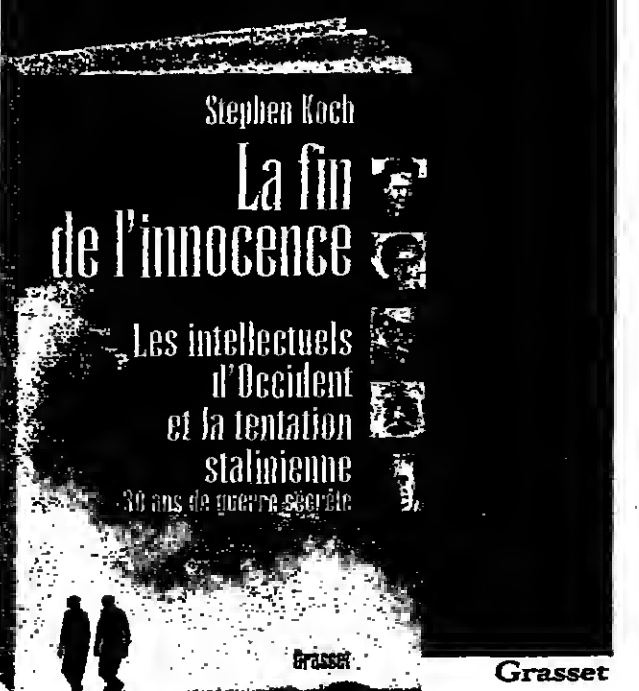
Un autre tiers de l'électorat québécois, plus nationaliste, plus latin et plus sensible au poids de l'histoire, rêve d'un « vrai pays ». Le noyau le plus radical revendique tous les attributs de la souveraineté, alors que le projet actuel prévoit de conserver, dans un « Québec libre », le dollar canadien et, pour ceux qui le souhaitent, l'ancien passeport d'Ottawa. Ce groupe, surtout francophone, estime que le Québec étouffe dans le cadre fédéral canadien, qui l'oblige à d'impossibles compromis, limite son essor et lui coûte plus en impôts qu'il ne lui rapporte en programmes.

Martine Jacot

Lire la suite page 13 et nos informations page 28

Stephen Koch

La manipulation de l'opinion occidentale par le Komintern entre les deux guerres mondiales.



EUROPE La France et l'Allemagne respecteront les échéances et les critères de convergence contenus dans le traité de Maastricht, ont réaffirmé le 25 octobre à Bonn Jacques Chirac

et Helmut Kohl lors d'un dîner de travail. La président de la République s'est montré en revanche plus évasif quant à la possibilité d'adopter, comme le souhaitent les Allemands,

des critères plus stricts que ceux initialement prévus, de façon à garantir le « respect durable » de la discipline financière européenne. ● LES CRITÈRES DE MAASTRICHT restent ce-

pendant imprécis et un certain degré d'interprétation n'est pas exclu, ainsi que l'ont admis les six principaux instituts de conjoncture allemands. A terme, ces marges d'interprétation

pourraient être d'autant plus facilement acceptées par Bonn que, dans le même temps, Paris admettrait un renforcement des sanctions prévues en cas de dérapage.

Paris et Bonn veulent respecter le calendrier du passage à la monnaie unique

Helmut Kohl et Jacques Chirac ont voulu, à l'occasion de la visite du président français à Bonn, montrer la détermination des deux pays à continuer à œuvrer ensemble pour la construction européenne

BONN

de notre correspondant
« Nos deux pays entreront dans l'Union économique et monétaire par la grande porte », a affirmé le chancelier Kohl à l'occasion de la visite de travail que lui a rendue à Bonn, mercredi 25 octobre au soir, le président Jacques Chirac. « Nous serons prêts pour les échéances monétaires internationales (...). La France remplira les critères », a ajouté le chef de l'Etat, dont c'était le premier déplacement officiel en Allemagne depuis son élection.

La France et l'Allemagne respecteront les échéances et les critères du traité : tel fut le message principal délivré à Bonn, par les deux dirigeants. Sur les critères, le chancelier Kohl a été particulièrement strict. Il a décliné toute approche « flexible » de ceux-ci, comme l'avaient suggéré la veille les six principaux instituts économiques allemands. L'Allemagne, de son

côté, remplira-t-elle les critères à temps ? « Bien sûr », répond le chancelier Kohl, comme s'il s'agissait d'une évidence, avant de saluer les « efforts énormes » de la France pour remettre en ordre ses finances publiques.

Faut-il, comme le proposent les Allemands, adopter des accords supplémentaires pour garantir le « respect durable » de la discipline financière après le passage à la troisième phase ? La réponse du président Chirac n'est pas négative, bien qu'elle demeure évasive : « les évolutions rendues nécessaires seront étudiées ».

Avec ce type de professions de foi, les dirigeants français et allemands entendent, bien sûr, rassurer les marchés. Mais, au-delà de cette préoccupation, il y a la volonté de démontrer que, sur tous les grands sujets, Paris et Bonn marchent main dans la main. « La relation franco-allemande est une

constante qui n'est pas soumise aux fluctuations politiques. Elle est au cœur du dispositif national français », a indiqué le président Chirac, qui a ajouté qu'il était « en contact permanent avec le chancelier ». Mais le chef de l'Etat a éga-

lement ajouté, à propos de telle ou telle « campagne de dénigrement » contre l'amitié franco-allemande, qu'« en règle générale, ces campagnes partent d'Allemagne ».

« La relation franco-allemande est une constante qui n'est pas soumise aux fluctuations politiques. Elle est au cœur du dispositif national français »

lement ajouté, à propos de telle ou telle « campagne de dénigrement » contre l'amitié franco-allemande, qu'« en règle générale, ces campagnes partent d'Allemagne ».

tionner, à plusieurs reprises, le nom de François Mitterrand.

Les deux dirigeants ont annoncé qu'ils avaient confié à des groupes de travail le soin d'élaborer des propositions communes en vue du sommet de Madrid, et de la conférence intergouvernementale de

1996 (qui s'achèvera, selon le chancelier Kohl, « au début de l'été 1997 »). Rien ne filtre encore du contenu précis des réflexions écrites, mais tout est fait pour qu'on évite de parler, comme le fait Theo Sommer dans l'hebdomadaire Die Zeit du 26 octobre, d'un danger de « dérives françaises » sur l'Europe.

Il y a entre Paris et Bonn, dit Jacques Chirac, un « accord profond, et qui n'est pas de circonstance », pour construire l'Europe. Cet accord se résume, pour l'instant, en une communauté d'analyse sur beaucoup des grands enjeux du moment. Rapprochement non négligeable en ce qui concerne l'avenir de la défense et de la sécurité européenne, avec, de la part du chancelier Kohl, un accord de principe « pour parler du nucléaire » ; approche commune, aussi, sur la Russie, dont les deux dirigeants disent qu'il ne faut pas

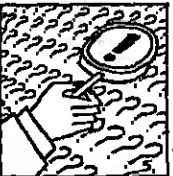
« la gêner, voire l'humilier ». Elargir l'Otan ? Oui, mais non sans « une concertation avec les Russes », selon le président Chirac, qui n'a pas été contredit par le chancelier allemand.

Léger désaccord, en revanche, sur la proposition, soutenue par l'Allemagne, de mettre en place une zone de libre-échange entre l'Europe et les Etats-Unis. « Mettons d'abord en place ce qui existe, ce qui est prévu, et puis nous verrons ce qui doit être fait plus tard », dit le président Chirac. Enfin, le chancelier Kohl a décidé de confier, dès l'an prochain, à Manfred Rummel, maire CDU de Stuttgart et fils du commandant de l'Afrika Korps, le poste de « coordinateur des relations franco-allemandes » à Bonn, pour succéder à l'ancien ministre des finances, Gerhard Stoltenberg.

Lucas Delattre

La face cachée du traité de Maastricht

EN DÉCLARANT solennellement, mercredi soir 25 octobre, que la France et l'Allemagne respecteraient en temps voulu les critères de convergence fixés par le traité de Maastricht, Helmut Kohl et Jacques Chirac ont fait d'une pierre deux coups. Vouloir rassurer leurs opinions



publiques sur la solidité de liens qu'on disait distendus, ils ont également repoussé la tentation d'un assouplissement de l'examen économique et financier auquel devront se soumettre, fin 1997 ou début 1998, les candidats à l'entrée dans l'Union monétaire.

Se montrant très sûrs d'eux-mêmes, les deux principaux prétendants à l'entrée dans l'Union monétaire semblent tirer un trait sur la proposition faite la veille par les six grands instituts de conjoncture allemands d'assouplir, ou même de négliger, deux des cinq critères retenus par le traité : l'importance de la dette publique et celle du déficit budgétaire annuel.

Les mois qui viennent risquent pourtant de montrer que ce grand débat, car c'en est un, n'est pas enterré. Non pas que le rapport de force entre pays « exigeants » et pays plus « accommodants » puisse véritablement basculer : tout sera fait pour que les pays élus constituent le moment venu un noyau monétaire solide, que les marchés ne remettent pas en cause. La réputation de l'Ecu devra à l'évidence être d'emblée aussi solide que celle du mark.

DOSE D'ARBITRAIRE

Ce que les remarques des six instituts vont apporter au débat, est d'empêcher l'Allemagne de négliger l'aspect politique ou « interprétatif » du traité. Un aspect bien réel en ce qui concerne les critères de convergence, dûment signalés par les textes, mais que les Allemands s'ingénient à négliger, obsédés par l'idée qu'en « interprétant », les examinateurs « c'est-à-dire la Commission et l'IME d'une part, le Conseil des ministres et le Conseil européen d'autre part » feraient la part belle aux mauvais élèves.

Bien entendu, c'est l'Italie qui était la première visée, un pays dont Bonn a toujours craint qu'il bénéficie du moment venu des faveurs de la France. Les compléments inattendus adressés à M. Di Ni par le chancelier Kohl, début septembre au sommet italo-allemand de Stresa, n'ont pas modifié fondamentalement cette crainte.

Si les grands instituts de conjoncture allemands ont semblé jeter un pavé dans la mare en relativisant le caractère presque sacré des critères de convergence, c'est bien parce

qu'ils ont osé dire tout haut ce que tout le monde pense tout bas, y compris peut-être outre-Rhin. A savoir d'une part qu'il existe une bonne dose d'arbitraire dans les critères de convergence : aucun économiste sérieux ne peut prétendre démontrer le caractère « nécessaire » d'un ratio à ne pas dépasser comme celui des 60 % de dette publique rapportée à la richesse nationale, ou même celui des 3 % de déficit budgétaire. Sans erreur, les auteurs du traité avaient retenu le premier pour la raison principale qu'il correspondait au début des années 90 à l'endettement public moyen des pays européens.

L'autre faiblesse des critères est leur imprécision. Sur un point essentiel, celui de l'inflation, personne ne sait très bien comment in-

terpréter ce que dit le traité. L'exigence d'un degré élevé de stabilité des prix, soit, mais à partir de quelle référence ? A bien y regarder, plusieurs interprétations sont possibles : ne pas dépasser de plus de 1,5 point le taux d'inflation du meilleur élève européen, ou celui des deux meilleurs, ou la moyenne des trois meilleurs.

On pourrait apporter d'autres preuves de l'imprécision des textes qui justifient les propositions faites de les interpréter. Les experts savent bien que si l'examen des critères avait porté sur l'année 1994 avec comme référence la Finlande, pays le mieux classé pour la hausse des prix, l'Allemagne n'aurait pas pu entrer dans l'UEM... parce que trop inflationniste. Pas sous.

L'examen de passage sera bien basé sur les critères, tels qu'énoncés. Mais l'interprétation prévue aura lieu et c'est ce doute qui lève, définitivement semble-t-il, le rapport des six instituts de conjoncture allemands. Non seulement il sera tenu compte des efforts faits et des tendances récentes, mais seront pris en compte des éléments aussi importants que la situation de la balance des paiements courants ou celle des coûts salariaux unitaires ou des indices de prix à la produc-

tion ou de gros. De même, la double nature des déficits budgétaires mis en évidence il y a trente-cinq ans par Arthur Mevin Okun, le conseiller du président Kennedy, permettra-t-elle quelques accommodements : sévères pour leur composante « structurelle », compréhensibles pour leur partie « conjoncturelle », les crises économiques réduisant inévitablement les rentrées fiscales. La France n'y trouvera pourtant aucun réconfort, la partie structurelle de ses déficits étant, et de loin, la plus importante : (4 % de son PIB sur les 5,4 % de déficit public global).

Les Allemands acceptent d'autant plus facilement cette lecture des textes qu'ils en tireront immédiatement un avantage important : celui de pouvoir faire entrer la Bel-

La Suède n'est pas prête à participer au SME

Une participation de la monnaie suédoise au système monétaire européen (SME) serait prématurée, selon les responsables monétaires de Stockholm, rapporte le Financial Times du 26 octobre. Intervenant au cours de la conférence annuelle de l'Association des banquiers suédois, le gouverneur de la Banque centrale, Urban Bäckström a déclaré que « la couronne est encore sous-évaluée » et qu'il est important qu'elle « soit à un niveau convenable au moment de l'entrée ». Ces derniers jours, des rumeurs sur une entrée rapide de la couronne dans le SME ont circulé à Stockholm. Le président de la Commission européenne, Jacques Santer, a en effet tout récemment rappelé que deux années au moins de participation au mécanisme de change étaient nécessaires pour pouvoir décider de la possibilité d'intégrer l'Union monétaire. Une adhésion début 1996 au plus tard serait donc nécessaire. M. Bäckström de même que le ministre des finances Göran Persson estiment pour leur part que le plus important est la stabilité de la monnaie, et non la participation au SME.

terpréter ce que dit le traité. L'exigence d'un degré élevé de stabilité des prix, soit, mais à partir de quelle référence ? A bien y regarder, plusieurs interprétations sont possibles : ne pas dépasser de plus de 1,5 point le taux d'inflation du meilleur élève européen, ou celui des deux meilleurs, ou la moyenne des trois meilleurs.

On pourrait apporter d'autres preuves de l'imprécision des textes qui justifient les propositions faites de les interpréter. Les experts savent bien que si l'examen des critères avait porté sur l'année 1994 avec comme référence la Finlande, pays le mieux classé pour la hausse des prix, l'Allemagne n'aurait pas pu entrer dans l'UEM... parce que trop inflationniste. Pas sous.

gique dans l'UEM alors même que l'Italie restera très probablement pendant quelques années supplémentaires sur le quel, un régime transitoire devant être imaginé pour elle et pour les autres en attente. Les performances belges « interprétées » sont convaincantes : stabilité assez remarquable des prix de détail depuis trente ans (à l'exception de cinq années), taux d'épargne à la japonaise, excédent de la balance des paiements courants. Un bilan qui devrait faire « oublier » l'importance de la dette publique. Par comparaison, l'Italie risque bien d'échouer sur à peu près tous les critères.

Les marges d'interprétation prévues à Maastricht seront d'autant plus facilement acceptées par Bonn que le gouvernement français pourrait - outre l'acceptation d'un renforcement des sanctions prévues en cas de dérapage - apporter comme cadeau de réconciliation et d'avancée politique, la proposition d'un début de coordination réelle des politiques budgétaires. Une réponse à l'appel du pied lancé récemment par M. Tietmeyer, le très écouté patron de la Bundesbank.

Alain Verrohes

Un « toit politique » pour l'union monétaire

PARIS VIENT DE FAIRE quelques pas en direction de Bonn au sujet de l'accompagnement politique de la monnaie unique. Faute d'avoir obtenu que l'union politique progresse au même rythme que l'union économique et monétaire, les dirigeants allemands suggèrent depuis quelque temps « un toit politique » pour l'UEM (Helmut Kohl) ou un « Schengen monétaire » (Théo Waigel, ministre des finances). Il s'agit dans leur esprit de créer des mécanismes qui étayeraient la solidarité entre les Etats participants à l'UEM, après 1999, au-delà des textes existants ; l'objectif est de permettre une coordination plus étroite des politiques économiques et financières, garantissant la stabilité de la future monnaie européenne. A terme, on aboutirait à une sorte d'autorité européenne qui serait l'interlocuteur de la Banque centrale européenne, rôle que joue le gouvernement fédéral vis-à-vis de la Bundesbank, sans attendre à son indépendance.

Après avoir été longtemps réticents, les Français présentent maintenant cette évolution comme allant pratiquement de soi, avec cependant d'innombrables précautions de vocabulaire. Il est « assez raisonnable de dire que la monnaie unique doit être accompagnée d'une manière ou d'une autre d'un volet politique », a ainsi déclaré récemment Hervé de Charette, ministre des affaires étrangères. A Bonn, Jacques Chirac a été plus évasif encore : « Nous sommes

prêts à discuter de toute évolution qui serait rendue nécessaire », a dit le président de la République en réponse aux demandes pressantes de l'Allemagne en faveur d'un engagement à respecter les critères de Maastricht après le passage à la monnaie unique.

Trois grandes séries de questions sont posées. La première concerne les effets de l'UEM sur la marge de manœuvre économique et financière des Etats participants : devront-ils coordonner leurs politiques budgétaires, en termes de calendrier, de procédure, de définition des grands équilibres ? Dépasser même une simple concertation afin que des divergences dans les politiques conjoncturelles ne risquent pas de déséquilibrer l'ensemble ? Devront-ils même aller au-delà du budget et harmoniser leur fiscalité directe et indirecte, voire leurs politiques sociales et salariales ? Les réponses ne seront pas apportées du jour au lendemain, mais la logique de la monnaie unique va dans le sens d'une mise en commun de plus en plus poussée de décisions actuellement nationales.

LA QUESTION INSTITUTIONNELLE

La deuxième question porte sur les conséquences institutionnelles. Avant de créer de nouvelles instances qui viendraient compléter encore une organisation déjà fort peu transparente, l'interlocuteur politique des autorités monétaires européennes pourrait être le

conseil des ministres, siégeant en formation réduite aux membres de l'UEM. Mais en sera-t-il de même pour la Commission ? Ou bien les commissaires venant de pays ne participant pas à l'UEM auront-ils aussi voix au chapitre ? Faut-il un nouveau traité ou une simple « convention », style Schengen justement ? Autre facette de cette question institutionnelle : la solidarité monétaire renforcée déterminera-t-elle sur d'autres domaines européens ? La politique extérieure, la défense ou la justice ? La sécurité intérieure, par exemple ? Le parti majoritaire en Allemagne a répondu par l'affirmative en proposant la création d'un « noyau dur » pour un petit nombre d'Etats élus, embrassant toutes les politiques communes : la coexistence de plusieurs cercles de « solidarité renforcée » dans différents domaines à la préférence de Paris.

Enfin, ceux qui remplissent les critères de Maastricht en 1999 ne peuvent manquer de s'interroger sur leurs rapports avec les membres restés (provisoirement ?) en dehors de l'UEM, sur les liens institutionnels qui seront ouverts avec eux et surtout sur les relations entre la monnaie unique et les autres devises européennes. Voilà un beau programme pour les innombrables groupes de travail communs, dont Français et Allemands annoncent la création de puis des mois, à moins qu'il ne s'agisse de l'annonce répétée du même groupe.

Daniel Vernet

Jacques Chirac s'entretient de la lutte contre la drogue avec le premier ministre néerlandais

LA LUTTE CONTRE LA DROGUE devait être le thème principal du dîner que le président Jacques Chirac offrait jeudi 26 octobre à Paris au premier ministre des Pays-Bas, Wim Kok, et à son ministre des affaires étrangères, Hans van Mierlo. Les relations entre les deux pays traversent une phase agitée dont La Haye comme Paris sont conscients de devoir sortir pour ne pas inutilement se compliquer la tâche dans l'étape délicate que traverse actuellement la construction européenne.

Tout n'oppose pas les deux gouvernements. Les Néerlandais sont très présents sur les questions de sécurité européenne et une candidature de Rijkman Groenendaal, ancien premier ministre, au poste de secrétaire général de l'OTAN, aurait l'aval de Jacques Chirac. Cependant, depuis l'arrivée de ce dernier à la présidence française, la politique néerlandaise en matière de drogue, jugée libérale à La Haye, laxiste à Paris, alimente une polémique dont les Français ont

pris prétexte, en sus du terrorisme, pour refuser de lever les contrôles à leurs frontières avec les pays de l'espace Schengen.

Cette politique est aussi critiquée par l'Allemagne, la Belgique. Les Français y sont particulièrement sensibilisés car ils estiment qu'elle permet un trafic dont les bénéfices alimenteraient la criminalité dans les banlieues, voire les réseaux islamistes. Jacques Chirac y voit la preuve que la disparition des contrôles de frontière ne peut se faire que si on ne laisse pas s'établir des no man's land sécuritaires. D'où l'idée des commissariats communs transfrontaliers, qui fait son chemin. Mais aussi la conviction d'avoir à harmoniser les méthodes de répression, ce qui se heurte à des questions de mentalité.

A la veille de la rencontre, on indiquait à La Haye être prêts à des initiatives « pour améliorer la coopération policière et judiciaire bilatérale ». « Nous voulons réussir Schengen, avec les Néerlandais,

Nous n'acceptons pas les effets pervers de leur politique, mais nous allons faire des propositions concrètes », affirmait-on côté français. La France a en poste à La Haye cinq fonctionnaires chargés de suivre les affaires de police et de justice : un commissaire, deux inspecteurs, un douanier, un magistrat. Mais il y a des « problèmes de communication ». Paris veut que soient désignés côté néerlandais des interlocuteurs fixes.

Il faut du temps pour que la compréhension s'instaure, qu'elle permette de trouver des solutions. Amsterdam a désormais une équipe de policiers chargée d'exécuter les commissions rogatoires en provenance de l'étranger. Paris pourrait demander à La Haye d'étendre cette formule. Le gouvernement néerlandais pourrait également mettre sur pied une brigade nationale des stupéfiants.

Henri de Bresson et Alain Franco

مكتبة الامم المتحدة

Jacques Santer tente de discipliner les commissaires européens

La déléguée danoise renonce à éditer un brûlot sur l'institution bruxelloise

Commissaire européenne depuis janvier 1995, M^{me} Bjerregaard a accepté, à la demande du président de la Commission, Jacques Santer, de ne pas publier un livre fort peu diplomatique sur son expérience bruxelloise. Mais ses mésaventures révèlent un certain dysfonctionnement de la Commission de Bruxelles.

BRUXELLES
(Union européenne)
de notre correspondant

Jacques Chirac, un tantinet ramolli et pas à la hauteur. Helmut Kohl distrait. Felipe Gonzalez macho... Ces gracieusetés, et sans doute quelques autres, figurent dans un ouvrage écrit par Ritt Bjerregaard, une Danoise qui, depuis janvier 1995 occupe le poste de commissaire européen chargé de l'environnement. Elle s'est récemment distinguée en essayant, sans succès, d'entraîner la Commission dans un conflit ouvert avec la France à propos de la reprise des essais nucléaires.

Sous le titre *Journal d'un commissaire*, le livre, dont un quotidien danois a publié les « bonnes feuilles », devait paraître en octobre.

PARFUM DE SCANDALE

Le microcosme bruxellois, alléché par le parfum du scandale, s'apprêtait à lui faire un franc succès : il sera déçu ! Mercredi 25 octobre, après une entrevue en tête-à-tête - qu'on devine difficile - avec le président Jacques Santer, M^{me} Bjerregaard a publié une déclaration où elle exprime quelques regrets et annonce qu'elle a décidé de finalement ne pas éditer son brûlot.

On dit que M. Santer avait été particulièrement agacé de constater

ter que, lors de la conférence de presse qui avait suivi, mardi à Strasbourg, le débat sur les essais nucléaires devant le Parlement européen, toutes les questions ou presque avaient porté sur les écrits et autres ennuis de M^{me} Bjerregaard.

Car celle-ci, femme de caractère, perçue de façon générale comme intelligente, à cheval sur ses compétences, n'en est pas à son coup d'essai. La presse danoise lui reproche d'accepter des cadeaux (à vrai dire des vétilles : quelques bouteilles de vin) et, plus contestables, des honoraires pour des articles ou des conférences, alors que ses appointements de commissaire sont plus que confortables.

En janvier, avant son audition par le Parlement européen, préalable à l'investiture de la nouvelle Commission, elle avait expliqué aux journalistes danois que plaire ou ne pas plaire n'avait guère d'importance puisqu'il ne s'agissait pas d'un vrai Parlement !

Plus grave, elle semble s'être peu faite aux méthodes de travail bruxelloises : « C'est une solitaire, dans son cabinet, elle a engagé quelques jeunes Danois peu expérimentés. Elle ne négocie pas, elle ne consulte pas, ce qui cause des difficultés car, quand elle arrive en Commission, on ignore ce qu'elle va proposer », note un de ses collègues.

L'incident est-il clos, maintenant qu'elle a renoncé à publier son livre ? À Bruxelles, certains jugent la bêtise de M^{me} Bjerregaard révélatrice d'une ambiance. Quelques commissaires, notamment issus des nouveaux États membres, considèrent que tout est technique, que l'institution bruxelloise n'est pas un lieu où l'on fait de la politique (« Se faire une idée sur l'indigisme, sur la défense ? Vous rêvez ! ») et que, de ce fait, on peut tout y dire sans en référer au collègue ou à son président.

DÉRIVE

Un diplomate français dénonçait récemment « une Commission très peu collégiale, où l'on ne distingue pas de ligne commune ». Il ajoutait que « ce manque de dynamisme, cette absence d'initiatives autres qu'individuelles », contribuait à la paralysie du conseil des ministres au sein duquel, en passant de 12 à 15, l'Union avait franchi « une sorte de seuil de l'inefficacité ».

Une dérive généralisée en quelque sorte, qui mériterait un effort de réflexion de la part d'une Commission dont la contribution à la préparation de la Conférence intergouvernementale (CIG) de 1996 sur la réforme des institutions est, jusqu'à présent, insignifiante.

Philippe Lemaître

La Bulgarie refuse de fermer le réacteur n° 1 de Kozlodouy

En dépit des pressions occidentales et d'une proposition d'aide franco-allemande, Sofia maintient en activité une centrale nucléaire jugée dangereuse par les experts

SOFIA

de notre envoyé spécial

Les Bulgares n'ont pas de chance. Fiers de recevoir dans leur capitale la troisième conférence paneuropéenne des ministres de l'environnement (Le Monde du 26 octobre), les voilà de nouveau cloués au pilori pour avoir osé redémarrer un réacteur nucléaire que tous les experts occidentaux jugent dangereux. Oubliés les privatisations, censées remettre sur pied l'économie et, partant, la protection de l'environnement. Oubliée la biodiversité, dont les pays de l'Est, assurément,

claire n'est pas de sa compétence. En revanche, la « sûreté nucléaire est du ressort du ministre allemand de l'environnement, Angela Merkel. Et sa collègue française, Corinne Lepage, qui a longtemps plaidé ce dossier brûlant en tant qu'avocate, a comme ministre la tutelle conjointe sur les organismes de contrôle. Les deux ministres ont donc préparé ensemble une proposition présentée comme « constructive » et « ouverte ». Au nom de l'Union européenne, l'Allemagne et la France ont offert trois options à la Bulgarie pour l'aider à compenser, cet hiver,

renforcée de la centrale thermique de Varna. 3) Nous fournissons directement l'électricité manquante.

Ni M^{me} Merkel ni M^{me} Lepage, toutefois, ne se faisaient d'illusions. Le premier ministre, Jean Videnov, avait d'emblée dénoncé « une pression inadmissible » des Occidentaux, soupçonnés de déconsidérer la Bulgarie pour mieux vendre leur technologie. « La thèse du complot est une vieille roquette des communistes », observe Angela Merkel, qui a connu cela de première main dans son Allemagne de l'Est natale. Quant à M^{me} Lepage, qui a dû batailler ferme pour que soit abandonnée toute référence aux essais nucléaires français, elle s'est heurtée à un raisonnement difficile à réfuter en ce moment : de même que la France poursuit ses essais dans le Pacifique en dépit de la réprobation du monde entier, de même la Bulgarie continue à produire son électricité nucléaire malgré les pressions occidentales. Imparable : Mururoa, Kozlodouy, même combat !

Comme par enchantement, l'offre franco-allemande serait tombée d'elle-même avec l'annonce, mardi 24 octobre, d'un arrivage de combustible russe à Kozlodouy ! Une fois de plus, donc, les Bulgares font davantage confiance aux Russes qu'à quiconque pour se sortir d'un mauvais pas...

Roger Cans

Le Royaume-Uni... pays en transition

Le ministre britannique de l'environnement, John Gummer, a expliqué aux anciens communistes que son pays, naguère « l'un des plus étatisés de l'Ouest », retrouvait le chemin du vrai capitalisme : « Nous avons privatisé le charbon, le gaz, l'eau, l'électricité, et nous essayons d'en faire autant avec les chemins de fer ». Résultat, selon John Gummer : les entreprises privées, soucieuses du consommateur, améliorent leur mode de production et la qualité de leurs produits, ce qui profite à l'environnement. Beaucoup, à Sofia, ignorent que le Royaume-Uni sortait du même carcan que les pays de l'Est...

n'ont pas à rougir. Un seul nom revenait dans toutes les bouches à Sofia : Kozlodouy. Seul le ministre bulgare de l'environnement, Georgiuev, a prudemment esquivé le sujet. « Le plus grave, pour nous, c'est la pollution atmosphérique par le soufre », dit-il. De toute façon, le nu-

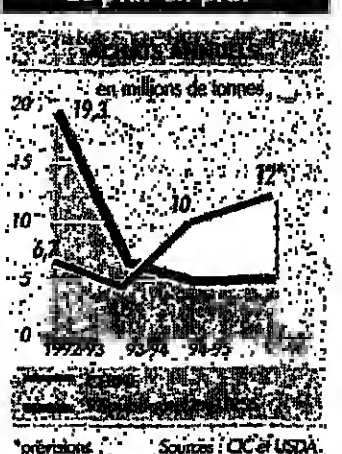
la fermeture du réacteur n° 1 de Kozlodouy : 1) Nous vous offrons le combustible qui manque pour la remise en route du réacteur n° 5, beaucoup plus récent mais actuellement arrêté faute de combustible. 2) Nous fournissons l'appoint de charbon nécessaire pour la production

Les Etats-Unis engagent une guerre du blé avec les Quinze

LE BLÉ, qui a connu heures de gloire et de déprime, flambe à nouveau sur le marché de Chicago depuis l'été. La raison : la récolte va baisser de 12,5 % en Russie, de 18 % en Argentine, de 6 % aux Etats-Unis, entraînant, par anticipation, une forte demande. La production mondiale (529 millions de tonnes) n'a jamais été aussi réduite, en raison d'accidents climatiques (sécheresse ou pluies diluviennes dans les pays exportateurs), face à une demande croissante, qui la dépasse déjà de 10 millions de tonnes. L'offre était déjà inférieure aux besoins l'an dernier, sans que les prix connaissent pareille envolée. Mais cette fois, les stocks (92 millions de tonnes, soit deux mois de consommation) sont à leur niveau le plus bas depuis vingt ans, pratiquement au palier dit « de sécurité ».

Comment vont s'organiser les échanges dans cette situation ? Une certitude : la Chine sera très présente sur le marché. L'Empire du Milieu est un cas unique au monde : à la fois premier producteur de blé et à la fois premier importateur de blé, avec des besoins croissants chaque année. Selon le département américain de l'agriculture, les achats chinois pourraient atteindre l'équivalent de 2 milliards de dollars cette année, dont une bonne partie pour le blé. Selon un opérateur, « les importations atteindront 12 millions de tonnes ou moins » en 1995, contre 10 millions en 1994 et 4,5 millions en 1993. L'Asie, dans son ensemble, constitue un pôle d'achat essentiel, d'autant plus convoité qu'il est solvable : le Japon, de son côté, est le premier importateur de céréales en général, et le troisième pour le blé. Outre l'Asie, plusieurs pays d'Amérique latine - Brésil, Colombie, Venezuela, Mexique - devront aussi importer.

La Chine achète de plus en plus



La Chine a remplacé comme premier acheteur, les Républiques de l'ex-URSS, qui, aujourd'hui, manquent d'argent.

Mais à qui achèteront-ils ? Il y a de moins en moins de courants fixes et de contrats signés d'Etat à Etat, comme avant l'explosion de l'URSS. Les Latino-Américains devraient s'adresser d'abord à l'Argentine, leur fournisseur privilégié. Et si elle ne peut satisfaire la demande, ce sera au plus offrant : les Etats-Unis, le Canada ou l'Union européenne (UE), les trois premiers exportateurs mondiaux, dans l'ordre.

Entre les Etats-Unis et l'Union, notamment, les céréales font depuis longtemps l'objet d'une véritable guerre. En 1962, les Etats-Unis et la CEE avaient passé un accord de principe, formulé ainsi par Washington : « Cultivez et vendez vos céréales et laissez-nous exporter chez vous sans droits de douane notre soja. » L'Union européenne importe effectivement chaque année davan-

tage de soja sans droits de douane, mais, depuis les accords de Matra-kech d'avril 1994 qui clôturèrent le cycle de l'Uruguay, elle ne peut exporter plus de 12 millions de tonnes de blé par an. Or, en revanche, les Etats-Unis peuvent faire entrer dans l'Union 3 300 000 tonnes de blé et de farine, sans quotas. Et les autorités de Bruxelles ont délivré le 5 septembre des certificats permettant à l'Italie et à la Grande-Bretagne d'importer 634 000 tonnes de blé alors qu'à la même époque l'année dernière, l'UE n'en importait que 434 000.

RESTRICTIONS EXCESSIVES

Parallèlement, la Commission européenne ne délivre qu'au comptegouttes les certificats d'exportation, bico qu'elle n'a pas de subventions à verser, puisque le prix européen est au niveau mondial. Au regard des ventes habituelles, les autorisations accordées le 14 septembre, après une suspension des ventes de plus de deux mois, sont faibles. La Commission permet aux négociants de privilégier leurs clients les plus importants ou jugés

prioritaires : en 1995, 450 000 tonnes seront livrées à Cuba, outre l'Algérie, la Tunisie, le Maroc et l'Egypte ; certains pays d'Afrique noire qui s'acquêtent de l'absence de livraisons de blé européen, comme le Sénégal, la Côte d'Ivoire, le Gabon, le Cameroun et le Burkina Faso, recevront 50 000 tonnes. « Notre souci est d'abord d'approvisionner le marché intérieur », explique un fonctionnaire de l'Union.

« Est-il raisonnable de ne pas constituer de réserves de sécurité ? », s'interroge Bruno Catto, directeur de Sigma (Union des coopératives de céréales), qui assure 70 % de la collecte et une bonne part des exportations françaises de céréales. Aussi les producteurs et les exportateurs européens jugent-ils encore insuffisante la réduction à 10 % de la jachère décidée par le conseil des ministres de l'agriculture. « Pourquoi l'Union s'inflige-t-elle des restrictions dépassant celles exigées lors des négociations du GATT ? Supprimer la jachère comme aux Etats-Unis aurait évité à Bruxelles de gérer la pénurie, affirme Henri de Benoist, président des céréaliers de France.

Les Quinze se déconsidèrent auprès de leurs clients. Et comme si cela ne suffisait pas, les Etats-Unis organisent la reconquête de l'Europe. Les négociations entre les Etats-Unis et l'Union européenne, dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce, se sont achevées le 27 septembre sur un désaccord : les Américains jugent encore excessives les taxes à l'importation de céréales.

LA FRANCE TOUCHÉE

La coopération de la politique commerciale des Etats-Unis, qui font une surenchère de crédits aux pays demandeurs, des restrictions apportées par les accords de Matra-kech et de la réserve bruxelloise, ne favorise pas la France, premier exportateur de l'Union. L'Hexagone, qui a exporté, en 1994, 5,7 millions de tonnes de blé hors U.E. d'atteindra pas ce chiffre en 1995. « Il nous reste, dit un négociant, les pays que les Etats-Unis négligent pour des raisons politiques ou économiques. » La Chine et Cuba cependant deviennent, depuis deux ans, d'importants marchés pour la France : l'une

et l'autre ont acheté 800 000 tonnes de blé l'an dernier. Mais l'essentiel des ventes françaises se font outre-Méditerranée, même si ce marché est disputé aux Américains.

La situation varie selon les pays. Les liens avec le Maroc semblent solides. En 1994, 926 000 tonnes de blé français y ont été acheminées et les négociants prévoient davantage cette année car le pays a souffert d'une irrigation défectueuse. L'Algérie, elle, a acheté 647 000 tonnes de blé et 150 000 tonnes de farine, d'après les statistiques douanières : « Un pays en désordre civil a plus besoin de produits transformés, prêts à l'emploi, comme la farine et l'huile », souligne le Syndicat des meuniers exportateurs (Symex). Mais, signe des temps, les paiements s'effectuent par l'intermédiaire de banques américaines... Enfin la France a vendu 477 000 tonnes de blé à la Tunisie, pays ouvert qui, disposant d'un réseau de distribution privé, essaie de tirer le maximum d'avantages de la rivalité commerciale entre l'Union et les Etats-Unis.

Marie de Varney

LYDIE SALVAYRE



Lydie Salvayre a sans doute écrit son meilleur roman. Patrick Kéchichian/Le Monde

Ce livre noir agit avec la force d'une vrille, nous enfonçant à chaque tour avec son terrible héros. Raphaël Sorin/L'Express

Monologues d'un meurtrier. Il dérive, déraille, délire sous nos yeux, accablé par "la Puissance des mouches". Lydie Salvayre fait flèche d'un bois noir, acéré, hilarant.

François Salvoing/Humanité Dimanche

Incontestablement le roman le plus déchirant, le plus libérateur et le plus acéré de la rentrée. Marc Weitzmann/Les Inrockuptibles

Editions du Seuil

Turquie : condamnations confirmées pour six députés kurdes

ANKARA. La Cour de cassation a confirmé, jeudi 26 octobre, les sentences de six des huit députés kurdes condamnés à la prison, en 1994, pour collaboration avec la rébellion kurde. Elle a cassé, en revanche, les condamnations de Ahmet Turk et Sedat Yurtas, qui devaient être prochainement libérés. Quatre autres députés condamnés, en décembre 1994, à quinze ans de prison, dont M. Leyla Zana - pressentie pour le prix Nobel de la paix -, ont vu leur peine définitivement confirmée. Sirm Sakik et Mahmut Alinak, qui avaient purgé près du tiers de leur peine au moment de leur condamnation, ont déjà été libérés. Ces décisions de la Cour pourraient compromettre la ratification, en décembre, de l'accord d'union douanière cooçu, en mars, entre la Turquie et l'Union européenne. (AFP)

Les pays arabes s'indignent du vote du Congrès américain

WASHINGTON. La décision du Congrès américain de transférer à terme l'ambassade des Etats-Unis en Israël de Tel Aviv à Jérusalem a suscité la colère de nombreuses capitales arabes qui ont dénoncé un coup porté au processus de paix, alors que les négociations sur le statut définitif des territoires occupés à partir de 1967 par Israël - dont Jérusalem-Est - ont pu commencer. L'OLP a appelé à la convocation, « au plus vite », d'un « sommet arabe » ainsi qu'à une intervention du Conseil de sécurité de l'ONU. Les adversaires du processus de paix - Libye, Syrie et Iran - ont stigmatisé cette « agression ». En revanche, l'Egypte a minimisé la portée de ce vote. (AFP/Reuters)

AFRIQUE

■ **TANZANIE** : les élections législatives dans les îles de Zanzibar et de Pemba ont été gagnées par le parti gouvernemental Chama cha Mapinduzi (CCM) qui a obtenu 26 des 50 sièges du parlement local, a annoncé, jeudi 26 octobre, la radio de Zanzibar. Ces résultats risquent d'être contestés par l'opposition favorable au fédéralisme. (AFP)

AMÉRIQUES

■ **MEXIQUE** : l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN), active dans l'état du Chiapas (sud-est du Mexique), a annoncé, mercredi 25 octobre, qu'elle se met « en état d'alerte » dans l'attente d'une attaque de l'armée gouvernementale après l'arrestation, samedi, à Mexico, d'un des dirigeants de l'EZLN. (AFP)

ASIE

■ **SRI-LANKA** : des rebelles tamouls ont tué une trentaine de villageois cinghalais, jeudi 26 octobre, dans le centre-nord de l'île, a indiqué la police. Il s'agit du cinquième massacre en quelques jours. Les responsables présumés sont les « Tigres » de libération de l'Eelam tamoul (LTTE). Selon les autorités, les séparatistes entendent les contraindre à redéployer leurs forces alors qu'ils tentent de reprendre au LTTE le bastion de Jaffna, au nord de l'île. (AFP)

MAGHREB

■ **ALGÉRIE** : selon son comité de soutien, l'administration a refusé à l'un des candidats à l'élection présidentielle, Mouradine Boukroub, l'autorisation de visiter un centre d'aide sociale pour adolescents, près d'Alger, ainsi que de l'organisation d'un gala électoral. (AFP)

■ **MAROC** : Hassan II est dans un « état satisfaisant » après son hospitalisation pour « une infection respiratoire aiguë » qui l'a privé de tribune lors de l'anniversaire de l'ONU, selon un communiqué publié, mercredi 25 octobre, par le New York Hospital. (AFP)

EUROPE

■ **ITALIE** : un bateau de Greenpeace, l'*Altair*, a été pris d'assaut et évacué par des marins français de la frégate *Dupleix*, mercredi 25 octobre, dans la baie de Brindisi. (AP)

■ **BOSNIE** : un accord se profile sur l'association de la Russie à la force de paix. Les présidents Bill Clinton et Boris Eltsine se seraient entendus sur le rôle des troupes russes qui doivent être associées à l'opération de maintien de la paix en Bosnie une fois conclu un règlement. Les 2 000 « casques bleus » russes n'assureraient pas de mission de combat mais plutôt un soutien logistique, affirme le *New York Times* dans son édition du jeudi 26 octobre. (AFP)

ÉCONOMIE

■ **AFRIQUE** : pour la première fois depuis trente ans, la part de la France dans les importations africaines (350 milliards de francs) a très légèrement diminué en 1994 par rapport à 1993, passant 21 % à 20 %, selon le comité patronal des investisseurs français en Afrique.

■ **ALIMENTATION** : un « code de conduite pour une pêche responsable » devrait être adopté au cours de la 28^e session de la conférence de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) qui s'ouvrira, vendredi 27 octobre. Près de 70 % des stocks mondiaux de poissons font l'objet d'une exploitation excessive, selon la FAO.

■ **ALLEMAGNE** : le ministre des finances Theo Waigel s'est engagé, mercredi 25 octobre, à maintenir le déficit budgétaire, en 1996, à 60 milliards de DM (plus de 210 milliards de francs). Manque à gagner de 13 milliards sur les recettes fiscales et charges supplémentaires d'aide aux chômeurs seront compensés par 9 milliards de privatisations et 5 milliards d'économies supplémentaires, auxquelles s'ajoutera l'effet de la réduction des taux d'intérêt sur la dette publique. (AFP)

■ **ÉTATS-UNIS** : le déficit du budget fédéral a diminué, pour la troisième année consécutive, de 164 milliards de dollars sur l'année 1994-1995 par rapport à l'exercice antérieur, a annoncé, mercredi 25 octobre, le président Clinton.

Avec l'élection de John Sweeney à la tête de l'AFL-CIO, la centrale syndicale américaine espère un sursaut

WASHINGTON

de notre correspondant

Après de longues années de déclin, le mouvement syndical américain s'est enfin donné une chance de rebondir avec l'élection, mercredi 25 octobre, d'un nouveau président à la tête de la grande confédération AFL-CIO : John Sweeney, chef de file du groupe de renovateurs qui avait acculé l'ancien président Lane Kirkland à la démission en juin dernier, au bout de seize ans de règne.

« Si vous en avez ras-le-bol qu'on vous marche dessus, dites non au statu quo », avait lancé dans la journée John Sweeney en guise d'argument électoral au millier de congressistes rassemblés à New York pour la convention nationale de l'AFL-CIO, qui se tient tous les deux ans. Par *statu quo*, ce syndicaliste de soixante et un ans, qui

dirigeait jusqu'ici la Fédération des services, visait Tom Donahue, président intérimaire de l'AFL-CIO, depuis le départ de Lane Kirkland dont il était le numéro deux, et qui prétendait lui aussi à sa succession. De ces deux nés du Bronx, tous deux d'origine irlandaise et tous deux favorables au changement, c'est le plus agressif, John Sweeney, qui l'a emporté. Mais plus encore que sa victoire, c'est la période d'intense débat dont elle a été précédée qui, à l'issue de ce congrès, donne le sentiment aux syndicalistes américains que leur mouvement moribond peut aujourd'hui prendre un nouveau départ.

Car si la « bête » bouge encore, elle est en piteux état. Le taux de syndicalisation de la main-d'œuvre américaine est passé de 35 % en 1955 (année de la fusion de l'American Federation of Labor

et du Congress of Industrial Organizations) à 15,5 % aujourd'hui et encore, grâce au secteur public : dans le secteur privé, seul un travailleur sur dix adhère à un syndicat. En dépit de la reprise économique, de l'accroissement des bénéfices des entreprises et d'un taux de chômage peu élevé, les salaires stagnent, contraignant une partie de la main-d'œuvre à occuper deux emplois par jour pour joindre les deux bouts.

ABSENT DU DÉBAT POLITIQUE

La mondialisation de l'économie et la dérégulation d'industries ont profondément modifié le marché du travail américain, laissant filer à l'étranger une bonne partie des emplois industriels et créant un climat de précarité chez les salariés. Enfin, le mouvement syndical est remarquablement absent du débat politique et social de ces

dernières années aux États-Unis. Lorsque le Congrès républicain s'attaque à des piliers de l'idéal égalitariste des années 60 comme l'aide sociale, l'assurance-maladie pour les retraités ou la lutte contre la discrimination à l'égard des femmes et des minorités ethniques, les syndicats sont muets. Ils se sont le plus souvent limités à protéger les avantages acquis de leurs adhérents, dont le nombre diminuait comme une peau de chagrin.

Depuis le départ de Lane Kirkland un vent de changement souffle sur l'AFL-CIO qui, avec treize millions de membres, regroupe 80 % des adhérents syndicaux dans le pays : pour la première fois en quarante ans, les congressistes ont dû choisir entre plusieurs candidats pour élire leur président, et cette compétition a fourni l'occasion d'un débat ap-

profond sur le rôle, la nature et l'avenir du syndicalisme aux États-Unis. John Sweeney donne la priorité, pour rétablir l'influence du mouvement syndical, au renforcement de l'organisation et du recrutement. Il souhaite, également, que les syndicats s'ouvrent davantage aux femmes et aux minorités ethniques, qu'ils « exploitent les nouveaux outils médiatiques » et qu'ils reviennent à des méthodes de revendication plus militantes.

DÉCEPTION

Paradoxalement, c'est peut-être la défaite de la majorité démocrate au Congrès, aux élections législatives de 1994, qui a provoqué un sursaut de l'AFL-CIO. Après douze années d'administration républicaine, sous les présidents Reagan et Bush, l'arrivée du démocrate Bill Clinton à la Maison Blanche avait été perçue comme

une bouffée d'oxygène par les syndicalistes ; mais cet espoir a été déçu par l'adoption de l'Alena, l'accord de libre-échange avec le Mexique et le Canada, contre lequel ils se sont battus en vain, puis par l'échec du projet présidentiel de réforme du système de santé.

La majorité démocrate au Congrès était le dernier rempart du mouvement syndical, et cette protection s'est effondrée, en novembre 1994, avec l'arrivée d'une majorité républicaine particulièrement combative. Preuve qu'il y a un vide à combler, de nouvelles formes de syndicalisme - syndicats associatifs, coordinations - sont apparues en dehors des structures traditionnelles. Pour relever le défi, l'AFL-CIO devra mener sa réflexion beaucoup plus loin.

Sylvie Kauffmann

Le Congrès espagnol a rejeté le projet de budget du gouvernement

Malgré ce nouveau désaveu, Felipe Gonzalez n'entend pas dissoudre l'Assemblée

Le projet de budget du gouvernement espagnol a été rejeté, mercredi 25 octobre, par le Congrès des députés à une large majorité (183 voix contre

158). Seuls les socialistes ont voté pour. Toutes les autres formations se sont prononcées contre, y compris les nationalistes catalans qui, depuis le

mois de septembre, ont lâché le régime. M. Gonzalez n'entend cependant pas dissoudre l'Assemblée (Lire aussi notre éditorial page 13).

MADRID

de notre correspondant

Pour la première fois depuis l'arrivée au pouvoir de Felipe Gonzalez, il y a tout juste treize ans, le 28 octobre 1982, les socialistes sont mis en minorité. Ce qui normalement devrait immédiatement conduire à la dissolution du Parlement et à la convocation d'élections générales. « Le président du gouvernement est politiquement obligé de présenter immédiatement le décret de dissolution au roi », a estimé José María Aznar, président de la principale formation d'opposition, le Parti populaire (PP, droite). « C'est une conséquence logique qui découle du respect des règles du jeu parlementaire et du respect des règles de notre système démocratique », a-t-il ajouté, tandis que Rosa Aguilar, porte-parole d'Isquierda Unida (IU, gauche unie, coalition dominée par le Parti communiste), a exigé la démission du chef de l'exécutif.

Pour le président Gonzalez, il n'est pourtant pas question de dissoudre la Chambre maintenant, mais seulement au terme de la présidence espagnole de l'Union européenne, c'est-à-dire à la fin de l'année, et de convoquer des élections générales comme il a été prévu, en mars 1996. « Il faut savoir gagner et perdre une bataille parlementaire », a-t-il indiqué, estimant qu'il y avait encore « une majorité pour voter les lois déjà soumises au Parlement, ce qui me paraît important pour achever le processus législatif ». Parmi les lois en cours d'examen figurent notamment la réforme du code pénal et la modification de la législation sur les sociétés.

Quelles que soient les raisons invoquées par Felipe Gonzalez pour ne pas se plier aux conséquences de sa mise en minorité, celles-ci sont considérées comme un « grave dommage à l'institution parlementaire » pour l'opposition qui ne se prive pas de rappeler que, le 17 juillet, le chef de l'exécutif avait déclaré qu'il « n'était pas disposé à gouverner en minorité ».

Le rejet du budget va probablement susciter une nouvelle tempête politique en cette fin de règne socialiste. Le pouvoir est déjà accusé de se maintenir contre vents et marées, de « prolonger l'agonie du pays » et de gagner du temps dans un but purement électoral pour disposer d'une période suffisante pour préparer la prochaine échéance. Faux, répond-on dans les cercles gouvernementaux, accusant les forces de l'opposition d'être « irresponsables » pour avoir renoué la copie du ministre de l'économie et des finances, Pedro Solbes, alors que la nation a besoin d'un budget.

« Pour M. Solbes, on ne peut qu'être d'accord avec l'austérité du budget, car c'est nécessaire pour le pays et, de toutes façons, il sera trop tard, pour le prochain vainqueur du scrutin, d'en préparer un autre dans des conditions satisfaisantes. »

Pedro Solbes a tenté de convaincre, insistant sur le fait qu'une attitude purement négative mettrait en péril la possibilité pour l'Espagne de rejoindre rapidement l'Union économique et monétaire européenne, qu'elle créait des « risques et des incertitudes inutiles », et que le rejet en bloc sans discussion des différents chapitres correspondait à « une politique de la terre brûlée pour arriver au pouvoir à n'importe quel prix ». Ses arguments n'ont pas été retenus par l'opposition modérée, et tout particulièrement par les nationalistes catalans, alliés pendant deux ans et demi du régime et qui, auparavant, appuyaient la politique économique de Felipe Gonzalez. Désormais, les socialistes devront avoir recours à un décret-loi pour reconduire le budget de cette année.

An-delà de ces inconvénients, la démonstration de ce manque de confiance parlementaire constitue un fait historique qui marque pratiquement l'ouverture de la pré-campagne électorale. Selon l'op-

position, cette mise en minorité correspond en effet à une motion de censure, même si celle-ci a un sens tout à fait différent en Espagne. Elle ne peut, en effet, qu'être constructive et ne peut s'articuler qu'autour d'une nouvelle majorité, d'un programme de gouvernement et d'un candidat à la présidence. Ce qui n'est pas le cas, bien qu'il s'agisse d'un vote de défiance.

Aux yeux du PP et de l'IU, le gouvernement n'a cependant plus d'existence légitime et les deux partis s'approprient à lui rendre la vie intenable au cours de ses derniers mois d'existence. Une situation à laquelle Felipe Gonzalez s'est préparé. Dès lundi, depuis New York, où il assistait à l'assemblée générale des Nations unies, il donnait pour acquis le rejet du budget tout en précisant : « Nous le représenterons tel quel au mois de mars et je suis sûr que les citoyens vont approuver parce que nous allons gagner les élections. »

Méthode Coué, sans doute, puisque tous les sondages donnent le PP largement vainqueur. Mais Felipe Gonzalez adore encore les défis, même après vingt et un ans à la tête du PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol) et, surtout, il sait qu'il est en mesure de réduire la

L'ex-ministre

de l'intérieur inculpé

Trois anciens responsables de la sécurité du gouvernement de Felipe Gonzalez, dont l'ancien ministre de l'Intérieur, José Luis Corcuera, ont été inculpés, mercredi 25 octobre, pour détournement de fonds publics dans l'affaire des GAL. José Luis Corcuera, l'ex-secrétaire à la sécurité nationale, Rafael Vera, et l'ancien directeur de la sûreté, Julian San Cristobal, sont accusés d'avoir utilisé des fonds secrets du gouvernement pour financer la liquidation physique de séparatistes basques. (AFP)

Michel Bole-Richard

Fausto Bertinotti, communiste et allié tactique de Forza Italia

ROME

de notre correspondant

« Reviens sur ta décision, camarade, tu ne peux nous jeter dans les bras des fascistes ! » Cette supplique d'un vieux militant n'a pas fait fléchir Fausto Bertinotti, le secrétaire de Rifondazione Comunista - dernier flot des marxistes purs et durs en Italie. Avec son accent piémontais presque aussi chic que celui de Gianni Agnelli, il a expliqué que c'était une question de « cohérence » et que, décidément, il voterait la censure contre le gouvernement Dini, dit-il le faire en compagnie de la droite.

C'était mercredi 25 octobre à la télévision italienne, quelques heures avant le vote à la Chambre des députés qui déciderait, jeudi 26 octobre, du sort du gouvernement de « techniciens » de Lamberto Dini, en se prononçant sur la motion de censure déposée par Silvio Berlusconi et le pôle de centre droit. Le gouvernement était soutenu par le centre gauche, notamment par les progressistes du

PDS, ces ex-communistes venus à la social-démocratie en 1991, mais son existence était menacée par les communistes de Rifondazione, eux-aussi issus du PCI, dont l'apport des voix (24) à la droite (Forza Italia et Alliance nationale) pouvait se révéler décisif. De quoi être dérouter, d'autant que Rifondazione venait de passer un accord de désistement électoral avec le pôle dit de « Polivier » (gauche non communiste et centre gauche).

Ce n'est pas la première fois que Fausto Bertinotti, ce syndicaliste élu à cinquante-trois ans, en janvier 1994, secrétaire de son parti, déconcerte. De famille ouvrière, cet autodidacte élégant et chaleureux que les télévisions s'attachent - y compris celles de l'extrême gauche - à interviewer, trop content d'avoir trouvé cet allié inattendu - n'a pourtant pas varié : il entend mener une « lutte de classes » contre la droite et sanctionner les compromissions du PDS avec le pouvoir. Dénonçant sa « politique d'isolationnisme », dix-huit de ses parlementaires ont claqué la porte

en juin dernier, formant le parti des « Communistes unitaires » qui se sont rapprochés du PDS. Hostile dès le début au gouvernement Dini, dont il désapprouve la politique économique (Rifondazione avait appelé à voter « non » à la réforme des retraites, puis au budget), Fausto Bertinotti a réclamé sans discontinuer de nouvelles élections, espérant « mordre » un peu sur le PDS. N'ayant pas recueilli assez de signatures pour déposer sa propre motion de censure, il s'est joint à celle de M. Berlusconi. « Je ne me sens pas contaminé parce que je vote avec la droite, comme-t-il, c'est pour mieux la combattre. »

Si combattre la droite, c'est faire son jeu, « cohérence » rime avec incohérence, estimant, quant à eux, les chefs du centre gauche, dont le secrétaire du PDS, Massimo D'Alema, pour qui M. Bertinotti se trompe d'enjeu : « Il ne s'agit pas de sauver les salaires des travailleurs, dit-il, mais la démocratie. »

M.-C. D.

Le président relancer le

مكتبة الامم المتحدة

Le président tchadien veut relancer le processus électoral

En butte aux critiques de la France, Idriss Deby cherche à donner des gages de démocratie et accepte le principe d'une table ronde avec les organisations rebelles

N'DJAMENA

de notre envoyé spécial

En recevant récemment la presse française, africaine et tchadienne à l'occasion d'une émission de la radio Africa numéro 1, le président Idriss Deby tenait à rectifier l'impression déplorable qu'ont laissée les dernières tribulations du processus démocratique au Tchad, enclenché il y a cinq ans lors de la Conférence nationale souveraine (CNS). Il a donc annoncé le début du recensement électoral pour le 1^{er} novembre afin d'aboutir au scrutin présidentiel au milieu de l'année 1996, précisant qu'il « réfléchira » à sa candidature en temps utile.

Le président tchadien a évoqué, à plusieurs reprises, « cette transition qui tue le pays », mettant en doute la volonté de la cinquantaine de partis politiques, apparus depuis 1990, de voir aboutir le processus électoral. Il est revenu sur la situation des droits de l'homme assurant, entre autres propos, qu'il regrette que des agents de l'Etat « aient cassé le matériel d'un journal »,

faisant allusion à l'intervention musclée de l'Agence nationale de sécurité dans les locaux du journal indépendant *N'Djomena Hebdo* que le chef de l'Etat a qualifié de « journal diable ».

LES EFFECTIFS MILITAIRES

M. Deby est ensuite revenu, au cours d'un bref entretien avec *Le Monde*, sur l'irritation que certains responsables de la politique africaine de la France manifestent à son égard (*Le Monde* du 13 septembre). « L'irritation du gouvernement français est bien fondée, car il a mis à la disposition du Tchad des moyens pour le recensement et les opérations électorales. Mais cette irritation est dirigée contre le blocage du processus, pas contre Deby », a-t-il estimé.

Le général de corps d'armée Deby - promu, à ce rang, au printemps - interprète, de même, la réduction des effectifs de la mission de coopération militaire française comme un signe positif : « La France nous a aidé à réduire les effectifs de l'armée nationale tchadienne de 45 000 à 17 000 hommes,

c'est une opération parfaitement réussie ».

Pour ce qui concerne une table ronde, qui réunirait le gouvernement et les « politico-militaires », c'est à dire les organisations qui mènent des rébellions dans plusieurs régions du Tchad - les provinces du Logone, du Lac et du Ouaddaï -, le président semble en accepter le principe même si la pression de ces groupes « est sur-tout médiatique ».

Des contacts ont été pris mais M. Deby ne se prive pas de brocarder les différentes factions. « Il y avait quatre représentants de Goukouni [Oueddei, l'ancien président] mais les gens du MDD [un mouvement que l'on dit proche d'Hisène Habré, le successeur de M. Oueddei] affirment qu'ils ne sont pas présents sur le terrain. Mais ce sont des Tchadiens et nous devons nous retrouver dans l'intérêt des uns et des autres ». Cette table ronde devrait se réunir dans une capitale africaine, parallèlement à la reprise du processus électoral.

Thomas Sotinel

Le colonel Kadhafi suspend l'expulsion des Palestiniens de Libye

Le « Guide de la révolution » menace de chasser un million d'Africains

La Libye est revenue provisoirement sur sa décision d'expulser les Palestiniens présents sur son territoire. Un moratoire de trois à six mois a été décrété par le co-

lonel Kadhafi. Il devrait mettre un terme au calvaire des expulsés immobilisés à la frontière égypto-libyenne.

SYRIE

de notre envoyé spécial

Le problème du millier de Palestiniens bloqués dans le désert, à la frontière égypto-libyenne, est temporairement résolu. Le colonel Mouammar Kadhafi a annoncé, au cours d'une conférence de presse réunie, mercredi 25 octobre, à Syrte, qu'il tentait « personnellement de convaincre les Palestiniens de rester en Libye de trois à six mois, malgré leur détermination à rentrer dans leur pays, la Palestine ». Il a précisé que ce délai permettrait à dix mille étudiants palestiniens qui se trouvent en Libye de terminer leur année d'études. Le « Guide de la révolution » n'a pas indiqué si ses « efforts » avaient déjà abouti, mais il ne fait pas de doute que sa « tentative » sera bien accueillie par les Palestiniens.

La télévision libyenne avait préparé le terrain, en diffusant, la veille, un programme sur le « camp palestinien du retour », situé à la frontière avec l'Egypte. Des représentants des Palestiniens du camp avaient déclaré que « l'objectif est désormais atteint »,

la preuve ayant été faite, selon eux, que « l'accord [d'Oslo] entre l'entité sioniste et Abou Ammar [Yasser Arafat] ne résout pas le problème palestinien ».

Le chef de l'Autorité palestinienne a été pris à partie par d'autres intervenants, dont l'un l'a soupçonné d'être « d'origine juive ». Quelques heures auparavant, le colonel Kadhafi avait estimé que Yasser Arafat était devenu le « chef de la gendarmerie palestinienne », chargé de réprimer les Palestiniens pour le compte des Israéliens.

Le dirigeant libyen a précisé que le délai de six mois qu'il venait d'accorder aux Palestiniens résidant dans son pays était la « dernière chance offerte au monde pour résoudre la question palestinienne ». Si une solution n'est pas trouvée, les Palestiniens marcheront de Syrie, du Liban, de Jordanie et de Libye pour rentrer en Palestine, a-t-il menacé. « Il y aura alors trente-cinq mille Palestiniens à la frontière égyptienne de Salloum. Je suis déterminé [à obtenir] le retour des Palestiniens pacifiquement,

ou par la guerre. C'est au monde de choisir entre le rameau d'olivier et le fusil », a ajouté le colonel Kadhafi, qui avait coovert une centaine de journalistes arabes et occidentaux.

M. Kadhafi a saisi l'occasion pour accuser la presse de tromper le monde en affirmant que ses pays expulsait les Palestiniens. « Il ne s'agit pas d'expulsions, mais de retour à la mère patrie, a-t-il martelé. Les vraies expulsions ont eu lieu quand les Palestiniens ont été chassés de Palestine ». En revanche, le dirigeant libyen a réitéré sa menace d'expulser un million d'expatriés africains qui se trouvent en situation irrégulière en Libye. « Est-ce que le Tchad, le Niger, l'Egypte ou la Tunisie acceptent que 100 000 ou 250 000 Libyens entrent chez eux sans papiers d'identité ? », s'est-il demandé pour justifier cette décision. Selon un quotidien proche du gouvernement de Khar-toum, 26 000 Soudanais expulsés de Libye feraient déjà route vers leur pays d'origine.

Alexandre Bucciantti

Les fonctionnaires brésiliens vont perdre la sécurité de l'emploi

Le vote des députés constitue une victoire du président Cardoso contre sa propre majorité

RIO DE JANEIRO

de notre correspondant

Le gouvernement brésilien a remporté mardi 24 octobre une victoire au Congrès, qui ouvre la voie à la suppression de la sécurité de l'emploi pour tous les fonctionnaires, qu'ils relèvent du pouvoir fédéral, des Etats ou des municipalités. La commission de la Constitution et de la Justice de la Chambre des députés a, en effet, approuvé, par 27 voix contre 23, cet élément central de la réforme de l'administration présentée par le président Fernando Henrique Cardoso.

Ce dernier avait hésité, retirant son projet à plusieurs reprises devant l'hostilité d'une partie de sa majorité. Le vote de mardi n'est que le premier pas du processus complexe qui doit aboutir l'an prochain à l'abolition du principe de la garantie d'emploi à vie dont bénéficient les fonctionnaires depuis 1933, mais il est décisif.

Ce résultat n'était nullement acquis d'avance et il a fallu que le président intervienne personnellement auprès de plusieurs députés, appartenant pourtant à sa majorité, pour qu'ils votent en faveur de la réforme. Il est vrai qu'au Brésil, où d'innombrables parlementaires changent d'affiliation en cours de mandat, la notion de fidélité à un parti est assez ténue. La menace, un moment brandie puis retirée, d'être expulsés de la majorité, en a cependant convaincu quelques-uns. Les plus récalcitrants ont été les parlementaires originaires du Nordeste, cette région désertifiée aux structures sociales encore empreintes de féodalisme, où les caciques locaux distribuent traditionnellement à leurs obligés des postes dans la fonction publique. Curieusement, le combat de ces notables en faveur de la sécurité de l'emploi des fonctionnaires est apparu à l'occasion plus virulent que celui mené à gauche par le Parti des travailleurs.

Après beaucoup de tergiversations, la commission a approuvé la partie la plus discutée de la réforme souhaitée par le président Cardoso. Les fonctionnaires devraient pouvoir désormais être licenciés non seulement pour incompétence, mais aussi lorsqu'ils sont en nombre excessif. Un plafond a même été fixé. Les licenciements interviendront lorsque les salaires représenteront plus de 60 % du budget d'un organisme public. Marcello Alencar, gouverneur de l'Etat de Rio de Janeiro, s'est publiquement réjoui de cette

disposition. « Il faut briser cette relation cynique qui existe entre une masse de petits fonctionnaires qui travaillent peu et gagnent peu et une poignée de hauts fonctionnaires très bien payés », a-t-il affirmé. Les 360 000 fonctionnaires de l'Etat de Rio absorbent actuellement 78 % du budget de cet Etat.

La jolte du président Cardoso, à peine rentré des Etats-Unis, où il avait participé aux cérémonies du cinquantième anniversaire des Nations unies, n'a cependant pas été sans mélange. Il a été obligé, mardi, d'accepter que la validité du Fonds social d'urgence, une enveloppe que le gouvernement redistribue aux régions les plus pauvres, ne soit prolongée que de

Une tribu indienne découverte en Amazonie

Un groupe de sept Indiens, dont deux enfants, appartenant à une tribu encore inconnue, ont été découverts dans l'Etat amazonien du Rondonia. Selon les responsables de la Fondation nationale de l'Indien (Funai), ces Indiens parlent une langue inconnue et vivent nus. Les hommes ne portent qu'un étui sur le pénis et des bracelets tissés avec des fibres de palmier. A la demande de la Funai, un juge de Porto Velho (capitale du Rondonia) a interdit, dans un rayon de 3 kilomètres à partir des hauteurs, la zone de forêt où ont été localisées les tribus.

A la découverte du Brésil, en 1900, les Indiens étaient de trois à cinq millions, selon les historiens. Actuellement il n'en reste plus que quelques deux cent cinquante mille, répartis en une soixantaine de petits groupes isolés en Amazonie. - (AFP).

dix-huit mois, et non de quatre ans comme il le souhaitait.

José Sarney, ancien président du Brésil de 1985 à 1990 et actuel président du Sénat, a fait en sorte qu'il en soit ainsi. On prête à M. Sarney l'ambition de se présenter à l'élection présidentielle de 1998. Il n'aurait pas voulu laisser jusqu'à cette date une arme électorale aussi considérable entre les mains de M. Cardoso, au cas où ce dernier serait tenté par un second mandat. La Constitution actuelle interdit qu'un président sortant soit candidat à sa propre succession, mais elle peut fort bien être modifiée d'ici 1998.

Dominique Dhombres

IL Y A DES DOSSIERS QUI MERITENT D'ETRE TRAITES AU PLUS HAUT NIVEAU.

Avec le copieur NP 6050 vous allez atteindre les hautes sphères de

la copie. En véritable professionnel, il boude tous les dossiers à la

perfection. Capacité papier de 4050 feuilles, vitesse de 50 copies

par minute, 60 en mode accéléré; recto-verso automatique.

insertion de couvertures (jusqu'à 200 grammes) et d'intercalaires,

trieuse à déchargement frontal, agrafage deux points, rien ne lui

fait défaut. Vos dossiers bénéficient d'une finition parfaite.

Contactez-nous : 3615 Canon®.
Tél : 36 68 13 03**.

Internet : <http://www.Canon.fr>



Copieur de dossiers
NP 6050

Canon

De la force pour vos idées.

POUVOIR Jacques Chirac devait répondre, jeudi 26 octobre, à partir de 20 h 15, aux questions posées sur France 2 par Alain Duhamel. Pour cette troisième intervention télévisée

sée en deux mois, le président de la République prévoyait d'insister sur la continuité entre sa campagne électorale et l'action du gouvernement d'Alain Juppé. ● LA DROITE attend

du chef de l'Etat une clarification, d'autant plus urgente que les députés ont le sentiment de ne pas savoir que répondre à leurs électeurs déorientés. La majorité est elle-même

partagée entre le libéralisme et le « colbertisme » que M. Chirac avait mariés durant sa campagne. ● L'ACTION DIPLOMATIQUE, à laquelle le chef de l'Etat s'est largement consacré

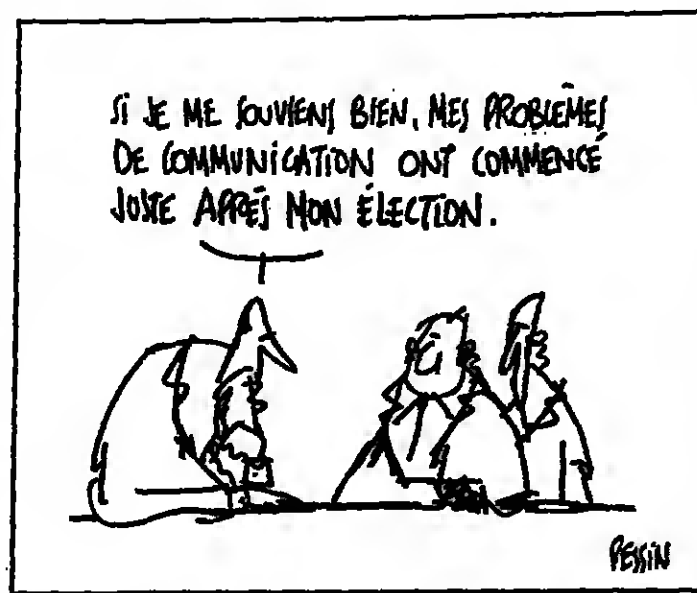
depuis son élection, lui vaut des critiques inégalement justifiées. M. Chirac donne néanmoins l'impression, dans ce domaine, de chercher encore ses « marques ».

M. Chirac revendique un « grand dessein européen » pour la France

Le président de la République devait procéder, jeudi 26 octobre, sur France 2, à un « recadrage » de son action et de celle du gouvernement, en affirmant que l'Europe n'est pas à ses yeux une contrainte, mais un axe essentiel de la politique qu'il entend diriger durant son septennat

MERCREDI SOIR à Bonn pour, au-delà du chancelier allemand, s'adresser aux marchés financiers ; jeudi soir sur France 2 pour parler aux Français : Jacques Chirac est contraint de se battre sur tous les fronts. La multiplication de ses interventions télévisées (il a été le 5 septembre l'invité du journal de la mi-journée de France 2, puis le 10 septembre celui de « 7 sur 7 » sur TF1) indique clairement qu'il mesure l'insuffisance de la communication gouvernementale et estime qu'il lui revient de prouver que l'action conduite depuis son installation à l'Élysée s'inscrit dans une stratégie réfléchie.

L'attente des députés de la majorité est forte. Depuis la fin des vacances ils espèrent un « cadrage » précis de l'action ministérielle. Or, à tort ou à raison, ils n'ont pas eu l'impression de l'obtenir d'Alain Juppé. Empêtré dans l'affaire de son appartement, le premier ministre n'a pas pu, en ce début d'automne, donner à son gouvernement le nouveau départ dont il avait besoin. Comme fina-



lement, le remaniement, un temps sérieusement envisagé à l'Élysée, n'a pas été jugé possible ou opportun, au moins actuellement, il

ne reste plus, faute d'actes, que le verbe. La teneur de l'intervention télévisée du chef de l'Etat est donc capitale pour calmer les impa-

tences, le temps que le premier ministre régle les deux dossiers, tout aussi essentiels que délicats, dont le gouvernement doit se sortir dans les mois à venir : la protection sociale et la réforme fiscale.

Cependant, si Jacques Chirac se retrouve ainsi en première ligne, ce n'est pas simplement parce qu'Alain Juppé n'aurait pas réussi, c'est aussi, et peut-être surtout, parce que les difficultés de l'action gouvernementale sont d'abord les fruits des ambiguïtés de la campagne électorale et de la composition de l'équipe ministérielle, laquelle relève, pour l'essentiel, des choix du président de la République. La stratégie suivie depuis la rentrée a été mise au point, en outre, lors du long week-end de travail qui avait réuni les deux patrons de l'exécutif à la fin du mois d'août au fort de Brégançon.

Premier responsable, M. Chirac devait donc, jeudi soir, expliquer pour convaincre. L'objectif principal est toujours le même : assurer

que sa politique et celle de son premier ministre n'en font qu'une, et qu'elles ont pour seul but de mettre en œuvre les promesses de la campagne présidentielle. Il se prépare aussi, toutefois, à faire admettre qu'il n'est pas possible de le faire en six mois. Cela va obliger M. Chirac à clarifier les points les plus sujets à discussion. Ainsi, il veut redire que la réduction des déficits budgétaires et sociaux est un impératif qui ne doit pas souffrir de contestation. D'autant qu'il en attend une importante contrepartie : une diminution significative des taux d'intérêt qui pénalisent l'économie française ; il espère, même, que pour prouver que la bonne direction est prise, il sera possible d'« acter » clairement cette réduction.

Il sait aussi qu'il lui faut s'exprimer, enfin, clairement sur la politique européenne de la France, qui conditionne tous les choix économiques et financiers. Ses déclarations après son dîner avec Helmut Kohl sont un premier élément de réponse (lire page 2),

mais il devait aller au-delà en remettant « en perspective le grand dessein européen de la France », pour reprendre l'expression d'un des ministres qui affirment avoir été informés des grandes lignes de l'intervention télévisée du chef de l'Etat.

M. Chirac se prépare donc à exprimer une position claire sur le destin européen de la France, qu'il devrait présenter non comme une contrainte - ce que ressent une partie de sa majorité -, mais comme un axe essentiel de son septennat, après celui de son prédécesseur. Il estime, en effet, qu'il n'y a pas d'autre politique européenne que celle qui est conduite et dont M. Juppé est le garant.

Remettre en perspective, c'est d'ailleurs l'essentiel de l'objectif de M. Chirac. Ce message, il veut adresser à l'ensemble des Français, mais, plus précisément, aux électeurs de la droite et donc, implicitement, à leurs représentants : les députés du RPR et de l'UDF.

Thierry Brédier

La majorité partagée entre libéraux et « colbertistes »

LA DROITE aurait-elle perdu le nord ? Six mois à peine après l'élection de Jacques Chirac à l'Élysée, la voila comme épuisée par sa propre conquête, impuissante à maîtriser sa victoire, privée de ses certitudes, déboussolée, presque anéantie. En proie à une sorte de mouvement brownien qui brouille les lignes de force d'un paysage construit depuis trois décennies, au pouvoir, puis dans l'opposition.

A l'arrière-plan, les partis politiques s'effritent ou s'érodent. Machine de guerre électorale conçue par et pour Jacques Chirac, le RPR est orphelin de son chef naturel, quand bien même Alain Juppé aurait hérité, en lui succédant le 15 octobre, d'un morceau de la croix de Lorraine. Hormis le compagnonnage et ses rites, le parti néo-gaulliste - bien obligé d'abandonner l'enthousiasme confortable des discours d'opposition -, n'offre d'autre perspective aux siens que de serrer les coudes et les dents pour gouverner par temps difficile. La reconversion est d'autant moins commode que les blessures de la campagne électorale restent vives, comme l'a démontré l'accueil plutôt rude réservé à Edouard Balladur aux assises du mouvement, le 15 octobre.

L'UDF est encore moins à l'aise, qui n'a participé à la présidentielle que par procuration. Incertaine du sort qu'elle peut réserver à son président et parrain historique, Valéry

Ciscard d'Estaing, plus que jamais ballottée au gré des ambitions des uns et des rancœurs des autres, partagée entre ceux des siens qui sont au gouvernement et ceux qui en ont été écartés, éparpillée en autant de chapelles qu'elle compte de caciques, la confédération libérale et centriste peine à trouver une identité. Elle demeure un cartel, d'abord chargé de faire pièce au RPR. Hors période électorale, ce n'est pas un ressort bien puissant.

LES JEUX SONT FAITS

Beaucoup, à droite, espèrent que la présidentielle changera la donne. Il y a un an, chacun jugeait les chances de l'un ou l'autre champion de la droite ; les clans se comptaient fébrilement, soupesaient les perspectives de reconquête et faisaient des plans sur la comète. Désormais, les jeux sont faits. Certes, le retour en force des partisans de M. Balladur à l'Assemblée nationale n'est pas passé inaperçu à l'occasion du débat budgétaire, mais le constat brutal de Michel Péricard, président du groupe RPR, n'est pas faux : « Les balladuriers ont cessé d'exister le soir du premier tour. »

Il peut rester des réseaux, des connivences, de communs desirs de reconquête : cela ne constitue plus, pour l'instant, un pôle attractif pour une majorité en quête de points d'appui ni, particulièrement, pour

les dizaines de nouveaux députés de 1993 dont le sort ne tient qu'à un fil.

Dès lors, chacun tire à vue et à dia. Sans que l'on puisse assurer que les majorités d'homme, aujourd'hui, accoucheront, demain, de majorités d'idées. Perceptible depuis le début de la discussion budgétaire, le clivage sera plus évident encore quand seront sur la table les deux réformes majeures de la protection sociale et de la fiscalité.

Adossés aux critères de convergence du traité de Maastricht, à l'écoute des exigences des marchés financiers, les libéraux ont le vent en poupe. Or les croisés de la compétitivité internationale, de l'Etat modeste, de l'initiative individuelle et de la dérégulation économique et sociale ne se comptent plus seulement dans les rangs de l'UDF, mais également chez les néo-gaullistes. Soucieux de cohésion sociale, attachés, peu ou prou, à l'engagement et au volontarisme de l'Etat, souvent réticents, voire hostiles, à l'égard de l'implacable mécanique européenne, les « colbertistes » font front, mais dos au mur.

Jacques Chirac avait réussi, le temps d'une campagne, la synthèse improbable des contraires. Il lui reste à faire la démonstration que ce syncrétisme est durable.

Gérard Courtot

Une diplomatie qui cherche encore ses marques

JACQUES CHIRAC devrait ne donner d'interviews qu'en anglais. Il s'est taillé un franc succès, lundi 23 octobre, chez Larry King, l'un des présentateurs vedettes de la chaîne américaine CNN, en défendant certains aspects de sa politique étrangère qui ne suscitent d'ordinaire, qu'agreur ou scepticisme. Car dans le domaine de la diplomatie aussi, ostensiblement transféré du Quai d'Orsay à l'Élysée, les six premiers mois ont été rudes, en termes de popularité du moins.

Injustement rudes, sans doute, si l'on se souvient des éloges qu'avaient vus à son prédécesseur certains gestes de politique spectacle, telle cette équipée à Sarajevo, en mai 1992, qui avait donné le coup d'envoi d'une politique calamiteuse en Bosnie. M. Chirac, lui, est devenu le chef de l'Etat le plus populaire à Sarajevo, parce qu'il a dit ce que François Mitterrand ne voulait pas dire - que les Serbes étaient les agresseurs - et parce qu'il a su défendre ce que son prédécesseur avait fait : l'impunité paralysante de la Forpion, qui faisait obstacle à toute intervention extérieure musclée en Bosnie.

Mais cette gloire n'a guère débordé de la ville assiégée. D'abord parce que l'annonce, au début de l'été, de la reprise des essais nucléaires et la vindicte planétaire qu'elle a déclenchée ont pris le des-

sus. Ensuite, parce que les Etats-Unis ont finalement décidé de se mêler de l'affaire bosniaque (comme Paris le leur réclamait depuis deux ans) et qu'un tel engagement massif de la diplomatie américaine a pour effet quasi mécanique de marginaliser l'action de la France. Il n'empêche : la Bosnie a été le terrain sur lequel la France s'est refaite, vis-à-vis des Etats-Unis, un statut d'interlocuteur qui compte, même si ce rapprochement n'exclut pas des divergences futures.

DÉFAILLANCE

Pendant ce temps, la campagne antinucléaire battait son plein et le chef de l'Etat mesurait les limites de la solidarité intergouvernementale, y compris dans l'Union européenne. On n'avait sans doute pas prévu, quoi qu'on dise à Paris, l'ampleur des mouvements de protestation, ce qui est une défaillance de l'appareil diplomatique français. Ce dernier ne s'est guère mobilisé, en outre, durant l'été, pour s'assurer au moins de la tenue de tous les partenaires de l'Union. Cela étant, M. Chirac a pu constater, lors de ses multiples rencontres à New York, qu'au niveau des gouvernements l'heure est à l'apaisement.

Puis est venue l'« affaire » Zerroual. Sur le fond - fallait-il ou non accepter de rencontrer le président algérien ? -, les arguments des dé-

tracteurs de M. Chirac sont faibles, aucun d'eux n'étant en mesure d'expliquer en quoi un refus eût été bénéfique. Sur la forme, ils sont de mauvaise foi quand ils reprochent à l'Élysée d'avoir annoncé cette rencontre à l'avance, comme si la partie algérienne n'avait pas eu, de toute façon, l'intention de s'en charger.

Si M. Chirac s'est fait « piéger », c'est moins par Lamine Zerroual que par lui-même, comme sur d'autres sujets : par la tranquillité simpliste avec laquelle il annonce ce qu'il va faire, sans prendre en considération les tourments médiatico-politiques qu'il risque de déclencher ; par sa foi dans les vertus du contact humain, qui le font taper sur l'épaule du Tadjik Ali ou du Russe Eltsine sans égard pour les craintes que peuvent engendrer les apparences d'une cordialité trop naïve ; par le fait, aussi, que l'action présidentielle n'est plus, dans aucun domaine, efficacement relayée par le Quai d'Orsay.

Il est trop tôt pour les bilans. M. Chirac « cherche encore ses marques », comme l'écrivait dans ces colonnes l'ancien ministre allemand de l'économie, Otto Lambrecht, en demandant à ses compatriotes de ne pas donner des intentions européennes de l'Élysée et de s'armer de patience.

Claire Tréan

« Tous dans le mur, ensemble, unis et déterminés »

NOTRE PRÉSIDENT qui êtes à l'Élysée, donnez-nous la lumière ! Ainsi va, à quelques heures de l'intervention télévisée de Jacques Chirac, la complainte du parlementaire de la majorité, qui erre dans le brouillard. Ce n'est pas de la mauvaise volonté, ce n'est plus de la grogne, c'est déjà de l'angoisse. Ils sont nombreux à partager ce constat cynique de Jean-Paul Anciaux, député (RPR) de Saône-et-Loire : « Il n'y a pas d'objectifs clairement identifiés, pas de ligne de force à laquelle on puisse se raccrocher. Le risque que nous courons, aujourd'hui, c'est : tous dans le mur, ensemble, unis et déterminés. »



Des confidences de couloirs, des débats de groupes, des conversations de dirigeants de parti, des rencontres informelles entre parlementaires et ministres, des propos de militants sourds sans cesse ce constat : on ne comprend rien. Mardi 24 octobre, une trentaine de parlementaires, reçus à déjeuner à

Matignon, s'en sont encore fait l'écho auprès du premier ministre. « Nous avons beaucoup évoqué les problèmes de pédagogie », explique Simone Rignault, député (RPR) de la Nièvre, invitée régulière de ces rencontres à Matignon. En fidèle député de base, « loin des états d'âme parisiens », elle ne demande qu'à servir ; mais, de son « terrain » nivernais, elle revient chaque fois avec les mêmes convictions. Devant Alain Juppé, elle a exprimé le « sentiment d'incompréhension de la population ». « Nos électeurs, observe-t-elle, ne nous reprochent pas tant la rigueur, dont ils comprennent la nécessité, que l'absence de spectaculaire. Ils sont prêts à admettre, à pardonner beaucoup, mais ils ont besoin de symboles, de choses fortes. »

Mercredi 25 octobre, dans la soirée, les mêmes propos sont revenus autour de la table qui réunissait, comme chaque semaine depuis le début du mois, le groupe de neuf ministres - François Baroin, Michel Barnier, Colette Codaccioni, Yves Galland, Claude Guasguen, Jean-Jacques de Peretti, Jean-Pierre Raffarin, Eric Raoult et Philippe Vas-

seur - appelés à réfléchir à l'amélioration de la communication gouvernementale. Comme le confie avec ironie un des membres de cette « cellule », « chacun est bien conscient que l'action du gouvernement n'est pas appréciée à sa juste valeur... ». Les participants affirment avoir eu la primeur des grandes lignes de l'intervention présidentielle. Aux neuf communicateurs privilégiés du gouvernement, il a été rappelé le message-clé : « La ligne est là. Elle a été tracée par la campagne présidentielle. Elle s'inscrit dans la durée. »

REPLI SUR LES CIRCONSCRIPTIONS

L'argument de la durée est justement celui que les députés ont le plus de mal à admettre, eux qui voient leur calendrier se resserrer. Certains ont commencé lucidement à faire leurs comptes. Parmi les élus RPR de la vague de 1993, ils sont environ une centaine à ne l'avoir emporté que de quelques petits points de majorité. Délégué général du RPR chargé des élections, Frédéric de Saint-Sémin est mieux placé que quiconque pour comprendre l'angoisse de ses col-

lègues. Elu en Dordogne avec 50,46 % des voix, il confie : « Parmi les députés éjectables, je suis le premier. Un vrai James Bond ! » Ceux qui ne désespèrent pas encore de leur réélection, se replient sur leur circonscription, au détriment de leur présence à l'Assemblée. « On va avoir du mal à ramener les députés dans l'hémicycle », constatait Philippe Auberger (RPR), rapporteur général du budget.

Du cafoillage et du manque de visibilité de l'action gouvernementale, les fidèles partisans d'Edouard Balladur cherchent à tirer profit pour préparer l'avenir. La discussion budgétaire a donné une première illustration de leur stratégie : montrer que le « concret », le « lisible », c'est de leur côté qu'il faut les chercher. Sous l'impulsion de Nicolas Sarkozy, ancien ministre du budget, des groupes de travail se sont constitués, qui réunissent régulièrement une cinquantaine de députés autour d'un petit déjeuner dans un grand hôtel parisien. La dernière fois, Edouard Balladur leur a offert une petite diversion en leur parlant de l'exposition Cézanne. Puis on a réfléchi à des sujets plus

astutés : le budget et, surtout, la protection sociale et la réforme fiscale. Sur chacun de ses thèmes, Nicolas Sarkozy souhaite renouveler l'opération menée pendant la discussion du projet de loi de finances avec son amendement sur l'assurance-vie.

UNE SEULE BARQUE

François Léotard, président du Parti républicain, réélu député du Var, devrait travailler dans le même sens avec les députés de son mouvement. On est loin, toutefois, de la reconstitution de ligue dissoute par l'élection présidentielle. Parmi les partisans d'Edouard Balladur, sollicités par Nicolas Sarkozy, tous n'ont pas accepté de rejoindre les groupes de travail. « L'option publique attend autre chose de ses parlementaires », explique Jean-Claude Mignon, député (RPR) de Seine-et-Marne. Il n'y a plus deux camps, mais une seule barque, et on est tous dedans.

La sérénité retrouvée d'Alain Juppé, dont témoignent ministres et parlementaires depuis une semaine, n'est sans doute pas étrangère à cette réalité. Qu'on la remo-

bilise, et la majorité répondra « présente ». Elisabeth Hubert, la très contestée ministre de la santé publique, en a fait l'expérience mardi. Mise « en quarantaine » par le premier ministre après son annonce jugée prématurée sur le forfait hospitalier, elle est réapparue lors de la séance des questions au gouvernement et s'est attiré les applaudissements soutenus des députés RPR et UDF, ainsi que les félicitations d'Alain Juppé, pour avoir sèchement renvoyé le député socialiste qui l'interrogeait à l'héritage des deux derniers septennats en matière de déficit de la Sécurité sociale.

La ficelle est grosse et, bien qu'elle ne soit pas encore complètement usée, elle ne peut suffire. Jeudi, les députés de la majorité attendent du président de la République qu'il leur parle de l'avenir. Ce que Jean-Jacques de Peretti, ministre de l'outre-mer, résume d'une formule : « Après un peu de cabotage, on va entrer en haute mer, en sachant qu'il y aura de la tempête et en espérant arriver à bon port. »

Récit de la séquence France

صلى الله عليه وسلم

Les recettes fiscales attendues en 1996 pourraient être mises à mal par les défaillances de grands groupes

Le rendement de l'impôt sur les sociétés s'avère très aléatoire en 1996

Les pertes envisagées par plusieurs grandes sociétés françaises, parmi lesquelles Alcatel Alsthom et la Générale des eaux, tombent au plus

mal pour le ministère de l'économie et des finances. Aux prises avec un projet de budget 1996 extrêmement serré, les services installés à

Bercy regardent avec attention ces opérations « vultures » qui risquent de grever leurs objectifs, en matière de rentrées fiscales.

LE MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE va-t-il être piégé par ses plus gros contribuables ? Cette année, les jeux sont faits. Le rendement de l'impôt sur les sociétés, le fameux 15, se révèle des plus médiocres. La commission des finances de l'Assemblée nationale en a fait « la plus mauvaise surprise fiscale » d'une année 1995, guère flamboyante au niveau des recettes. Le collectif budgétaire d'août tablait sur des recettes de 115 de 137 milliards de francs. Cette prévision a, depuis, été revue fortement à la baisse, les services du ministère de l'économie et des finances n'espérant plus récupérer que 124,5 milliards de francs.

Ces sommes recouvrent ce que le vocabulaire fiscal désigne par produit net, c'est à dire le produit de l'impôt, une fois déduites les restitutions du trop-versé par les entreprises. Car le mécanisme de l'impôt sur les sociétés est en effet très particulier : les sociétés qui y sont assujetties paient à l'année (n), des acomptes sur l'impôt dont elles seront redevables à l'année

(n+1), acomptes calculés en fonction des résultats de l'année (n-1). Dès lors, le recouvrement de l'impôt sur les sociétés est souvent un excellent indicateur de confiance, puisque les entreprises ont le droit de moduler leurs acomptes en fonction des bénéfices attendus l'année suivante.

Traditionnellement, ces rentrées fiscales sont difficiles à prévoir. Aujourd'hui, le brouillard est complet. Inédit, l'écart de 13 milliards de francs - à trois mois de distance - entre les deux prévisions de recettes pour 1995, a amené Hervé Gaymard, secrétaire d'Etat aux finances, à préciser que le déficit de 1995 serait tenu, quelles que soient les moins-values fiscales.

LES « ACCIDENTS » DE LA RENTRÉE

Pour 1996, le redressement est loin d'être acquis. La publication des résultats des principaux groupes français au premier semestre 1995 a amené les analystes financiers à revoir à la baisse leurs prévisions de bénéfices pour l'ensemble de l'année. Ce n'est pas

très bon pour le recouvrement de l'IS.

Mais il y a surtout les « accidents » de la rentrée, à savoir les pertes considérables, annoncées par anticipation, par certains groupes français, qui figurent parmi les contribuables les plus importants.

C'est Alcatel Alsthom qui, après une perte de 1,2 milliard de francs sur les six premiers mois de 1995, annonce un « nettoyage » de ses comptes, à donner le vertige : à la fin de l'année, ses résultats seront plombés par une vingtaine de milliards de francs de provisions.

C'est Suez qui inscrit à son bilan, 4 milliards de provisions pour créances douteuses, fin septembre, ou encore la Générale des eaux qui, pour la première fois de son histoire, fait savoir qu'elle sera dans le rouge sur l'exercice 1995.

Ces défaillances laissent mal augurer des rentrées effectives de 1996. Au printemps prochain, date à laquelle l'impôt sur les bénéfices 1995 sera régularisé, ces grands groupes seront davantage en posi-

tion de récupérer une partie de leurs acomptes plutôt que de compléter leurs versements.

Au ministère de l'économie, le ton se veut rassurant : « En matière d'impôt sur les sociétés, dit-on, nos estimations pour la loi de finances 1996 sont très conservatrices ». Le projet de budget a prévu un produit net de 131 milliards, c'est à dire un montant de recettes à peu près identique à ce qui avait été envisagé par la loi de finances initiale de 1995. Toutefois, les restitutions d'impôt ont été estimées à 24 milliards de francs, un chiffre plus optimiste puisque, cette année, les versements de l'administration fiscale au titre du trop-perçu devaient avoisiner les 26,5 milliards.

Officieusement, on confirme à Bercy que les défaillances de certains gros contribuables risquent de poser problème. L'administration des finances s'interroge et a discrètement mis en route une étude approfondie sur le rendement de l'IS.

Caroline Mornot

La grogne des objecteurs de conscience

LE MOUVEMENT DES OBJECTEURS de conscience (MOC) a lancé, du lundi 23 au samedi 28 octobre, une campagne d'abandon de postes à destination des objecteurs de conscience. Par cette initiative, le MOC, association loi de 1901, créée en 1981, entend réclamer « un véritable droit d'objection de conscience » et protester contre l'entrée en vigueur, au 1^{er} janvier 1996, d'une « circulaire Balladur » qui mettrait en péril notamment la liberté d'affectation des objecteurs.

Alain Pellé, secrétaire général du MOC, craint le retour à la situation antérieure à la loi de 1983, quand les objecteurs étaient directement affectés à l'Office national des forêts. Chaque année, environ 8 000 jeunes gens refusent de s'engager sous les drapeaux et demandent à bénéficier du statut d'objecteur. Ils effectuent un service civil d'une durée de vingt mois et sont mis, pour leur grande majorité, à la disposition du secteur associatif. Sous la

tutelle des affaires sociales, ils dépendent aujourd'hui d'Eric Raoult, ministre chargé de l'intégration et de la lutte contre l'exclusion, et sur le plan local des directions régionales des affaires sanitaires et sociales (DRASS) pour leur affectation.

Avec la nouvelle circulaire qui vise à harmoniser les différentes formes de service civil, ils risquent de passer sous le contrôle des préfets.

LA MÊME INDEMNITÉ DEPUIS DIX ANS

Les objecteurs motivent aussi leur grogne par la dégradation de leurs conditions de vie et leur impossibilité d'exercer des droits politiques et syndicaux. Depuis dix ans, leur indemnité, à peu près équivalente au RMI, n'a pas été revalorisée. En juin, un premier mouvement d'abandon de poste sur ce thème a été suivi par environ cent objecteurs pendant deux jours, sans rencontrer d'écho auprès des pouvoirs publics. Pourtant, l'ob-

jecteur qui abandonne son poste est passible d'une peine de deux à six mois d'emprisonnement.

Sur les 15 000 objecteurs en poste, répartis sur tout le territoire national, il est encore trop tôt pour appréhender l'étendue du mouvement. Le MOC espère au moins de 800 à 1 000 abandons de postes sur les cinq jours de « grève ». Pour le moment, aucune sanction pénale n'est venue s'abattre sur les objecteurs « en balade » et les pouvoirs publics n'ont pas réagi.

A terme, le MOC redoute aussi que les objecteurs ne soient affectés à des emplois qui pourraient être attribués à des salariés ayant un contrat de travail « normal » et que les préfets soient tentés de les utiliser pour répondre à des besoins d'« urgences sociales ». A des prix défiant toute concurrence.

A. B.-M.

M. Bosson s'inquiète de la méthode pour réformer la protection sociale

BERNARD BOSSON (UDF-CDS, Haute-Savoie), coordinateur des députés centristes, s'est interrogé, mercredi 25 octobre, sur la procédure que le gouvernement choisira pour mettre en œuvre la réforme de la protection sociale. « Certains pensent que les ardanances sont la voie du courage si l'on veut arriver à réformer ; d'autres, au contraire, que le Parlement est parfaitement capable d'être courageux et qu'il vaut mieux passer par lui plutôt que de se retrouver, face à des ardanances, avec une seule réaction possible : la rue », a-t-il expliqué, ajoutant qu'il faut « en porter franchement ».

Alain Juppé a confirmé, au cours de la séance de questions au gouvernement, qu'il demandera aux députés de « se prononcer par un vote » sur les « orientations » qu'il aura présentées au cours du débat sur la protection sociale des 13 et 14 novembre à l'Assemblée nationale. Force ouverte a annoncé, mercredi, qu'elle organisera, le 14 novembre, des manifestations et des rassemblements devant les préfectures pour « démontrer l'attachement des salariés à leur sécurité sociale ».

DÉPÊCHES

■ NATIONALITÉ : Simone Veil, ancien ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville, s'est interrogée, mercredi 25 octobre, sur le bien-fondé de la réforme du code de la nationalité conduite par Charles Pasqua en juin 1993. « Je l'ai assumée pleinement » à l'époque, a-t-elle expliqué sur RTL. Toutefois, observant « les inéquidés des jeunes », M^{me} Veil s'est demandé si « on avait eu raison de suivre les propositions de la commission Morceau Long ».

■ MANIFESTATION : quatre à cinq mille producteurs de fruits et légumes, essentiellement venus de Bretagne et de Provence-Alpes-Côte d'Azur, ont défilé, mercredi 25 octobre, à Paris, pour protester contre les importations excessives à bas prix et la baisse des charges. Plusieurs responsables ont été reçus à l'Élysée par Anne Dutilleul, chargée des questions agricoles auprès de Jacques Chirac.

■ FONCTIONNAIRES : Jean Puech, ministre de la fonction publique, a annoncé, mardi 24 octobre, devant le conseil supérieur de la fonction publique d'Etat, qu'il recevrait les syndicats de fonctionnaires les 8 et 9 novembre. M. Puech leur avait proposé un rendez-vous pour discuter notamment des salaires, de l'emploi précaire et de l'aménagement du temps de travail (Le Monde du 21 octobre).

■ COMMUNES : 175 députés de la majorité et de l'opposition ont demandé au gouvernement, mardi 24 octobre, un plan urgent de relance des investissements et de l'équipement des communes, au cours d'une réunion qui s'est tenue en présence des responsables de la Fédération nationale des travaux publics (FNTP). « Le financement de ce plan pourrait être assuré par l'utilisation de fonds disponibles pris sur les livrets codevi », a précisé Alain Gest (UDF-PR, Somme).

■ PNR : l'Alliance populaire, parti d'extrême droite présidé par Jean-François Touzé, a décidé, le 15 octobre, de devenir le Parti national républicain. Qualifiant son parti de « droite de combat », M. Touzé, qui reste président du PNR, s'est déclaré « aussi éloigné des marécages centristes que de la stratégie de rupture maximaliste du FN ». Dans l'équipe dirigeante figure une nouvelle recrue, Guy Harlé d'Ophove, ex-responsable du FN passé au CNL, chargé de l'organisation.

Les anciens d'Afrique du Nord se mobilisent pour la retraite anticipée

ON LES AVAIT OUBLIÉS, ils sont de retour. Les « anciens d'AFN », comme ils se présentent eux-mêmes, c'est-à-dire les anciens combattants de la guerre d'Algérie (1954-1962), sont connus et reconnus pour former un lobby très bien structuré, un vivier de voix précieuses, acquis en majorité aux partis de droite. Ils s'étaient très discrètement depuis l'élection à la présidence de la République. Il y a six mois de Jacques Chirac, un ancien de l'Algérie lui aussi.

Mardi 25 octobre, ils se sont rappelés au bon souvenir des parlementaires, de droite en priorité puisqu'ils sont au pouvoir, et à celui de Pierre Pasquini, ministre des anciens combattants et des victimes de guerre. Comme par enchantement, la séance des questions d'actualité à l'Assemblée nationale avait vu fleurir, la veille, deux questions sur la retraite anticipée des anciens combattants d'Afrique du Nord. Successivement, Michel Meylan (UDF, Haute-Savoie) et Maxime Gremetz (PC, Somme) étaient venus rappeler à M. Pasquini quelques-unes de ces promesses qui, disait Charles Pasqua, n'engagent que ceux qui les écoutent.

Une dizaine de milliers de manifestants se sont réunis sur la pelouse de l'esplanade des Invalides. Venu par là, qui par train, ils étaient rassemblés par régions et sous des petits panonceaux indiquant le numéro de leur département : ceux de l'Orne (61) côtoyaient ceux du Calvados (14), non loin de ceux de l'Indre-et-Loire (37), venus avec leur canon de Chinon, rebaptisé pour l'occasion « le pétrole de l'Ouest ». Sur l'estrade habituellement construite du côté gauche de l'esplanade, dans la perspective de l'hôtel des Invalides, les dirigeants des cinq associations qui forment le Front uni des anciens combattants en Afrique du Nord avaient pris place.

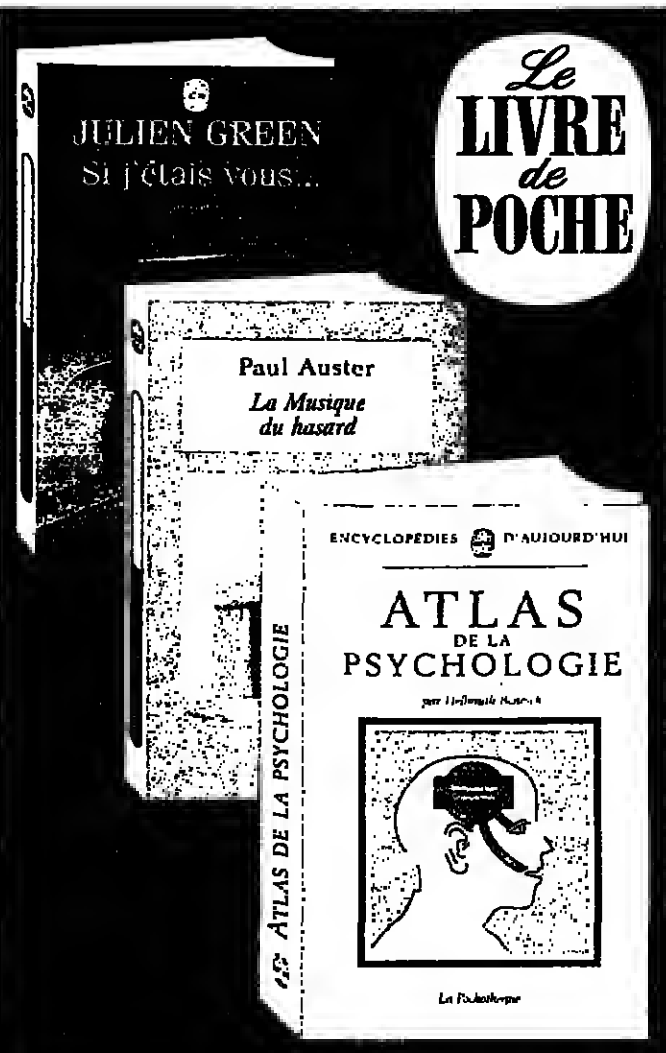
Wladyslaw Marek, président de la Fédération nationale des anciens combattants en Algérie (FNACA), la principale association des combattants d'Afrique du Nord, qui revendique 330 000 adhérents, pouvait jubiler. Pour une belle journée, c'était une belle journée. Le temps était clément pour octobre, et ils s'étaient déplacés en masse. La journée comprenait deux temps forts : celui du rassemblement sur l'esplanade et celui du défilé, marqué par un long cortège qui devait énumérer les « anciens » jusqu'à la tombe du Soldat Inconnu, sous l'Arc de Triomphe, afin d'y déposer une gerbe à la mémoire de ceux qui n'en sont pas revenus.

« 360 000 EMPLOIS EN SIX ANS »

Deux heures durant, les orateurs se sont succédé à la tribune, alternant responsables d'associations très à l'aise et parlementaires plutôt coincés. Les associations d'anciens combattants d'Afrique du Nord portent une revendication qu'elles jugent légitime : la retraite professionnelle anticipée à taux plein avant soixante ans, avec la prise en compte du temps passé sous les drapeaux dans le calcul des pensions de retraite. Dans cette mesure « juste » permettrait de dégrader 360 000 emplois en six ans, selon les associations. Non satisfaite par le gouvernement d'Edouard Balladur, cette revendication les avait détournés de l'ancien premier ministre lors de l'élection présidentielle.

Une certaine inquiétude, mêlée d'indignation, vibrât néanmoins dans la voix de plusieurs orateurs : « Il n'est pas possible que le gouvernement joue la montre », ou même « l'urgence commande, sinon le combat sera terminé, faute de combattants ».

Alain Beuve-Méry



LA POCHOTHÈQUE	
ATLAS DE LA PSYCHOLOGIE	210 planches en couleurs
RÉFÉRENCES INÉDITES	
Marie-Claude LAMBOTTE	La Psychologie et ses méthodes
Marie-Claude LAMBOTTE	La Psychologie et ses applications pratiques
LITTÉRATURE GÉNÉRALE	
Paul AUSTER	La Musique du hasard
Julien GREEN	Léviathan
Julien GREEN	Si j'étais vous...
Robert SCHNEIDER	Frère somnif
Christine ARNOTHY	Voyage de noces
Bernard LENTERIC	Les Maîtres du pain II - L'Héritage
Catherine HERMARY-WIEILLE	La Pointe aux tortues
Arthur KOESTLER	Spartacus
Doris LESSING	Notre amie Judith
T. C. BOYLE	Si la fleur était whisky
Michel PEYRAMAURE	La Beau Monde
Eve de CASTRO	Soleils amers
Leo ROSTEN	Les Joies du yiddish
Amos OZ	La Troisième Sphère
Frédéric VITOUX	Yedda jusqu'à la fin
Pierre MOUSTIERS	La Flambee
René-Victor PILHES	La Faux
Daniel SCHNEIDERMAN	La Disparue de Sisterane
LITTERES GOTHQUES	
CHANSONS DES TROUVERES	
CLASSIQUES	
PIRANDELLO	Six Personnages en quête d'auteur
MERIMÉE	Mateo Falcone
CLASSIQUES DE LA PHILOSOPHIE	
PLATON	La République
(Traduction nouvelle, introduction et notes de Jacques Gauthier)	
BIBLIO/ROMANS	
Muriel SPARK	Une serre sur l'East River
Knut HAMSUN	Auguste le marin
BIBLIO/ESSAIS	
Michel BIEZUNSKI	Histoire de la physique moderne
Armand ABECASSIS	Histoire de la pensée juive, tome IV
Messianité	
THRILLERS	
Allan FOLSON	L'Empire du mal
POLICIERS	
Agatha CHRISTIE	Mon petit doigt m'a dit
HITCHCOCK PRÉSENTE	Histoires à se faire un sang d'encre
SCIENCE-FICTION	
Robert SILVERBERG	Jusqu'aux portes de la vie
LES USUELS DE POCHÉ	
Mahab ASHRAF & Denis MIANNAY	Dictionnaire des expressions idiomatiques françaises

ATTENTATS Un projet de loi, présenté mercredi 25 octobre en conseil des ministres par M. Toubon, renforce les mesures d'exception prévues par la législation antiterroriste.

riste de 1986. ● **DE NOUVELLES INFRACTIONS** sont définies comme « actes de terrorisme » : par exemple, l'aide à un étranger en situation irrégulière. Le texte accorde

également de nouveaux moyens aux enquêteurs : les perquisitions nocturnes aux domiciles des personnes soupçonnées de terrorisme seront autorisées. De plus, il prévoit

de réprimer plus durement les violences commises contre les forces de l'ordre. ● **LE CONSEIL D'ÉTAT**, dont l'avis n'est que consultatif, a émis plusieurs réserves sur ce texte, notamment en ce qui concerne l'aide aux étrangers en situation irrégulière. Le syndicat de la magistrature a protesté contre ce projet de loi jugé « dangereux ».

Le projet de loi antiterroriste suscite les réserves du Conseil d'Etat

M. Toubon a présenté, mercredi 25 octobre devant le conseil des ministres, un projet de loi qui renforce l'arsenal législatif de 1986. De nouvelles infractions sont considérées comme « actes de terrorisme », notamment l'aide à un étranger en situation irrégulière

LE GARDE DES SCEAUX, Jacques Toubon, a présenté mercredi 25 octobre devant le conseil des ministres, un projet de loi « tendant à renforcer la répression du terrorisme et des atteintes aux personnes dépositaires de l'autorité publique et comportant des dispositions relatives à la police judiciaire ». Ce texte a suscité des réserves de la part du Conseil d'Etat, dont l'avis n'est que consultatif. Estimant qu'il est « absolument indispensable que l'arsenal législatif destiné à réprimer ces agissements particulièrement odieux soit aussi efficace que le permettent les exigences d'un Etat de droit », le ministre de la justice souhaite rallonger la liste des infractions considérées par le code pénal comme des « actes de terrorisme ». Ce faisant, « l'aide à l'entrée ou au séjour irrégulier d'un étranger » tomberait sous le coup de la législation antiterroriste, de sa procédure d'exception et de ses peines alourdies. Jusqu'à présent, seules des infractions d'un certain niveau de gravité – atteintes volontaires à la vie, vols, possession d'armes ou d'explosifs – sont considérées comme des actes de terrorisme.

En outre, la chancellerie veut renforcer les moyens des enquêteurs en autorisant les perquisitions nocturnes aux domiciles des personnes soupçonnées de terrorisme. Cette disposition, qui existe déjà en matière de lutte contre le trafic de stupéfiants, complèterait la procédure

d'exception (garde à vue portée à quatre jours, restriction des droits de la défense, dossiers confiés à des magistrats spécialisés) qui caractérise déjà la législation antiterroriste. Enfin, dépassant le strict cadre de la lutte contre le terrorisme, ce projet de loi comporte un chapitre consacré aux atteintes à l'autorité publique. « Depuis quelque temps, note l'exposé des motifs (sans se référer explicitement à la situation des quartiers sensibles), on a pu observer une augmentation des infractions commises contre ces représentants de l'Etat qui sont, en raison de leur mission, particulièrement exposés. »

PEINES AGGRAVÉES

S'agissant de la répression du terrorisme, le code pénal serait modifié

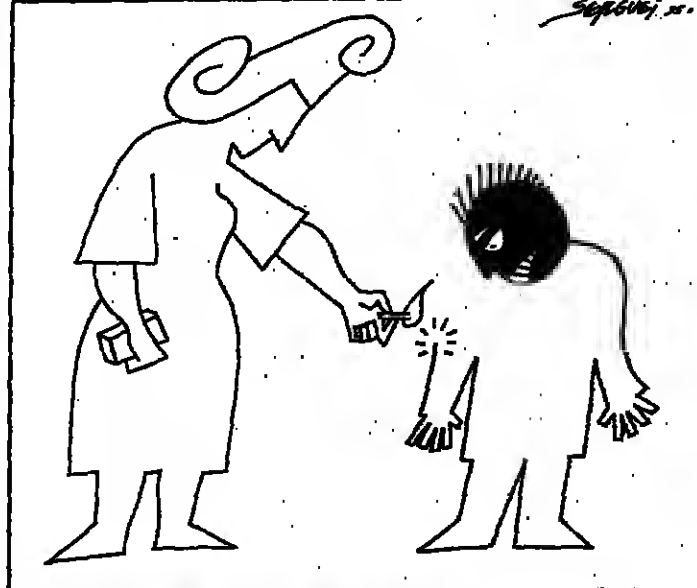
sur trois points. Il s'agit d'abord de compléter « la liste des infractions qualifiées d'acte de terrorisme », dont les peines sont aggravées par rapport au droit commun, en visant « les délits en matière de groupes de combat ou de ligues dissoutes, le recel de criminel, la détention d'armes de guerre ou d'armes à feu de défense, et l'aide à l'étranger en situation irrégulière ». Il est ensuite proposé « de réprimer de façon spécifique l'association de malfaiteurs terroristes ». Enfin, le projet « étend le délit de recel de criminel au recel d'une personne auteur ou complice de certains actes de terrorisme ». En ce qui concerne le code de procédure pénale, le projet prévoit « la possibilité pour les enquêteurs de procéder à des

perquisitions pendant les heures de nuit (c'est-à-dire après 21 heures et avant 6 heures) », sous réserve de l'autorisation préalable d'un magistrat compétent.

En ce qui concerne les atteintes à l'autorité publique, le projet veut « renforcer la répression des atteintes commises contre les personnes dépositaires de l'autorité publique, et en particulier contre les militaires de la gendarmerie et les fonctionnaires de la police nationale, des douanes et de l'administration pénitentiaire ». Aussi est-il proposé « de prévoir plusieurs circonstances aggravantes nouvelles, liées notamment à la qualité de la victime, ou de prendre en compte le cumul des circonstances aggravantes déjà existantes, pour les infractions de violence volontaires, de menaces, de destructions ou de dégradations et d'outrage ». Des violences commises contre un policier ayant entraîné une infirmité permanente, note le ministre à titre d'exemple, actuellement punies de 15 ans de réclusion criminelle, seront punies de 20 ans de réclusion si elles ont été réalisées par plusieurs personnes, et de 30 ans en cas d'usage d'une arme.

Saisi par le gouvernement, le Conseil d'Etat a, sans remettre en cause l'économie générale du texte, assorti son avis de deux sortes de réserves. La haute juridiction administrative a visé les dispositions relatives à l'aide aux étrangers en situation irrégulière ; elle a aussi regretté qu'un texte de loi unique concerne à la fois la lutte contre le terrorisme et les atteintes à l'autorité publique. Enfin, se rangeant à l'avis du conseil, la Chancellerie a retiré de son projet initial un article réprimant « le fait d'aider, par quelque moyen que ce soit, une personne à participer à un groupement ou une entente (établi en vue de la préparation d'un acte de terrorisme) sans connaître les infractions déterminées en vue de la préparation desquelles le groupement ou l'entente a été établi ».

E. H.



La loi de 1986 sur le terrorisme

En matière de terrorisme, le texte de référence est la loi du 9 septembre 1986 sur les « infractions en relation avec une entreprise individuelle ou collective ayant pour but de troubler gravement l'ordre public par l'intimidation ou la terreur », présentée par le gouvernement de cohabitation de Jacques Chirac. ● **Centralisation des poursuites et de l'instruction.** Ce texte permet, dans les dossiers de terrorisme, de centraliser les poursuites et l'instruction au tribunal de grande instance de Paris. Depuis la promulgation de la loi, la quatorzième section du parquet de Paris, spécialisée dans la lutte antiterroriste, suit la plupart des dossiers importants. ● **Garde à vue et perquisitions.** La loi de 1986 introduit des dérogations aux règles du droit commun : en matière de terrorisme, la garde à vue peut être prolongée, au-delà des quarante-huit heures, pour une

nouvelle période de quarante-huit heures. Si « les nécessités de l'enquête l'exigent », les perquisitions, les visites domiciliaires et les saisies de pièces à conviction peuvent en outre avoir lieu « sans l'assentiment de la personne chez laquelle elles ont lieu ». ● **Jugement.** Pour éviter que les jurés populaires tirés au sort se trouvent l'objet de pressions lors des audiences de jugement, le texte de 1986 institue une cour d'assises spécialement composée de magistrats professionnels. ● **Repeints.** La loi de 1986 prévoit enfin une disposition spéciale sur les « repeints ». Si l'auteur ou le complice d'un acte terroriste a permis « d'éviter que l'infraction n'entraîne mort d'homme et infirmité permanente et d'identifier, le cas échéant, les autres coupables », il sera exempté de peine.

Les réactions

● **L'Union syndicale des magistrats (USM, modérée)** se déclare « favorable » à un texte « inspiré par des préoccupations pragmatiques » qui apporte « une réponse appropriée de l'Etat de droit, par tous les moyens légaux, au défi que constitue le terrorisme ». Le secrétaire général, Valéry Turcey, approuve l'élargissement de la liste des infractions antiterroristes, mais il considère que le législateur devra « préciser le dispositif juridique définissant les frontières de la relation pouvant exister entre une infraction autonome, comme l'aide à l'entrée ou au séjour d'un étranger en situation irrégulière, et un acte de terrorisme ».

● **Le Syndicat de la magistrature (SM, gauche)** estime que le projet de loi est « dangereux » et dénonce le « rattachement artificiel des infractions de droit commun à la procédure antiterroriste, qui est une procédure d'exception réduisant les droits des personnes ». « En retenant des infractions aussi larges que l'aide à l'entrée ou au séjour des étrangers en situation irrégulière, note le secrétaire général, Jean-Claude Bouvier, le texte devrait permettre une logique de rafles tous azimuts. »

● **L'Association professionnelle des magistrats (APM, droite)** « approuve sans réserve »

ce texte. « Le terrorisme est une forme de guerre qui cherche à porter atteinte à l'Etat à travers une violence aveugle, note le président, Alain Terrail. Nos textes comportent des lacunes. Il fallait donc les combler et aggraver le dispositif classique. L'extension du droit de perquisition ou l'opposition plus rigoureuse de la lutte contre l'immigration clandestine devaient permettre de lutter plus efficacement contre le terrorisme. »

● **Le président de la Ligue des droits de l'homme (LDH), Henri Lederc,** s'inquiète de « l'extension de la législation d'exception ». « Encore une fois, le gouvernement répond à une opinion légitimement inquiète en aggravant les sanctions, remarque-t-il. Ce durcissement législatif semble en outre accroître une nouvelle fois la suspicion à l'égard des étrangers. De recul en recul, nous risquons finalement d'oublier l'essentiel, qui est que l'efficacité de la lutte contre le terrorisme réside avant tout dans une action policière classique. »

● **Le porte-parole du PS, François Hollande,** souligne que les socialistes seront « vigilants ». « Le PS est favorable à tout ce qui peut aller dans le sens de la lutte contre le terrorisme, mais il ne faut pas créer des législations d'exception ou des dispositions d'urgence

qui deviendraient des dispositions permanentes à destination des étrangers, note M. Hollande. Nous regarderons donc chacune des dispositions en fonction de ces deux critères : Est-ce que cela améliore l'efficacité du dispositif contre le terrorisme ? Est-ce que c'est respectueux du droit des personnes, quelle que soit leur nationalité ? Faisons attention à ces législations d'urgence, qui peuvent, à un moment, rompre avec nos traditions. »

A Strasbourg, le préfet modifie le dispositif Vigipirate

STRASBOURG

de notre correspondant

Le préfet du Bas-Rhin, Jean-Pierre Delpont, a modifié, mercredi 25 octobre dans la soirée, le dispositif militaire et policier du plan Vigipirate, « dans un souci d'éviter tout amalgame, dans l'esprit des usagers et des médias, entre les missions confiées au personnel militaire dans le cadre du plan Vigipirate et les missions de sécurité exercées par la police nationale ».

Samedi 21 octobre, la préfecture avait décidé d'affecter soixante militaires du 1^{er} régiment d'infanterie de Strasbourg (Moselle) à la surveillance des bus et des rames de tramways. Cette mobilisation de la troupe, alors que des incidents s'étaient multipliés dans des quartiers de la ville, a provoqué une vive polémique (Le Monde du 26 octobre). Des syndicats de policiers et des maires d'autres villes ont protesté

contre l'utilisation de militaires, pour des tâches de maintien de l'ordre. Depuis jeudi, les soixante soldats ne font que participer à la surveillance statique de six stations importantes du réseau de tramways et d'autobus. Ils sont organisés en patrouille de quatre, chacune accompagnée d'un fonctionnaire de police. Leur mission est limitée à la surveillance de l'accès aux transports et des abords des stations. La surveillance à l'intérieur des véhicules et des rames est désormais assurée par douze gendarmes mobiles répartis en quatre patrouilles.

La prévention des « actes de violence urbaines dans les quartiers sensibles », et notamment sur les bords de lignes des réseaux », précise la préfecture, est garantie par l'unité spécialisée des transports en commun du commissariat central, grâce à des véhicules d'escorte et des patrouilles effectuées à bord des rames et des au-

tobus. Les militaires ne devraient donc plus être amenés à intervenir en cas d'incidents.

Avant l'annonce, par le préfet, de cette modification du plan Vigipirate, Catherine Trantmann, maire (PS) de Strasbourg, avait, mercredi en fin de matinée, appelé l'Etat « à remplir sa mission en assurant la sécurité qui est un droit pour chaque citoyen ». Si elle n'a pas explicitement dénoncé la mobilisation de militaires pour la surveillance des transports en commun, le maire a rappelé que l'Etat avait promis, en 1994, la création d'une brigade de police des transports. M^{me} Trantmann a également rejeté sur le gouvernement la responsabilité de la dégradation de la situation dans les quartiers, notant qu'un « retrait de subventions » avait bloqué des opérations de réhabilitation.

Jacques Fortier

La mobilisation de l'infanterie n'est justifiée par aucun texte juridique

IL N'EXISTE aucun texte juridique qui justifie la mobilisation de soixante soldats professionnels du 1^{er} régiment d'infanterie au profit de la protection des transports urbains – bus et tramways – de Strasbourg dans le cadre de ce qu'on appelle le plan Vigipirate. Dans les armées, on en est conscient et on reconnaît que cette mission est à la limite de ce qu'il est possible et naturel de faire. En réalité, à Strasbourg, l'appel à la troupe se réfère à une instruction du 18 janvier 1984, qui n'a rien à voir avec l'instruction interministérielle 500 du 9 mai 1995 relative à la réquisition des forces armées pour des actions de maintien de l'ordre.

Pour surveiller le réseau urbain de Strasbourg, les soixante hommes du régiment d'infanterie de Strasbourg n'ont pas été réquisitionnés par les autorités administratives, à la différence des gendarmes mobiles qui les

accompagnent et qui, eux, relèvent du plan Vigipirate de lutte contre les attentats et de « sécurisation » des points « sensibles » du territoire.

Ces fantassins d'une unité professionnelle, qui dépend de la force d'action rapide (FAR), ont été sollicités par l'autorité civile – le ministère de l'Intérieur et la préfecture du Bas-Rhin – en vertu de l'instruction du 18 janvier 1984, qui prévoit une participation du ministère de la défense et des armées à des missions « à caractère public ou d'intérêt général » relevant d'autres départements ministériels. C'est ce qu'on nomme une prestation de services, requérant un remboursement aux armées des frais qu'elles ont engagés dans l'opération.

Ainsi, à Strasbourg, les gendarmes sont réquisitionnés, mais les fantassins de Strasbourg sont l'objet de ce qu'on appelle « une

demande de concours », au besoin payante, de la préfecture. Ce qui ne va donc pas sans causer quelques problèmes : les gendarmes sont engagés au titre du maintien de l'ordre, tandis que les hommes du 1^{er} régiment d'infanterie viennent renforcer les premiers afin d'assurer la sécurité des transports publics sans que celle-ci soit, pour autant, menacée directement par des attentats.

« ON FLOTTE UN PEU »

« On sort de l'épreuve du plan Vigipirate et on flotte un peu », admet-on au ministère de la défense. Même le précédent de 1987 n'en est pas un : Vigipirate avait été déclenché à l'époque, avec l'assistance de l'armée, pour des missions de prévention et de surveillance aux frontières – aux côtés de la gendarmerie et de la douane. Cette fois-ci, on a donc singulièrement étendu le rôle de la

troupe aux transports strasbourgeois. D'autant que nul n'est à l'abri de graves incidents de parcours, comme l'attaque des soldats par des bandes motivées et le vol de leur armement qui obligeraient les gendarmes à répliquer en état de légitime défense.

Avant la fin de cette semaine, les armées auront mobilisé, selon des modalités déterminées par le plan Vigipirate ou au titre des prestations de services, quelque 4 650 hommes. La sécurisation de la capitale et de la région parisienne devrait mobiliser 2 400 militaires. Les cinq autres zones de défense en compteraient 2 250 ainsi réparties : 650 dans le Nord, 500 dans le Sud-Est, 440 en région lyonnaise, 400 dans l'Est et 260 dans le Sud-Ouest. Dans ce décompte figurent les fantassins de Strasbourg.

Jacques Isnard

COMMENTAIRE

DANGER

Texte de circonstance, le projet de M. Toubon fait la part belle aux préjugés et aux amalgames du moment. Le garde des sceaux ne se contente pas de durcir la législation d'exception adoptée en 1986 sous la pression, déjà, d'une précédente vague d'attentats. Il va jusqu'à étendre à l'aide aux étrangers en situation irrégulière la liste des crimes considérés comme des actes de terrorisme ! Loin de refuser l'amalgame entre les jeunes de banlieues et les terroristes islamistes, le texte de M. Toubon entretient sciemment la confusion, juxtaposant, dans un même projet de loi répressif, des mesures antiterroristes et des dispositions qui visent avant tout à assurer le respect des quartiers sensibles. Ainsi donc la proclamation alarmiste, par le chef de l'Etat et son ministre de l'Intérieur, d'un état de « guerre » face au terro-

Erich Inghyran

صكنا من الامم

L'OPAC de Paris entame une réforme des attributions de logements sociaux

Le conseil d'administration de l'office des HLM de la capitale est remodelé et accueille un élu socialiste

Régulièrement mis en cause sur sa gestion et ses critères d'attribution de logements, l'OPAC de Paris - l'office HLM de la capitale - a engagé de

puis l'été une série de réformes, visant à rendre plus transparent son fonctionnement. L'arrivée à son conseil d'administration d'un élu de l'op-

position et de personnalités « d'ouverture » modifie également la donne. Les règles d'attribution de HLM sont en cours de révision.

C'EST UNE PREMIÈRE pour l'office HLM le plus puissant de France. Depuis le 3 octobre, l'OPAC de Paris, qui gère plus de 90 000 logements sociaux, n'est plus tout à fait la chasse gardée de la majorité politique. Jusqu'alors entièrement « tenu » par des élus RPR-UDF, son conseil d'administration s'est ouvert à un représentant de l'opposition : Bertrand Bret, socialiste, adjoint au nouveau maire (PS) du 20^e arrondissement, Michel Charzat. Le maire de Paris, Jean Tiberi, qui demeure président de l'OPAC, a dû traduire sur le terrain du logement le résultat des élections municipales qui ont vu six maires d'arrondissement tomber aux mains des socialistes.

Le choix d'un élu du 20^e est un signe supplémentaire puisque cet arrondissement est, avec le 19^e et le 13^e, l'un des plus gros réservoirs de logements sociaux dans la capitale. Les remous causés par l'affaire du domaine privé de la Ville et la polémique sur l'attribution de certains logements du parc social risquent aussi d'éclabousser l'OPAC, qui tente depuis dix-huit mois de se débarrasser de l'image déplorable laissée par son ancien directeur général, Georges Pérol, mis en examen en mai par le juge Eric Halphen pour trafic d'influence.

Yves Laffoucrière lui avait succédé en juillet 1993, avec pour mission de nettoyer les écuries d'Angias. Depuis cet été, l'OPAC semble vouloir redoubler d'efforts. Outre Bertrand Bret, plusieurs personnalités « d'ouverture » font leur entrée au conseil d'administration, comme Jacques Badet, membre du comité directeur de l'Union des fédérations d'organismes HLM, ou encore Marcel Lait, ancien président des SA de HLM au sein de

l'Union et ancien président du groupe Immobilier 3 F. Ces évolutions font dire à Bertrand Bret que le « couple Pérol-Charzat semble bel et bien appartenir au passé. Le tandem Tiberi-Laffoucrière, poursuit M. Bret, a l'air de vouloir travailler sur de nouvelles bases, en privilégiant la concertation et la modernisation des procédures ».

BILAN TRIMESTRIEL

La première mise à l'épreuve a eu lieu, mardi 10 octobre, lors de la réunion bimensuelle de la commission d'attribution de l'OPAC, dont Bertrand Bret fait désormais partie. Les règles d'attribution de l'office et le rôle plus que symbolique de la commission ad hoc avaient été épinglés en 1989 par la Cour des comptes et, en 1993, par un rapport d'inspection du ministère de l'équipement (Le Monde du 2 juin). La direction de l'OPAC avait commencé à redresser la barre : en dotant la commission d'un règlement intérieur, en attribuant à chaque demandeur un numéro d'ordre et en respectant plus strictement les plafonds de ressources.

Selon le représentant des locataires de la Confédération nationale du logement (CNL), Michel Chevallier, qui jusque-là ne ménageait pas ses critiques, la direction de l'OPAC semble décidée à pousser d'un cran la réforme. Les membres de la commission procédaient auparavant par sondage pour contrôler les plafonds de ressources ou le caractère d'urgence de la situation du candidat proposé par les services de l'OPAC. Ils se prononcent, désormais, sur la base d'une fiche standardisée précisant les ressources, la taille de la famille, la date de la première ins-

cription au fichier, etc. Un seul candidat leur est toujours soumis par logement - ce qu'ils souhaiteraient voir évoluer - sauf pour les quelques familles ultra-prioritaires relevant du plan d'occupation du patrimoine social (POPS), pour lesquelles trois dossiers sont examinés par logement.

Le 10 octobre, la commission a ainsi attribué 369 logements (dont douze au titre du POPS) et exercé son droit de veto sur trois dossiers. La direction de l'OPAC s'est engagée à fournir tous les trois mois, à chaque administrateur, un tableau de bord récapitulant l'ensemble des attributions. « En décembre, ajoute M. Laffoucrière, nous débiterons au conseil d'administration des critères précis d'attribution que nous déciderons d'appliquer en 1996 ».

L'OPAC a encore innové, mardi 10 octobre, en distribuant à chacun des membres de la commission une enquête réalisée sur les attributions 1994. L'office a attribué l'an dernier 7 840 logements (dont 1 173 en petite couronne) : 55 % des

attributions ont eu lieu dans les 19^e, 20^e et 13^e arrondissements, ce dernier représentant à lui seul 25 %. 80 % des logements sont des F1, F2 et F3. « Ce qui, souligne l'enquête, confirme la difficulté de répondre à la demande des grandes familles et la nécessité d'une politique de construction de grands logements ».

Les nouveaux locataires de l'OPAC ont des ressources modestes puisque le revenu imposable moyen est de 58 000 francs, soit environ un SMIC et demi net par mois. Par ailleurs, un quart des ménages n'est pas imposable. Plus surprenant est le nombre très élevé de demandeurs à qui est proposé un logement et qui, finalement, le refusent. Ils sont 47 % dans ce cas, 58 % parmi ceux à qui sont proposés des logements du parc dit « intermédiaire ». Ce qui motive le refus : dans quatre cas sur dix, le prix du loyer, l'environnement ou encore l'éloignement du lieu de travail.

Christine Garin

La police a évacué le rectorat de Rouen occupé par des étudiants

En revanche, à Toulouse, la grève a pris fin

ROUEN

de notre correspondant

Alors qu'ils manifestaient tous les jours depuis deux semaines pour exiger une rallonge de 12 millions de francs pour l'université, les étudiants en sciences et techniques de Rouen ont surpris, mercredi 25 octobre, les services de police. Tandis qu'ils déambulaient place du Vieux-Marché, deux cents d'entre eux se sont précipités vers le rectorat, où ils se sont barricadés au premier étage. Pendant tout l'après-midi, ils ont reçu le soutien extérieur de cinq à six cents autres étudiants. Des enseignants, des maires PS et PCF de la région les ont rejoints, proposant leur médiation au recteur, Joëlle Le Morzelec, et au préfet de région, Jean-Paul Proust.

Une quarantaine de gardiens de la paix sont intervenus, peu après 22 h 30. Selon le témoignage des jeunes, l'intervention a été particulièrement musclée. « Il n'y a pas eu de sommations. Nous étions calmes, assis par terre. On chantait et on jouait aux cartes. Ils nous ont tapé dessus à coups de matraques. Ce sont les flics qui ont tout cassé ».

Quelques minutes avant l'irrup-

tion des forces de l'ordre, ils avaient rejeté une proposition d'audience du préfet pour jeudi, en échange d'une évacuation immédiate des lieux. Pour les responsables des services de police de Rouen, l'opération s'est déroulée « sans problème et sans incident ». Après avoir quitté le rectorat, un millier d'étudiants ont manifesté jusqu'à minuit, jeudi matin, le secrétaire d'Etat à l'enseignement supérieur, Jean de Boissieu, faisait parvenir une lettre au président de l'université pour se déclarer « personnellement prêt à recevoir » les étudiants et les enseignants « qui souhaitent que le conflit s'achève ».

A l'université Paul-Sabatier de Toulouse, où des étudiants en mathématiques occupaient les locaux depuis mardi 24 octobre, le mouvement a cessé, mercredi soir, après une réunion entre le président de l'université, Jean-Claude Martin, cinq cents étudiants et une dizaine d'enseignants. M. Martin s'est engagé à payer les heures complémentaires, dont les étudiants contestent par ailleurs le trop grand nombre (20 000).

Etienne Barzot

L'arrêt de la cour d'appel sur la catastrophe de Furiani sera rendu le 13 décembre

BASTIA

de notre envoyé spécial

Les particularités de la procédure en usage devant les cours d'appel ont généralement pour effet de

concentrer l'intérêt sur le réquisitoire et les plaidoiries. Si les prévenus ne modifient pas sensiblement leur position, ce

n'est qu'à l'instant où la parole est donnée aux gens de robe que l'audience peut révéler des aspects radicalement différents du premier procès. Cela est particulièrement vrai pour le procès en appel de la catastrophe de Furiani qui s'est achevé mercredi 25 octobre et dont l'arrêt sera rendu le 13 décembre.

Paraphrasant un célèbre avocat de la génération précédente, M^{re} François Cornette de Saint-Cyr lançait à la cour : « Lorsque l'opinion publique entre dans les prétoires, la justice en sort ». Derrière lui, les bancs réservés aux victimes étaient vides. Déçues par le jugement, elles avaient préféré ne pas assister à cette nouvelle audience. Il n'y avait plus de caméras, rien qu'une salle presque déserte. Du procès-spectacle, du procès-rédempteur, on était passé à une sorte de huis-clos. Les langues se sont donc déliées et le parquet lui-même semblait plus à l'aise. Certes, l'avocat général a réclamé des peines plus fortes. Mais en procédant à une nouvelle répartition des responsabilités, il a pris le risque de montrer les faiblesses du dossier d'accusation.

Du côté de la défense, les avocats ont dénoncé les conditions dans lesquelles ont été menés l'instruction et le premier procès. « C'est une justice de catastrophe, s'insurgeait M^{re} Cornette de Saint-Cyr. Le procès de Furiani, c'est le chagrin et l'impact sur l'opinion publique. Il est devenu un procès politique. » En faisant une observation semblable,

M^{re} Jacques Raffalli disait à la cour : « Vous devez être remarquablement courageux. Le courage du magistrat, c'est de ne faire plaisir à personne. Le seul juge du magistrat, c'est le droit ».

Alors, on a fait du droit, beaucoup de droit. Chacun demanda la relaxe en émettant solidement son propos. On expliqua qu'en dehors de la faute de construction, reconnue par le réalisateur de la tribune, les autres poursuites n'avaient été faites que sous la pression d'un drame d'une gravité insupportable. « L'erreur a été de croire ou de laisser croire que la justice allait consoler la douleur des victimes et que les sanctions seraient source d'apaisement moral », a soutenu M^{re} Tony Retali. Cette erreur aurait pour origine l'enquête administrative menée aussitôt après l'effondrement de la tribune. « Cette commission s'est autorisée à distribuer des culpabilités : le poisson frais était jeté à la crête de l'opinion publique. L'erreur, c'est l'intrusion de l'administratif dans le judiciaire ».

La défense a incontestablement marqué des points. Mais au-delà des arguments de fait, et malgré la sérénité apparente des débats, un autre élément est apparu, qui fait partie de ce que l'on désigne en Corse par la formule passe-partout de « particularisme insulaire ». Ainsi, au terme d'une brillante plaidoirie pour Michel Lorenzi, ancien vice-président du Sporting Club de Bastia, le dernier avocat, M^{re} Sixte Ugolini, était certain d'avoir convaincu la cour de l'innocence de son client. Mais il ajoutait : « J'ai quand même des craintes... Les victimes ont fait dire qu'elles ne croyaient plus en la justice. Ici, quand on ne croit plus en la justice, on est prêt à la rendre soi-même. » Et le procès s'est terminé par cette terrible phrase de l'avocat : « Je suis partagé entre la crainte d'être condamné et le peur d'être relaxé ».

Maurice Peyrot

BAISSE D'UN FRANC PAR LITRE DE LA FISCALITÉ SUR LE GPL CARBURANT

Vote par l'Assemblée Nationale de l'amendement portant sur la baisse de la Taxe Intérieure sur les Produits Pétroliers (TIPP) de 1F/litre applicable au 11/01/1996 sous réserve de son adoption par le Sénat.

Ne faire immédiatement avantages Carburant confort de conduite du moteur d'entretien une de ses Pour notre l'inc

Nous n'avons pas attendu pour être prêts à vous servir.



Pour en savoir plus, appelez vite
Numéro Vert 05 4000 05

Déjà près de 200 stations Total distribuent du GPL Carburant...

Nous sommes prêts à vous faire découvrir immédiatement les avantages du GPL Carburant Totalgaz : confort et souplesse de conduite, longévité accrue du moteur, économie d'entretien, contribution à une meilleure protection de l'environnement grâce à ses qualités écologiques. Pour toute information sur notre GPL Carburant et l'incidence des nouvelles dispositions fiscales, appelez notre numéro vert.

TOTALGAZ



VOUS NE NOUS CHOISIREZ PAS PAR HASARD.

Quatre mois de prison ferme ont été requis contre Bernard Tapie

A Douai, au terme du procès en appel de l'affaire du match truqué VA-OM, l'avocat général Luc Fremiot a requis contre l'ancien président du club marseillais une peine un peu moins lourde que le procureur de Valenciennes Eric de Montgolfier en première instance

L'avocat général Luc Fremiot a requis, mercredi 25 octobre, une peine de un an et demi de prison, dont quatre mois ferme, et trois ans d'interdiction de paraître contre Bernard Tapie dans l'affaire VA-OM. Dix-huit mois

avec sursis ont été requis contre Jean-Pierre Bernès, ancien directeur général de l'OM. L'enquête sur les comptes du club met en lumière, selon un rapport d'expertise daté du mois d'avril, un « système or-

ganisé d'évasion de capitaux » dont « la destination finale est occultée ». Les comptes suisses de plusieurs intermédiaires pourraient avoir été utilisés comme caisses noires afin de permettre la corrup-

tion de joueurs et d'arbitres. Le Crédit lyonnais, via sa filiale la SDBO, a été autorisé le même jour à mettre la main sur le capital de la société Bernard Tapie Finance (BTF), qu'elle avait obtenue en gage en-

contrepartie de prêts accordés au Groupe Bernard Tapie. Une information judiciaire pour « banqueroute, complicité et recel » contre les dirigeants de BTF a été confiée, depuis le 7 juillet, au juge Eva Joly.

DOUAI

de notre envoyé spécial

Un moment, sans doute, Bernard Tapie s'est cru revenu sept mois en arrière, à l'époque du procès de Valenciennes, lorsque le procureur Eric de Montgolfier avait brossé de lui un portrait blessant de vérité. A Douai, comme à Valenciennes, l'ancien ministre était rivié à sa chaise, réduit au silence, à l'écoute du réquisitoire de l'avocat général, Luc Fremiot. Il bougonnait, grimait, enrageait de ne pouvoir réagir. Debout à sa gauche, M. Fremiot évoluait dans le même registre que M. de Montgolfier. Il taçait le prévenu comme on désigne un tricheur de la République. Il ne lui reprochait

pas uniquement d'avoir été un corrupteur ou d'avoir fait pression sur des témoins. Par-delà les crapuleries de vestiaires, c'est à l'homme public, à l'élus, qu'il s'adressait : « Vous êtes prisonnier, pieds et poings liés, de l'image que vous voulez donner ! »

Peut-être M. Tapie se demandait-il alors si l'appel interjeté après sa condamnation à un an de prison ferme avait servi à autre chose qu'à retarder l'échéance. Plus de deux heures durant, le représentant du ministère public s'évertua en effet à rassembler le puzzle d'une affaire complexe pour une cour peu au fait des choses du football. « Tout converge sur vous, monsieur Tapie, je suis désolé, je vous ai en ligne de mire », prévenait-il, avant de démonter, point par point, contradiction par contradiction, les arguments de la défense. Se tournant vers l'intéressé, il lança : « Vous avez jonglé avec les dé-

positions et les témoignages, vous avez fait de la corde raide, mais vous n'avez plus de filet. »

A en croire Luc Fremiot, c'était bien M. Tapie qui avait ordonné à Jean-Pierre Bernès (directeur général de l'OM) et Jean-Jacques Eydelie (joueur du club) d'intriguer auprès de plusieurs Valenciennais pour qu'ils « lèvent le pied » contre leur équipe, le 20 mai 1993. C'était encore M. Tapie qui avait cherché à obtenir un faux témoignage de Boro Primorac, ex-entraîneur de l'USVA, le 17 juin de la même année. C'était toujours Bernard Tapie qui avait essayé d'influencer Eydelie pour qu'il ne le mette pas en cause alors que le scandale prenait de l'ampleur.

PROPHÉTIE MORALISATRICE

Accusé d'avoir « brodé le rêve de jeunes de banlieue » qui admirait l'OM, fustigé pour avoir « mis en cause et manipulé un autre mi-

nistre » (Jacques Mellick), le prévenu se tassait sur sa chaise, il encaissait les coups. La charge était si virulente, elle était balisée de tant d'évidences extraites du dossier que l'assistance en vint à pronostiquer des réquisitions à la mesure de l'argumentation, lourdes, forcément lourdes.

Il n'en fut rien. Après une ultime sentence de prophète - « celui qui n'a vécu par l'image périra par l'image » - M. Fremiot réclama contre M. Tapie un an et demi de prison, dont quatre mois ferme, ainsi qu'une période d'interdiction de trois ans. A Valenciennes, le 21 mars, M. de Montgolfier avait requis six mois de prison ferme ; le tribunal avait ensuite doublé la mise. Le réquisitoire de Douai se révélait donc plus indulgent, même s'il était souhaité, cette fois, une sanction politique : l'interdiction.

Avec la bénédiction du pré-

sident, Bernard Tapie quitta ce palais de justice où François Vidocq fut naguère condamné à six ans de fers. Fidèle à ses engagements de discrétion, il laissa à l'un de ses avocats, Jean-Yves Lienard, le soin d'exprimer sa déception devant les journalistes. Une déception limitée, toutefois, car il paraissait évident que M. Tapie, même s'il était le seul prévenu à être menacé de prison ferme - dix-huit mois avec sursis requis contre Jean-Pierre Bernès, un an pour Eydelie, six mois pour les Valenciennais Robert et Buruchaga -, s'en sortait plutôt bien au regard du contenu du réquisitoire. De l'avis général, il y avait un décalage entre la vigueur du propos et la lourdeur de la peine requise. Certains avocats en venaient même à conclure qu'il n'aurait probablement jamais à dormir dans une cellule, du moins dans cette affaire.

En avançant, dès l'ouverture du

procès, avoir menti sur sa rencontre du 17 juin 1993 avec Boro Primorac (Le Monde du 25 octobre), l'ancien président de l'OM n'a réussi à convaincre personne. En admettant pour la première fois que ce match de championnat, quelques jours avant une rencontre de Coupe d'Europe, était important pour l'OM et qu'il était possible, à cette époque, de sortir 250 000 francs en liquide des caisses du club, il a renforcé involontairement la thèse de l'accusation.

« AU FIN FOND DE L'INDONÉSIE »

Il n'empêche que le député des Bouches-du-Rhône a tout de même marqué des points à Douai. Son silence médiatique y a peut-être contribué, ainsi que sa stratégie de défense, à trois avocats : le Marseillais Henri Bollet, volontiers supporteur (« Monsieur le président, l'OM est la seule équipe du monde dont on connaît le nom au fin fond de l'Indonésie ! ») ; le Nordiste Francis Debacker, si maladroite que M. Tapie lui demanda de se taire au bout de quelques minutes de plaidoirie ; et surtout M. Jean-Yves Lienard.

Mercredi matin, avant le réquisitoire, ce pénaliste chevronné avait décodé le dossier en technicien du fait. Une démonstration brillante - à défaut d'être convaincante -, dont il était ressorti que la corruption avait pu être décidée et organisée par Jean-Pierre Bernès. De l'ancien directeur général du club il fut d'ailleurs beaucoup question, en cette journée de plaidoiries et de réquisitoire. A Valenciennes, il avait crié l'événement en accusant M. Tapie. A Douai, où il a maintenu ses accusations, son portrait de « chevalier blanc » du football national a été terni. M. Lienard a souligné le fait que, du temps de la splendeur de l'OM, M. Bernès avait une « forte personnalité ». Il était un rouage essentiel du système, l'homme de confiance du patron. L'avocat général Fremiot abonda dans ce sens, estimant que les deux hommes, « l'index et le majeur », étaient « dans la même barque ».

Le représentant du ministère public s'aventura plus avant encore, au-delà d'un scandale VA-OM qui commençait déjà à jaunir tant ses mille péripéties ont été rabâchées. S'étonnant de la relative passivité de M. Bernès à l'égard de M. Tapie, le magistrat déclara qu'il existait probablement, entre eux, une sorte de « pacte » lié à l'affaire des comptes de l'OM, en cours d'instruction. « Mon sentiment, sans que j'ai aucune preuve pour l'étayer, est qu'il y a une espèce de contrat occulte entre vous. Monsieur Tapie, vous êtes prisonnier de ce deuxième dossier, c'est la raison pour laquelle vous ne reconnaissez pas la corruption car vous seriez affaibli. »

Hervé Gattegno

Philippe Broussard

L'enquête sur les comptes de l'OM renforce les soupçons de corruption

« CE QUI S'EST PASSÉ à Valenciennes s'est répété plusieurs fois », a dit une nouvelle fois Jean-Pierre Bernès devant la cour d'appel de Douai. Cette accusation, l'ancien directeur général de l'OM l'a formulée pour la première fois le 30 juin, face au juge d'instruction marseillais Pierre Philippon, chargé de l'enquête sur les comptes du club autrefois présidé par Bernard Tapie. « Il y avait chaque saison quatre ou cinq matches de championnat qui étaient achetés », avait-il ainsi déclaré sur procès-verbal, précisant que le club avait fait de même « lors de matches de coupe d'Europe » (Le Monde daté 9-10 juillet).

Depuis cette audition, qui lui a permis de paraître son profil de « repent », et a contribué à affaiblir la défense de M. Tapie dans le procès du match Valenciennes-OM, l'ancien directeur général du club marseillais a réitéré ce propos sur tous les modes et tous les tons. Mais aucune de ses déclarations n'a réellement permis à l'enquête, ouverte à la fin de l'année 1990 et convertie en information judiciaire le 16 avril 1992, de progresser sur le terrain de la corruption. Jean-Pierre Bernès a bien évoqué le tramage de deux rencontres de coupe d'Europe - contre l'AEK Athènes en 1989 et contre le Spartak de Moscou en 1991 - et affirmé que l'arbitre du premier de ces deux matches avait été payé par l'OM, mais tout se passe comme s'il s'était efforcé de porter des accusations inutilisables par la justice. A supposer que les faits dénoncés ne soient pas couverts par la prescription, la justice aurait grand-peine à poursuivre leurs auteurs, dès lors que ces « achats de matches », s'ils ont eu lieu, se sont

déroulés à l'étranger, soit hors du champ de compétence d'un juge français. En outre, l'arbitre autrichien mis en cause par M. Bernès, M. Kohl, est décédé d'un cancer voici plusieurs années. Quant aux matches du championnat de France, l'ex-bras droit de Bernard Tapie a répété, le 20 juillet face au juge d'instruction, que « plusieurs ont été irréguliers », mais il s'est refusé à fournir la moindre précision sur les clubs, les joueurs, voire les arbitres concernés.

Seule exception notable à ce silence, l'ancien entraîneur du FC Nantes, le Croate Miroslav Blazevic, nommément désigné par M. Bernès le 30 juin, a été interpellé le 20 octobre à l'aéroport de Genève et placé en détention provisoire. Mais il a toujours nié être intervenu auprès de ses joueurs en faveur de l'OM.

S'il n'a pas démontré, à ce jour, la réalité de la corruption, le juge Philippon peut au moins se flatter d'en avoir conforté le soupçon. Après cinq ans de recherches, les enquêteurs ont identifié de nombreux circuits ayant permis aux dirigeants de l'OM de dissimuler de l'argent à l'étranger. Evoquant un « système organisé » dont la fraude fiscale ne serait pas le « seul souci », le rapport commandé par le juge au cabinet d'expertise Butthieux sur les comptes du club, rédigé au mois d'avril, met en lumière « un ensemble de manœuvres visant à une évasion de capitaux, dont la destination finale est volontairement occultée, et ce bien au-delà de paradis fiscaux ». Dans un article récent et détaillé, L'Equipe Magazine chiffrerait à 110 millions de francs le montant de cette « évaporation ». Chevilles ouvrières de ce sys-

tème, les « intermédiaires » Spiros Karageorgis et Manuel Barbusa sont l'objet, depuis le 4 août, de mandats d'arrêt internationaux. Interpellé en Allemagne le 23 février, leur collègue croate Ljubomir Barin est lui aussi soupçonné d'avoir alimenté des « caisses noires » à l'étranger au profit de l'OM ou de ses dirigeants (Le Monde du 12 août).

« Un ensemble de manœuvres visant à une évasion de capitaux dont la destination est occultée »

Tous ont reçu, en contrepartie de factures fictives, le plus souvent rédigées au siège de l'Olympique de Marseille, plusieurs millions de francs, dont l'enquête a établi qu'une partie a été remise à la disposition de dirigeants du club. Deux virements, effectués en décembre 1989 (95 370 francs) et en janvier 1990 (93 080) par la trésorerie de l'OM au profit des comptes suisses des sociétés fiduciaires Synergie et Partenaire SA avaient ainsi pour objet véritable la constitution d'une société fictive SA, sise au Liechtenstein. Cette société n'a jamais eu la moindre activité, mais les registres belges ont conservé la trace d'un virement de 20 000 francs suisses (environ 90 000 francs) effectué à partir de son compte vers celui d'une fon-

dation baptisée Hespérides. Or le créateur de cette fondation, vouée à d'hypothétiques « activités commerciales » n'est autre que l'intermédiaire grec Spiros Karageorgis, l'« ayant droit » de la même fondation étant lui, l'ancien directeur financier de l'OM, Alain Laroche.

Communiqués par la justice suisse, une série de documents bancaires attestent que le compte de la fondation, ouvert le 16 février 1989 à la banque privée Edmond de Rothschild, à Genève, et intitulé « Poète », était alimenté par diverses sociétés, toutes contrôlées par M. Karageorgis - Euroservices, Swiss Communication, Sponsort - et travaillant presque exclusivement avec l'OM. Ainsi la boucle était-elle bouclée : une partie des sommes versées par le club à l'un de ces fameux « intermédiaires » du football, dont M. Tapie a assuré qu'ils constituaient un « passage obligé », est revenue entre les mains d'un responsable de l'OM. M. Laroche a même retiré, sur le compte suisse de la fondation Hespérides, 50 500 francs en espèces le 7 mai 1990. Alain Laroche a expliqué au juge qu'il s'agissait, pour lui, d'« affaires personnelles ». N'ayant « rien à voir avec l'OM », interrogé au cours de l'été 1992 par le précédent juge d'instruction chargé de l'affaire, M. Karageorgis avait, grosso modo, tenu la même version. Détail piquant : les frais de déplacement occasionnés par ce témoignage avaient été pris en charge par la trésorerie de l'OM.

L'enquête montre que d'autres sociétés du même homme d'affaires grec ont bénéficié d'importants transferts de fonds en provenance, cette fois, de la société

RMGP (Réalisation Marketing Gestion publicitaire), régie publicitaire officielle de l'OM. Dirigée par Claude Ghidalla - mis en examen le 13 avril -, cette société a versé, entre 1989 et 1992, près de 10 millions de francs aux sociétés Ainos 57 et IPS, contrôlées par M. Karageorgis, en rémunération de prestations fictives. Une partie de ces fonds semble avoir été récupérée selon le même schéma, un retrait de 65 000 dollars (environ 320 000 francs) ayant été effectué, le 18 mai 1990, par l'adjoint de M. Ghidalla, Dominique Fatras, dont la photocopie du passeport avait été conservée dans les archives de la banque genevoise.

Interrogé le 13 avril, Claude Ghidalla s'est présenté comme « une victime rackettée » par les dirigeants de l'OM, mais a contesté avoir contribué à la constitution d'une « caisse noire ». Il a néanmoins dû admettre que RMGP avait versé, en janvier 1992 « par anticipation », 200 000 dollars (1 million de francs) à la société IPS, afin de s'assurer l'exclusivité des droits de télévision des rencontres de coupe d'Europe de la Sampdoria de Gênes. Mais, cette saison-là, le club italien n'avait pas disputé la coupe d'Europe. Aujourd'hui introuvable, banni par les instances du football européen, Spiros Karageorgis est sans doute le seul à pouvoir expliquer ce qu'il advint de ces millions, régulièrement versés à l'occasion des matches de coupe d'Europe de l'OM. Sur une télécopie datée du 8 novembre 1988 et retrouvée par les enquêteurs, l'homme d'affaires avait écrit : « Pour l'OM, on a affaire à de drôles de zigotos... »

Une information judiciaire pour « banqueroute » ouverte contre les dirigeants de Bernard Tapie Finance

BERNARD TAPIE a enregistré mercredi 25 octobre une défaite, passée un peu inaperçue, mais qui n'en est pas moins lourde de conséquences. Le Crédit lyonnais, acteur d'un autre feuilleton médiatique et judiciaire avec le député des Bouches-du-Rhône, vient, à contrario, de remporter un succès presque définitif. La banque publique, via sa filiale la SDBO (société de banque occidentale), a mis la main mercredi sur le capital de la société Bernard

Tapie Finance (BTF) qu'elle avait obtenue en gage en contrepartie de 345 millions de francs de prêts accordés à GBT (Groupe Bernard Tapie), société en nom collectif de M. Tapie qui cofinane BTF.

L'attribution n'a pas été contestée et, sauf décision contraire de Bernard Tapie, son avocat M. Francis Bousquet a indiqué qu'il n'envisageait pas de former de recours. Selon M. Jean Vell, l'avocat de la SDBO, le choix de la survie du groupe plutôt que celui

de sa liquidation judiciaire devrait permettre de sauver l'essentiel des 900 emplois en jeu.

Le gage récupéré par la banque a été valorisé par des experts entre 110 et 225 millions de francs en valeur « statique » et entre 360 et 526 millions en valeur « dynamique », c'est-à-dire à un horizon de cinq ans, après restructuration et recapitalisation des filiales (Terrallion, Testut, La Vie Claire et Scalme). Ce jugement va permettre au Lyonnais, par l'intermédiaire de la structure de défaisance créée par l'Etat, le CDR (Consortium de réalisation) devenu propriétaire de la SDBO (en cessation d'activité), de redresser les filiales de BTF et de les vendre. En outre, la banque se met à l'abri des procédures engagées contre elle au début du mois de juillet par Bernard Tapie.

Acculé par les défaites judiciaires successives, ce dernier avait décidé d'entamer contre le Lyonnais une procédure civile pour « gestion de fait ». Le député des Bouches-du-Rhône avait utilisé sa dernière arme : retourner

contre la banque la complaisance manifestée à son égard pendant des années. Quitte à étaler au grand jour le soutien hors normes dont il a bénéficié et à amener le débat sur le terrain de l'origine politique des largesses de la banque publique.

JEAN-YVES HABERER MENACÉ

Les experts désignés par le tribunal de commerce de Paris, qui avaient rendu leurs conclusions le 13 avril, allaient dans le sens de l'homme d'affaires. Ils soulignaient notamment qu'à partir de 1992 les relations entre la SDBO et Bernard Tapie « présentent un caractère dont il appartient au tribunal d'apprécier s'il s'agit d'un soutien abusif ».

L'opération d'achat et de vente d'Adidas était la plus critiquée. « L'acquisition en 1990 par M. Tapie d'une entreprise dont la taille est disproportionnée par rapport à ses entreprises existantes [...] a constitué une grande imprudence que l'égalité de notre avis celle des banquiers », notaient les experts, avant d'ajouter que, dé-

büt 1993, « le président du Lyonnais, Jean-Yves Haberer, n'a pris la décision finale du montage », de la revente, qui a laissé « le groupe Tapie dans une situation ne lui permettant plus de retrouver son équilibre ».

Un autre soupçon, plus grave encore, pesait sur la banque : celui de s'être vendue Adidas à elle-même, via deux sociétés-écrans basées à Jersey et aux îles Vierges britanniques, qui auraient acquis 35 % d'Adidas en plus des 19,9 % achetés officiellement. M. Tapie accusait la banque d'avoir réalisé une plus-value de 1,5 milliard de francs sur ce dossier sans que son groupe en tire le moindre bénéfice. Le plaignant dans cette affaire était BTF. Or, cette société appartenait aujourd'hui à la SDBO et on imagine difficilement la procédure se poursuivre. Pour autant, le tribunal doit encore se prononcer le 8 novembre sur la validité de la créance de 1,5 milliard présentée par M. Tapie alors que les délais autorisés pour la faire valoir, étaient en principe écoulés (deux mois après la mise

en redressement judiciaire).

Quelle que soit la décision prise, l'affaire est en tout cas loin d'être terminée et pourrait même prendre une autre dimension.

Le parquet a discrètement ouvert le 6 juillet une information judiciaire pour « banqueroute, complicité et recel » contre Elie Fellous et Noëlle Bellonne, deux dirigeants de BTF, et tous autres. Le 7 juillet, il a confié le dossier au juge d'instruction Eva Joly. Le juge va pouvoir poursuivre les responsables de fait et de droit d'une éventuelle banqueroute, c'est-à-dire Bernard Tapie, les dirigeants de BTF mais aussi ceux de la SDBO et du Crédit lyonnais.

Michel Gallot, ancien président de la SDBO et Pierre Despesailles, ancien directeur général de la banque, pourraient être inquiétés. La menace se précise aussi d'une mise en examen de Jean-Yves Haberer, le président du Crédit lyonnais de 1988 à 1993, qui avait pris une part active dans la vente d'Adidas.

Eric Leser

VENTES PAR ADJUDICATION
Régisseur O.S.P. - 64, rue La Boétie-PARIS
TEL. : 40.75.45.45 - FAX. : 45.63.89.01

IP

75 - Vis. S/sais. imm. Pal. de Just. PARIS Jeudi 9 Novembre 95 à 14h30.
APARTEMENT (59m² env.) à PARIS 9ème
5, Rue SAULNIER au 2^e ét. face droite au dessus entrées, 3 pces princ., une CAVE et au 5^e ét. au dessus entrées une CHAMBRE de SERVICE
MISE A PRIX : 500.000 Frs
S'adresser à Me R. BOISSEL, Avocat à PARIS 9ème, 9 Boulevard Saint Germain - Tél : 43.29.48.58

سكاكات الاموال

HORIZONS

ENQUÊTE

Voyage dans le Grand Nord russe

2. L'homme qui aimait les Tchouktches

C'ÉTAIT un soir d'été, près du cercle polaire. Un de ces soirs où le soleil refuse d'abdiquer. Il s'autorise alors des journées continues, de minuit à minuit. Ce soir-là, donc, le cargo s'apprêtait à quitter Anadyr, la minuscule capitale de la Tchoukotka, région reculée du Grand Nord russe. Il allait remonter le fleuve sur des centaines de kilomètres, vers l'intérieur des terres, s'aventurer dans ces immensités où les lacs sont plus nombreux que les hommes. Avec un peu de chance, on apercevrait peut-être, sur les rives caillouteuses, des ours, des gloutons ou des loups.

L'équipage avait prévu six jours de périlleux aller-retour. Le capitaine comptait faire plusieurs escales, dans deux ou trois villages lointains, peuplés de Russes, ml-colons ml-baroudeurs, des gars de tempérament, chercheurs d'or ou mineurs. A la belle saison, lorsque la fonte des glaces ouvre le fleuve à la navigation, des petits cargos comme celui-ci vont les ravitailler en sucre, en vodka et autres carburants. L'hiver, il faut compter sur les hélicoptères. Mais l'Aeroflot annule souvent ses vols, à cause du blizzard. La compagnie ferme aussi des lignes, faute de clients. Des villages entiers disparaissent, rayés de la carte sur décision administrative. La Tchoukotka perd ainsi les pionniers auxquels les communistes proposaient jadis des salaires trois fois plus élevés que dans le reste de l'empire.

Les autochtones, eux, sont les laissés-pour-compte de l'histoire en marche, les 15 000 naufragés d'un système soviétique qui les a détournés de leur culture. A Anadyr, ils sont encore quelques centaines dans les immeubles miséreux du quartier de Tavaivam. Pour leurs yeux trop bridés, leur peau trop mate, les enfants sont parfois victimes du racisme des autres écoliers. Leur langue est enseignée à la va-vite, comme une survivance folklorique. La plupart des adultes ne la pratiquent plus, à l'exception des anciens, mémoire défaillante d'un peuple en partance. Dans l'administration, le commerce, la médecine, ils n'occupent que des postes subalternes. Les maîtres restent russes.

Ailleurs, loin d'Anadyr, ces cousins des esquimaux vivent en communautés : les Tchouktches du bord de mer sont chasseurs de morces ; les Tchouktches de l'intérieur sont éleveurs de rennes. Leur rendre visite relève de l'expédition. Du jeu de hasard, aussi. Les liaisons aériennes étant devenues trop improbables, il faut souvent se rabattre sur les rares cargos de ravitaillement, les tankers, comme on les appelle ici. L'étranger bien pourvu en devises aura droit au meilleur accueil : la cabine du capitaine, une douche, et même le repas mitonné par la cuisinière, l'unique femme à bord. Les matelots sont d'aimable compagnie. Ils parlent volontiers, confient leur désir de rentrer dès que possible chez eux, cap à l'Ouest, vers Moscou, avec épouse et enfants, parce que la Tchoukotka est « *candam-née* ». Un homme, au moins, se soucie encore de cette maudite région : Charles Weinstein, un

Français de soixante-deux ans, originaire de Perpignan. Avec ses allures de commandant Cousteau, il n'a ni le physique ni le cursus d'un aventurier. Professeur de russe à la retraite, ancien responsable du Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNES) dans les Pyrénées-Orientales, il s'exprime d'une voix douce mais indignée. Dès qu'il en vient à évoquer le destin des Tchouktches, il ne peut s'empêcher de soupirer, puis de faire silence un moment, comme s'il se reprochait de ne pouvoir sauver ses amis d'une extinction annoncée.

Charles Weinstein est le seul Occidental recensé à Anadyr, où il s'est rendu pour la première fois en 1990, après avoir vécu un temps en forêt, avec les Nanaïs, le long du fleuve Amour et monté les chevaux des Evènes, dans les montagnes de Yakoutie. Mais c'est en Tchoukotka, là-haut, à quelques rochers du détroit de Béring, qu'il a choisi de s'établir définitivement, à compter de 1992, parce qu'il n'avait « *jamais rencontré des gens aussi gentils* ».

Il a donc quitté Canohès, son pays catalan ; il a laissé sa famille, sa femme, ses enfants, ses petits-enfants et pris l'avion pour Anadyr, cité sinistre et sinistrée, aux confins de la terre. Dans un immeuble de la rue Otke, l'artère principale, il a loué un studio, sans téléphone ni téléviseur. Il s'y est installé en célibataire, avec ses secrets d'exilé. Sur les murs, il a affiché un plan de Perpignan, des photos, et des dizaines de dessins envoyés par les écoliers de Canohès. Nostalgie ? « *Non, je vous assure, je suis bien ici !* »

LE TANKER s'était éloigné du port, il progressait à un rythme de père tranquille. Charles Weinstein avait déjà emprunté un tel bateau. Il en gardait un triste souvenir : « *J'étais avec une amie française. En route, l'équipage russe a décidé de faire escale chez trois Tchouktches, qui vivaient seuls ou bord de l'eau. Il n'y avait qu'une yarangué, la tente*

traditionnelle, et une cabane de rangement. Nous avons mangé un morceau, puis le fils de la famille nous a dit d'aller dormir dans la cabane. Le lendemain, nous avons compris ce qui s'était passé en notre absence : les matelots avaient fait boire la sœur du jeune homme et l'avaient violée devant ses proches, qui étaient également ivres. »

L'amour que l'ancien prof porte à ce peuple confine au millitantisme. Au point qu'il ne retourne en France qu'une fois l'an,

du nord ou de l'est ; la neige de mars n'est pas celle de novembre. « *Contrairement à nous, assure-t-il, ils font corps avec la nature ; pour eux, tout a un esprit, même un simple caillou ; je ne suis pas croyant, mais je me retrauve dans cette conception de l'existence.* »

A l'aube, le tanker s'immobilisa devant Krasnoo, un village d'uo centaine d'habitants. Certains hommes étaient déjà partis à la pêche, les autres dormaient, de fatigue ou d'ivresse. Les mal-

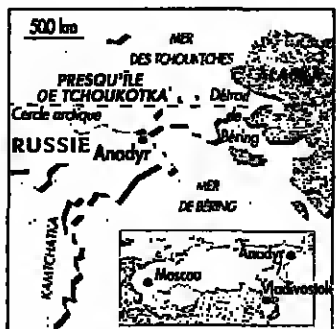
Le patron est un Russe, un costaud à la trogne de fibustier, maquignoo du lieu. Il achète, il vend. On le croise sur sa mobylette, chemise grande ouverte. Quand les maris honteux quémament de la vodka à crédit, il les conduit jusqu'à ses réserves, dans une casemate dont il garde la clef. Ceux qui n'ont vraiment pas le sou se rabattent sur un breuvage de leur fabrication, à base de levure, bien plus dangereux encore pour ces alcooliques capables de s'enivrer plusieurs jours de suite.

Krasnoo se souvenait du « *Français d'Anadyr* ». La population lui réservait un accueil à table ouverte. Chez Sergueï, l'ancien maire, il y avait du thé, pour les invités, et de la vodka pour le maître des lieux. Chez Slava, éleveur de rennes et père de famille, il y avait du poisson bouilli, une délicieuse bouillabaisse sibérienne. Il raconta la pêche, l'hiver, les trous de plusieurs mètres qu'il faut creuser dans la glace, par -30 ou -40 degrés, pour aller dénicher les « *poissons blancs* » à la chair si savoureuse. Il raconta aussi les lous, qui attaquent le bétail égaré mais craignent l'homme et le feu ; les braconniers qui viennent massacrer le gibier avec des fusils d'assaut ; les margouillins qui souillent des peaux et de la viande contre quelques bouteilles.

Etrange région. Loin de tout et hors-la-loi, si ce n'est celle du plus fort, russe, forcément russe, comme le responsable de la coopérative communale. Ses bureaux sont à Anadyr, à dix heures de tanker de Krasnoo. Les habitants regrettent de lui avoir fait confiance au sortir du communisme : il vend leurs produits, mais accapare les profits. « *Du temps de l'URSS, se souvient Slava, d'autres déclaraient à notre place : nous n'avions pas droit à la*

parole, nous étions des assistés ; maintenant, il faut prendre en charge notre destinée, ce n'est pas facile pour de simples gens comme nous. »

L'administration souhaiterait fermer le village, son école, son infirmerie, son unique téléphone, et contraindre ce carré de « *rebelles* » à rallier Anadyr. Mais les habitants s'obstinent. Cramponnés à leur terre, ils réclament des aides financières et matérielles, qu'ils ne percevront probablement jamais. Comme leurs an-



cêtres, ils puisent dans le fleuve toutes leurs richesses : les poissons – quand les ours n'arrachent pas les filets – et l'eau, qui doit toujours être bouillie avant consommation.

KRASNOO s'efforce de vivre – ou, plutôt, de survivre –, tiraillée entre deux époques, deux civilisations. Quand les anciens s'en vont encore dans la toundra, offrir aux esprits leurs incantations et les restes des repas de fête, les jeunes, eux, se tournent vers Michael Jackson ou Sylvester Stallone. Grâce au générateur qui alimente la communauté en électricité, toutes les demeures sont équipées de téléviseurs. Une ligne directe avec le reste du monde : les vieux adorent Louis de Funès (*Le Gendarme à Saint-Tropez*), et les femmes, Alain Delon, dont la première chaîne russe diffuse régulièrement les films. Quant aux gamines, elles ne manquent pas un épisode de la série « *Hélène et les garçons* », traduite en russe.

A force de courir la toundra, Charles Weinstein est devenu le confident de ce peuple, dont le destin rappelle tant celui des tribus indiennes des Amériques : la colonisation, la haine, l'alcool. « *Autrefois, ils étaient fiers, toujours prêts à défendre leur terre ; aujourd'hui ils sont comme asservis* », constate ce franc-tireur de l'ethnographie. A l'entendre, la survie passe par un retour aux traditions. Les hommes de Krasnoo s'y emploient. Fauts de carburant pour les motos-neige, ils vont revenir aux traîneaux de leurs grands-pères. Les chiens vont reprendre du service. Les pères vont aussi initier les garçons au métier de gardien de troupeaux, que les Russes se sont tant employés à dénigrer.

« *Nos fils ont le choix entre les rennes et l'appel de la ville* », résume Slava.

Charles Weinstein lui-même ne croit guère au sursaut salvateur d'une jeunesse en quête d'identité. « *Ce n'est pas mon combat, c'est le leur* », assure le pilleur de peuples. A défaut de combattre, il fait œuvre de mémoire, recueillant tout ce qu'il peut sur les rites, les croyances, les fêtes traditionnelles (naissance des rennes, ouverture du fleuve...) ou les habitudes culinaires (les yeux de phoque sont des friandises très prisées). D'une écriture appliquée, il remplit des pages et des pages de cahier, manière de laisser trace, noir sur blanc, d'un homme qui aimait les Tchouktches.

Philippe Broussard

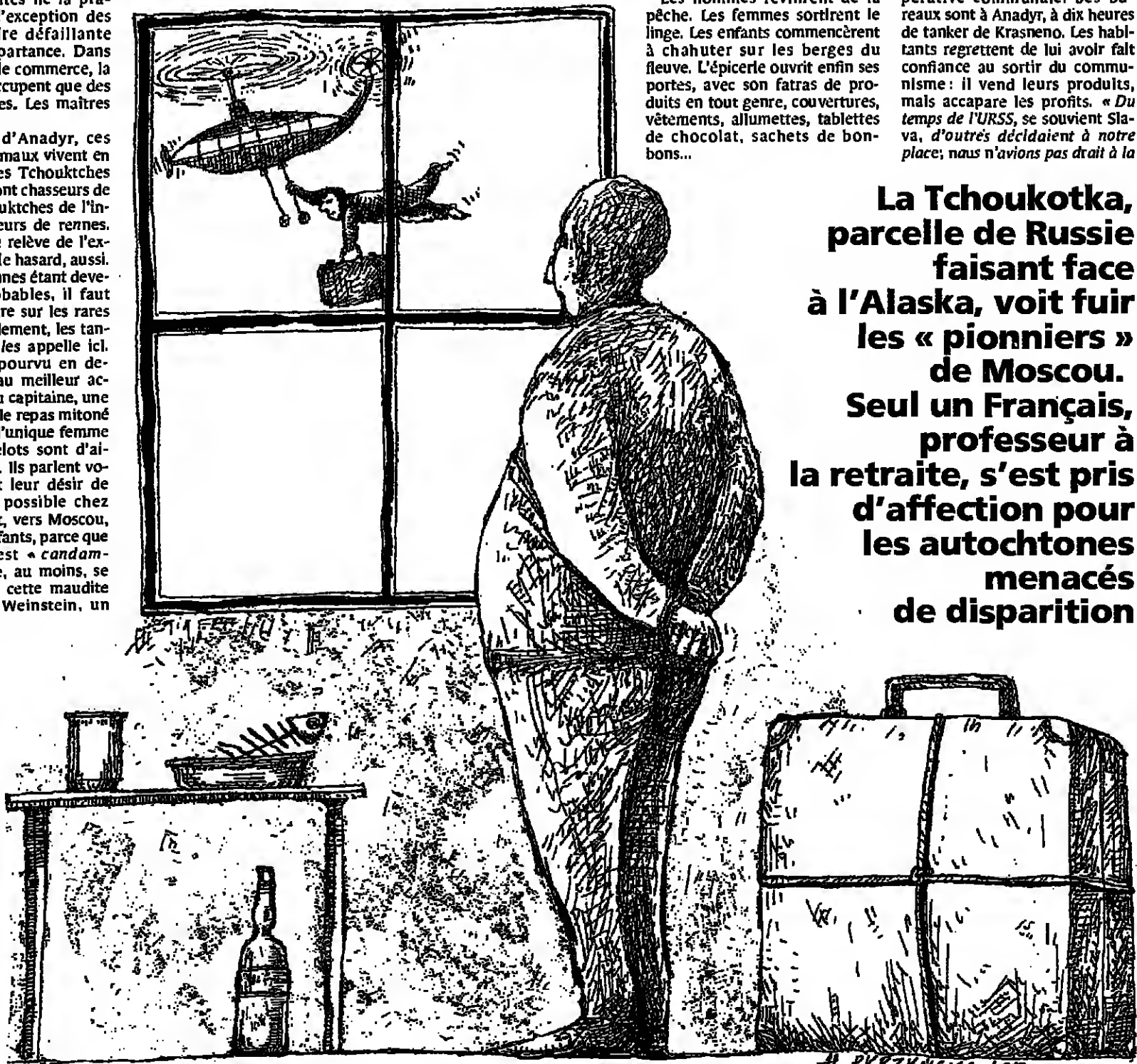
« Nos fils ont le choix entre les rennes et l'appel de la ville. » « Autrefois, ils étaient fiers, toujours prêts à défendre leur terre ; aujourd'hui, ils sont comme asservis »

pour quelques semaines, et se consacrer à la défense de la langue tchooktche, qu'il rêve d'enseigner un jour à l'Institut des langues orientales de Paris. Il en connaît désormais les sons, si gutturaux qu'ils semblent imprononçables pour un Occidental. Il apprend le vocabulaire, si riche en mots liés à la nature. L'eau, le blizzard, la neige, le soleil ont droit, dans cet idiome, à des myriades de termes, porteurs de toutes les nuances. Le vent n'est pas le même selon qu'il souffle

sons – une vingtaine de baraquas de brique et de bois – tardaient à prendre vie. Pas un rire d'enfant, pas un bruit de casserole. Des mouches tournaient autour des poissons séchés, suspendus aux perches de bois. Des nuées de moustiques montaient des marais voisins. Krasnoo, avec ses chiens assoupis et ses rideaux baissés, ressemblait aux bourgades de western que l'étranger surprend au réveil, dans un tourbillon de poussière. Puis il s'éveilla, au rythme lent des habitants.

Les hommes revinrent de la pêche. Les femmes sortirent le linge. Les enfants commencèrent à chahuter sur les berges du fleuve. L'épicerie ouvrit enfin ses portes, avec son fatras de produits en tout genre, couvertures, vêtements, allumettes, tablettes de chocolat, sachets de bonbons...

La Tchoukotka, parcelle de Russie faisant face à l'Alaska, voit fuir les « pionniers » de Moscou. Seul un Français, professeur à la retraite, s'est pris d'affection pour les autochtones menacés de disparition



H. PRZYNSKA 195

La gauche et le travail intellectuel par Philippe Corcuff

HOMMES politiques, militants, journalistes ou intellectuels, qui sont tous d'une certaine manière en situation de porte-parole, et donc détenteurs de privilèges par rapport à l'immense masse de ceux qui n'ont que peu accès à l'espace public, devraient méditer le message qui nous vient du Chiapas et d'un certain sous-commandant Marcos : une bonne dose d'ironie par rapport à soi-même, mais du sérieux dans sa tâche. Nos faiblesses et leur lot de petites choses comme l'importance des enjeux sociaux et politiques nous y invitent. Cela suppose peut-être de se débarrasser d'une certaine figure de l'intellectuel.

De la conception très française de l'intellectuel, il faut sans doute garder le souci des affaires de la cité. Mais cette dimension civique s'est fortement dégradée ces dernières années. D'abord, des intellectuels médiatiques ont imposé, depuis la fin des années 70 (avec l'apparition des nouveaux philosophes), une sorte de quasi-monopole, pour ce qui est de l'expression intellectuelle dans l'espace public, de leurs pensées-clips, bien éloignées d'exigences minimales de rigueur et d'argumentation.

Ensuite, se sont développées, à la charnière de milieux intellectuels, technocratiques et économiques, de nouvelles formes de conservatisme social et politique (dont la Fondation Saint-Simon et le récent rapport Minc). Enfin, quelques petits marquis d'un milieu très parisien se sentent quotidiennement autorisés à exprimer dans les médias leurs humeurs du moment en les transformant en problèmes universels. Dans ces différents cas, souvent emmêlés, on prétend parler de tout en ne se pliant guère aux règles des savoirs constitués.

C'est pourquoi il est grand temps d'abandonner les tropismes intellectuels français (fort corporatistes sous leurs allures universalistes), en ce qu'ils accordent a priori un accès privilégié à un horizon d'universalité aux intellectuels, qui n'hésitent pas alors à fustiger les « avantages acquis » et autres « repêches corporatistes » de toutes ces « catégories sociales » ne bénéficiant (malheureusement) pas de leur « hauteur de vue ».

Exit donc les intellectuels et tournons-nous plutôt vers le travail et la rigueur intellectuels ! Dans les universités et les laboratoires, loin des feux médiatiques, chercheurs en sciences sociales et philosophes ont à proposer au débat social et politique, plus modestement mais de manière plus étayée, des questionne-

ments, des savoir-faire, des outils d'analyse et des résultats provisoires, caractérisés par une pluralité d'orientations. Des échanges nouveaux pourraient alors se nouer entre ces praticiens et des acteurs, dans l'interpellation réciproque.

Une gauche déshoosolée, ayant perdu nombre de ses repères, malgré les bricolages et les tentatives de ravalement de façade,

Dans les universités et les laboratoires, loin des feux médiatiques, chercheurs en sciences sociales et philosophes ont à proposer au débat social et politique des questionnements, des savoir-faire, caractérisés par une pluralité d'orientations

aurait donc intérêt à établir des relations, dans l'autonomie de chacun, avec des professionnels de l'analyse sociale et philosophique. Les journalistes, qui ont pris une place importante dans l'espace public, gagneraient aussi à une telle démarche.

Ne vaut-il pas mieux dialoguer avec des chercheurs, qui parlent sans doute une langue sensiblement différente mais apportent d'autres éclairages, qu'avec ceux qui, ayant renoncé aux disciplines propres au travail intellectuel, n'ont pour seul attrait, somme toute assez narcissique et vain, que de parler comme des journalistes ?

Reconnaître les contraintes et les logiques propres aux exercices politiques, journalistiques et universitaires, ne prépare-t-il pas mieux à des contacts fructueux que l'indistinction et la confusion ? Le débat public y gagnerait en qualité, les citoyens étant davantage pris au sérieux et non plus réduits au rôle de spectateurs de cirque.

Des militants syndicaux en butte à l'arbitraire d'entreprises privées mythifiées dans les années 80, des agents de services publics résistants quotidiennement aux dogmes libéraux, ou d'autres qui se heurtent et inventent face au chômage et à l'exclusion pourraient ainsi ouvrir un renouveau de la réflexion.

Nous serions alors susceptibles de trouver dans des travaux de sciences sociales et dans des analyses philosophiques des ressources pour sortir des schémas et des pensées binaires (pour/contre) qui ont tant de succès médiatique : société ou individu, totalitarisme ou marché, nation ou Europe, analyse de classe ou analyse culturelle, égalité ou équité, relativisme ou uni-

versalisme, critique sociale des dominations ou pensée du lien social, etc. Et la prise en compte des complexités du réel ne conduirait pas nécessairement à la démission politique, comme ont essayé de nous le faire croire libéraux de droite et de gauche.

Pour les gauches syndicales, associatives et politiques, participer à de tels dialogues implique de s'inscrire dans un travail analy-

tique et critique sur ce qu'a été la gauche jusqu'à présent. Si l'on veut continuer à se situer dans une perspective d'émancipation sociale, on ne pourra faire l'économie d'une double critique, encore trop superficiellement engagée : critique des oppressions qui se sont réclamées du communisme et de leurs effets sur les analyses et les pra-

tiques des uns et des autres et critique de l'enlèvement des socialistes français dans le libéralisme économique et de son enrobage par le cynisme mitterrandien, d'ailleurs érigé par nombre de professionnels de la politique et de journalistes en norme d'excellence politique.

Il faut enfin oser une réflexion radicale. « Radicale », au sens où elle remonte aux racines de nos convictions politiques, en ce qu'elle vise à réélaborer et à réfixer « les gonds », pour reprendre une image du philosophe Ludwig Wittgenstein, de notre pensée politique. Des gonds - comme ceux d'une porte - sur lesquels puissent tourner de nouveaux nos questions et nos engagements politiques. Ayons alors les yeux moins rivés, comme nous y invite Pierre Bourdieu, sur ce que journalistes et hommes politiques appellent « l'actualité », en cherchant à l'interroger avec d'autres outils.

C'est pour répondre à de tels enjeux que des chercheurs en sciences sociales, des philosophes, des militants syndicaux, associatifs et politiques, des journalistes ou des praticiens de l'action publique ont décidé de créer le Club de réflexions sociales et politiques Maurice-Merleau-Ponty. Car la figure du philo-

sophe, quarante ans après la publication des *Aventures de la dialectique*, peut apparaître exemplaire.

Il n'y a à aucune forme de fétichisme, mais Merleau-Ponty a commencé à poser des questions, sans doute inaudibles dans les années 50, ouvrant des chemins inédits, qu'il nous faut reprendre à partir de lui bien sûr, mais surtout au-delà. L'auteur des *Aventures de la dialectique* a ainsi amorcé le dépassement de polarités ruineuses pour le travail intellectuel comme pour l'action politique.

Sortant des manichéismes propres à nombre de débats sur Marx, il a esquissé dans ses derniers écrits politiques une démarche ni strictement « marxiste » ni « antimarxiste » - assez justement qualifiée d'« a-marxiste » par Paul Ricoeur -, qui convient mieux à un bilan critique des apports et des limites de Marx.

Le débat intellectuel-médiatique des années 80 a beaucoup sollicité l'opposition d'Aron et de Sartre. Or, dans la perspective d'une mise en cause tout à la fois de l'économie capitaliste et des régimes stalinien, il a dessiné une voie vraisemblablement plus juste que celles proposées par Aron et Sartre. Alors que les an-

nées 80 ont vu renaître la philosophie politique et morale, souvent contre les sciences sociales critiques des années 70 (avec la figure repoussoir de « la pensée 68 », inventée par des essayistes à la mode), en réactivant une opposition stérile entre philosophie et sciences sociales, Merleau-Ponty symbolise un dialogue constant entre la philosophie et les sciences de l'homme et de la société. C'est une voie plus ajustée si l'on veut, par exemple, penser ensemble l'analyse de la société telle qu'elle est (dont la critique sociale des dominations existantes est une des pièces majeures) et les dimensions normatives de l'action politique (quelles formes du lien social à promouvoir ? quelles valeurs ?).

Reste à tenter d'avancer, avec nos moyens limités, par rapport aux défis de notre temps. Le refus du monde tel qu'il est sera un point d'appui solide dans cette perspective, particulièrement si l'humilité et la rigueur l'accompagnent.

Philippe Corcuff est maître de conférences à l'U.E.P. de Lyon (Lyon-2) et président du Club de réflexions sociales et politiques Maurice-Merleau-Ponty.

L'Eglise catholique et les juifs : la paix de trente ans

par Jean-Marc Chouraqui

LES relations entre l'Eglise catholique et les juifs sont perçues le plus souvent à travers des crises ou des événements « médiatiques » qui ne se comprennent pas si on ignore la conversion du regard porté sur les juifs depuis trente ans par l'Eglise. Le trentième anniversaire de la déclaration *Nostra Aetate* du concile Vatican II (28 octobre 1965) est l'occasion de faire le point sur les avancées, mais aussi sur les limites du dialogue. Ce qui s'est engagé avec ce document a une portée considérable du point de vue de l'histoire des mentalités.

La déclaration du 28 octobre 1965 est sans précédent dans l'histoire de l'Eglise : elle n'invoque ni les Pères de l'Eglise ni aucun texte de la tradition, sa seule référence étant la Bible. On y rappelle avec l'apôtre Paul que « les juifs restent encore, à cause de leurs pères, très chers à Dieu dans la foi et l'espérance sans repentance ». L'Eglise aussi « déplore (...) toutes les manifestations d'antisémitisme ».

Ce texte fondateur va ouvrir la voie à de multiples déclarations des Eglises nationales souvent plus audacieuses, dont celle des évêques français de 1973, puis à deux documents importants émanant du Saint-Siège : en 1974, les *Orientations et suggestions pour l'application de la déclaration conciliaire Nostra Aetate* et, en 1985, les *Notes pour une correction de la présentation des juifs et du judaïsme*. Des avancées y sont perceptibles : claire condamnation de l'antisémitisme, « opposé à l'esprit même du christianisme », affirmation de la « créativité spirituelle continue » du judaïsme après la naissance du christianisme ; dénonciation du mythe de la malédiction d'Israël, dont la permanence est un « signe ». On insiste sur la judéité de Jésus, on réhabilite les pharisiens en citant même le Talmud, on critique l'opposition classique entre « judaïsme-loi-crainte » et « christianisme-foi-amour ».

Et, surtout, on demande de prendre de la distance vis-à-vis de certains textes du Nouveau Testament rédigés dans un contexte historique polémique vestimentaire des foules attendues. Pas de place pour le temps de réver et donc de bien voir. C'est « culturel ». (.)

Cher Monsieur Giono, vous êtes presque voisin de Monsieur Cézanne. Et il vous arrive la même histoire. On a pris un de vos romans, *Le Hussard sur le toit*, et on en a fait un film. Là encore, on ne nous parle que de son coût, des difficultés techniques, de la beauté des acteurs et actrices, et, compte tenu de tout cela, il est évident qu'il est remarquable. Qu'il n'ait rien à voir avec ce que vous avez écrit n'a aucune importance, mais vraiment aucune. J'ai même entendu déclarer tout de go sur les « étranges lucarnes » que le film était mieux que le roman ! C'est dire.

Cher Monsieur Cézanne, cher Monsieur Giono, je suis un privilégié : languedocien, non provençal ou bas-alpin, j'ai ma montagne sacrée : c'est le pic Saint-Loup, non loin de Montpellier. Je vais y aller un jour d'automne où il fera beau et doux. Je trouverai un coin d'où je pourrai profiter de la douce couleur des pierres et de la végétation semblable à celle de la montagne Sainte-Victoire. J'aurai avec moi *Le Hussard sur le toit*, le livre, et, paisiblement, dans la douceur parfumée de ce jour, je vous rendrai un très humble hommage. Laissez courir mon imagination, je verrai Angelo parcourir avec un bonheur fou un lieu grand par la vision d'un certain Paul Cézanne.

Benjamin Muller
Calvisson (Gard)

bien après la prédication de Jésus. Ainsi l'Eglise reconnaît-elle la réalité historique de son « enseignement du mépris » (Jules Isaac) ou d'un « prosélytisme déplorables ».

Mais certains juifs ont souligné depuis que l'Eglise n'a pas été à l'écoute de l'identité ou de la sensibilité juives. Sur trois points :

- Longtemps, la signification spirituelle et historique de la terre d'Israël a été ignorée par l'Eglise.

- Celle-ci n'a pas encore solennellement reconnu ses fautes, comme le réclamait, en octobre 1983, Mgr Etchegaray lors d'un synode à Rome, ni fait le point sur son attitude pendant la période nazie et la Shoah. L'épisode du carnage d'Auschwitz ou l'assimilation faite par le pape d'Auschwitz et du Golgotha (1979) ont été perçus comme une récupération chrétienne d'une souffrance juive (même si Jean Paul II a pu, plus tard, reconnaître la spécificité juive de la Shoah).

- Cela est apparu comme une illustration de la fameuse « théologie de la substitution » qui paraît ignorer l'identité propre de la vocation d'Israël en lui empruntant même son nom. Ainsi dans le *Catéchisme universel* (1993) ou dans l'encyclique *Evangelium de la vie* (1995) est reprise la classique qualification de l'Eglise comme « *Nouvel Israël* », ignorée des documents spécifiques judéo-chrétiens à l'audience et à la portée dogmatique bien moindres.

Le processus engagé par « Nostra Aetate » doit être toujours renforcé

On touche là une des questions-limites du dialogue : l'Eglise ne pourrait-elle comprendre l'auto-définition juive, celle de l'Ancien Testament, sans nier sa propre définition ? Pour elle, le Christ seul en donne le sens plénier, car en lui se révèle la plénitude des moyens du salut, la vérité qu'à terme les juifs comme tous les autres hommes reconnaîtront.

Une double asymétrie caractérise donc le rapport entre judaïsme et christianisme : de par son origine, le christianisme ne peut faire l'économie du judaïsme et de la Torah, là où le judaïsme peut en doctrine ignorer le christianisme. Seconde asymétrie : le christianisme prétend à une « exclusivité » de la plénitude des moyens de salut et de vérité, là où la prétention théologique juive est bien plus modeste.

Un double problème peut freiner ainsi l'engagement dans le

dialogue : au « complexe de supériorité morale » que leur position historique de victimes peut engendrer chez certains juifs fait écho le « complexe de supériorité théologique » de certains chrétiens auxquels on a enseigné, depuis des siècles, que le christianisme est un dépassement du judaïsme.

Pour que ces réticences puissent être atténuées, il faudrait que soient répercutés à la base les acquis théoriques du dialogue formulés par des spécialistes catholiques dans des documents ignorés par la masse du clergé et des fidèles. Or que soient prises des initiatives comme l'organisation dans l'Eglise d'une journée d'éveil au judaïsme (comme cela fut élaboré en Italie), comme la lecture en chaire, lors de fêtes ou circonstances solennelles, des passages les plus significatifs des textes déjà cités, comme la préparation de documents pouvant, en quelques citations, mettre en parallèle textes de la Torah, du Talmud, et des Evangiles. Ils révéleraient au grand public, sur bien des points, l'ancrage historique du Nouveau Testament dans la tradition juive de l'époque. Enfin, l'élaboration de documents communs qui présenteraient les textes des traditions monothéistes face à des problèmes contemporains (comme la justice sociale ou le statut de l'étranger) illustrerait concrètement la réalité des avancées du dialogue interreligieux.

Les chrétiens et les juifs qui y sont engagés ont pris acte des bouleversements accomplis depuis Vatican II : qui, il y a un siècle, en pleine affaire Dreyfus, aurait imaginé qu'un jour des évêques français accorderaient à une demande juive et accepteraient de faire évacuer un carmel en Pologne ?

Une paix de trente ans s'est instaurée non sans tensions parfois. Aux yeux de ses artisans, le dialogue entre juifs et chrétiens doit avoir une portée emblématique : il témoigne d'une prise en compte de l'histoire (en particulier de la Shoah). Il veut illustrer les messages d'ouverture à l'autre pronés par leurs traditions respectives et montrer que celles-ci peuvent unir leurs efforts contre les dérives et tentations de repliement sur soi et d'intolérance. Le processus engagé par *Nostra Aetate* doit être, toujours plus renforcé et se concrétiser afin de devenir une référence pour tous les hommes qui ne confondent pas conviction identitaire et négation d'autrui.

Jean-Marc Chouraqui est directeur de l'Institut interuniversitaire d'études et de culture juives de l'université de la Méditerranée.

AU COURRIER DU MONDE

LES GRANDES EXPOSITIONS

Il y a en France, aujourd'hui, plus de visiteurs dans les musées que de spectateurs dans les stades : environ 12 500 000, contre 7 000 000. La principale source de revenus des musées est le bénéfice réalisé sur les entrées des grandes expositions temporaires. Malheureusement, le public d'une grande exposition n'est pas fidèle. Il ne revient pas sur les lieux pour découvrir les collections permanentes. Aussi faut-il organiser de plus en plus d'expositions temporaires.

Pour multiplier les entrées, il faut un stilet quelque peu racoleur, des œuvres d'autres musées (si possible étrangers) et de collections privées qui, rassemblées, doivent prendre une importance qu'elles ne sauraient avoir isolément, une technique de présentation qui, trop souvent, prime sur l'objet présenté. L'œuvre d'art est reléguée au dernier plan. Le plaisir esthétique de la vue et la vocation du musée disparaissent alors au profit... du profit.

Le grand public doit savoir que si l'appréciation de l'art demande des efforts et de la concentration, elle procure également du plaisir : que si un niveau de connaissances est indispensable, il peut toujours s'acquiescer, et c'est là le rôle social du musée ; et qu'il n'est pas besoin des grandes expositions pour découvrir des œuvres connues ou méconnues. Les œuvres d'art que l'on déplace souffrent, elles sont

parfois endommagées, voire irrémédiablement perdues, comme ce fut le cas des aquarelles de Turner lors de l'exposition présentée au Grand Palais - fait peu relaté, car il convient de ne pas effrayer... De plus, le prix des œuvres devenant prohibitif, les musées sont donc contraints d'acheter des productions secondaires qui - par perversité des valeurs - lui seront présentées comme d'authentiques chefs-d'œuvre. Alors, faut-il continuer à organiser de grandes expositions ou encourager la visite des collections permanentes ?

Albert Decosterd
Paris

APRÈS CÉZANNE

Au bras d'un ami, elle se rend à l'exposition Cézanne. Regarde très attentivement. Ils sortent. Au pied des marches, elle s'arrête. Je me sens mal. Tu n'as pas aimé ? C'est rude, mais. Reconnais que c'est superbe ! Tu es solide, les tableaux rebondissent sur toi comme des balles et reviennent dans leur cadre. L'entre dedans, ils m'entrent dedans, j'ai le mal de mer... le mal de terre, plutôt. Pourquoi ? Ça pèse des tonnes, tu ne sens pas ? Le travail pour le travail. Ce labeur me scie. Le grand pin est magnifique ? Me viole. La Sainte-Victoire ? Me met dans mon treizième dessous. Les pommes, tout de même ? Des phénomènes, pour un faïen de forme.

Je voudrais dire à Cézanne : Vas-tu cesser de besogner à la fin ? Tu

cherches ta truffe dans tes pommes, tes montagnes. Je m'écrotais à te suivre. Fais-moi saliver plutôt ! De tes fruits je ne retiens, sans avoir vu, que le trognon. Mais les portraits ? Des trognons : M^{me} Cézanne devient la femme à la cafetière ! Ingrate comme c'est pas permis ! Réduite à son sarrau bleu, à la cafetière posée sur la table, à côté d'elle. Une travailleuse, elle aussi. Même pas. Sans sexe. Le manœuvre du foyer. Son mari en fait un remède à l'amour. Les *Boigneuses*, alors ? Des luttes de foire, des pue-la-sueur ! Je me sens mal, je te dis... j'ai une fringale de volupté... Si on allait voir Fragonard ? J'ai un cube de plomb sur la poitrine... Si on allait voir Watteau ?... Eh bien, allons faire l'amour ! dit l'homme

Claire Fourrier
Vincennes (Val-de-Marne)

AU PEINTRE ET À GIONO

Cher Monsieur Cézanne, une grande exposition de vos œuvres s'est ouverte à Paris, mais, à travers tout ce que j'ai pu lire à son sujet, votre œuvre reste en arrière, on ne sait où. Qui aura la possibilité de rester plus de quelques instants (secondes, même...) devant chaque tableau et d'en goûter toute la saveur ? Mais tout est prêt, ailleurs : des tissus spéciaux, des porcelaines nouvelles, des gadgets, des livres inutiles et des CD-ROM (?) qui dispenseront à jamais les gens d'aller voir les originaux. Du reste, la présentation qui est faite de cette exposition ne parle que peu, très peu, de votre regard, mais beaucoup de l'in-

صلى الله عليه وسلم

Le Monde

Felipe Gonzalez désavoué

FELIPE GONZALEZ a de nouveau reçu un cinglant désaveu, mercredi 25 octobre, avec le large refus des députés de voter son projet de budget. Cet échec, même s'il était attendu, fragilise un peu plus le président du gouvernement. Affaibli par les affaires de corruption, le gouvernement est en outre déstabilisé, depuis près d'un an, par les multiples révélations concernant la sulfureuse affaire des GAL, ces Groupes anti-terroristes responsables d'un minimum de 24 assassinats dans la mouvance indépendantiste basque. Plusieurs membres du cabinet, dont deux anciens ministres de l'Intérieur, sont accusés d'avoir utilisé des fonds secrets du gouvernement pour financer cette organisation para-policière.

Depuis plusieurs mois l'opposition, et principalement le Parti populaire (droite), ne cesse de demander la démission du gouvernement et l'organisation d'élections anticipées pour mettre fin à cette situation qu'elle juge délétère. Au mois de septembre, les nationalistes catalans, principaux alliés des socialistes, ont officiellement lâché Felipe Gonzalez, principalement pour ne pas être accusés de cautionner un gouvernement en perte de vitesse, et en subir les conséquences électorales aux prochaines élections régionales qui se tiendront au mois de novembre.

Malgré ces multiples coups de

boutoir, et l'insure de treize ans de pouvoir, Felipe Gonzalez tient bon. Avant même le vote du budget, il avait annoncé qu'il était hors de question de dissoudre l'Assemblée, et de procéder à brève échéance à des élections législatives, déjà avancées au mois de mars 1996. Si le président du gouvernement a beau jeu de remarquer que « l'opposition continue de demander des élections anticipées, alors même qu'elles sont convoquées », il n'est tout de même pas sûr que le refus d'un budget du gouvernement, dans une démocratie parlementaire, n'entraîne pas sa démission.

Mais la priorité de Felipe Gonzalez n'est pas de se maintenir coûte que coûte au pouvoir, ni même de tenter de gagner les élections législatives qui, selon la plupart des sondages, devraient être largement remportées par le Parti populaire. En dépit des camouflages politiques et des multiples affaires, le chef du gouvernement entend, avant tout, mener à bien la présidence européenne qui incombe à l'Espagne jusqu'au 31 décembre 1995. Dès lors, tout ce qui pourrait remettre en cause cette échéance s'oppose à sa ferme volonté et à la détermination de son gouvernement, même si celui-ci est à l'agonie. Pour avoir fait mine de ne pas le comprendre, l'opposition en est donc réduite à ce qui apparaît comme une gesticulation sans grands effets, face à un président qui ne cédera pas.

Cinquantenaire par Hachfeld



Les ambivalences du référendum québécois

Suite de la première page

cupérer les pouvoirs que détent Ottawa. L'argument est aussi réversible : le fédéralisme n'offre plus les mêmes attraits depuis que le Canada, fortement endetté (à hauteur de 75 % de son PIB), se peut plus jouer à l'Etat-providence.

L'idée d'un nouveau partenariat économique et politique avec le Canada est susceptible de susciter plus d'adhésions qu'un projet strictement souverainiste », estime par ailleurs les mêmes universitaires. Mais Ottawa et les autres provinces ont clairement laissé entendre qu'ils ne veulent ni négocier avec un Québec souverain ni laisser le Canada implorer.

« UNE SOCIÉTÉ DISTINCTE »
« Traitez les Canadiens français comme une nation et ils se comporteront généralement, traités comme une faction et ils deviendront factieux », disait le tout premier chef de gouvernement de la Fédération canadienne, Sir John A. Macdonald, à la fin du XIX^e siècle. L'actuel premier ministre canadien, Jean Chrétien, d'origine québécoise comme son mentor Pierre Elliott Trudeau, a peut-être médité ce conseil. En partie responsable de l'échec du compromis constitutionnel de 1990, M. Chrétien vient enfin de reconnaître publiquement l'évidence : « Le Québec forme une société distincte par sa langue, sa culture et ses institutions », a-t-il dit, avant de lancer un vibrant appel en faveur de l'unité d'un pays dont « personne ne sait ce qu'il en resterait sans le Québec ».

Dernière constante des ambivalences des Québécois : une large majorité d'entre eux souhaite en réalité une plus large autonomie au sein du Canada. « Ils veulent le divorce aujourd'hui, mais ils veulent être amants demain », déclarait en septembre dernier Jean Chrétien, en parlant du gouvernement de Jacques Parizeau. « Un Québec indépendant dans un Canada uni », résumait un humoriste.

Une piste qu'il faudra sans doute soigner à réexplorer si aucun camp ne l'emporte clairement le 30 octobre. Jean Chrétien, pour sa part, a déjà affirmé qu'il ne s'indignera pas devant un « oui » acquis de justesse. Il envisagerait même dans cette hypothèse d'organiser un autre référendum posant clairement la question aux Québécois : « Voulez-vous vous séparer du Canada ? »

Martine Jacot

RECTIFICATIFS

EUROPE SPATIALE

Une confusion de chiffres s'est glissée dans l'analyse intitulée « La crise de croissance de l'Europe spatiale » (Le Monde du 25 octobre). Il fallait lire que la participation de la France au financement de la station Alpha coûtera 5 milliards de francs, sur la période 1996-2004 – et non 1996-2000 comme indiqué –, ce qui représente une ponction de 5 % chaque année sur le budget du CNES jusqu'en 2000 et un peu plus ensuite, reconnaissent les conseillers de M. Filon.

LES PERSPECTIVES DU PORT DU HAVRE

Une virgule oubliée a faussé le sens d'un passage de l'article intitulé « Un grand port face aux géants du Benelux et de l'Allemagne » (Le Monde daté 1^{er} octobre). Il fallait lire : « Entretenant par les rivalités des chambres de commerce concessionnaires, des deux ports autonomes et des élus de la région, cette dispersion... » Les chambres de commerce ne sont pas concessionnaires des ports autonomes de Rouen et du Havre.

« PABLO »

Dans l'article consacré au transfert des cendres d'Ernest Mandel à Paris (Le Monde du 3 octobre), une inversion a été faite entre le nom et le pseudonyme du dirigeant trotskiste grec Michel Raptis, dit « Pablo ».

AU FIL DES PAGES/Politique

Un civisme refondateur

LA MORALE, encore ! Comme si cela ne suffisait pas, avec toutes ces « affaires » que l'on nous sert à longueur de colonnes et de gros titres ! Au reste, Le Monde n'est pas le dernier – qui aurait cru cela de lui ? – à faire ses délices de cette actualité sordide et abusivement exploitée. Ce discours, tout d'indignation et de sévérité, des lecteurs – qui aurait cru cela d'eux ? – nous le tenions, certains de l'essai de Bernard Spitz, La Morale à zéro, constat accablant au service d'une réflexion particulièrement riche.

Le premier mérite de ce travail est de souligner l'ampleur de la dégradation des mœurs politiques, qui, parmi d'autres dérives, englobe la corruption, de montrer qu'elle n'est pas spécifiquement française et de rappeler combien elle mobilise l'opinion. Elle est au centre de vastes débats en Occident, particulièrement chez nos voisins européens, comme en témoignent leurs organes de presse et leur actualité judiciaire.

Le mal n'est certes pas nouveau, mais, outre sa persistance et son développement à la faveur d'un environnement favorable, sa perception populaire s'est singulièrement aiguisée. S'il est vrai que des juges et certains médias sont pour beaucoup dans la mobilisation du public, les premiers se servant des seconds et réciproquement, cette double démarche n'aurait pas de véritable impact politique si elle ne correspondait pas à une sensibilité latente de l'opinion. D'autres signes prouvent, comme on sait, la réalité de la rupture entre celle-ci et le système de gouvernement, d'administration et de représentation auquel elle est confrontée. Le choix est alors entre deux attitudes : chercher à crever l'abcès ou opter pour une médication moins agressive mais plus lente, sauf que cette dernière, parce qu'elle paraît laisser les choses en l'état, teste impuissante devant les effets pervers qu'engendre et que permet d'exploiter le divorce entre gouvernants et gouvernés. Bernard Spitz a beau jeu de souligner le parti que les diverses formes de populisme en ont tiré.

Non seulement les inégalités se sont accrues, mais elles sont devenues plus visibles et, par là, plus insupportables

Aussi est-il partisan de porter le fer dans la plaie. De ce point de vue, le deuxième mérite de son ouvrage est d'analyser en profondeur les tenants et aboutissants du phénomène français. Aux travaux déjà connus, il apporte les résultats de sa propre réflexion et de son expérience politique, comme ancien collaborateur de Michel Rocard à l'Hôtel Matignon (ce qui ne le conduit pas, au contraire, à ménager la gauche). Selon lui, « la revendication éthique n'est que la forme la plus moderne de la passion française pour l'égalité ». Elle découle de « la frustration sociale grandissante » que l'explosion individualiste des années 80 a, dans une conjonction de crise, exacerbée. Non seulement les inégalités se sont accrues, mais elles sont devenues plus visibles et, par là, plus insupportables. L'impression d'une « souveraineté confisquée » s'est renforcée à partir d'autres préoccupations que la classe politique n'a pas su prendre en compte, sinon pour une exploitation factuelle : ce sont le besoin de sécurité devant la montée de la délinquance, le sentiment de dépossession face à l'immigration, la crainte suscitée par l'engrenage européen.

De son côté, l'évolution du système politique a accentué des dérives dont certaines sont devenues spectaculaires. L'auteur note que l'accumulation des textes législatifs et réglementaires finit par créer l'opacité et la confusion. La responsabilité s'en trouve diluée. « On est passé, dit-il, d'un système fondé sur le comportement flou, et donc centré sur la responsabilité, à un système fondé sur l'indemnisation, et donc centré sur la victime ». En outre, comme l'avait relevé Yves Mény, la spécificité française ignore le conflit d'intérêts entre les domaines public et privé, alors que la gestion politique baigne de plus en plus dans la sphère économique et financière. Pour toutes ces raisons et quelques autres, il apparaît, explique Bernard Spitz, que l'inégalité dont profitent ceux qui ont le plus d'argent et de pouvoir n'est pas compensée par davantage de responsabilité.

Si l'auteur a un troisième mérite, c'est celui de rechercher, après avoir recensé tous les cas de figure où le discours politique ne coïncide pas avec la pratique, les éléments d'un « nouveau civisme ». Ce sont, par exemple, parmi tous ceux qu'il évoque, le recentrage de l'Etat sur ses fonctions régaliennes, un vrai partage de l'autorité entre tous les acteurs de l'Etat de droit, le développement des organes de régulation, la valorisation systématique de la morale citoyenne, une nouvelle éthique de la production... Autant de pistes à défricher, dont pourraient s'inspirer de futurs programmes politiques pour, éventuellement, dessiner d'autres clivages dans lesquels les citoyens se reconnaîtraient.

André Laurens

* La Morale à zéro, de Bernard Spitz. Seuil, 400 pages, 135 F.

La presse et le pouvoir

SI la communication est une industrie, elle n'en est pas moins une industrie singulière, méritant quelques égards particuliers. S'inscrivant dans un mouvement général de concentration, le rachat par Havas de L'Express et du Point relève d'une logique économique incontestable : il contribue à la constitution en France d'un véritable grand groupe multimédia. Il soulève cependant une légitime inquiétude ou matière de liberté d'expression et de diversité politique.

Deux raisons poussent à se féliciter de la cession par Alcatel de son pôle presse à Havas. Il était d'abord malsain qu'un groupe industriel, en l'occurrence Alcatel, le numéro un mondial des télécommunications, dépendant pour une grande part des commandes publiques, possédât plusieurs grands journaux d'opinion. C'est là une spécificité très française, et très malheureuse. Les médias y sont souvent considérés et utilisés comme des outils d'influence au service d'intérêts mercantiles particuliers, la vente de centraux téléphoniques ici, celle de missiles ou de béton ailleurs. La presse est plus à l'aise chez un industriel de la communication que chez un industriel industriellement intéressé par la communication.

Avec cette acquisition, Havas renforce ensuite son activité dans la presse et poursuit ainsi sa stratégie en vue de devenir l'un des grands mondiaux du multimédia. Pour soutenir et développer la production française dans ce secteur, il est important qu'émergent en France un ou deux grands groupes ca-

pables de rivaliser avec les géants que sont l'américain Time Warner ou l'allemand Bertelsmann. Ce sont ces entreprises qui seront le mieux à même de défendre l'exception culturelle française, d'avantage sans doute que les clauses particulières que Paris pourra obtenir dans des accords internationaux.

Inachévé, ce mouvement de concentration n'est cependant pas sans danger. Il constitue une réelle menace pour l'indépendance des rédactions, à l'égard des clients des régies publicitaires d'Havas d'abord, face au pouvoir politique ensuite. Contrairement à la plupart de leurs homologues étrangers, les dirigeants politiques français continuent en effet à considérer les médias comme un instrument à leur service plutôt que comme le nécessaire contre-pouvoir qu'ils doivent être.

Alors que certains progrès semblaient acquis en ce domaine, le retour des gaullistes aux affaires laisse craindre une résurgence des vieilles habitudes et, en cette période de difficultés politiques, une reprise en main de l'information. L'« indéfectible amitié » affichée par Pierre Danzier à l'égard de Jacques Chirac peut inquiéter non seulement les rédactions des titres acquis, mais plus généralement l'opinion soucieuse de l'indépendance de la presse. Le PDG d'Havas rejette tout procès d'intention en indiquant au Monde qu'il n'a pas d'« objectifs politiques ». Ceux qui ont à cœur d'éviter toute confusion entre les médias et le pouvoir observeront donc les nouveaux patrons de L'Express et du Point à l'anne de cet engagement.

Le Monde est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec directeur et conseil de surveillance.
Directeur : Jean-Marie Colombani, président du conseil de surveillance, directeur de la publication.
Directeur adjoint : Dominique Aldon, directeur général ; Noël-Jean Bergeon, directeur de la rédaction.
Erik Pailhoux, directeur de la gestion ; Anne Chaussonberg, directeur délégué.
Directeurs adjoints de la rédaction : Edwy Plenel.
Rédacteurs en chef : Thomas Pèrenet, Robert Solis, adjoints à la direction de la rédaction (Jean-Paul Bernet, Bruno de Camas, Laurent Gribaudier, Danièle Heymann, Bertrand Le Gendre, Mamiel Luchet, Luc Rosenzweig).
Alain Rollat, conseiller de la direction.
Daniel Vermet, directeur des relations internationales ; Alain Fourment, secrétaire général de la rédaction.
Médiateur : André Laurens.
Conseil de surveillance : Alain Milas, président ; Thierry Biffaud, vice-président.
Anciens directeurs : Hubert Beau-Méry (1944-1949), Jacques Fauriol (1949-1982), André Laurens (1982-1983), André Fourment (1983-1991), Jacques Lescourge (1991-1994).
Le Monde est édité par la SA Le Monde. Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 153 000 F. Principaux actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert Beau-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde.
Le Monde-Entreprises, Jean-Marie Colombani, président du conseil de surveillance.
RÉDACTION ET SÈCLE SOCIAL : 15, RUE FALGUYÈRE 75011 PARIS CEDEX 13
TEL : (1) 46-45-25-29 Télécopieur : (1) 46-45-25-91 Tél : 266.0062
ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEAU-MÉRY 94022 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
TEL : (1) 46-45-25-28 Télécopieur : (1) 46-45-50-10 Tél : 261.1111

ENTREPRISES

LE MONDE / VENDREDI 27 OCTOBRE 1995

PRESSE Le PDG d'Alcatel Alsthom, Serge Tchuruk, et celui d'Havas, Pierre Dauzier, ont annoncé que l'ensemble des activités de presse écrite et d'édition de la Générale oc-

cidentale, filiale médias d'Alcatel, passe sous le contrôle d'Havas. L'Express et Le Point, Courrier International, Lire et Gault-Millau Magazine rejoignent Cep-communication,

qui devient une filiale à plus de 70 % d'Havas. ● **ALCATEL** devient le premier actionnaire d'Havas, en prenant 21,2 % de son capital. Havas devient le cinquième groupe mon-

dial de communication, avec un chiffre d'affaires de 45 milliards de francs. ● **POUR PIERRE DAUZIER**, cette alliance avec Alcatel « est un accord conduit entre un groupe de

communication et un grand groupe industriel de télécommunications, avec l'ambition de conforter son rang parmi les premiers au monde. » (Lire notre éditorial page 13.)

Alcatel va devenir le premier actionnaire d'Havas

Le groupe dirigé par Serge Tchuruk a cédé le pôle presse-édition de la Générale occidentale à CEP-communication. En échange Alcatel détiendra 21,2 % d'Havas. L'entité constituée par Pierre Dauzier devient le cinquième ensemble de communication au monde

C'EST L'HISTOIRE d'un groupe de communication français, dominé surtout dans la publicité, qui veut devenir un géant mondial et celle d'un grand groupe industriel de télécommunications, en pleine tourmente, qui veut conserver un pied dans un secteur qu'il n'a pas les moyens et les loisirs de développer. Serge Tchuruk, le nouveau PDG d'Alcatel Alsthom, a entrepris une restructuration à marche forcée de son entreprise, qui affichera une perte de 25 milliards de francs - avec beaucoup de provisions -, à la fin de l'année et qui prévoit des milliers de licenciements.

Depuis sa prise de fonction, en juin, l'avenir de la branche communication d'Alcatel, la Générale occidentale, dirigée par Françoise Sampermans, est en suspens. Le sort de M. Sampermans a été réglé par sa démission (Le Monde daté 15-16 octobre). Depuis, les discussions entre Serge Tchuruk et Pierre Dauzier se sont transformées en des négociations serrées, qui n'ont pas duré

plus de quatre jours et quelques nuits. Elles ont abouti à l'accord annoncé, mercredi 25 octobre, à Paris, au cours d'une conférence de presse qui réunissait Serge Tchuruk, Pierre Dauzier et Christian Brégué, PDG de CEP-communication, filiale commune d'Alcatel et d'Havas avant cette restructuration.

Alcatel cède à Havas l'ensemble des activités de la Générale occidentale dans la presse et dans l'édition. L'Express, Le Point, Courrier International, Lire, Gault et Millau Magazine rejoignent le pôle de CEP-communication, et Christian Brégué devient le nouveau PDG de L'Express (Le Monde daté 26 octobre). Cette cession s'accompagne d'une restructuration de CEP-communication et du Groupe de la Cité. Une offre publique d'échange des actions du Groupe de la Cité contre des actions CEP-communication est en cours. À l'issue de ces opérations, CEP regroupera la presse et l'édition et deviendra une filiale à près de 73 % d'Havas. CEP-commu-

nication pèsera désormais 11,4 milliards de francs et Havas 45 milliards de francs, contre 37,7 milliards précédemment.

En échange, Alcatel Alsthom reçoit 21,2 % du capital d'Havas et devient son actionnaire principal. La valorisation des actifs de la GO apportés à Havas est de 4,7 milliards de francs, l'équivalent de leur chiffre d'affaires. La participation d'Alcatel est non cessible avant deux ans. Deux représentants d'Alcatel, dont Serge Tchuruk, seront présents au conseil d'administration d'Havas.

AUDIOVISUEL ET MULTIMÉDIA

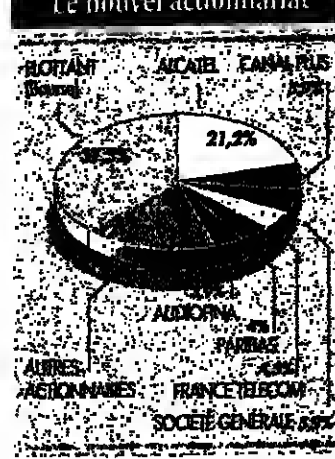
Pour Serge Tchuruk, cet accord permet de concilier « deux principes apparemment incompatibles : ne pas investir de cash-flow dans les médias, mais garder une relation forte, avec un secteur en aval des télécommunications ».

Les autres activités de la Générale occidentale (radiotéléphone, télévision câblée, Euronews, Radio-Nos-

taigie, etc.) restent pour l'instant à Alcatel. Serge Tchuruk a reconnu que son objectif n'était pas de réaliser des actifs pour obtenir des fonds : « Nous avons des activités, pas des actifs, je ne suis pas un marchand de biens », a remarqué Serge Tchuruk, pour qui l'opération menée avec Havas ne relève pas d'un « désengagement pur et simple pour faire du cash ». Les marchés ont apprécié le retrait des activités de presse, puisque le cours d'Alcatel a gagné 3,8 %, mercredi, à la Bourse de Paris.

Havas s'impose aussi désormais, grâce à CEP, comme un grand éditeur de presse et de livres français et européens, face à Hachette, dont le chiffre d'affaires presse et édition est de 15 milliards de francs. À côté de son activité de presse professionnelle et technique, CEP constitue un groupe de presse magazine d'une dizaine de titres, avec L'Expansion, L'Entreprise, La Vie française, représentant un chiffre d'affaires de 1,5 milliard de francs. Au

Le nouvel actionnariat



cours de la conférence de presse, Christian Brégué a démenti qu'il était intéressé par la vente annoncée des titres de la CIT, Télé Star et Top Santé (Le Monde du 25 octobre).

L'alliance avec Alcatel devrait

A. S.

COMMENTAIRE

UNE FAUSSE-VRAIE SORTIE

Serge Tchuruk, PDG d'Alcatel Alsthom, souhaitait sortir de la communication et se recentrer sur son métier industriel. La cession de la Générale occidentale s'inscrit dans cette logique. Mais alors pourquoi avoir accepté de devenir en échange l'actionnaire principal d'Havas ?

Si M. Tchuruk s'intéressait encore - à l'image de son prédécesseur, Pierre Suard - à la communication mieux valait une filiale à 100 % dans les médias plutôt qu'un strapontin dans un ensemble plus large. Le patron n'aura certes plus une gestion directe de L'Express et du Point, mais n'est-ce pas au moins aussi inconfortable d'être le principal actionnaire d'Havas ? En fait, M. Tchuruk voulait vraiment se désengager de la communica-

tion, et Havas était le seul acheteur possible. En tout cas rapidement. Le refus d'Havas de payer en cash a conduit M. Tchuruk à accepter un paiement en actions. Ce qui l'oblige à immobiliser 4,7 milliards de francs « pour deux ans », alors que le groupe, qui prévoit 25 milliards de francs de pertes en 1995, aurait eu besoin d'argent frais.

Dans une logique financière, l'accord avec Havas offre cependant à M. Tchuruk une bonne valorisation de ses actifs et lui permet d'envisager dans deux ans, de céder comme il l'entend sa participation de 21 %. Les déclarations actuelles du PDG d'Alcatel sur la synergie entre Havas et son groupe sont clairement à mettre sur le compte d'une présentation « cosmétique ».

Dans cette optique, l'accord du 25 octobre sonne comme le prélude à une reconstitution lourde du capital d'Havas.

Claire Blandin



Portrait

IL VA AVOIR cinquante-quatre ans le 19 novembre et, depuis quelque quinze ans, le très brillant PDG de CEP-Communication, devenu aussi PDG du groupe de la Cité en 1988 - et prenant aujourd'hui la tête du groupe Express - semble traverser le temps, impassible, de succès en succès, discret et inflexible. Froideur, courtoisie impeccable, intelligence rapide, élégance classique : voilà ce qu'on ne peut manquer de constater en rencontrant Christian Brégué. Et cela ne laisse pas d'impressionner - même ceux qui pensent qu'un peu de fantaisie ne nuirait pas. La distance que sa civilité même instaure entre lui et ses interlocuteurs suscite un respect admi-

ratif - pour une « tête bien faite », qui sait que puissance et goût de la représentation sont rarement compatibles -, ou une antipathie immédiate - pour « un tueur implacable ».

« A ceux - dont je vois bien les intentions, disait-il en 1988, qui me disent que j'attends la place d'Ambrasse Roux, PDG de la Générale occidentale, ou celle de Pierre Dauzier à la tête

d'Havas, je réponds que j'ai un métier, patron de groupe d'édition et de presse, et qu'on ne saurait en exercer plusieurs à la fois. J'aime ce métier, j'aime faire des entreprises cohérentes » (Le Monde du 15 avril 1988). Au moment où M. Brégué tenait ces propos, il venait de prendre la tête du « géant » français de l'édition, le Groupe de la Cité, qui arrivait seulement à l'épaule d'Hachette-Livre, leader incontesté : « La vocation naturelle d'un numéro deux est de devenir le numéro un », insistait Christian Brégué.

C'est chose faite depuis 1990. En s'assurant le contrôle des éditions Robert Laffont, le Groupe de la Cité est devenu le premier éditeur français. Il a réalisé un chiffre d'affaires de plus de 7 milliards de francs en 1993 et sa part du marché français est estimée à 25 % hors France-Loliste, le club de livres, qu'il partage avec Bertelsmann, et dont il tire l'essentiel de sa puissance.

Avec Christian Brégué, CEP-Communication est devenu, au travers de son pôle édition (Groupe de la Cité), l'un des cinq premiers éditeurs de livres au monde - lola derrière l'allemand Bertelsmann, l'américain Simon & Schuster, ou l'anglo-néerlandais Reed Elsevier. Au travers de son pôle presse, le groupe est le pre-

mier éditeur de presse économique et professionnelle.

Quand il parle de l'édition et de la presse, Christian Brégué réaffirme son refus de se laisser enfermer dans les débats et les intrigues « partisano-partisanes ». Il ne refuse aucune question et aucune ne lui fait perdre sa placidité. Ses réponses sont parfois un peu trop « lisses ». Lui dit-on qu'il guigne une participation importante dans les éditions Gallimard, à l'occasion du rattachement annoncé des actions de la BNP et de celles de l'Italienne d'Enaudi ? Il dément vigoureusement.

Pourtant on sait qu'il est las d'entendre qu'il ne saurait faire que des livres scolaires, universitaires et médicaux. Et qu'il de plus beau que la prestigieuse maison de la rue Sébastien-Bottin pour lui donner cet « éclat » qui lui manque ? Si on l'interroge sur la situation intellectuelle dans l'édition et dans la presse, il commente volontiers le « non-renouveau des élites » et déplore « le manque de professionnalisme ». Il n'est pas à court d'exemples, d'autant qu'il a l'art de la démonstration. Efficace et inépuisable.

Josyane Savigneau

Pierre Dauzier, PDG d'Havas

« Certains ne manqueront pas de voir des objectifs politiques. Il n'y en a pas »

« Après cet accord avec Alcatel, quel rôle envisagez-vous de jouer dans la presse écrite ?

« En matière de presse périodique, nous avons rempli notre objectif d'avoir, d'un côté, une presse technique et professionnelle, de l'autre, une presse économique et financière avec le groupe Expansion, enfin complété aujourd'hui par des magazines d'informations politiques et générales avec L'Express, Le Point et Courrier International.

» En matière de presse quanti-

diennne régionale ensuite, nous avons d'abord une compétence de régisseur publicitaire. C'est pour cette raison que des titres comme La Dépêche du Midi et Le Provençal nous ont rejoints. Nous étions intéressés par l'acquisition de l'ensemble éditorial du groupe Hersant (Le Bien Public, Le Progrès, Le Dauphiné libéré, etc.). Nous avons proposé à Robert Hersant un prix qui n'a pas reçu son agrément. Nous le serions encore, à condition que cela corresponde à nos critères d'investissement et de rentabilité.

On ne rejette pas un dossier comme celui-ci.

Le poids d'Havas, notamment sur le plan publicitaire, est-il compatible avec l'indépendance de ces journaux ?

« Ma position en ce domaine est nette. Pour un éditeur de presse, il faut qu'un titre soit rentable ; pour qu'il le soit, il faut qu'il soit de qualité ; et, pour cela, il faut qu'il soit indépendant. C'est dans cet esprit que nous reprenons le pôle presse de la Générale occidentale, et c'est ainsi que nous sommes entrés dans le ca-

pital de Nice-Matin - qui intéressait Matra-Hachette -, dans celui de Centre-France et de La République du Centre.

» Un journal n'est fort que si sa rédaction se sent libre. C'est à l'actionnaire de prendre les coups venus de l'extérieur. Mais il n'est pas question de faire n'importe quoi avec cette liberté. Il en va de même pour l'édition. On nous a prêté des objectifs concernant Gallimard, que je n'ai pas. La participation que nous avons dans cette maison d'édition fait partie de notre patrimoine, elle garantit son indépendance.

Qu'avez-vous pensé de la conversion de L'Express sur le Verbatim III de Jacques Attali, critique sur Jacques Chirac ?

« C'est mon droit de réserve. C'est une question trop intime pour que j'y réponde. Nous nous connaissons, Jacques Chirac et moi-même, depuis 1967. Je n'ai jamais appartenu à l'un de ses cabinets. Je ne suis ni un membre ni un militant du RPR. J'ai pour lui une indéfectible amitié. Certains ne manqueront pas de voir des objectifs politiques dans la reprise de L'Express et du Point. Il n'y en a pas. C'est l'aboutissement d'une stratégie pour que CEP Communication devienne l'un des premiers groupes de presse et d'édition européens.

Havas est un grand groupe de publicité ; il vient de consolider ses activités de presse et d'édition. Et audiovisuel ?

« Dans les années 2000, un groupe de communication s'il veut se situer au premier plan devra avoir trois bases : le conseil en publicité (les ressources), le contenu et

Les groupes européens de la presse et du livre



la diffusion. D'où l'intérêt d'avoir choisi deux actionnaires industriels : France Télécom, en 1994, et Alcatel en 1995, qui ont une compétence et une connaissance complémentaires des nôtres.

» L'audiovisuel sera la grande bataille de demain. Il n'y a qu'une stratégie, mais avec des différences de moyens et de marché. C'est une stratégie d'intégration verticale. Havas a une position singulière dans l'audiovisuel. Nous sommes présents dans la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT) et dans Canal Plus, qui a franchi le premier pas sur le contrôle d'accès. Si l'on ne parvient pas à trouver des solutions de rapprochement, nous nous retrouverons dispersés et affaiblis face aux télévisions américaines. Le critère essentiel de l'Europe, ou présenté comme tel, est le critère monétaire ; il doit y avoir au moins un autre critère tout aussi essentiel, le critère culturel. Les entreprises de communication ont des responsabilités qui vont au-delà de leurs produits ou de leurs services. Il

serait dommage que, par manque d'anticipation ou d'imagination, l'Europe perde son identité dans ce domaine.

Après Alcatel, envisagez-vous l'entrée de nouveaux actionnaires ?

« Sans l'exclure à terme, je ne l'envisage pas pour l'instant. Notre actionnariat est conforme à la stratégie de l'entreprise. La privatisation d'Havas a été une première étape. Aujourd'hui, nous réalisons 35 % de notre chiffre d'affaires à l'étranger. L'arrivée d'Alcatel est un élément décisif. En cela que nous sommes appuyés sur un groupe solidement implanté à l'étranger. Ce n'est pas une simple opération de complémentarité. C'est un accord conclu entre un groupe de communication et un grand groupe industriel de télécommunication, avec l'ambition de conforter son rang parmi les premiers au monde. »

Propos recueillis par Yves-Marie Lohé et Alain Salles

La rédaction de « L'Express » espère le changement

LE RACHAT par Havas du pôle presse de la Générale occidentale et l'arrivée de Christian Brégué ne soulèvent guère d'états d'âme au sein de la rédaction de L'Express. L'annonce de cette restructuration n'a surpris personne, et peu nombreux sont ceux qui émettent de véritables inquiétudes. La réputation de Christian Brégué aurait plutôt pour effet de rassurer les troupes. Sa rigueur et sa connaissance de la presse jouent en sa faveur. « Pour le reste, on ne sait rien, remarque un journaliste. La seule certitude que nous ayons aujourd'hui, c'est que le sitcom ne fait que commencer. Mais on ne connaît pas encore tous les personnages, ni le contenu de tous les épisodes, ni les heures de diffusion. » Nul ne se fait d'illusions quant au dénuement des événements futurs. « On ne nous demandera pas notre avis. Tout ce

qui s'est passé ces derniers mois entre Alcatel et Havas a été longuement pesé et préparé. On peut imaginer que, pour les jours ou les mois à venir, beaucoup de choses sont d'ores et déjà fixées », remarque un rédacteur en chef.

Dans les coulisses de la rédaction de L'Express, chacun attend. Et espère le changement. « La plupart d'entre nous en ont marre de ce journal autocritique et militant », remarque un journaliste. Encore meurtris par les nombreux départs qui ont affecté leur rédaction ces dernières années, les journalistes ont la dent dure. « Cela fait longtemps que nous n'avons plus le moral. Il est donc à souhaiter que l'arrivée de Brégué ait des retombées sur la direction de la rédaction, souligne un journaliste. Mais aussi sur la gestion. On peut parler de la budget 1996 devra être réduit, car cela fait des

mois qu'on jangle avec l'argent et qu'on prend de gros risques. » La direction de la rédaction affiche un calme serein. « Ils pratiquent la méthode Caud, précise un journaliste. A force de répéter qu'il n'y a pas d'inquiétudes à avoir, Christine Ocirent maintient clairement qu'elle est préoccupée. A mon avis, son départ est aussi clairement inscrit que celui de Françoise Sampermans. »

L'administration, la distribution et la publicité du journal sont très inquiètes des méthodes que risque de pratiquer Havas. Pour la publicité, le départ de Christine Ocirent est considéré comme un vrai problème. « C'est son image qui permet de vendre aujourd'hui L'Express, remarque-t-on dans le service. Aujourd'hui, nous sommes une fois de plus dans l'incertitude de la plus totale. C'est cela qui nous use. »

Véronique Cauhapé

صلى الله عليه وسلم

Les constructeurs allemands et américains partent à l'assaut du marché automobile japonais

Le coût des réseaux de distribution et l'exigence de la clientèle expliquent la faible pénétration des Occidentaux

Le 31^e Salon automobile de Tokyo, qui a ouvert ses portes aux professionnels et à la presse jeudi 26 octobre, est placé sous le double signe de l'atten-

tion portée par les constructeurs locaux aux nouvelles demandes d'une clientèle rendue hésitante par la dépression économique et de l'offensive

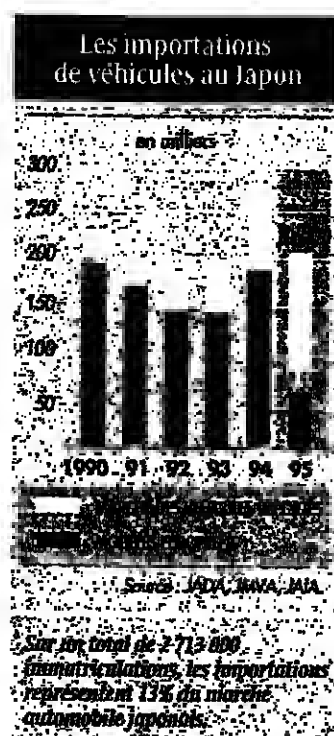
des constructeurs américains sur le marché nippon. Les constructeurs allemands sont les premiers importateurs et les Français font pâle figure.

TOKYO
de nos correspondants
L'industrie automobile japonaise traverse l'une de ses crises les plus graves. La stagnation du marché intérieur et la contraction des exportations se sont traduites en septembre par une diminution de la production de 10,9 % par rapport au même mois en 1994 et de 3,7 % au cours du premier semestre. Toyota, le premier constructeur, a vu, en 1994, sa production baisser de 12,7 %, et, pour la première fois en treize ans, sa part du marché est tombée en dessous du seuil des 40 %. La clientèle se désolait désormais sur les prix, exige une offre diversifiée et privilégie des véhicules compacts multifonctionnels.

De leur côté, les « Big Three » de Detroit entendent tirer parti de l'accord américano-nippon de juin pour prendre une part accrue d'un marché qui reste important (34 millions de voitures en 1994) dont ils ne détiennent guère que 15 %. Les Américains ont finalement introduit au Japon, où l'on roule à gauche, des voitures avec conduite à droite. Comme la plupart des constructeurs étrangers, à l'exception des Allemands, qui se sont donnés les moyens de leur pénétration du marché nippon, ils ont dénoncé à grands cris sa fermeture mais n'ont pas fait les efforts nécessaires.

Les Américains continuent de dénoncer l'accès aux réseaux de distribution, l'un des obstacles majeurs rencontrés par les constructeurs étrangers au Japon. S'ils 4 % des distributeurs vendent des voitures étrangères. L'accord de juin avait été peu explicite, et les autorités nippones se rattachent derrière la liberté des distributeurs. Mais les liens entre distributeurs et constructeurs locaux sont très étroits, les premiers changeant très rarement de partenaire.

Le marché japonais reste assu-



rement le marché le plus difficile des pays industrialisés. Habitue à des voitures suréquipées (climatisation, airbag) et à un service maternel, la clientèle est exigeante. Le droit d'entrée est cher. Les constructeurs allemands ont été les pionniers en ce domaine, et ils en recueillent les fruits avec 43 % du marché des voitures étrangères. Au cours des neuf premiers mois de 1995, leurs ventes ont progressé de 30 % (avec 114 000 véhicules).

LES FRANÇAIS MÉLIGENTS
Les constructeurs allemands sont présents sur ce marché depuis quinze ans, et ils ont investi plus de 1 milliard de dollars dans des centres d'inspection, dans la mise aux normes japonaises de leurs véhicules, dans des réseaux

de distribution et de service après-vente (à titre de comparaison, Ford n'avait jusqu'ici investi que 100 millions de dollars). Certes, Mercedes et BMW insistent sur le marché des voitures de prestige destinées à un segment spécifique du marché. Mais le groupe Volkswagen, présent depuis 1992, a investi 320 millions de dollars. Au cours des neuf premiers mois, VW et sa filiale Audi ont vendu 33 000 voitures. Volkswagen et Opel (filiale germanique de GM), qui ont baissé leurs prix, sont les plus vendus des voitures étrangères sur le marché japonais. Rover et Volvo emboîtent le pas aux Allemands, et les autres marques européennes suivent tant bien que mal.

Les Français ont longtemps négligé le marché nippon et ne s'y sont vraiment intéressés qu'au plus mauvais moment : celui de la « bulle financière » de la fin des années 80, c'est-à-dire lorsque les prix de l'immobilier étaient au zénith. Le groupe PSA (Peugeot-Citroën) reste à la dixième place des importateurs. PSA, qui dispose de quatre-vingts points de vente, a fait des efforts pour adapter ses véhicules (volant du bon côté, climatisation). Après une progression en 1990 (5 414 véhicules), Peugeot était tombé à 2 217 pour remonter à 3 300 en 1994 et à 4 600 au cours des neuf premiers mois de l'année. L'attention portée par PSA au reste du marché asiatique (notamment la Chine) a détourné le constructeur français du Japon. C'est aussi la position de Fiat.

Renault, pour sa part, vient d'introduire au Japon la Twingo et espère en vendre deux mille unités en 1996. Les déboires de Renault au Japon sont symboliques. Après des années de bricolages et de faux départs avec de petits importateurs, Renault est finalement distribuée par France Motors, une filiale du plus prestigieux importateur de voitures étrangères, Yanase. « L'accès au standing Yanase est une garantie de qualité pour le client », dit Bela Horvath, directeur du bureau de représentation de Renault à Tokyo.

La stratégie du groupe français au Japon reste étriquée. Les Twingo gardent leur volant à gauche alors que cette disposition pourrait être interdite après que les Américains aient décidé de s'adapter. Dans les années 50, la licence de la 4 CV avait été achetée par Hino-Diesel, qui en fabriquait plus de 50 000 jusqu'en 1963. Depuis, le losange a été largement oublié des japonais.

Brice Pedroletti et Philippe Pons

Le défi des Etats-Unis

Avec pour objectif la vente de 400 000 véhicules en l'an 2000, les constructeurs américains ont impérativement besoin de développer leur réseau de distributeurs. Chrysler entend doubler le nombre de ses points de vente en les faisant passer de cent à deux cents. Ford - qui espère vendre 200 000 véhicules en l'an 2000 contre à peine 100 000 en 1994 - a la même ambition (de 310 à 700) et General Motors s'emploie, sans rompre ses liens avec Yanase, à étoffer le sien.

Cette offensive des « Big Three » inquiète les constructeurs européens. Ainsi, le rachat en juillet par Chrysler de Seibu Motor Sales, qui distribuait aussi Citroën, ne laisse que deux succursales à celui-ci et l'a conduit à remettre en cause ses prévisions de vente. « Nous avons été vigilants pour éviter que les pressions politiques ne donnent pas des avantages disproportionnés en termes de franchise aux Américains », vient de déclarer, à Tokyo, Giulio Garruzi, président de l'Association européenne des constructeurs automobiles.

Le gouvernement a trouvé un nouveau schéma de privatisation pour Renault

SI LE GOUVERNEMENT n'envisage plus qu'une seule privatisation avant la fin de l'année - celle de Pechiney -, il n'en étudie pas moins la manière de rendre, le plus rapidement possible, « le processus de privatisation de Renault irréversible ». Le constructeur automobile pourrait basculer dans le privé avant la fin de l'année, au terme d'une vente de gré à gré d'une infime partie - entre 3 % et 10 % - des 53 % que l'Etat détient dans l'ex-Régie.

Toute possibilité d'opération publique de vente (OPV) est exclue : introduite en Bourse en novembre 1994 à 165 francs, l'action Renault persiste à rester largement en dessous de ce cours depuis le début de l'été. Dans les dernières semaines de septembre, elle s'est même échangée à moins de 135 francs. Pour cause, Louis Schweitzer, le PDG de Renault, et Jercy avaient déclaré que la privatisation pourrait se faire à un prix inférieur au cours d'introduction, assurant croire aux milieux financiers que cette opération se ferait à tout prix. Certains spéculateurs ont donc, en toute logique, vendu les titres Renault dans l'espoir d'en racheter ensuite, lors de

l'OPV, opération qui offre traditionnellement une décote. La baisse du titre est aujourd'hui enrayée. Le gouvernement a fait marche arrière en déclarant qu'il n'était pas question de brader l'entreprise publique. Mais l'action n'a pas pour autant renoué avec ses niveaux de novembre 1994. A la clôture de la séance du mercredi 25 octobre, elle cotait 153 francs. La morosité du marché automobile français, qui devrait régresser de 1,7 % en 1995 par rapport à l'année précédente, pour représenter 1,94 million d'unités, n'incite pas les investisseurs à parier sur Renault.

DILEMME
Le gouvernement était dès lors confronté à un dilemme : attendre que le cours remonte ou trouver une autre solution. L'attente risquait d'être longue. Selon les déclarations de son président, les résultats de Renault en 1995 devraient être stables par rapport à 1994 ; mais certains observateurs pensent qu'ils baisseront. L'aide gouvernementale aux ventes n'a pour l'instant pas eu l'effet escompté puisque le marché automobile, sur les quinze premiers

jours d'octobre, a enregistré une nouvelle chute de 20 %.

Le gouvernement a préféré chercher un moyen de rendre le processus de privatisation de Renault irréversible. Il s'est donc lancé à la recherche des entreprises que Renault pourrait intéresser. L'Etat s'est d'abord tourné vers celles qui avaient investi dans l'ex-Régie dès novembre 1994 pour constituer le GAP (groupe d'actionnaires partenaires), composé d'Elf-Aquitaine pour 1,5 % du capital, de Lagardère Groupe pour 1,5 %, de la BNP pour 1 % et de Rhône-Poulenc pour 1 %. La BNP, Matra et Rhône-Poulenc seraient prêts à suivre. D'autres auraient été contactés : d'après Les Echos du 26 octobre, EDF, Benetton, les AGF, l'Union de banques suisses, le CCF, le Crédit mutuel et la Bayerische Landesbank pourraient racheter de 7 % à 8 % du capital du groupe de Louis Schweitzer.

Jeudi 26 octobre, une assemblée générale extraordinaire devrait entériner la modification des statuts de l'entreprise en vue de la privatisation. Renault pourra ensuite être privatisée à tout moment.

Virginie Malingre

Trois groupes français construiront une centrale nucléaire chinoise

LA CHINE a confirmé mercredi 25 octobre la commande à la France d'une deuxième centrale nucléaire, assortie de transferts de technologie, qui sera construite dans le sud, près de la première centrale de Daya Bay. Ce contrat, paraphé au début de l'année (Le Monde du 17 janvier) prévoit que le futur site de Ling Ao, sera équipé de deux réacteurs PWR (eau pressurisée) de 985 MW chacun. La construction débutera à la mi-1996 et les deux tranches entreront en service en 2002. La valeur de ce chantier représente 8 milliards de francs de contrats pour les trois groupes français Framatome (6,6 milliards), Gec Alsthom (3 milliards) et EDF (450 millions francs). Pour la première fois, les constructeurs français et EDF ont signé des accords de transfert de technologie. Cette commande permet d'assurer 3 000 emplois pendant cinq ans.

GIAT INDUSTRIE : le ministre français de la défense, Charles Millon a affirmé mercredi 25 octobre devant l'Assemblée son opposition à toute recapitalisation du groupe public d'armement terrestre « tant que l'on n'aura pas une vue saine et claire de la situation financière ». « La situation du Giat est grave, très grave, très très grave », a dit M. Millon. Le groupe d'armement devrait afficher un résultat d'exploitation en perte de 1,3 milliard de francs.

CARNAUDMETALBOX : le groupe franco-britannique d'emballage a annoncé mercredi 25 octobre la vente de ses activités « emballage flexible » (617 millions de chiffre d'affaires), à la société danoise Danisco. Cette cession intervient alors que le groupe attend toujours l'accord de Bruxelles sur son projet de fusion avec l'américain Crown Cork.

MACIF : le conseil d'administration de la mutuelle d'assurances qui s'est réuni mercredi 25 octobre a estimé « que l'exercice 1996 devrait se conclure positivement à environ 650 millions de francs, compte tenu de la tendance favorable des résultats techniques ». Ce chiffre se compare à un résultat d'exploitation de 140 millions de francs en 1994. Pour 1996 le conseil a décidé de limiter la hausse moyenne des tarifs à 3 %.

FERRUZZI : l'augmentation de capital de 1,139 milliard de francs (3,4 milliards de francs) proposée aux actionnaires de Ferrini à la suite de l'échec du projet SuperGemina a provoqué mercredi 25 octobre à la Bourse de Milan plusieurs suspensions du titre, qui a gagné plus de 30 % en trois jours. Ces mouvements alimentaient de nombreuses rumeurs, en particulier celle d'une possible attaque de Ferrini par un groupe étranger, appuyée par les banques hostiles au projet de recapitalisation, dont San Paolo du Torino, principal actionnaire de Ferrini avec 15,75 % du capital.

PREFECTURE D'ILLE ET VILAINE
DIRECTION DES ACTIONS DE L'ETAT
ET DE LA DECONCENTRATION - 3^{ème} BUREAU

REALISATION DE LA LIGNE DE METRO LEGER VAL DU DISTRICT DE RENNES « J.F. KENNEDY - LA POTERIE »

AVIS

Par arrêté en date du 19 Octobre 1995 sont prescrites :

- dans les communes de RENNES et CHANTEPIE en application des articles R 11-14.1 à R 11-14.15 du code de l'urbanisme pour cause d'utilité publique, une enquête sur l'utilité publique du projet de réalisation de la ligne de métro léger VAL du district de RENNES « J.F. KENNEDY - LA POTERIE » (maîtrise d'ouvrage : district urbain de l'agglomération rennaise) et des opérations d'accompagnement (maîtrise d'ouvrage : Ville de Rennes).

- dans la commune de CHANTEPIE, en application de l'article L 123-3 du code de l'urbanisme, une enquête sur la mise en compatibilité du plan d'occupation des sols avec le projet.

La commission d'enquêtes désignée par le président du tribunal administratif est composée de :

Président :

- M. Jean-Michel MOULIN, ingénieur de l'armement en retraite.

Membres titulaires :

- M. Pierre LE TENAFF, ingénieur divisionnaire des travaux publics en retraite.

- M. Raymond JOSSE, professeur agrégé maître de conférence honoraire à la Sorbonne.

- M. Albert HUGUEN, ingénieur en chef du génie rural et des eaux et forêts en retraite.

- M. Jean-Baptiste RENAULT, inspecteur des domaines en retraite.

En cas d'empêchement de M. Jean-Michel MOULIN, la présidence de la commission sera assurée par l'un des membres titulaires de la commission pris dans l'ordre de présentation ci-dessus.

En cas d'empêchement de l'un des membres titulaires celui-ci sera remplacé par l'un des membres suppléants pris dans l'ordre de présentation ci-dessous.

Membres suppléants :

- M. André LE FLAHEC, officier supérieur de gendarmerie en retraite.

- M. Yves JEGO, ingénieur des travaux publics de l'Etat en retraite.

Le siège des enquêtes est fixé à la mairie de RENNES.

Les pièces du dossier principal de l'enquête portant sur l'utilité publique du projet ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobiles paraphés par un membre de la commission d'enquêtes seront déposés à la mairie de RENNES : Hôtel de Ville, Place de la Mairie (peu de la Mairie) du lundi 13 novembre au samedi 23 décembre 1995 jusqu'à 12 h, afin que chacun puisse en prendre connaissance du lundi au vendredi de 8 h 30 à 17 h 30, le samedi de 8 h 30 à 12 h.

Des dossiers et des registres subsidiaires pourront également être consultés :

- au local municipal 40 dalle Kennedy (quartier de Villejean) du lundi au vendredi de 9 h à 17 h 30, le samedi de 9 h 30 à 12 h.

- au centre culturel Le Triangle, salle Le Petit Théâtre, boulevard de Yougoslavie (quartier du Blossne) du lundi au vendredi de 9 h à 17 h 30, le samedi de 9 h 30 à 12 h.

- au district urbain de l'agglomération rennaise, direction des transports et des infrastructures, 16 rue du puits Mauger (2^{ème} étage) du lundi au vendredi de 8 h 30 à 12 h 30 et de 13 h 30 à 17 h 30, le samedi de 9 h 30 à 12 h.

- à la mairie de CHANTEPIE du lundi au vendredi de 8 h 45 à 12 h et de 13 h 30 à 18 h 00, le samedi de 8 h 45 à 12 h.

Les observations sur l'utilité publique de l'opération peuvent être consignées par les intéressés directement sur les registres d'enquête.

Elles peuvent également être adressées par correspondance au président de la commission d'enquête, à la mairie de RENNES, Hôtel de Ville.

Elles sont tenues à la disposition du public.

Un dossier de mise en compatibilité du plan d'occupation des sols ainsi qu'un registre d'enquête seront déposés à la mairie de CHANTEPIE pendant le délai fixé ci-dessus et aux jours et heures indiqués afin que chacun puisse en prendre connaissance et, consigner éventuellement sur le registre ses observations ou les adresser, par correspondance, au président de la commission d'enquête à la mairie de RENNES.

Les observations seront également reçues par un ou plusieurs membres de la commission d'enquêtes :

- le lundi 13 novembre de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h à l'Hôtel de Ville de Rennes, 40 dalle Kennedy (Villejean), centre culturel Le Triangle.

- le mardi 21 novembre de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h, Hôtel de Ville de Rennes, 40 dalle Kennedy (Villejean), centre culturel Le Triangle.

- le mercredi 22 novembre de 9 h à 12 h au district 16 rue du Puits Mauger et de 14 h à 17 h à la mairie de CHANTEPIE.

- le mercredi 29 novembre de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h, Hôtel de Ville de Rennes, 40 dalle Kennedy (Villejean), centre culturel Le Triangle.

- le jeudi 7 décembre de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h, Hôtel de Ville de Rennes, 40 dalle Kennedy (Villejean), centre culturel Le Triangle.

- le vendredi 15 décembre de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h, Hôtel de Ville de Rennes, 40 dalle Kennedy (Villejean), centre culturel Le Triangle.

- le vendredi 22 décembre de 9 h à 12 h à la mairie de CHANTEPIE et de 14 h à 17 h au district 16 rue du Puits Mauger.

- le samedi 23 décembre de 9 h à 12 h, Hôtel de Ville de Rennes, 40 dalle Kennedy (Villejean), centre culturel Le Triangle.

Une copie du rapport et des conclusions sera déposée dans les mairies du district urbain de l'agglomération rennaise, au siège du district 16 boulevard Laennec à RENNES et à la préfecture d'Ille et Vilaine pour y être sans délai tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête. Par ailleurs, les personnes intéressées peuvent obtenir communication du rapport et des conclusions en s'adressant au préfet d'Ille et Vilaine dans les conditions prévues au titre 1^{er} de la loi du 17 Juillet 1978.

Le Préfet,
J.C. LE TAILLANDIER de GABORY

SUD et la CGT obtiennent la majorité à La Poste et à France Télécom

La victoire des deux syndicats les plus hostiles à la transformation du statut des deux établissements aux élections des représentants des salariés aux conseils d'administration confirme l'opposition du personnel à toute réforme structurelle

Les agents de La Poste, France Télécom et des filiales des deux établissements étaient appelés, mardi 24 octobre, à élire leurs représentants aux conseils d'administration. Pour la première fois, le syndi-

cat SUD, issu d'une scission de la CFDT en 1988, était autorisé à présenter des candidats. Les résultats sont sans ambiguïté : SUD et la CGT, les deux syndicats les plus hostiles à la transformation du statut de

France Télécom et à l'évolution de La Poste, obtiennent une victoire incontestable. Parmi les sept administrateurs salariés, SUD aura deux représentants et la CGT trois. Ensemble, à France Télécom, ils

totalisent 59 % des suffrages et à La Poste, 54 %. Ces résultats vont rendre plus difficiles les réformes souhaitées par les pouvoirs publics. Michel Bon, président de France Télécom, aura fort à faire

pour convaincre son encadrement du bien-fondé de l'ouverture du capital. Innick Coupé, secrétaire générale de SUD, peut être satisfait. Sept ans après la création, son syndicat est incontournable.

S'ILS NE CONSTITUENT PAS une surprise, les résultats - provisoires - des élections pour le renouvellement des administrateurs salariés de La Poste et de France Télécom confirment l'opposition du personnel de ces établissements à toute réforme de leur statut. Un sentiment renforcé par les taux de participation : 80 % dans chacun des deux établissements.

A France Télécom, le syndicat SUD est le principal bénéficiaire de ce scrutin. Non autorisé à se présenter lors du précédent scrutin en 1991, ce syndicat obtient 27 % des

voix, soit 5 % de plus que le très bon score réalisé en décembre dernier lors des élections de représentants du personnel. Parmi les sept administrateurs salariés, SUD aura deux représentants dont le profil ne doit rien au hasard : Francine Bayat, cadre à la direction, spécialisée au fait des dossiers internationaux, et Christophe Aguiton, permanent à la fédération, dont les sympathies trotskystes sont notées.

Le résultat de SUD est d'autant plus inquiétant pour la direction et le gouvernement que l'autre syndi-

cat le plus hostile à la réforme, la CGT, réalise également un bon score. Elle reste la première organisation (32,13 % des voix) et obtient à peu près le score obtenu lors des élections de représentants du personnel de décembre 1994. Par rapport aux précédentes élections au conseil d'administration, elle ne perd que 3,5 points et devrait donc conserver trois administrateurs.

Les autres syndicats régressent légèrement par rapport à 1994. La CFDT qui avait été le pivot de la réforme Quilès en 1989 continue

de payer sa politique d'accompagnement. Elle ne totalise que 17,72 % des voix. Moins qu'en décembre 1994 (19,48 %). Elle est la principale victime de la percée de SUD puisqu'en 1991 elle avait obtenu 33 % des voix au conseil d'administration. Aujourd'hui, elle n'approche plus ce score qu'à la direction générale (29,2 %) et chez les cadres (29,3 %). La CFDT ne devrait avoir qu'un représentant au conseil d'administration : Roland Saint-Criq qui occupe déjà cette fonction. En revanche, Jean-Claude Desrayaux, secrétaire général de la fédération CFDT-PTT jusqu'en 1993, deuxième de liste, ne devrait pas être élu.

LE SEPTIÈME POSTE

Le septième poste d'administrateur devrait revenir à Force ouvrière qui, avec 15,35 % des voix, reste à peu près stable par rapport à 1994.

Les autres syndicats sont loin

derrière : la CFCT n'obtient que 4,64 % des voix et la CGC 2,94 % et 11,62 % dans le collège-cadres, soit moins que la CFDT (29,3 %), SUD (23,64 %) et la CGT (14,41 %).

Le message adressé à Michel Bon, président de France Télécom, et au gouvernement est donc clair : les agents rejettent majoritairement la réforme de l'établissement telle qu'elle est envisagée. Reste à savoir si le gouvernement en tiendra compte ou tentera de passer en force, maintenant que les élections ont eu lieu.

A La Poste, les résultats ne sont guère plus encourageants pour les partisans d'une réforme des statuts ou du management. Là aussi, malgré l'arrivée de SUD qui totalise 14,5 % des suffrages, la CGT (39,5 %) progresse par rapport à 1994 (37,7 %), mais également par rapport aux élections du précédent conseil d'administration de 1991 où elle avait obtenu 36,9 % des voix. Malgré des positions souvent très

proches, SUD n'a donc pas empiété sur le score de la CGT mais a alié de nouveaux mécontents. A elles deux, ces organisations qui refusent toute politique contractuelle obtiennent plus de la moitié des suffrages, alors que jusqu'à présent, le front réformiste O-CFDT était majoritaire.

Aujourd'hui, FO (22,2 %) progresse très légèrement par rapport à 1994 (21,8 %) et la CFDT (17,8 %) reste stable mais perd 10 % depuis 1991. La CFCT (4,8 %) et la CGC (2,1 %) restent très loin derrière. Si l'inquiétude du personnel de La Poste est moins grande qu'à France Télécom - d'où le bon score de SUD -, son mécontentement est manifeste. L'administration, qui reconnaît, en pré-voir des « managers locaux compétents mais parfois dangereux », verra dans ces résultats la confirmation de sa thèse.

Frédéric Lemaire

Annick Coupé, une intellectuelle déclassée

DANS LE 20^{ème} arrondissement parisien, au milieu du joyeux fouillis de ses locaux, Annick Coupé, secrétaire générale de SUD, ne cache pas sa satisfaction, même si, discrète, elle laisse volontiers la parole aux dix permanents qui l'entourent. « quatre fois moins que dans les autres fédérations et tous lors du congrès », précise-t-elle. Pourtant, son parcours - et ses ennemis intimes - attestent que cette femme de 43 ans ne se laisse pas dicter ses convictions par son entourage.



Portrait

Après quatre années passées derrière les caisses d'un hypermarché puis deux années d'enseignement, cette jeune normande entre en 1978 aux services financiers de La Poste, bac philo et carte CFDT en poche. Dès 1984, elle en quitte les bureaux parisiens pour devenir permanente syndicale. Féministe, un brin maoïste, elle est à la tête des « moutons noirs » dénoncés par Edmond Maire, fin 1988, à la tribune du congrès de la CFDT. A la tête des postiers CFDT de l'Île-de-France, ne vient-elle pas de soutenir la longue grève des « camions jaunes » alors qu'Edmond Maire avait appelé à la reprise du travail ?

Quelques semaines plus tard, Annick, exclue de la CFDT avec d'autres militants, retourne à son bureau de Poste et créera Solitaires, Unitaires, Démocratiques, un syndicat, essentiellement parisien qui obtient ses premiers succès électoraux dès 1989. Aujourd'hui, SUD revendique 7 500 adhérents, essentiellement recrutés selon Annick Coupé dans le vivier des « intellectuels déclassés », entrés aux PTT depuis la fin des années 70. « Un certain nombre de nos revendications rejoignent celles de la CGT et de FO mais notre rapport aux salariés est différent. Nous sommes plus dynamiques et nous parlons sur l'intelligence des gens. Nous sommes les seuls à avoir diffusé l'intégralité des textes sur le changement de statut ».

SUD se défend de tout corporatisme : s'il s'est bâti contre les confédérations, ce syndicat fait partie du groupe des dix, avec d'autres syndicats indépendants, soutient l'association Droit au logement, donne un coup de main à AC, l'association Agir contre le chômage, sans oublier les associations féministes. Annick Coupé - qui rendra son tablier, au plus tard en 1999 - n'a qu'un reproche à faire à ses camarades : « SUD, ça manque de femmes ».

F. Le

La SNCF ne tiendra pas ses objectifs de reconquête commerciale en 1995

ENCORE PIRE que prévu ! Alors que la SNCF prévoyait jusqu'à présent une perte inférieure de 10 milliards de francs pour 1995, son conseil d'administration, qui se réunissait mercredi 26 octobre sous la présidence de Jean Bergougnoux, a chargé la barque de la SNCF de perdre finalement entre 11 et 12 milliards de francs. La SNCF poursuit sa descente aux enfers, la société ayant enregistré 3 milliards de pertes en 1992, 7,7 en 1993 et 8,2 en 1994.

Ce dérapage est fâcheux à l'heure où la direction de la SNCF doit convaincre le gouvernement qu'elle est sur la voie du redressement. Mais c'est aussi un moyen de persuader l'Etat de reprendre à son compte une partie du fardeau de la dette de la SNCF, qui atteindra 175 milliards de francs fin 1995.

Pour expliquer sa contre-performance, la SNCF dit réaliser en 1995 des plus-values inférieures aux prévisions. La société, qui comptait céder 1,9 milliard de francs d'actifs immobiliers, en vendra seulement pour 900 millions. La cession pour 400 millions de francs des 12,3 % que la SNCF détenait dans Air Inter n'a pas pu être réalisée. Enfin, la remontée des taux d'intérêt à court terme fait aussi déraiser les frais financiers, qui dépasseront 14 milliards en 1995.

Plus inquiétant, la SNCF ne parvient pas à tenir ses objectifs de reconquête commerciale. Jean

Bergougnoux, qui veut faire progresser son chiffre d'affaire de 25 % en trois ans, ne tiendra pas ses objectifs en 1995. La SNCF devrait accumuler un retard de chiffre d'affaires supérieur à 500 millions de francs, celui-ci s'établissant fin 1994 à 56 et 57 milliards de francs. Les recettes du trafic voyageurs, qui ont progressé sur les neuf premiers mois de l'année de 6,3 % par rapport à 1994, seront en retard de 1,4 % sur le budget. « Après un premier semestre parfaitement conforme aux objectifs de reconquête commerciale, le rythme de croissance enregistré un certain ralentissement depuis l'été dans le domaine des voyageurs », indique la société, invoquant le retard dans la mise en puissance du TGV Eurostar et la baisse de fréquentations due aux attentats.

DRAMATISER LA SITUATION

Le secrétaire d'Etat au budget, François d'Aubert, qui s'exprimait sur Europe 1 mercredi 25 octobre, a été très critique sur la société. Le contrat de plan signé par la SNCF « se termine mal, car la SNCF n'a pas tenu ses engagements. L'Etat doit mettre au pot plus que ce qui était prévu », a souligné le secrétaire d'Etat, attaquant la gestion de la SNCF. « Il n'est pas normal qu'il y ait treize mille personnes au siège de la SNCF à Paris », a-t-il estimé, citant également des trains qui ne transportaient qu'un ou deux voyageurs par jour ».

Le ministre de l'économie et des

finances, Jean Arthuis, a appelé à la raison financière : « Il faut que nous réfléchissions aux valeurs et moyens d'adapter le service public pour répondre à l'attente de nos compatriotes et que ceci soit compatible avec nos capacités financières. La principale menace d'avoir des objectifs qu'on ne peut pas financer ». Pour Bernard Pons, ministre des transports, le dossier nécessite non seulement une pyramide financière, mais aussi en termes d'aménagement du territoire et en termes sociaux. « La SNCF doit rester une grande entreprise industrielle du transport ferroviaire, mais la crise qu'elle traverse actuellement lui commande de se recentrer sur son métier de base ».

La dégradation de la situation de la SNCF présente toutefois un avantage : Jean Bergougnoux a pu dramatiser la situation lors de sa rencontre, jeudi 26 octobre dans la matinée, avec les syndicats de cheminots pour la première table ronde sur le contrat de plan. Cette réunion intervient le lendemain de la journée de grève lancée à l'appel de cinq syndicats de cheminots (CGT, CFCT, CFIL, FO et autonomes), qu'il a moyennement suivie : selon la direction, moins de 20 % du personnel était gréviste, tandis que la moitié des agents de conduite ont arrêté le travail. Jeudi, le personnel commercial était encore en grève dans la région Sud-Est.

Arnaud Leparmentier

Contre la lente dégradation du service public

ROUEN ET CHAMBERY

de nos correspondants

Carte de France en main de la « saignée » de lignes que préparait la direction générale de la SNCF, les cheminots, mécontents du dépôt de Sotteville-lès-Rouen (Seine-Maritime), prennent l'exemple des menaces qui pèseraient sur le réseau normand. « Sur la ligne Le Havre - Rolleville, les agents de conduite ont été invités à participer à un groupe de travail pour voir comment nous pouvions être aussi concurrentiels qu'une entreprise privée. Il faudrait que le même agent conduise le train, délivre les billets et assure le petit entretien des machines », s'insurge Sylvain Brière, agent de conduite CGT.

Autre motif de la grève : la relation Rouen - Dieppe, dont la modernisation est inscrite au contrat de plan Etat-région Normandie. « On avait la satisfaction de voir les travaux engagés. Mais à la condition que cela reste dans l'unicité de la société nationale avec une qualité de service public ». Or la première phase de la modernisation a consisté à remplacer l'ancienne gare de Montville (Seine-Maritime), que fréquentent quatre cents passagers par jour, par un simple « Abrisbus ». Cette ligne « alimentée en voyageurs » la liaison majeure Le Havre - Rouen - Paris, qui « risque d'être pénalisée si le service public n'est plus assuré dans son intégralité », explique Alain Jehanna, un habitué de la ligne en retraite dans deux ans. Il évoque avec amertume la baisse régulière de la vitesse sur certaines lignes, imposée par le « manque d'entretien ».

Autour de Chambéry, la CFDT, craignant que le mouvement ne finisse par s'essouffier, n'avait pas appelé localement à la grève. Mais environ 60 % des

conducteurs de train de la région ont à nouveau cessé le travail le 25 octobre. « Même si nous n'avions pas donné de consignes, les cheminots auraient participé à cette nouvelle action tant le mécontentement est profond », commentait Daniel Blache, secrétaire fédéral de la CGT, syndicat largement majoritaire. De puis la rentrée de septembre, les quelque sept cents agents de conduite ont en effet déjà effectué une bonne semaine de grève. Leur mouvement avait pour objet de protester contre le manque de personnel - les effectifs des cheminots de la région de Chambéry sont passés de 8 570 en 1985 à 5 219 en 1994 (soit 27,43 %) - et le recours au personnel privé sur les trains de travaux. Des négociations, menées avec le directeur régional, Pierre Gaudry, ont permis aux cheminots d'obtenir des garanties sur ce dernier point. En revanche, ils n'ont pu avoir satisfaction sur les effectifs, et en particulier sur le doublement des écoles de conduite qu'ils réclament.

Sur le fond, les cheminots chambériens ont l'impression d'assister depuis une dizaine d'années à une lente dégradation du service public dans la région. Ils rappellent ainsi la suppression des tréfiles de Saint-Jean-de-Maurienne et Culoz en 1987, de Bellegarde et Modane en 1992-1993, d'Ambérieux en 1994, qui s'était traduite par la disparition de cent dix emplois. Ils se remémorent la fermeture d'une quarantaine de petites gares et pointent du doigt les six cents kilomètres de lignes régionales menacées par le futur contrat de plan. La CFDT est convaincue qu'au-delà des discours le gouvernement continue de privilégier la route au détriment du rail.

Etienne Barzot et Philippe Révil



HAVAS ET ALCATEL ALSTHOM : PARTENARIAT INDUSTRIEL DANS LES MEDIA

Havas reprend les participations d'Alcatel Alsthom dans l'édition et la presse écrite.

Alcatel Alsthom entre à hauteur de 21,2 % dans le capital d'Havas.

Le Président d'Havas, Pierre Dauzier, et le Président d'Alcatel Alsthom, Serge Tchuruk, ont conclu un accord aux termes duquel la Générale Occidentale - filiale à 100 % d'Alcatel Alsthom - apporte l'ensemble de ses participations dans l'édition et dans la presse écrite à C.E.P. Communication, filiale d'Havas. En échange, Alcatel Alsthom entre dans le capital d'Havas à hauteur de 21,2 % et en devient l'actionnaire le plus important.

Cette opération renforce la présence d'Havas dans les media, tout en consolidant sa structure financière. Elle permet à Havas de constituer un groupe de communication capable de rivaliser avec ses concurrents internationaux. Avec un chiffre d'affaires consolidé pro forma de près de 45 milliards de francs en 1995, Havas devient le cinquième groupe mondial de communication.

Alcatel Alsthom, qui met fin à son activité de gestion directe dans la presse, s'engage ainsi au sein d'Havas pour le développement des multimedia. Il s'agit d'un marché final important pour son secteur Télécommunication, dont le métier de base est de développer les systèmes constitutifs des futures autoroutes de l'information.

Sous l'autorité de Christian Brégué, la société C.E.P. Communication est élargie et renforcée par cet accord. Avec un chiffre d'affaires consolidé pro forma de 11,4 milliards de francs en 1995, C.E.P. Communication se

classe parmi les premiers groupes européens de presse et d'édition. C.E.P. Communication pourra, par ailleurs, poursuivre son développement grâce à des fonds propres renforcés.

La Générale Occidentale apportera à C.E.P. Communication ses participations dans le Groupe de la Cité ainsi que son pôle presse (constitué notamment par L'Express, Le Point, Courrier International, Le Vif/L'Express, Lire, Gault & Millau). Ces apports seront rémunérés par des titres C.E.P. Communication.

La Générale Occidentale apportera à Havas l'ensemble de ses titres C.E.P. Communication (les 29,3 % détenus aujourd'hui et les nouveaux titres créés).

Parallèlement, C.E.P. Communication proposera une Offre Publique d'Echange (OPE) sur les titres du Groupe de la Cité détenus par le public (25,3 % du capital). Havas, qui détient directement 7,1 % du Groupe de la Cité, apportera ses titres à l'OPE sous réserve de vérification du régime juridique et fiscal de cette participation.

A l'issue de cette opération, C.E.P. Communication, qui pourrait détenir 100 % du Groupe de la Cité si l'OPE était totalement suivie, sera contrôlée à près de 73 % par Havas.

Les Conseils d'Administration d'Havas et d'Alcatel Alsthom, réunis le 25 octobre 1995, ont approuvé l'ensemble de cette opération.

Havas :

Contacts Presse :
Anne Brucy
33 (1) 47 47 38 49
Contacts Investisseurs :
Jean-Laurent Nabat
33 (1) 47 47 31 39

C.E.P. Communication :

Contacts Presse :
Danielle Bondy
33 (1) 44 95 56 08
Contacts Investisseurs :
Jean-Régis de Menou
33 (1) 44 95 56 35

Alcatel Alsthom :

Contacts Presse :
Jean-Paul Chapon
33 (1) 40 76 12 03
Contacts Investisseurs :
Daniel Geisodi-Kiener
33 (1) 40 76 12 67

صحنه من العمل

■ LE RENDEMENT de l'emprunt d'Etat américain à cinq ans est tombé, mercredi 25 octobre, à 5,81 %, son plus bas niveau depuis le 24 février 1994.

■ LE PRÉSIDENT de la Bundesbank, Hans Tietmeyer, estime que « les récents mouvements des changes ne correspondent pas aux données économiques fondamentales ».

■ LA BOURSE de Tokyo a terminé la séance de jeudi en baisse. L'indice Nikkei des valeurs vedettes a cédé 1,36 %, affecté par les craintes d'aggravation de la crise bancaire.

■ LE DOLLAR était stable, jeudi matin 26 octobre, à Tokyo. Il s'échangeait à 101,40 yens, 1,3925 mark et 4,90 francs, sous la surveillance concertée des banques centrales.

■ L'OR a ouvert en hausse, jeudi, sur le marché international de Hongkong. L'once s'échangeait à 382,85-382,95 dollars, contre 382,30-382,70 dollars la veille en clôture.

LES PLACES BOURSINIÈRES

Rechute à Paris

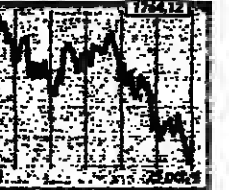
LA VIVE REPRISE enregistrée la veille à la Bourse de Paris était remise en cause jeudi 26 octobre : les résultats de la rencontre Kohl-Chirac ne suscitaient quasiment pas de réactions. En baisse de 0,33 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait une demi-heure plus tard une baisse de 0,01 %. Aux alentours de 13 heures, les valeurs françaises avaient repris le chemin de la baisse, abandonnant 0,43 % à 17h53 points. Ces prises de bénéfices se manifestaient dans un marché actif, le volume des échanges s'élevant à 1,7 milliard de francs en début d'après-midi.

Les milieux financiers ont en effet peu réagi aux déclarations du chancelier Helmut Kohl et du président Jacques Chirac, après leur rencontre mercredi à Bonn. Les deux protagonistes ont tenté de dissiper les doutes sur la coopération franco-allemande en se déclarant sûrs de parvenir ensemble à la moutonerie unique. Mais pour les milieux financiers ces déclarations « expriment de bonnes intentions, mais ne font

Indice CAC 40 sur un an



CAC 40 5 jours



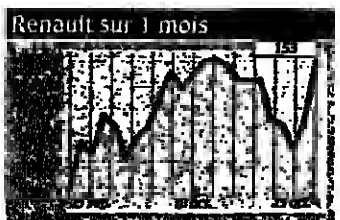
entrevoir rien de concret ». Du côté des valeurs, Havas qui vient de reprendre le pôle médias détenu par Alcatel Alsthom progressait de 3,1 %. D'autres titres réagis-

saient à la publication de résultats semestriels. Ceux de Plastic Omnium, jugés décevants, pesaient sur le titre qui reculait de 9,4 %.

Renault, valeur du jour

LA TRÈS NETTE REMONTÉE du cours de l'action Renault, mercredi 25 octobre, à la Bourse de Paris, qui s'est adjugé 5,08 % à 153 francs, n'a pas empêché Louis Schweitzer, président du groupe, de constater que le cours de Bourse du constructeur automobile était sous-évalué, puisque les fonds propres étaient de plus de 40 milliards de francs alors que la valeur en Bourse représentait 35 à 36 milliards de francs aujourd'hui.

Cette médiocre tenue du titre constitue le principal obstacle à la privatisation rapide du constructeur automobile.



PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÈGLEMENT MENSUEL

HAUSSES, 12h30	Cours au 25/10	Var. %	25/10
Comptoir Entrep. 1	9,50	+5,35	-95,64
Selechimbank 1	102,50	+3,50	-35,48
Bank RSCG WAW 1	474	+1,04	-13,81
US 1	138,50	+2,00	-34,72
Azote 1	583	+2,64	+0,51
Rochette (Lal) 1	41	+2,60	-28,32
Stratofacem 1	98	+2,57	-3,76
Finex-Life 1	410	+2,50	-14,40
Chemex F.P. 1	203,00	+2,47	-11,34
BSE 1	462	+2,37	+4,69

BAISSES, 12h30	Cours au 25/10	Var. %	25/10
Plastic Omnium (Ly) 1	317,50	-4,76	-44,87
Uchral 1	1140	-5,35	-4,48
Gr.Zimmer (L) 1	65,50	-5,34	-55,52
Danmont 1	450	-5	-30
OLM (Dollus M) 1	206	-4,71	-32,10
Royal 1	789	-4,56	+12,71
Reclun/Reclun 2	42,25	-3,97	-40,49
Meun-Hachem 1	86,50	-3,94	-25,94
Lagrange (MMB) 1	86	-2,99	-30,64
Comptoir Mod. 1	1562	-2,92	+1,56

VALEURS LES PLUS ACTIVES

SEANCE, 12h30	25/10	26/10	27/10
Socac 1	491,00	297,50	297,50
Uchral 1	2192,50	2542,38	2542,38
Alcatel Alsthom 1	208,82	869,86	869,86
Baur (Gle des) 1	170,61	789,89	789,89
Imetrex 1	197,00	364,00	364,00
Enson Corp. 1	215,00	919,00	919,00
BF Aquitaine 1	161,78	511,00	511,00
LMH Most Vision 1	52,83	599,58	599,58
Danone 1	51,98	395,87	395,87
Accor 1	67,05	392,71	392,71

PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

HAUSSES, 12h30	Cours au 25/10	Var. %	25/10
Chaine et Trame 1	166,70	+7,54	-42,71
Idex 1	234	+4,88	-16,40
MCI Contier 28	287	+4,78	-48,75
Int. Computer 1	130	+4	-10,34
Info Realite 1	115	+3,60	-

BAISSES, 12h30	Cours au 25/10	Var. %	25/10
Pier Import 1	70	-13,38	-36,31
C.P. Pasquet 1	63,35	-14,62	-11,29
Biloux Alstom Ly 1	64,40	-5	-25,54
Pochet 2	875	-4,95	-39,94
Coffinet 1	200	-3,71	-16,66

INDICES SBF 120-250, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ

Ind. Second. Marché	246,46	240,77	-1,51
Indice MidCAC	1052,42	1049,91	+0,72

Valeurs Indus.	1.352,39	1.325,25	-1,99
1- Énergie	1.256,08	1.220,00	-2,86
2- Produits de base	341,66	331,45	-2,99
3- Construction	1.360,90	1.324,43	-2,68
4- Biens d'équip.	509,58	584,44	+14,68
5- Automobile	1.654,82	1.611,91	-2,59
6- Biens consom.	1.936,08	1.947,99	+0,61
7- Indus. agro-alim.	1.352,63	1.391,97	+2,91
Services	1.242,70	1.230,93	-0,94
8- Distribution	219,46	215,52	-1,81
9- Autres services	870,86	888,88	+2,07

Sociétés Financières	845,31	821,59	-2,81
10- Immobilier	648,36	646,36	-0,30
11- Sociétés financ.	899,92	891,29	-0,95
12- Sociétés invest.	1.038,92	1.028,28	-1,03

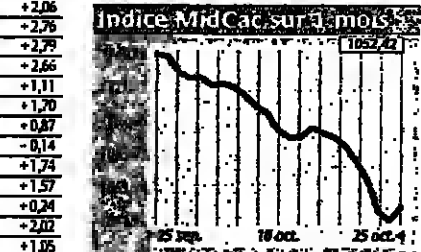
Indice SBF 250 sur 3 mois



Indice second marché sur 3 mois



Indice MidCAC sur 3 mois



Nouvelle baisse à Tokyo

POUR LA QUATRIÈME séance consécutive, la Bourse de Tokyo a cédé du terrain, jeudi 26 octobre, la crainte que le système financier japonais ne soit confronté à une crise sévère s'étant traduite par un net courant vendeur. L'indice Nikkei a finalement perdu 244,13 points, soit 1,36 %, à 17 726,68 points.

La veille, Wall Street est repartie à la baisse sous l'effet de liquidations massives dans plusieurs secteurs, dont la chimie et la finance, malgré une stabilisation à la baisse des taux d'intérêt sur le marché obligataire. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a perdu 29,98 points, soit 0,63 %, à 4753,68 points. Le principal indicateur de Wall Street a chuté de plus de 40 points à plusieurs reprises en cours de journée.

En Europe, la Bourse de Londres a terminé en légère hausse, la tendance étant soutenue par une adjudication réussie de fonds d'Etat. L'indice Footsie a terminé en hausse de 2,5 points à 3 537,8 points, soit une évolution de 0,07 %. La hausse s'est faite plus franche à la Bourse de Francfort, où l'indice DAX a terminé en avance de 1,73 % à 2 150,13 points.

INDICES MONDIAUX

Cours au 25/10	Cours au 26/10	Var. %
Paris CAC 40	1764,12	+2,36
New-York DJI	4753,68	-0,63
Tokyo Nikkei	17726,68	-1,36
Londres FT100	3537,80	+0,07
Francfort DAX 30	2150,13	+1,73
Frankfurt Commer.	779,81	+1,17
Bruxelles Bel 20	1651,35	+0,62
Bruxelles Général	1433,58	+0,62
Milan MIB 30	964	+0,10
Amsterdam Cb	299,60	+0,63
Madrid Ibex 35	298,85	+1,09
Stockholm Allshare	1363,36	-0,85
Londres FT30	2582,60	+0,01
Hong Kong Hang S.	8841,06	+0,66
Singapore Strait	2104,58	+0,72

NEW YORK Les valeurs du Dow-Jones

	25/10	26/10
Allied Lyons	49,62	50,37
American Express	40,42	41,62
Allied Signal	42,62	42,37
AT & T	60,87	61,25
Bethlehem	13,75	13,62
Boeing Co	67,37	66,87
Caterpillar Inc.	52,67	54,37
Chevron Corp.	42,25	42,75
Coca-Cola Co.	71,75	72,50
Disney Corp.	57,87	57,75
Du Pont Nemours & Co	61,12	63
Eastman Kodak Co	62,75	63,87
Enson Corp.	76,75	75,75
Gén. Motors Corp.	67	66,87
Gén. Electric Co	63	64,25
Goodyear T & Rubber	39,12	39,50
IBM	96,12	98
Imetrex	36,37	37,12
ITT-McGraw Co	77,12	77
Mc Don Douglas	81,25	82,25
Merck & Co. Inc.	60,25	60,37
Minnesota Mining & Mfg	56,25	56,50
Philip Morris	84,62	85
Procter & Gamble C	82,75	83,87
Sears Roebuck & Co	94,25	94,62
Tesoro	68,25	68,12
Union Carb.	37,87	39,25
Unit Technol	88,37	84,50
Westinghouse Electric	14	14,12
Woolworth	15	15,25

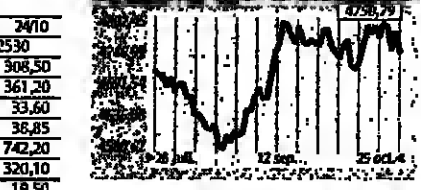
LONDRES Sélection de valeurs du FT 100

	25/10	26/10
Allied Lyons	51,19	51,16
Bardays Bank	7,40	7,40
B.A.T. Industries	5,35	5,32
British Aerospace	7,20	7,25
British Airways	4,64	4,64
British Gas	2,36	2,46
British Petroleum	4,27	4,26
British Telecom	3,76	3,76
B.T.R.	3,23	3,19
Cadbury Schweppes	5,25	5,24
Eurotunnel	0,93	0,94
Glabo	8,60	8,60
Glaxo	4,38	4,41
Grampian	5,04	5,03
Hanson Plc	1,94	1,94
Great Lc	5,46	5,45
H.S.B.C.	9,29	9,32
Imperial Chemical	6,09	7,39
Lloyds Bank	2,77	2,73
Marks and Spencer	4,32	4,31
National Westminster	6,56	6,53
Peninsula Orienta	4,83	4,73
Reuteurs	5,57	5,52
Satchi and Satchi	0,93	0,93
Shell Transport	7,34	7,33
Smithline Beecham	6,73	6,63
Tate and Lyle	4,43	4,37
Unilever Ltd	12,38	12,38
Wellcome	10,88	10,60
Zeneca	11,89	11,91

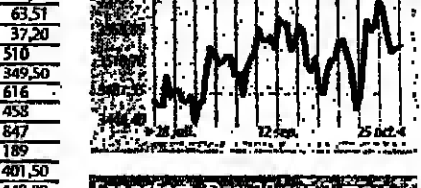
FRANCFORT Les valeurs du Dax 30

	25/10	26/10
Allianz Holding N	2567	2530
BASF AG	313,80	308,50
Bayer AG	366,70	361,20
Bay hyp & Wechselsk	33,80	33,60
Bayer Vereinsbank	39,50	38,85
BWV	748	742,80
Commerzbank	335,10	330,10
Continental AG	20	19,50
Daimler-Benz AG	673,50	666
Deutsche Bank	445	434
Deutsche Babcock A	140,70	141,50
Deutsche Bank AG	64,58	63,51
Dresdner Bank AG FR	37,57	37,20
Henkel VZ	523	510
Hoechst AG	357	349,50
Karstadt AG	614	616
Kaufhof Holding	468,50	458
Linde AG	859	847
MT. Linde AG	193,50	189
Man AG	406	401,50
Mannesmann AG	457,50	449,80
Metalgesellschaft	28,40	28
Preussag AG	411	400
RWE	490,75	483,75
Schering AG	94,15	96,40
Siemens AG	733	725,70
Thyssen	259,50	255,50
Veba AG	58,44	57,30
Vian	570,75	557
Wella AG	1020	1015

New York, Dow Jones sur 3 mois



Londres, FT100 sur 3 mois



Francfort, Dax 30 sur 3 mois

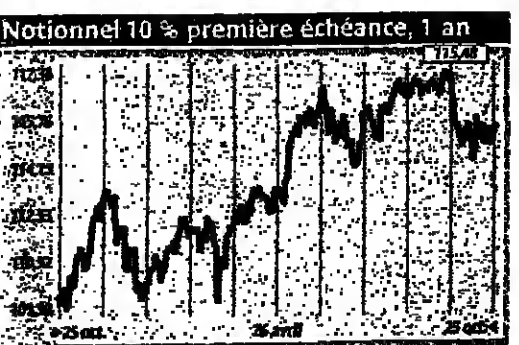


LES TAUX

Le Matif en recul

LE CONTRAT NOTIONNEL du Matif - contrat à terme sur les obligations d'Etat françaises - a ouvert en légère baisse, jeudi 26 octobre : l'échéance décembre cédait 6 centimes, à 115,86. Le taux de rendement de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à dix ans s'inscrivait à 7,45 %, soit un écart de rendement de 0,95 % par rapport aux titres d'Etat allemands, alors que, la veille, le marché obligataire américain

était resté stable. Affecté par le repli du franc face à la monnaie allemande, l'échéance décembre du contrat Pibor trois mois du Matif était en recul de 9 centimes, à 92,85, jeudi matin, soit un taux de rendement implicite de 7,15 %. Le taux de l'argent au jour le jour se tendait légèrement. Il s'inscrivait à 6,94 %, soit une hausse de 1 seizième de point par rapport à son niveau de la veille.



TAUX 25/10	Taux jour le jour	Taux 10 ans	Taux 30 ans	Indice des prix
France	6,87	7,30	8,17	115,86
Allemagne	3,94	6,52	7,28	115,81
Grande-Bretagne	6,38	8,19	8,39	3,82
Italie	10,42	12,38	12,73	5,89
Japon	0,53	2,88	4,75	50,28
Etats-Unis	5,69	6,01	6,93	7,38

MARCHÉ OBLIGATAIRE DE PARIS

TAUX DE RENDEMENT	Taux au 25/10	Taux au 26/10	Indice (base 100 fin 94)
Fonds d'Etat 3 à 5 ans	6,77	6,79	109,61
Fonds d'Etat 5 à 7 ans	6,93	6,96	104,20
Fonds d'Etat 7 à 10 ans	7,49	7,46	105,30
Fonds d'Etat 10 à 15 ans	7,61	7,48	108,44
Fonds d'Etat 20 à 30 ans	8,11	7,48	105,42
Obligations françaises	7,75	7,78	104,65
Fonds d'Etat à TME	-1,10	-1,09	101,40
Fonds d'Etat à TRE	-0,91	-0,92	101,37
Obligat. franc. à TME	-0,75	-0,77	100,34
Obligat. franc. à TRE	+0,09	+0,12	100,34

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 8,25 %)

	Ach. 25/10	Vente 25/10	Ach. 26/10	Vente 26/10
Jour le jour	36,92	36,92	36,92	36,92
1 mois	7,23	7,23	7,23	7,23
3 mois	7,03	7,03	7,03	7,03
6 mois	6,82	6,82	6,82	6,82
1 an	6,58	6,58	6,58	6,58

MATIF

Echéances 25/10	volume	dernier prix	plus haut	plus bas	premier prix
NOTIONNEL 10 %					
Déc. 95	14889	115,86	115,94	115,78	115,92
Mars 96	816	115,86	115,92	115,80	115,92
Sept. 96	511	115,86	115,92	115,80	115,92
PIBOR 3 MOIS					
Déc. 95	4046	92,85	92,92	92,78	92,94
Mars 96	868	92,85	92,92	92,78	92,94
juin 96	568	92,85	92,92	92,78	92,94
Sept. 96	2163	92,85	92,92	92,78	92,94
PIBOR 6 MOIS					
Déc. 95	2631	87,85	87,92	87,78	87,9

DISPARITIONS

Jules Muracciole

Le secrétaire général des compagnons de la Libération

JULES MURACCIOLE, ancien chef du secrétariat à l'état-major du général de Gaulle, à Londres, en 1940, et secrétaire général honoraire de l'ordre de la Libération, est décédé dimanche 22 octobre, à Paris, dans sa quatre-vingt-dixième année.

Né le 14 février 1906 à Sète, Jules Muracciole, qui était journaliste à Marseille, est volontaire pour débarquer à Narvik (Norvège), en mai 1940, au sein d'un corps expéditionnaire allié qui cherche à couper « la route du fer » aux Allemands. De retour en France, il rejoint Londres, dès le 21 juin 1940, et, sans avoir entendu l'appel du général de Gaulle, il est chef du

secrétariat à l'état-major du chef de la France libre à Carlton's Gardens. Puis, il demande à rejoindre les forces combattantes, à Dakar et au Cameroun. Avec la 1^{re} division française libre (DFL), il sert en 1941 en Erythrée, en Palestine, en Syrie et au Liban. En 1942, il se bat, avec la 13^e demi-brigade de légion étrangère (DBLE), à Bir Hakeim (Libye) et à El Alamein (Egypte) contre les blindés du futur maréchal Erwin Rommel. Puis, ce sont les campagnes de Tripolitaine, de Tunisie et les violents combats du corps expéditionnaire en Italie, où il est grièvement blessé aux jambes et au visage à Pontecorvo, en mai 1944. Cependant, Jules Muracciole, à peine quitté l'hôpital de Tunisie où il a été soigné, rejoint la 1^{re} DFL à Hyères, pour le débarquement de Provence, et il participe à la prise de Toulon, à la libération de Lyon et aux combats devant Belfort et en Alsace.

Il sera fait compagnon de la Libération, le 28 mai 1945, au titre de lieutenant à la 13^e DBLE. Après la guerre, Jules Muracciole continue de servir Charles de Gaulle, comme secrétaire général du Clob du 18-juin et au sein du Rassemblement du peuple français (RPF), à Paris. Il est délégué régional à la propagande pour le RPF dans le midi de la France avant de rallier le général de Gaulle au pouvoir en

1958. Il est successivement attaché de presse de plusieurs ministres (notamment Louis Terrenoire, Maurice Couve de Murville, Pierre Messmer) jusqu'en 1962, date à laquelle il devient secrétaire général de l'ordre de la Libération, qu'il installe, en 1967, dans ses murs actuels, aux Invalides. Il quitte cette fonction en 1994 et sera nommé secrétaire général honoraire. L'écrivain André Malraux a dit, un jour, de lui : « Jules Muracciole, c'est le dernier carré ».

Titulaire de la croix de guerre 1939-1945, Jules Muracciole était grad d'officier de la Légion d'honneur.

Jacques Isnard

Emile Jonassaint

La marionnette des militaires haïtiens

L'ANCIEN président haïtien de facto, Emile Jonassaint, est mort dimanche 22 octobre dans sa résidence de Port-au-Prince, à l'âge de quatre-vingt-deux ans. « Je suis le médecin dépeché au chevet du malade de l'embargo », avait déclaré ce juriste en mai 1994, après avoir été choisi par les putschistes pour occuper la magistrature suprême. La communauté internationale avait unanimement condamné cette nomination. Pourtant, à la veille du débarquement américain de septembre 1994, l'ex-président américain Jimmy Carter avait négocié le dénouement de la crise avec Emile Jonassaint.

Fils d'un commerçant de Port-de-Paix (nord-ouest d'Haïti), licencié en droit, Emile Jonassaint a été

élu sénateur très jeune, au début des années 50, sous la présidence de Paul Magloire. Durant les trente ans de dictature duvalériste, il poursuit sa carrière juridique. En 1987, après la chute de Jean-Claude Duvalier, il préside l'Assemblée qui va rédiger l'actuelle Constitution. Peu après le coup d'Etat qui renverse le président Aristide, en septembre 1991, il est nommé président de la Cour de cassation.

Marionnette des militaires pendant son bref passage au palais national, Emile Jonassaint était, selon ses proches, haut dignitaire d'une secte vaudou dont le culte est célébré sur la montagne sacrée de la Ville-au-Camp.

Jean-Michel Caroit

GAVIN EWART, poète britannique, est mort lundi 23 octobre, à Londres. Né en 1916, très tôt publié - ses premiers poèmes paraissent en 1933 dans la revue *New Verse* -, Gavin Ewart devint populaire dès 1939 grâce à son recueil *Poems and Songs*. Engagé dans la Royal Artillery lors de la deuxième guerre mondiale, il combattit successivement en Afrique du Nord et en Italie. Suit alors une période de sécheresse littéraire pendant laquelle Ewart travaille aux éditions Poetry London puis au centre culturel anglais, le British Council. C'est sans doute durant les trente dernières années de sa vie que Gavin Ewart fut le plus productif. Trois importants recueils (*The Collected Ewart*, *Further Collected Poems* et *85 Poems*) témoignent de sa vivacité d'écriture et de création.

Critique de son époque, il en dressa un portrait souvent cinglant mais toujours humain. Homme aux contradictions multiples, à la fois détaché du monde et hôte assidu des mondanités, il sut aussi jeter sur lui-même un

regard ironique et volontiers sarcastique.

PIERRE MILLET, ambassadeur, est mort dimanche 22 octobre à l'âge de quatre-vingt-six ans. Né le 20 octobre 1909, Pierre Millet a d'abord été attaché d'ambassade en Chine (1938-1941), puis consul adjoint à Bangkok (1941-1946). Après un passage à la direction d'Asie à Paris (1946-1950), il fut conseiller à Washington (1950-1956), avant d'être nommé chargé des affaires d'Asie-Océanie au Quai d'Orsay. Il était retourné aux Etats-Unis en 1960, comme représentant permanent adjoint de la France au Conseil de sécurité et chef adjoint de la mission permanente française auprès de l'ONU. Pierre Millet a été ambassadeur au Laos de 1963 à 1966, au Liban de 1967 à 1969 et au Bangladesh de 1972 à 1975.

ANDRES AGUILAR MAWD-SLEY, juge à la Cour internationale de justice, est mort, mardi 24 octobre à La Haye, d'un em-

physème pulmonaire. Il était âgé de soixante et onze ans. Andres Aguilar était juge à la CIJ depuis février 1991. Né en 1924 à Caracas, ancien doyen de la faculté de droit de l'université centrale du Venezuela, Andres Aguilar avait été ministre de la justice de son pays de 1958 à 1962 et s'était spécialisé dans le droit international, ce qui l'avait conduit à exercer des fonctions diplomatiques puis à représenter son pays auprès de l'ONU tant à Genève qu'à New York. Il avait joué un rôle important dans la tentative de négociation lancée par l'ONU en Iran, en 1980, pour faire libérer des otages américains.

MARIO COSTA, cinéaste italien, est mort, dimanche 22 octobre à Rome, à l'âge de quatre-vingt-onze ans. On doit essentiellement à ce réalisateur la découverte de Gina Lollobrigida, qu'il dirigea à ses débuts dans *Elisir d'amore* (1946), puis dans *Une nuit de folie à l'opéra* (1947) et *I pagliacci* (1948). Can-

tonné dans le cinéma de pur divertissement, il fut d'abord considéré comme un spécialiste du film musical (*Le Barbier de Séville*, *Paillasse*, etc.), puis réalisa quelques mélodrames (*Marquise par le destin*, *Pitié pour celle qui tombe*), avant de participer à la vogue du film d'aventures historiques qui déferla sur le cinéma italien à la fin des années 50 (*La Bataille de Corrinthe*, *Le Gladiateur de Rome*, *La Reine des pirates*, *Le Retour du fils du sheik*, etc.).

MARY WICKES, actrice américaine, est morte dimanche 22 octobre à Los Angeles, à l'âge de soixante-dix-neuf ans. Elle était apparue dans une cinquantaine de films depuis ses débuts dans *Blandie Blessed Event*, en 1942. Egalement interprète de plusieurs séries télévisées, elle avait figuré récemment dans le film *Sister Act*, au côté de Whoopi Goldberg. Walt Disney s'était inspiré d'elle pour créer le personnage de Cruella dans *Les 101 Dalmatiens*.

NOMINATIONS

ACADÉMIE DES SCIENCES

Roger Balian a été élu membre de l'Académie des sciences dans la discipline « physique ».

(Né le 18 janvier 1933 à Lyon, polytechnicien et ingénieur des mines, Roger Balian est physicien au Commissariat à l'énergie atomique depuis 1958, au service de physique mathématique (1958-1967), puis au service de physique théorique de l'Institut de physique de Saclay, qu'il dirigea de 1979 à 1988. Depuis 1978, il est également professeur à l'Ecole polytechnique. Il a travaillé notamment sur la théorie des quasi-particules et l'hélium superfluide. Il était correspondant de l'Académie des sciences depuis 1977.)

Moshe Yaniv a été élu membre de l'Académie des sciences dans la discipline « biologie moléculaire des eucaryotes ».

(Né le 7 novembre 1938 à Petach-Tikva (Israël), naturalisé français en 1977, Moshe Yaniv a réalisé sa thèse dans le laboratoire de François Gros, et a travaillé avec le

Prix Nobel Paul Berg à l'université de Stanford. Il entre en 1965 au CNRS où il est directeur de recherche depuis 1982. Parallèlement, il mène une carrière à l'Institut Pasteur comme chef de l'unité des virus oncogènes (1975), professeur (1987), chef du département de biologie moléculaire (1985-1987), puis chef du département des biotechnologies (depuis 1992). Auteur d'un grand nombre de découvertes sur les mécanismes de base de la régulation d'expression génétique, Moshe Yaniv était correspondant de l'Académie des sciences.)

CGM

Sur proposition du ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement et des transports, Bernard Pons, le conseil des ministres du mercredi 25 octobre a nommé Philippe Pontet président du conseil d'administration de la Compagnie générale maritime et financière. Philippe Pontet avait été nommé administrateur de la CGM le 20 octobre (*Le Monde* du 25 octobre).

AU CARNET DU MONDE

Naissances

- Denis et Martine SCHOLMANN laissent à leur fille Anna la joie d'annoncer la naissance de son petit frère

Hugo,

le 23 septembre 1995 à Paris.

6, Grande-Rue, Aspin.

89450 Vezelay.

Décès

- Le docteur Pierre BORDEREAU, son épouse, Laurent, Sylvie, Jacques et Stélla, ses enfants, ainsi que toute la famille

font part du décès, à l'aube de ses soixante ans, de

Claudine BORDEREAU,

née Delaire,

survenue à Laval, le 15 octobre 1995.

L'incinération a eu lieu le 18 octobre

1995 à Montreuil-Juigné, près d'Angers.

23, rue Croixardière,

53000 Laval.

- Jacqueline et Sacha Braun, ses enfants, Isabelle Simon, Jeanne Simon et David Braun, ses petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

Fernande ELOSU,

survenue dans sa quatre-vingt-douzième

année à Suresnes, le 23 octobre 1995.

L'inhumation aura lieu à Bayonne dans

l'intimité.

60, rue Ernest-Renan,

92310 Sèvres.

- M^{me} Christiane PEDROT, à la grande tristesse de faire part du décès de son mari

M. Raymond PEDROT, chevalier de la Légion d'honneur, médaille de la Résistance, maire de Vitré (Mayenne) de 1946 à 1977.

Les obsèques ont eu lieu le 24 octobre 1995, au cimetière de Carrières (Mayenne), où se trouve le caveau familial.

Cet avis tient lieu de faire-part.

14, chemin de l'Alieu,

50740 Carrières.

Jacqueline GAVAUD

nous a quittés le 15 septembre 1995.

Ses obsèques auront lieu le vendredi 27 octobre à 15 heures au cimetière de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis).

ont la tristesse de faire part du décès de

- Clermont-Ferrand, Paris.

Sa famille, Ses amis,

ont la tristesse de faire part du décès de

Tony SIGUIER,

survenu le 10 octobre 1995.

La cérémonie religieuse et l'incinération ont eu lieu dans l'intimité.

- Les familles Hanoun, Lellouche, Ott, Carvalho ont la tristesse de faire part du décès du

docteur Aimé Louis SOSTEN,

leur oncle et ami,

survenu le mardi 24 octobre 1995.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité

le vendredi 27 octobre, au cimetière

communal de Bagneux.

- M^{me} Didier Strube,

son épouse, Caroline, Nathalie, Delphine,

Nicolas, ses enfants,

M. et M^{me} Emile Strube,

ses parents, M. et M^{me} Paul Rambauville-Nicolas,

ses beaux-parents, Ses frères, sa sœur,

Ses neveux et nièces, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Didier STRUBE,

ancien élève de l'Ecole polytechnique,

survenu le 23 octobre 1995 à l'âge de cin-

quante-quatre ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée

le samedi 28 octobre, en l'église du Plan-

de-la-Tour (Var) dans l'intimité familiale.

Ni fleurs, ni couronnes.

Des dons peuvent être versés à

l'ARETASC, Association pour la recherche

thérapeutique et l'amélioration des soins

en oncologie, 26, bd Victor Hugo,

92200 Neuilly.

87, avenue de l'Yvette,

91440 Bures-sur-Yvette.

- Le président, Le conseil d'administration, La direction, Le personnel, Les agents généraux de la CMV

ont la tristesse de vous faire part du décès de

M. Didier STRUBE,

premier directeur général,

survenu le 23 octobre 1995 à l'âge de cin-

quante-quatre ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée

le samedi 28 octobre en l'église du Plan-

de-la-Tour (Var) dans l'intimité familiale.

Ni fleurs, ni couronnes.

Des dons peuvent être adressés à

l'ARETASC, Association pour la recherche

thérapeutique et l'amélioration des soins

en oncologie, 26, boulevard

Victor-Hugo, 92200 Neuilly.

- Le président, Le conseil d'administration, La direction, Le personnel, Les agents généraux d'AREAS-CMA

ont la tristesse de vous faire part du décès de

M. Didier STRUBE,

directeur général adjoint,

survenu le 23 octobre 1995 à l'âge de cin-

quante-quatre ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée

le samedi 28 octobre en l'église du Plan-

de-la-Tour (Var) dans l'intimité familiale.

Ni fleurs, ni couronnes.

Des dons peuvent être adressés à

l'ARETASC, association pour la recherche

thérapeutique et l'amélioration des soins

en oncologie, 26, boulevard

Victor-Hugo, 92200 Neuilly.

- Eva, Sandrine, Ariel, Et toute la famille du

Docteur Didier WEIL,

vous prient de trouver ici l'expression de

leurs remerciements pour les très nom-

breux témoignages d'affection reçus.

Anniversaires de décès

Une pensée émue pour

Catherine DUCHÈNE,

Il y a six ans que tu nous a quittés mais nous ne pourrions jamais t'oublier, car tu vis dans nos cœurs.

- Il y a deux ans, le 27 octobre 1993, Léo HAMON

nous quitte.

A tous ceux qui l'ont connu, estimé et aimé nous demandons d'avoir une pensée pour lui.

Sa famille,

Colloques

- En mémoire de Joel Askenazi, Les Nouveaux Chébraïm organisent une

rencontre Spinoza, parole, écriture, raison.

Les sources hébraïques de la pensée de

Spinoza (Armand Hatchuel) : Liberté de

l'esprit et liberté politique (Geneviève

Brykman) : La philosophie de la gram-

maire (José Askenazi) : Le judaïsme

comme culture et rationalité (Roger Da-

doun) à l'Alliance israélite universelle,

45, rue La Bruyère, Paris 9^e.

le dimanche 29 octobre à 14 heures. Ré-

servations : 42-80-35-00.

Communications diverses

- Au CBL, 10, rue Saint-Claude,

Paris-3^e, jeudi 26 octobre 1995 à 20 h 30 :

« Après Pékin-Femmes juives », avec

M^{me} Lily Schen, professeur, et Gilberte

Djian, auteur de *Mulca* (Ed. A. Carrière).

Soutenances de thèse

- Catherine Maurer soutiendra sa

thèse de doctorat : « Le catholicisme car-

itatif dans l'Allemagne du XIX^e siècle : le

Deutscher Caritasverband entre affir-

mation confessionnelle et exigence scien-

tifique » le 28 octobre 1995 à 14 heures, à

l'université Paris-TV la Sorbonne, salle

des Actes.

- Malgré la situation actuelle du Zaïre,

tout est encore possible dans ce pays si

tué au cœur de l'Afrique. Les Zaïrois ne se

lassent pas de chercher les voies et

les moyens pour sortir le pays de sa

crise. C'est dans cette logique que M. Diendou-

né Kallindé Byanjira soutiendra sa thèse

de doctorat en droits de l'homme le jeudi

26 octobre 1995 à partir de 17 h 30 à l'In-

stitut des droits de l'homme de l'université

catholique de Lyon. Sa thèse porte sur

« La nécessité de l'Etat de droit dans la

promotion des droits de l'homme au

Zaïre ». Procédure de la thèse : M^{me} Pas-

calle Boucard.

- M. Thierry Dutoit soutiendra une

thèse de doctorat européen de biologie sur

les successions végétales secondaires

des pelouses calcicoles de Haute-

Normandie, le vendredi 27 octobre 1995,

à 14 h 30 dans l'amphithéâtre Guadry,

batiment de biologie de la faculté des

sciences de l'université de Rouen. Ren-

CARNET DU MONDE

15, rue Fagelille, 75001 Paris 15

Recherchages : 40-65-29-84 ou 40-65-29-96

Télécopieur : 46-66-77-13

Tarif de la ligne H.T.

AUJOURD'HUI

SCIENCES

Océanographie Couvrant les trois quarts de la surface du globe, les océans n'ont commencé que très récemment à dévoiler leurs grands fonds. Alors que les abysses

ont longtemps semblé désolés, il apparaît qu'ils constituent un vivier d'une étonnante diversité. ● LES SÉDIMENTS qui s'y accumulent au fil des âges offrent un indicateur sans

équivalent de l'évolution climatique de la planète sur le long terme. L'activité des bactéries entre en jeu dans la régulation actuelle du climat par les masses océaniques. ● LA FAUNE

des grands fonds commence à être mieux connue, et l'on en tire des médicaments, par la voie des biotechnologies. ● LA FRAGILITÉ des écosystèmes marins reste encore à

évaluer, dans la mesure où quelques bactéries s'épanouissent dans un environnement si toxique qu'il pourrait rivaliser avec la nocivité de déchets industriels.

La mémoire des climats repêchée dans les abysses

Les sédiments qui couvrent les fonds marins permettent de déchiffrer l'histoire climatique du globe, alors que les océans constituent le principal régulateur thermique terrestre

MARSEILLE
de notre envoyé spécial
« Observer les grands fonds, c'est un peu comme scruter le ciel pour compter les galaxies : on trouve toujours du nouveau. » Pour Yves Lancelot, « patron » du laboratoire de géologie du quaternaire du CNRS récemment installé dans une pinède vallonnée proche d'Aix-en-

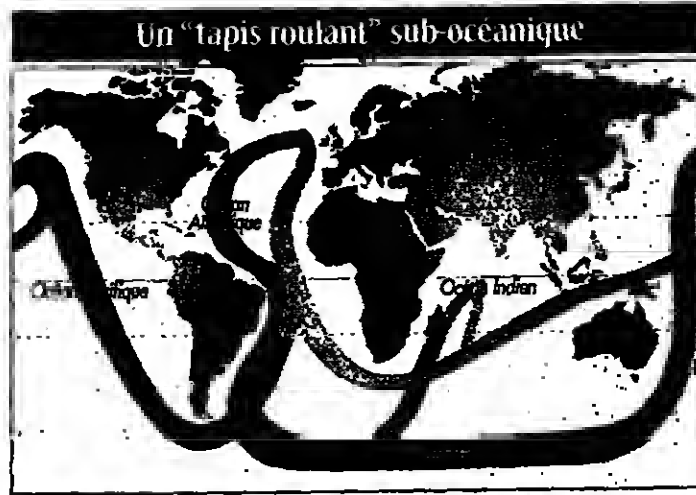
Provence, l'océan est sans aucun doute « la nouvelle frontière pour comprendre le système Terre ».

nature
le Monde

Ce paléoclimatologue de renom énumère avec enthousiasme les révolutions qu'a connues l'océanographie au cours des quarante dernières années : premières plongées à grande profondeur de submersibles de recherche, intégration de la théorie de la tectonique des plaques, mise en évidence de la circulation des eaux profondes, découverte des premières oasis de vie aux abords des volcans et cheminées sous-marines. En quelques décennies, on

est donc passé de la pure exploration aux premières explications des multiples échanges - thermiques, chimiques, biologiques - dont l'océan global, comme on désigne désormais l'ensemble des terres immergées, est le siège. Car la masse formidable des océans joue un rôle primordial dans le mécanisme climatique.

La tâche des paléoclimatologues consiste précisément à retracer l'histoire du climat au cours des âges. Un objectif auquel les historiens, tel Emmanuel Le Roy Ladurie, se sont attachés en puisant dans la chronique multiséculaire, et que les glaciologues ont pu remplir sur quelques centaines de millénaires grâce aux carottes effectuées dans les glaces du Groenland et de l'Antarctique. Mais les abysses offrent un instrument bien plus puissant, puisqu'ils ont permis de remonter 200 millions d'années dans le passé.



Le tapis roulant des courants à grande profondeur a permis de constater que ceux-ci parcourent l'ensemble du globe en 1 000 ans. Et au cours de ce "tapis roulant", les séries "paléoclimat" de l'Atlantique nord il y a 100 millions d'années, restent homogènes.

temporelle», précise Yves Lancelot. Les carottes, prélevées grâce aux navires océanographiques dans le cadre de campagnes internationales, sont de véritables mines. On y recherche notamment les teneurs en divers isotopes (espèces plus ou moins lourdes d'un même atome) de l'oxygène et du carbone, qui sont d'excellents indicateurs de l'activité marine. Ainsi, pendant une période de glaciation, l'évaporation touche principalement l'eau plus légère, qui se retrouve ensuite dans les glaces, tandis que la concentration sédimentaire en O^{18} aug-

mente. De même, il existe un lien entre la température de l'eau et le rapport entre ces deux isotopes. Les planctons fossilisés dans les sédiments, ainsi que les pollens qu'on y retrouve, reflètent également la vie qui régnait à la surface. Ces informations sont ensuite mises en relation avec divers indices climatiques et temporels fournis par la paléontologie, la glaciologie, le paléomagnétisme et ainsi l'astronomie. Il a ainsi été possible de repérer des corrélations entre les enregistrements sédimentaires et les cycles qui ré-

gissent la course de la Terre dans le système solaire (excentricité, précession des équinoxes et obliquité) et d'établir une échelle de temps calibrée pour les 10 derniers millions d'années.

Mais il faut tout d'abord trouver les zones où la fossilisation est la plus représentative de l'activité climatique et de la vie de surface. Il convient d'éviter celles où les organismes forment un chaboulié l'équilibre des conches sédimentaires. Il importe aussi de connaître la circulation des courants des grands fonds, longtemps méconnus, qui ne sont pas immuables et sont capables de ramener une molécule d'eau à son point de départ, dans la mer du Groenland, après mille six cents ans de croisière circumpolaire.

Les prochaines campagnes du navire océanographique français *Morion-Dufresne* devraient permettre, au cours des cinq années à venir, de retracer les deux derniers cycles glaciaires (300 000 ans), avec une résolution temporelle de quelques siècles (un millénaire est concentré sur 5 à 20 cm de carotte).

EFFET DE SERRE
Ces prospections, qui ont déjà pu établir des liens entre océan profond et cycle des moussons, permettront peut-être de mieux comprendre les phénomènes climatiques actuels. Ceux-ci apparaissent de plus en plus clairement liés à l'activité bactérienne intense, qui agit les abysses aussi bien que les eaux de surface. « Sans les bactéries, la reminéralisation de la matière organique, dont 10 % atteint le fond, serait impossible », explique Armand Bianchi, du laboratoire de microbiologie marine du CNRS à Luminy, près de Marseille. Sans ces organismes, qu'on étudie au microscope, mais dont on voit les effets par satellite, la vie ne tarderait pas à disparaître, asphyxiée par cet excédent. Certaines bactéries transforment le carbone organique dissous en biomasse, sous forme de protéines, d'autres constituent l'origine de chaînes alimentaires, en se « nourrissant », en l'absence de lumière et d'oxygène, de dérivés soufrés ou de nitrates.

Il ne fait pas de doute qu'elles jouent un rôle fondamental dans le cycle du carbone, mais aussi du méthane, gaz à « effet de serre ». Mais il est bien difficile de mesurer précisément leur activité. D'autant qu'il n'existe pas de mo-

dèle d'accès commode. La grotte « des Trois Pèpés », au large de La Ciotat, dont la température constante (13 °C) et l'obscurité reproduisent assez fidèlement l'environnement des grands fonds méditerranéens en est un.

Une éponge carnivore y a même été découverte (*Le Monde* du 2 février). Mais, dans l'océan « grandeur nature », l'activité bactérienne peut varier du jour au lendemain d'un facteur dix pour un échantillon comparable, prévient Armand Bianchi. Avec sa femme Micheline, qui pilote le

Une pharmacopée marine émerge

On estime à près de deux millions le nombre d'espèces animales, végétales et microbiennes peuplant les océans. Cette diversité, inexploitée, constitue un énorme potentiel pharmaceutique et industriel. Une étude récente du National Cancer Institute américain montre que près de 2 % des molécules issues d'animaux marins présentent une activité antitumorale, contre à peine 0,5 % pour celles issues de plantes ou d'animaux terrestres. Les 6 000 molécules marines tirées depuis une trentaine d'années des éponges, huîtres, bryozoaires, mollusques et gorgones ont donné naissance à plusieurs familles d'antitumoraux, antibiotiques, on immunorégulateurs d'une grande efficacité, comme l'explique la revue *Biofuture* dans son numéro d'octobre. La raison d'une telle « productivité » ? « Certains invertébrés marins sont sessiles, c'est-à-dire fixes, rappelle Micheline Guyot, du laboratoire de chimie marine du Muséum d'histoire naturelle. Ils ont donc dû synthétiser des défenses chimiques. »

programme européen MAST I d'étude du métabolisme des bactéries comprises dans des particules organiques, il n'hésite pas à mettre en garde les climatologues contre l'intégration prématurée de ces phénomènes encore mal connus dans leurs modèles mathématiques. Leur compréhension, insistent-ils, nécessitera encore de nombreuses campagnes en haute mer.

Hervé Morin

La controverse sur l'immersion de la « Brent-Spar »

IL Y A QUELQUES MOIS, la compagnie Shell avait prévu de couler dans l'Atlantique une ancienne plate-forme pétrolière, *Brent-Spar*. Avant qu'elle ait pu mettre son projet à exécution, Greenpeace avait réussi à l'occuper et à mobiliser des dizaines de milliers de personnes contre un acte qualifié d'irresponsable. Face à une telle pression, la compagnie pétrolière a renoncé à couler *Brent-Spar*, dont l'avenir demeure incertain. Mais les porte-parole de la compagnie anglo-néerlandaise continuent de soutenir que son immersion reste la meilleure option. Bien meilleure que son démantèlement à terre.

De fait, un article de deux biologistes marins de l'université de Londres, Euan Nisbet et Mary Fowler, publié dans *Nature* du 29 juin, suggère qu'elle pourrait être préférable pour toutes les parties, y compris pour les habitants des abysses. Le problème ne concerne pas la plate-forme elle-même, mais son faible contenu.

La Shell affirmait que *Brent-Spar* ne contenait que 53 tonnes de brut, tandis que Greenpeace soutenait qu'il y en avait 5 000, ainsi qu'une quantité appréciable de déchets toxiques et radioactifs, incluant des métaux lourds.

Ce que Greenpeace a négligé, c'est que ces matières, toxiques pour la vie terrestre ou côtière, sont pain bénit pour les bactéries du fond des mers, particulièrement pour celles qui prolifèrent à proximité des cheminées hydrothermales.

« MEA CULPA »

Dans ces conditions extrêmes, la vie a su s'adapter aux hautes concentrations d'hydrocarbures, de composés organiques complexes et de métaux lourds tels que le cadmium. Certaines bactéries les utilisent pour initier les réactions qui leur permettent de dégrader leur « nourriture », y compris des hydrocarbures. Pour ce qui est de la radioactivité, Nisbet et Fowler décrivent une

zone de 72 hectares, située dans le nord-est du Pacifique, dans laquelle le premier mètre de sédiments contient naturellement 1,5 tonne d'uranium, mais aussi 4 000 tonnes de magnésium, et une bonne dose de baryum, de lithium, de plomb, de strontium, de vanadium, et de métaux divers.

L'adjonction d'une plate-forme à un tel cocktail serait sans doute négligeable, alors que le moindre stockage de matière toxique sur la terre ferme pose de sérieux problèmes. Mais le plus piquant de l'affaire, c'est que *Brent-Spar* pourrait bien ne représenter aucun danger. Un audit indépendant, conduit par la compagnie norvégienne Det Norske Veritas, a estimé qu'elle ne contenait que 75 à 100 tonnes de pétrole exempt de déchets toxiques, et quelques traces de matières radioactives. Greenpeace venait, dans un mea culpa tardif (*Le Monde* du 7 septembre), de reconnaître une défaillance dans ses propres mesures.

H. Ge.

Le plancher des mers dévoile une étonnante diversité biologique

Une nouvelle génération de submersibles permet de découvrir des éponges carnivores, d'étranges requins ainsi que des animaux inimaginables

LONGTEMPS, les abysses ne furent qu'un vaste terrain de jeu pour l'esprit des visionnaires et des écrivains. Bile après la naissance du mythe de l'Atlantide, Jules Verne en a fait le théâtre de *Vingt mille lieues sous les mers*, et Herbert George Wells y a placé une civilisation inconnue, inspirant à leur tour les cinéastes. Bien sûr, ils ne contenaient aucun *Alien* - pour ce que nous en connaissons -, mais la science commence à se rapprocher de la fiction, et les réponses qu'elle fournit sont étonnantes.

Le problème avec les abysses, c'est d'abord d'y accéder. Profonds de 3 000 mètres en moyenne, ils sont totalement sombres. Il y règne des pressions écrasantes de plusieurs centaines d'atmosphères, et la température n'y dépasse habituellement pas 3 °C. La collecte des spécimens qui s'y épanouissent se borne habituellement à racle le sol depuis la surface. Mais il est bien difficile de dire si cette activité présente une grande utilité.

La méthode est en effet un peu comparable à celle qui consisterait à apprécier l'effervescence qui règne parfois sur les Champs-Ély-

sées, en y promenant un filet depuis une montgolfière. Les déchets qui seraient collectés - quelques boîtes de conserve, le coïlier et la laisse d'un petit chien, peut-être... - seraient de pauvres indices de l'activité habituelle des passants et des touristes, qui n'auraient pas manqué de s'écarter au passage du filet. Jusqu'à une période récente, c'était pourtant le seul moyen d'étudier la vie des profondeurs. Bien pire, en raison de la difficulté de pression, les quelques créatures collectées avaient tendance à exploser en remontant à la surface, ce qui rendait leur identification et leur classement extrêmement difficiles.

Tout cela est en train de changer. Une nouvelle génération de submersibles, souvent télécommandés, est en train de dévoiler les profondeurs. Les découvertes qu'ils ont faites sont étonnantes. Un exemple : celui de ces bactéries d'un type nouveau qui vivent à proximité de sources hydrothermales d'origine volcanique dont les eaux, crachées par des « fumeurs », sont fortement chargées en soufre et en métaux lourds. Ce

milieu est particulièrement favorable au développement de crabes et de mollusques géants ainsi qu'à l'épanouissement de vers vivant dans des sortes de tubes d'une taille jamais observée ailleurs.

UNE ÉTRANGE FAUNE

Ces oasis de vie sont toutefois éphémères. Elles disparaissent avec l'arrêt de l'activité volcanique et fumerolienne qui leur permettaient d'exister, loin des rayons du soleil, en tirant leur énergie de la dégradation des composés soufrés présents dans ces eaux. La vie sur Terre n'aurait-elle pas commencé dans de telles conditions ? Certains se le demandent. D'autres, en revanche, comme l'écrivain et scientifique Arthur C. Clarke, s'interrogent sur le fait de savoir si la vie pouvait exister sous des formes analogues dans le système solaire, en particulier sous la croûte gelée d'Europe, un des satellites de Jupiter.

Récemment encore, on pensait que, en dehors de ces sources hydrothermales folles, les plaines sans fin des fonds de l'Océan étaient de purs déserts.

Mais des clichés surprenants pris par les submersibles ont révélé la présence de bordes de concombres de mer, perchés sur de frêles « échasses », qui errent dans ces zones désolées tels les troupeaux de daims ou de bisons des grandes plaines terrestres. Plus loin, on rencontre des éponges carnivores, d'étranges et monstrueux requins ainsi que des animaux inimaginables.

Pour comprendre la vraie nature de ces plaines abyssales, il faut multiplier les échantillons. Chacune à partir de la surface est encore le meilleur moyen pour travailler à grande échelle, pour peu qu'on le fasse avec méthode et persévérance. De premiers résultats, relatés par *Nature*, ont été obtenus voilà deux ans par une équipe de l'université du Massachusetts à Boston, dirigée par le Dr Michael Rex.

Dans l'Océan Atlantique et la mer de Norvège, ces chercheurs ont en effet récolté 214 508 spécimens au cours de 97 chalutages effectués à des profondeurs comprises entre 500 et 4 000 mètres, dans une zone située

entre le 37° degré de latitude sud et le 77° degré de latitude nord. L'analyse présentée par Michael Rex et ses collègues montre que la richesse des espèces présentes dans les grands fonds varie avec la latitude : elle est plus grande aux tropiques que près des pôles. Ce fait a été constaté depuis longtemps sur la terre ferme. C'est ainsi que l'on a dénombré 222 espèces différentes de fourmis au Brésil contre 3 en Alaska.

On ne sait pourquoi ce « gradient de diversité » existe, bien que les hypothèses ne manquent pas. Mais personne n'aurait soupçonné qu'un phénomène similaire puisse exister aussi dans les grands fonds. Plus surprenant encore : la diversité des espèces y rivalise avec celle constatée dans les forêts tropicales humides, bien que ces dernières présentent une des plus grandes variétés d'habitats visibles.

Un lien direct pourrait exister entre la biodiversité à la surface et celle des grands fonds. L'interaction Océan-atmosphère jouant un rôle important sur le climat, qui, lui-même, conditionne la biodiversité sur la terre ferme, on peut

donc considérer que les gradients de diversité biologique des terres émergées et des abysses situés aux mêmes latitudes sont liés.

Si l'on met de côté les systèmes hydrothermaux, on constate que l'écologie des couches supérieures des océans est fondée sur l'activité de photosynthèse des algues microscopiques qui fabriquent de la matière organique à partir de l'eau et du dioxyde de carbone sous l'influence de la lumière solaire. Cela provoque des déchets, des détritus organiques qui migrent vers les abysses où, en retour, ils nourrissent l'activité organique, accroissant la biodiversité. C'est ce que Michael Rex et ses collègues appellent la « productivité océanique ». En vertu de cette hypothèse, la biodiversité plus faible dans les régions polaires et tempérées pourrait s'expliquer par une variation saisonnière plus importante du flux descendant des nutriments.

Henry Gee

* Page réalisée par les rédactions du *Monde* et de la revue internationale *Nature*.

صلى الله عليه وسلم

L'AS Cannes brade ses meilleurs footballeurs fait valser ses entraîneurs et déçoit ses spectateurs

Le club azuréen cherche à oublier sa dérive vers les dernières places du championnat

La rencontre au sommet de la 15^e journée du championnat de France devait opposer, jeudi 26 octobre, le leader, Metz, au Paris SG. Lanterne rouge,

l'AS Cannes rencontrera Monaco à Nîmes, vendredi 27 octobre, son terrain ayant été suspendu après les incidents survenus au cours du derby avec Nice.

Le club de la Croisette, qui s'est séparé de ses meilleurs joueurs pour renflouer ses caisses, a changé deux fois d'entraîneur en un mois.

CANNES

Le nouveau technicien de l'AS Cannes a la moustache sou-

riante et des béquilles violettes. Opéré au début du mois des cartilages d'un genou, Guy Lacombe dirige l'entraînement depuis sa chaise, plantée incongrûment au milieu du terrain.

Il boite, son équipe aussi. Car jamais Cannes n'avait connu un début de saison aussi calamiteux. Comme si les mauvais génies du football s'étaient donné rendez-vous sur la Croisette. Après quatre journées de championnat, le club azuréen occupe la position encombrante de lanterne rouge. La défense prend l'eau, les défaites s'accumulent (dix dont quatre à domicile), parfois cruelles quand elles surviennent dans la dernière minute d'une rencontre, comme à Rennes ou à Martigues.

Syndrôme d'une équipe à la dérive qui doit se battre pour sublimer ses doutes, et gommer ses lacunes, les avertissements pleuvent sur les joueurs cannois. Ceux-ci accaparent la dernière place au challenge du fair-play : huit expulsés et quarante-cinq cartons jaunes depuis le début du championnat. Contre Nantes, le 14 octobre, seuls huit joueurs ont terminé la rencontre.

« Les cartons vont de pair avec les défaites », explique le gardien de but François Lemasson, un des sept joueurs suspendus contre Monaco. Quand ça ira mieux pour nous, il y aura moins de fautes, c'est automatique. » Pour faire bonne mesure, le public cannois s'est mis au diapason de son équipe. Après des débordements lors du derby contre Nice, le stade Pierre-de-

Coubertin a été suspendu, lui aussi. Vendredi, c'est à Nîmes que l'AS Cannes « recevra » Monaco.

Lorsque les résultats ne sont pas à la hauteur de ses espérances, le monde du football a l'habitude de jouer une petite musique bien à lui. Il choisit la valse, sans doute parce que c'est la danse qui convient le mieux aux entraîneurs. Et à Cannes, ville de spectacles, on n'ignore pas que la valse a trois temps. En moins de trois semaines, le club aura connu trois entraîneurs successifs. Le 1^{er} octobre, au lendemain de la défaite à domicile contre Nice, Safet Susic est remercié, après quinze mois de travail. On lui reproche les mauvais résultats et son manque de charisme pour animer le groupe. William Ayache, joueur dont le Bosnien avait décidé de se passer depuis de longs mois, est appelé pour le remplacer. L'expérience fait long feu. L'ancien défenseur international démissionne car on refuse ses exigences : l'engagement d'un libero et une prolongation d'une année de son contrat en cas de maintien en première division. Guy Lacombe, responsable du centre de formation depuis six ans, est finalement nommé le 18 octobre.

Ces dernières péripéties ont fini de ternir l'image d'un club déjà

victime de ses soubresauts sportifs et financiers ces dernières années. Surprenante quatrième du championnat de France en 1991, l'équipe avait ensuite dégringolé dans les profondeurs du classement, puis échoué piteusement en deuxième division. C'était l'époque de l'opulence : le « petit club » de Cannes avait grossi bien vite et s'était bercé, lui aussi, des rêves de nantis. Avec un budget de 130 millions de francs – le cinquième de France – et des joueurs vedettes comme le Croate Asanovic, le Camerounais Omam-Biyik, le Suédois Ekström ou Luis Fernandez, Cannes jouait les parvenus. Le nouveau maître (PR), Michel Mouillot, signait des rallonges, trouvait de nouveaux sponsors. Le club vivait au-dessus de ses moyens. Il fallait réviser les ambitions. Cette saison, le budget est de 50 millions.

BIZARRERIES ADMINISTRATIVES

A Cannes, il n'y a pas de grandes industries sur lesquelles s'appuyer. Pour survivre, le club s'est tourné vers la mairie et s'est transformé en société d'économie mixte sportive dont Michel Mouillot est le président, à la fois, du conseil de surveillance. Il veille sur les finances, pour éviter « les dérapages et les folies » du passé.

Panathinaïkos chute à Aalborg

Le club danois d'Aalborg a battu, mercredi 25 octobre sur son terrain, les Grecs du Panathinaïkos (2-1) dans un match en retard du groupe A de la Ligue des champions. C'est le premier succès des joueurs semi-professionnels de Sepp Piontek dans cette compétition. Ils l'ont obtenu sur le fil, à quinze secondes de la fin de la rencontre, sur un but du milieu de terrain Madsen.

La victoire surprenante d'Aalborg, invitée de dernière minute de la compétition après l'exclusion du Dinamo Kiev pour tentative de corruption, relance du même coup le jeu des qualifications dans le groupe. Panathinaïkos (six points) conserve la première place, devant Porto et le FC Nantes (quatre points), suivis de l'équipe danoise (trois points). Le 1^{er} novembre, les Nantais joueront à Aalborg.

Didier Auriol a été disqualifié au Rallye de Catalogne

LE PILOTE français Didier Auriol a été disqualifié, mercredi 25 octobre, par les commissaires, après l'arrivée du Rallye de Catalogne. Le moteur de sa Toyota a été jugé non conforme, en raison de la taille des brides d'admission du turbo. Le champion du monde perd ainsi les dix points que lui valaient sa quatrième place dans l'épreuve. Avec cinquante et un points, Didier Auriol ne pourrait conserver son titre qu'en cas de victoire au Rallye de Grande-Bretagne, le dernier de la saison, et à condition que l'Espagnol Carlos Sainz et l'Écossais Colin McRae soient absents du classement.

Ces deux pilotes ont pris les premières places du Rallye de Catalogne. En tête à l'issue des dernières épreuves spéciales, Colin McRae a dû laisser la victoire à Carlos Sainz en se présentant en retard au dernier contrôle. L'équipe Subaru, à laquelle appartiennent les deux pilotes, et qui prend la tête du championnat du monde des constructeurs, a ainsi sanctionné l'Écossais pour ne pas avoir respecté les consignes de course. (AFP.)

■ TENNIS : Steffi Graf verse 20 millions de marks au fisc allemand pour rembourser les sommes que son père et elle sont soupçonnés d'avoir détournées (Le Monde du 11 octobre). L'avocat de la championne allemande a précisé que ces sommes, équivalent à 70 millions de francs, avaient été collectées sur les comptes de Steffi Graf à l'étranger. Le père de la joueuse de tennis, Peter Graf, cinquante-sept ans, est en détention préventive à Mannheim depuis le mois d'août. C'est lui qui gère la fortune de la numéro mondiale. (Reuters.)

■ HOCKEY SUR GLACE : la France s'est inclinée contre le Canada (3-6) à l'occasion du deuxième match amical entre les deux équipes, mercredi 25 octobre à Boulogne-Billancourt. Les Français s'étaient imposés, lundi 23 octobre à Bordeaux (3-2).

■ FOOTBALL : Auxerre-Lens et Guingamp-PSG seront les affiches des 16^e de finale de la Coupe de la Ligue, qui seront joués le 13 décembre sur un seul match. Le tirage au sort, mercredi 25 octobre, a décidé de quatre autres rencontres entre clubs de division 1 : Bordeaux-Saint-Etienne, Montpellier-Nantes, Nice-Monaco et Martigues-Cannes. Les autres rencontres seront Metz (D1)-Dunkerque (D2), Gueugnon (D1)-Nancy (D2), Amiens (D2)-Strasbourg (D1), Angers (D2)-Lyon (D1), Lille (D1)-Caen (D2) et Rennes (D1)-Lorient (D2). Mulhouse (D2)-Nîort (D2), Red Star (D2)-Lorient (D2) et Marseille (D2)-Châteauroux (D2).

■ RUGBY : les All Blacks ont surclassé l'Italie (51-21), mercredi 25 octobre à Catane, pour le premier match de leur tournée en Europe. Privée de plusieurs titulaires, l'équipe italienne s'est contentée de colmater les brèches creusées par les incessantes attaques des Néozélandais. Six essais ont récompensé cette domination. (AFP.)

■ La chaîne de télévision ITV acquiert les droits de retransmission de la Coupe d'Europe des clubs de rugby. Encouragée par le succès de la Coupe du monde dont elle retransmettait les rencontres, la chaîne privée britannique aurait versé une somme estimée entre 15 et 20 millions de livres (environ 160 millions de francs) pour rendre compte pendant trois ans d'une compétition à laquelle ne participent pourtant pas les clubs anglais et écossais durant la première année. (AFP.)

■ BOXE : un hommage à Marcel Cerdan sera rendu par la ville de Perpignan, samedi 28 et dimanche 29 octobre. Inhumée jusque-là au Maroc, la dépouille mortelle du champion, tué dans un accident d'avion en 1949, repose depuis le printemps à Perpignan. Son épouse et ses trois fils ont souhaité que l'inhumation définitive du « Bombardier marocain » dans le cimetière sud de la cité catalane fasse l'objet de manifestations à la hauteur de ce sport d'exception. Jean-Paul Alduy, maire (CDS) de Perpignan, a obtenu, non sans débat avec l'opposition municipale, qu'une subvention de 110 000 francs soit consacrée à l'organisation de ces manifestations proposées par l'association Souvenir de Marcel Cerdan. (Corresp.)

Stéphane Joby

La Chine se découvre un Tour cycliste

LE MOT « TOUR », pour les organisateurs comme pour les coureurs, reste symbolique. Malgré son appellation, le « Tour » de Chine, qui part le jeudi 26 octobre, se contente



CYCLISME

de visiter l'est du pays en un mini-périple entre Hongkong et Pékin, via Shanghai. La plus longue étape ? 145 kilomètres autour de Guangzhou, le 28 octobre. La plus spectaculaire aura lieu le 4 novembre, 132 kilomètres de Huairou à la Grande Muraille, et sera suivie, le lendemain, d'un contre-la-montre de 25 kilomètres à Pékin.

Les organisateurs avaient vu beaucoup plus grand mais les choses en sont allées autrement : « Différences culturelles, linguistiques et... politiques », assurent-ils. Dans les imaginations et les premières négociations, les ambitions sont grandes. Pour parfaire la candidature de Pékin pour les jeux olympiques de l'an 2000, le pays avait multiplié les entreprises d'ouverture sportive. Depuis 1993, l'Association des joueurs professionnels de tennis a installé un tournoi dans la capitale chinoise, dont l'ambassadeur est l'Américain Michael Chang. Pour trouver de l'argent, les autorités chinoises n'ont pas hésité à contourner l'interdiction de financement d'événements par les cigarettiers. Au

sponsor, une marque américaine, ils ont accordé une dérogation de dix ans. Un autre cigarettier est actuellement en négociations pour financer un tournoi de golf. Le privilège a déjà été consenti à la Compagnie des tabacs britanniques et américains pour organiser le Tour de Chine.

L'idée ne manque pas de piquant dans un pays où la bicyclette est reine. Dans l'effort d'ouverture vers le reste du monde sportif, les Chinois entendent découvrir la petite reine à une échelle plus athlétique et envisagent, pourquoi pas, de venir un jour grossir les rangs

tances l'ont peu à peu rétréci », dit Steve Brunner. Pour le directeur de la communication de l'épreuve, le parcours ne peut que s'agrandir. Sa compagnie, il est vrai, a mis beaucoup d'argent dans l'aventure : 200 000 dollars de prix (1 million de francs, environ) seront distribués aux vainqueurs, faisant du Tour de Chine la cinquième épreuve cycliste la mieux rétribuée après le Tour de France, le Tour du Pont, le Tour d'Italie et le Tour d'Espagne.

Attrait du gain ou desirs d'exotisme, neuf équipes professionnelles de sept coureurs doivent prendre le départ. Parmi elles, la française Castorama, qui compte l'Italien et double champion du monde sur route Gianni Bugno, ou encore l'un des grands sprinters du moment, l'Ouzbek Djamilidine Abdoujaparov. A ces pros vont se mêler des amateurs, et surtout une équipe chinoise. Celle-ci n'entend pas se mesurer aux grands. Les coureurs nationaux espèrent simplement une meilleure reconnaissance de leur sport, dans un pays où la bicyclette est toujours considérée comme un moyen de transport. Avant même le départ de l'épreuve, les amateurs ont déjà gagné. En Chine, des petits clubs voient peu à peu le jour.

Bénédicte Mathieu

RÉSULTATS

AUTOMOBILISME	
RALLYE DE CATALOGNE	
Quatrième finale : 1. C. Sainz (Esp.)-Subaru ; 2. C. McRae (E.-S.)-Subaru ; 3. P. Sainz (E.-S.)-Subaru ; 4. F. Delecour (F.)-Ford ; 5. 2 min 40 s ; 6. A. Agnelli (Ita.)-Subaru ; 7. 2 min 54 s.	
Championnat du monde des pilotes : 1. C. Sainz (Esp.) ; 2. C. McRae (E.-S.) ; 3. P. Sainz (E.-S.) ; 4. F. Delecour (F.) ; 5. P. Sainz (E.-S.) ; 6. A. Agnelli (Ita.) ; 7. 2 min 54 s.	
BASKET-BALL	
COUPE KORAC	
3 ^e tour préliminaire	
Vincennes (F.) b. Maribor (Slo.) 105 à 86.	
Fenerbahce Istanbul (Tur.) b. JDA Lyon (Fra.) 72 à 69.	
FOOTBALL	
COUPE D'ITALIE	
8 ^e de finale	
Ferrarese (D1) b. Varese (D2)	2-0
Udinese (D1) b. Lazio Rome (D1)	0-3
Lecce (D3) b. Fiorentina (D1)	0-5
Carpi (D1) b. Campobasso (D3)	2-1
Frosinone (D1) b. AC Reggiana (D1)	0-2
Pesaro (D2) b. Vercellese (D1)	0-2
Ajaccio (D1) b. Juventus Turin (D1)	0-0
RUGBY	
TOURNEE DES ALL BLACKS	
Nouvelle-Zélande b. Italie A	51-21

ENSEMBLE CONTRE LESIDA

5^{ème} Appel d'Offres destiné aux chercheurs cliniciens et fondamentalistes

FONDATION POUR LA RECHERCHE MÉDICALE

Le Comité Scientifique SIDA a déjà lancé 4 appels d'offres en juin 1994, octobre 1994, janvier 1995, juillet 1995.

Plus de 230 projets ont été financés ainsi qu'environ 160 bourses.

Le Comité Scientifique propose un nouvel appel d'offres non thématique d'ici fin 1995.

5^{ème} appel d'offres clos le 29 décembre 1995

Subventions SIDACTION

Les projets peuvent concerner tous les domaines de la recherche fondamentale, y compris les sciences sociales, mais également les domaines de la recherche clinique et thérapeutique. L'aide à la recherche clinique, pour les services ou unités cliniques particulièrement impliqués dans la prise en charge des patients, sera également prise en compte. D'une façon générale, les projets déjà financés par l'Agence Nationale de Recherche sur le SIDA (subventions) ne seront aidés que dans un souci de complémentarité, en particulier au niveau des moyens en personnel.

Lors de cet appel d'offres, les demandes de contrats déposées à l'Agence Nationale de Recherche sur le SIDA, le 1^{er} juillet 1995, ne seront pas prises en considération.

Bourses SIDACTION

Les demandes peuvent concerner des chercheurs français ou étrangers, des médecins ou pharmaciens se consacrant à la recherche clinique, des statisticiens ou des informaticiens dont les projets intéressent le SIDA. Ces bourses seront d'une durée d'un an éventuellement renouvelables. Des bourses pourront également financer un stage de durée limitée (1 à 3 mois) de chercheurs français à l'étranger.

Un rapport scientifique sera demandé au terme de la bourse.

Ces bourses sont de niveau postdoctoral mais pourront être également attribuées à des étudiants dans leur dernière année de thèse et nécessitant une bourse de soutien.

Les dossiers peuvent être obtenus exclusivement par demande écrite (courrier ou fax) à l'adresse suivante :

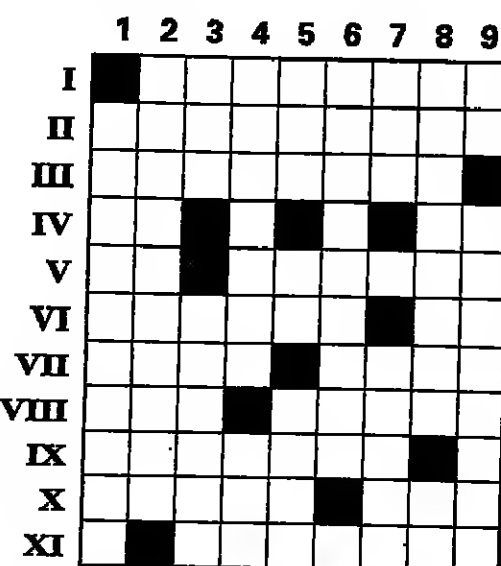


FONDATION POUR LA RECHERCHE MÉDICALE
Appel d'Offres SIDACTION
54, rue de Valenciennes - 75335 Paris - Cedex 07
Fax : 44 39 75 99

BOURSE
Les cours des entreprises privatisées
3615 LE MONDE

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6679



HORIZONTALEMENT

I. Pas droit, ni rond ni carré. - II. Peut servir de remise. - III. Qui peuvent nous faire la leçon. - IV. Pronom. Un peu d'espoir. - V. En exil. Qui s'impose. - VI. Pouvait faire l'objet d'une lettre. Un peu de salade. - VII. Civil quand on fait une déclaration. Un hameau aux Antilles. - VIII. Bâtiment ancien. Très prudent. - IX. Les grands nettoyeurs. - X. Un symbole de la mort. Celui des jésuites, c'est du houx. - XI. Tamisées.

VERTICALEMENT

I. Quand il y en a, c'est qu'on n'a pas bien emballé. - 2. Spécialiste du cinéma. - 3. Qui pourra avoir du mal à passer. Habitaient une partie de l'Afrique. - 4. On y signa des traités. Ville du Nigeria. - 5. Faut la belote avec sa dame. Terme musical. Qui ne sont pas nés d'hier. - 6. Qui peut caler. - 7. Circule à l'étranger. C'est généralement sa tête qui passe le plus facilement. - 8. Pas raisonnables. Interjection. - 9. Symbole. Il en fallait beaucoup pour avoir du talent.

SOLUTION DU N° 6678

HORIZONTALEMENT
I. Spirités. - II. Râleuses. - III. Oranger. - IV. Uriage. Cl. - V. Lés. Mat. - VI. Iseran. - VII. Martre. At. - VIII. Er. Rigole. - IX. Nabl. Imam. - X. Tsunami. - XI. Se. Guêre.

VERTICALEMENT

I. Roulements. - 2. Sarre. Arasé. - 3. Plaisir. Bu. - 4. Iéna. String. - 5. Ruggieri. Au. - 6. Isée. Régime. - 7. Ter. Ma. Omic. - 8. Es. Canala. - 9. Lit. Tempe.

Guy Broy

ABONNEMENTS 3615 LE MONDE CODE ABO

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à : Le Monde Service Abonnements

1, place Hubert-Beuve-Méry - 94852 Ivry-sur-Seine Cedex - Tél. : 16 (1) 49-60-32-90.

Je désire la durée suivante : France : 536 F, 1 038 F, 1 890 F; Suisse, Belgique, Luxembourg, Pays-Bas : 572 F, 1 123 F, 2 086 F; Autres pays de l'Union européenne : 790 F, 1 560 F, 2 960 F.

1 an : 1 890 F, 2 086 F, 2 960 F.

« LE MONDE » (ISSN : 0000-0000) is published daily (except on Sundays and public holidays) at 1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine, France, second class postage paid at Champlain, N.Y. 12919, and additional mailing offices.

POSTMASTER: Send address changes in US to: LE MONDE, 1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine, France.

For all other countries, send address changes to: LE MONDE, 1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine, France.

Virginia Beach VA 23451-2000 USA Tel. : (800) 424-3843

501 MQ 001

Code postal : Ville :

Pays : 501 MQ 001

Ci-joint mon règlement de : FF par chèque bancaire ou postal ; par Carte bancaire :

Signature et date obligatoires

Changement d'adresse :

● par écrit 10 jours avant votre départ.

● par téléphone 4 jours. (Merci d'indiquer votre numéro d'abonnement.)

Renseignements : Portage à domicile ● Suspension vacances.

● Tarif autres pays étrangers ● Paiement par prélèvements automatiques mensuels.

33 (1) 49-60-32-90 de 8 h 30 à 17 heures du lundi au vendredi.

● Par Minitel 3615 code LE MONDE, accès ABO.

LES SERVICES DU Monde

Le Monde 40-65-25-25

Télématique 3615 code LE MONDE

3617 LMDOC

Documentation 3617 code LMDOC

14 heures : l'hôtel des Abbés de Chiny et les collections médiévales.

15 h 30 (Musées nationaux).

15 h 30 (Musées nationaux).

15 h 30 (Musées nationaux).

15 h 30 (Musées nationaux).

15 h 30 (Musées nationaux).

15 h 30 (Musées nationaux).

15 h 30 (Musées nationaux).

15 h 30 (Musées nationaux).

15 h 30 (Musées nationaux).

15 h 30 (Musées nationaux).

15 h 30 (Musées nationaux).

15 h 30 (Musées nationaux).

15 h 30 (Musées nationaux).

15 h 30 (Musées nationaux).

15 h 30 (Musées nationaux).

15 h 30 (Musées nationaux).

15 h 30 (Musées nationaux).

15 h 30 (Musées nationaux).

15 h 30 (Musées nationaux).

15 h 30 (Musées nationaux).

15 h 30 (Musées nationaux).

15 h 30 (Musées nationaux).

15 h 30 (Musées nationaux).

15 h 30 (Musées nationaux).

15 h 30 (Musées nationaux).

15 h 30 (Musées nationaux).

15 h 30 (Musées nationaux).

15 h 30 (Musées nationaux).

15 h 30 (Musées nationaux).

15 h 30 (Musées nationaux).

15 h 30 (Musées nationaux).

15 h 30 (Musées nationaux).

15 h 30 (Musées nationaux).

15 h 30 (Musées nationaux).

15 h 30 (Musées nationaux).

15 h 30 (Musées nationaux).

15 h 30 (Musées nationaux).

15 h 30 (Musées nationaux).

15 h 30 (Musées nationaux).

15 h 30 (Musées nationaux).

15 h 30 (Musées nationaux).

15 h 30 (Musées nationaux).

15 h 30 (Musées nationaux).

15 h 30 (Musées nationaux).

15 h 30 (Musées nationaux).

15 h 30 (Musées nationaux).

15 h 30 (Musées nationaux).

15 h 30 (Musées nationaux).

15 h 30 (Musées nationaux).

15 h 30 (Musées nationaux).

15 h 30 (Musées nationaux).

15 h 30 (Musées nationaux).

15 h 30 (Musées nationaux).

15 h 30 (Musées nationaux).

15 h 30 (Musées nationaux).

15 h 30 (Musées nationaux).

15 h 30 (Musées nationaux).

15 h 30 (Musées nationaux).

15 h 30 (Musées nationaux).

15 h 30 (Musées nationaux).

15 h 30 (Musées nationaux).

15 h 30 (Musées nationaux).

15 h 30 (Musées nationaux).

15 h 30 (Musées nationaux).

15 h 30 (Musées nationaux).

15 h 30 (Musées nationaux).

15 h 30 (Musées nationaux).

15 h 30 (Musées nationaux).

15 h 30 (Musées nationaux).

15 h 30 (Musées nationaux).

15 h 30 (Musées nationaux).

15 h 30 (Musées nationaux).

15 h 30 (Musées nationaux).

15 h 30 (Musées nationaux).

15 h 30 (Musées nationaux).

15 h 30 (Musées nationaux).

15 h 30 (Musées nationaux).

15 h 30 (Musées nationaux).

15 h 30 (Musées nationaux).

15 h 30 (Musées nationaux).

15 h 30 (Musées nationaux).

15 h 30 (Musées nationaux).

15 h 30 (Musées nationaux).

15 h 30 (Musées nationaux).

15 h 30 (Musées nationaux).

15 h 30 (Musées nationaux).

15 h 30 (Musées nationaux).

15 h 30 (Musées nationaux).

15 h 30 (Musées nationaux).

15 h 30 (Musées nationaux).

15 h 30 (Musées nationaux).

PARIS EN VISITE

Samedi 28 octobre

■ L'ÎLE DE LA CITÉ (50 F), 10 h 30, 2, rue d'Arcole (Paris intra-muros).

■ LE CHÂTEAU DE VINCENNES (37 F + prix d'entrée), 11 heures, sortie du métro Château-de-Vincennes, côté château (Monuments historiques).

■ MARAIS : le quartier de la place des Vosges (50 F), 11 heures, sortie du métro Saint-Paul (Claude Marti).

■ MONTMARTRE : évocation des artistes des Années folles (40 F), 11 heures et 15 heures, sortie du métro Raspail (Emilie de Langlade).

■ MUSÉE DU LOUVRE : la sculpture des pays du Nord (33 F + prix d'entrée), 11 h 30 : la peinture française du XVIII^e siècle (33 F + prix d'entrée), 14 h 30 (Musées nationaux).

■ PALLAS : la sculpture des pays du Nord (33 F + prix d'entrée), 15 h 20, sortie du métro Palais-Royal, côté place Colette (Claude Marti).

■ MUSÉE D'ORSAY : exposition « Chefs-d'œuvre de la Ny Carlsberg Glyptotek de Copenhague », 11 h 45 (50 F + prix d'entrée), 1, rue de Bellechasse, devant l'Élysée (Odysse).

■ 14 h 30 (34 F + prix d'entrée) (Musées nationaux).

■ MUSÉE DU MOYEN ÂGE (34 F + prix d'entrée) : les Thèmes antiques et leurs galeries souterraines, 14 heures : l'hôtel des Abbés de Chiny et les collections médiévales, 15 h 30 (Musées nationaux).

■ LE CIMETIÈRE DU PÈRE LACHAISE (35 F), 14 h 30, devant l'entrée côté boulevard de Ménilmontant (Ville de Paris).

■ DES HALLES au Palais-Royal, sur les traces de Molière (55 F), 14 h 30, parvis de l'église Saint-Eustache, côté rue du Jour (Frédérique Jannet).

■ LE MARAIS (50 F), 14 h 30, sortie du métro Saint-Paul (Institut culturel de Paris).

■ LE MUSÉE MAILLIOL (55 F), 14 h 30, 61, rue de Grenelle (Europ expo).

■ LA PAGODE DU BOIS DE VINCENNES (50 F + prix d'entrée), 14 h 30, porte Dorée, devant le café Les Cascades (Christine Merle).

■ LE VIEUX VILLAGE DE BELLEVILLE (55 F), 14 h 30, sortie du métro Jolainville (Europ expo).

LE CARNET DU VOYAGEUR

FRANCE. Regional Airlines a été élue compagnie de l'année par l'Association des compagnies européennes régionales, qui regroupe cinquante-trois compagnies dans vingt-quatre pays. Basée à Nantes, Regional Airlines exploite plus de cent vingt vols quotidiens sur soixante-cinq lignes régulières. La compagnie vient de conclure un accord de partenariat avec Portugalia pour une desserte conjointe de la liaison Madrid-Porto. - (AFP)

■ MEDITERRANÉE. La Société nationale Corse-Méditerranée (SNCM) mettra en service, en avril 1996, un navire transbordeur entre Marseille et la Corse. Long de 172 mètres le *Napoléon-Bonaparte* pourra transporter 2 462 passagers et 708 voitures. Il sera équipé de quatre restaurants, d'un centre de conférences, d'une salle de spectacles, de trois solariums, d'une piscine et d'un chenil de cinquante-cinq niches. La SNCM envisage de proposer, dès 1997, des croisières de un à sept jours en Méditerranée à bord de ce bateau actuellement en construction aux Chantiers de l'Atlantique à Saint-Nazaire. - (AFP)

IL Y A 50 ANS DANS Le Monde

La naissance de l'ONU

L'ORGANISATION des Nations unies, comme nous l'annoncions hier, vient d'entrer en vigueur, conformément à la déclaration de San Francisco. Celle-ci prévoyait en effet que la nouvelle Société des Nations naîtrait dès que vingt-neuf nations auraient ratifié officiellement la charte. Ce chiffre a été atteint le 24 octobre à la suite de l'adhésion de l'URSS, de la Russie Blanche et de l'Ukraine.

« La charte fait désormais partie de la loi internationale », a déclaré M. Byrnes, secrétaire d'État américain. Et M. Stettinius, représentant américain auprès de la nouvelle organisation, a affirmé que le peuple américain était prêt « à donner son appui entier aux Nations unies pour mener la réalisation de notre idéal commun refilé dans la construction d'un monde meilleur ».

L'opinion, en France comme ailleurs, accueillera cette nouvelle avec un certain scepticisme. L'échec de la Société des Nations l'a profondément désabusé. Les débats de San Francisco ont révélé des désaccords sérieux entre les grandes puissances. La charte a été rédigée de manière à leur confier le rôle d'arbitres. Elles ne peuvent jouer ce rôle qu'à condition de s'entendre. Or les discussions de Londres et d'ailleurs ont déjà montré que cette entente était difficile.

Faudrait-il en conclure que l'Organisation des Nations unies ne débute pas sous de meilleurs auspices que celle qui l'a précédée ? Les Américains font preuve d'optimisme : serait-ce simplement parce qu'ils sont optimistes par nature, comme les peuples forts, et qu'ils sont les initiateurs des Nations unies, alors qu'ils étaient absents de Genève ? Au surplus, le siège de l'organisation sera chez eux.

(27 octobre 1945.)

MÉTÉOROLOGIE

A la suite de mouvements sociaux à Météo-France, nous sommes dans l'impossibilité de publier les prévisions météorologiques habituelles. Nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous en excuser.

Nuages au Nord-Ouest

LE CHAMP de hautes pressions sur l'Europe connaît une faiblesse temporaire sur la France, laissant passer une perturbation peu active sur le Nord-Ouest. Les vents de sud-ouest maintiennent les températures à un niveau élevé pour la saison.

Vendredi, les régions situées de la Bretagne et des Pays de la Loire à l'île-de-France et à la frontière belge subissent de nombreux passages nuageux accompagnés d'ondées locales. Du Bassin aquitain aux régions de l'Est et au littoral méditerranéen, de belles éclaircies se dessineront en cours de journée, après la dissipation des bancs de brouillard présents dans les vallées de l'Est le matin, ainsi que des entrées maritimes apportées par le vent marin sur le Langue-doc.

Les températures minimales s'échelonneront entre 8 et 16 degrés du nord au sud. Les maximales varieront entre 16 et 22 degrés. (Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)

JEUX

LOTTO

MINISTRIO DE OCUPACION Y TRABAJO
PERIODO DE JUEGOS N° 42

1º premio

2 6 12 18 24 33 - 30

4 15 25 31 32 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70

5 16 26 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70

6 17 27 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70

7 18 28 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70

8 19 29 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70

9 20 30 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70

10 21 31 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70

11 22 32 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70

12 23 33 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70

13 24 34 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70

14 25 35 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70

15 26 36 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70

16 27 37 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70

17 28 38 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70

18 29 39 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70

19 30 40 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70

20 31 41 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70

21 32 42 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70

22 33 43 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70

23 34 44 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70

24 35 45 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70

25 36 46 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70

26 37 47 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70

27 38 48 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70

28 39 49 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70

29 40 50 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70

30 41 51 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70

31 42 52 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70

32 43 53 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70

33 44 54 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70

34 45 55 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70

35 46 56 62 63 64 65 66 67 68 69 70

36 47 57 63 64 65 66 67 68 69 70

37 48 58 64 65 66 67 68 69 70

38 49 59 65 66 67 68 69 70

39 50 60 66 67 68 69 70

40 51 61 67 68 69 70

41 52 62 68 69 70

42 53 63 69 70

43 54 64 70

44 55 65

45 56

46 57

47 58

48 59

49 60

50 61

51 62

52 63

53 64

54 65

55 66

56 67

57 68

58 69

59 70

60

61

62

63

64

65

66

67

68

69

70

CULTURE

LE MONDE / VENDREDI 27 OCTOBRE 1995

INVENTAIRE Void une exposition qui fera parler. Plusieurs centaines d'œuvres, peintures, sculptures, dessins, photographies, vidéos sur un thème, un seul: le

sexe. Celui de l'homme et celui de la femme qui ont envahi le Centre Georges-Pompidou, sous toutes leurs formes et dans tous leurs états. **LE SOUS-TITRE** « le sexe de l'art ».

dit sans dire de quoi il s'agit. Il n'est pas tant question des rapports du sexe et de l'art que de la représentation figurative et de la mise en scène des sexes d'hommes et de

femmes, présentés ici de la manière la plus exhaustive possible. **EST RASSEMBLÉE** la plus complète et la plus diverse collection d'œuvres contemporaines sur ce thème: Du-

champ, Brancusi, Man Ray, Louise Bourgeois, Andy Warhol, Picasso, Bruce Nauman: les plus grandes figures de l'art du XX^e siècle sont présentes, sans fard ni hypocrisie.

Comment le sexe entra dans l'art, et ce qu'il en advint

Le Centre Georges-Pompidou présente « Féminin-Masculin ». L'exposition procède au recensement des œuvres plastiques du XX^e siècle qui figurent les sexes et leurs emplois. Ce désir encyclopédique laisse pourtant de côté la sublimation

FÉMININ-MASCULIN. Centre Georges-Pompidou, Grande Galerie (5^e étage) et Forum, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. M^e Rambuteau. Tél.: 44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures; samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 12 février 1996.

C'est d'abord une question d'article défini, de singulier et de pluriel. « Le sexe de l'art » dit le sous-titre de l'exposition, juste en dessous de « Féminin-Masculin », pas « le » article défini, à la naturellement le mérite de la généralité. Le sexe, c'est tout le sexe, donc deux - au moins. De même pour « l'art », tous les arts, peinture, sculpture, dessin, photo, gravure, cinéma. Deuxième observation de langue: annoncer « le sexe de l'art », ce n'est pas étudier l'art - ni les arts - du sexe, autrement dit l'art de représenter les organes sexuels féminins et masculins et les différentes manières de s'en servir dans la civilisation occidentale. Pour autant, il n'y a guère que cela à voir dans les salles, des coïts, des phallus, des vagins. Autre remarque encore: deux mots dangereux, parce que malaisés à définir, sont ici prudemment écartés, érotisme et pornographie. Pour autant, l'exposition n'en est pas moins tantôt érotique, tantôt pornographique. Elle oscille entre plusieurs sortes de lyrisme et plusieurs types de réalisme.

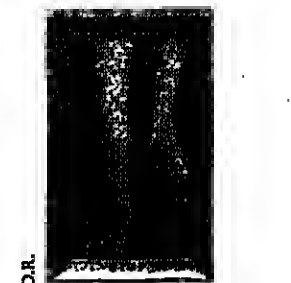
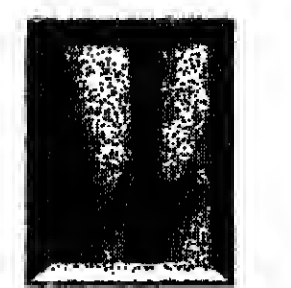
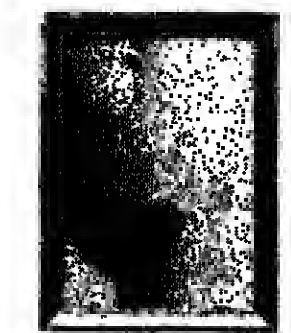
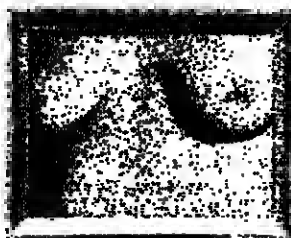
Les artistes étudient le motif avec l'attention dont il est digne

Pourquoi ces questions de vocabulaire? Parce que le choix des mots, que l'on ne peut croire hasardé, signale assez bien les caractères majeurs de « Féminin-Masculin ». L'exposition se veut générale et aspire à l'exhaustivité. Par ailleurs, elle repose sur des principes qui n'ont pas la limpidité que le titre, joliment lapidaire, donne à espérer.

Désir encyclopédique donc. Les commissaires, Marie-Laure Bernadac et Bernard Marcadé, ont travaillé en historiens et rassemblé la plus complète et la plus diverse série d'œuvres du XX^e siècle figurant les deux sexes et leurs usages. S'approprinant dans des collections publiques et privées, ils ont réuni un inventaire d'une remarquable richesse et, mérite non moins grand, l'ont disposé avec élégance. Un vaste plateau de bois porte juxtaposées des sculptures de Picasso, Lachaise, Brancusi et Louise Bourgeois, les unes phalliques, les autres féminines, bronzes, bois, marbres mêlés, et ces pièces s'entendent fort bien. Elles lient connaissance, elles flirtent, elles font mine de danser.

Les cabinets de dessins et gravures ne sont pas moins réussis. La distribution est, il est vrai, luxueuse. Ainsi du thème du baiser: il y a là Brancusi - évidemment - Picasso, une suite prodigieuse de dessins de Picasso qui n'avaient guère été montrés jusqu'ici et des photographies de Man Ray que la décence empêche de décrire. Les créatures anthropomorphiques et sexuées de Brauner ne sont pas loin, ni les images de Bellmer, ni les Masson, ni les Giacometti, juste hommage à l'érotisme surréaliste, pour lequel ont été choisies les meilleures pièces des artistes, sans fausse nte. L'hommage à Dada, autrement dit à Duchamp et à Picabia, est tout aussi nourri.

La démonstration historique ne



souffrir pas contestation. Elle établit - elle vérifie plutôt - que l'entre-deux-guerres a été le moment où, après censures et atermoiements, la représentation des sexes dans leur vérité la plus simple est devenue possible. Jusque-là, hors l'exception glorieuse de L'Origine du monde, de Courbet, ces sujets étaient réservés aux illustrateurs de livres « spéciaux » et aux producteurs d'images licencieuses. Le XIX^e siècle avait eu le plus grand mal à tolérer l'existence des sexes d'Emma Bovary - une femme perdue - la nudité d'Olympia, de Manet et celle des Grandes Baigneuses, de Cézanne. Il avait feint d'ignorer Sade, dont Flaubert cependant recommandait la lecture à ses correspondants. Vers 1930, la question est réglée. Quand bien même il se trouve alors - comme aujourd'hui - des regards punitifs que quelques fourrures of-fusquet, les artistes étudient le motif avec l'attention dont il est digne.

Par comparaison, bien des œuvres d'aujourd'hui manquent d'intensité. Elles ne déconvoient plus, elles osent plus - il ne reste rien à oser -, elles récapitulent, elles répètent. Or, mus par leur scrupule d'exhaustivité, les commissaires n'ont pas épargné au visiteur la moindre image, le plus petit détail. Passe encore que, du surréalisme parisien, ils glissent à ses épigones, qui n'ont pas la vigueur de Brauner et de Giacometti. Mais qu'ils s'engluent ensuite dans des écoulements éouneux, ce défaut est plus grave. Travestis, onanisme, rituels sado-maso, bondage, plaisirs de groupe et plaisir solitaire ont fourni matière à des images et des objets dont l'auteur se met volontiers en scène. Il y a là beaucoup de photographies, souvent en couleur et de grande taille, mais qui n'ont pas toutes la violence froide des clichés de Cindy Sherman ou la force

A gauche: René Magritte, « L'Evidence éternelle », 1930. **A droite (de haut en bas):** Louise Bourgeois, « Fragile Goddess », 1970. Picasso, « Eau-forte », 1966. Francis Picabia, « Égoïsme », 1947-1950. Annette Messager, « Chimère », 1982.

poétique des paysages féminins de Polke. D'un côté Picabia, Masson, Duchamp, Brancusi, Picasso, Magritte. De l'autre Hybert, Certe, Othoniel, Sophie Calle, Annette Messager. La partie est trop inégale. Sans doute quelques engouements ont-ils valu, nu valent-ils encore, une notoriété à ces derniers. Mais leurs œuvres, imprudemment présentées à proximité de leurs prédécesseurs, ne résistent pas. Face aux modelages de Louise Bourgeois, la balance penche à deux pointes de Fabrice Hybert ne peut passer que pour une plaisanterie d'un instant suffit à épuiser l'intérêt. Les collections d'Annette Messager ont peine à remplir l'espace dans lequel d'autres se déploient avec tant d'aisance.

Le parallèle est injuste? Assurément. Mais il est imposé par l'exposition, qui ne craint pas de suggérer impérieusement des égalités auxquelles il n'est pas possible de

La bottine de Karl Kraus

L'exposition réunissant plusieurs centaines d'œuvres, le catalogue est à proportion, épais et garni d'une iconographie proliférante. Il ne reproduit pas toutes les pièces qui figurent dans les salles et en montre d'autres, qui n'y sont pas, de Tilién à Godard. L'écrit tient dans le volume une place réduite, mais ce regret s'oublie à la lecture du Glossaire orienté imprimé sur papier rose, qu'a compilé Bernard Marcadé. Il se compose de citations éues pour leur franchise de ton. Dans cette anthologie, figurent deux aphorismes de Karl Kraus qui méritent considération. Un: « C'est justement là la différence des sexes: les hommes ne se laissent pas toujours attraper par une petite bouche, mais les femmes sont toujours attrapées par un grand nez. » Deux: « Il n'y a pas d'être plus malheureux sous le soleil qu'un fétichiste qui languit après une bottine et qui doit se contenter d'une femme entière. »

* Gallimard/ Centre Georges Pompidou, 400 pages, 390 francs. Les illustrations que nous publions en sont tirées.

croire. Le sentiment de déjà-vu est trop fort, et quand Richard Baqué parodie Duchamp, il ne se hisse pas au-dessus de la citation. A l'inverse, dans cette section, des œuvres se distinguent, non point par leur audace - ce n'est plus possible -, mais par la force, peut-être sexuelle, de leur exécution. Bruce Nauman, Andy Warhol, Eric Fischl, Sigmar Polke, Cindy Sherman, Vincent Corbet, Marlène Dumas: ceux-ci sont à leur place. Parce qu'ils ont peint, dessiné, lithographié, photographié des sexes? Non point, ce serait trop simple. Ils sont à leur place parce que la manière dont ils ont, explicitement ou implicitement, figuré phallus et vulves est à la mesure du sujet;

parce que les traits, la construction, les couleurs, leur fluidité ou leur épaisseur, la dureté ou la mollesse des lignes sont - bieu plus que le motif lui-même - du sexe dans de l'art. Même observation à propos des huiles tardives et déchainées de Picasso, des vidéos de Nauman, d'une toile de Pollock. En vérité, l'exposition n'est pas trop complète et trop longue, mais incomplète. Matisse, mais aussi Newman, Dufy, mais encore Kelly, n'auraient pas été déplacés dans cet immense congrès du plaisir. Leurs œuvres auraient suggéré que le sexe de l'art n'est pas nu l'no croit, mais partout.

Philippe Dagen

Dessins surréalistes, irrespect et belle humeur

DESSINS SURRÉALISTES: VISIONS ET TECHNIQUES. Cabinet d'art graphique, Centre Georges Pompidou, 75004 Paris; tél.: 42-77-12-33. Tj sauf mardi, de 12 heures à 22 heures, samedi et dimanche de 10 heures à 22 heures; jusqu'au 27 novembre.

Parce qu'il va vite, parce qu'il est léger, parce qu'il se prête à toutes les expériences et exige - en apparence en tout cas - moins de savoir-faire et de méthode que la peinture, le dessin convenait aux surréalistes. Sur le papier, tout est permis, du crayonnage le plus commun aux collages de photographies et de gravures déchirées, du frottage au fuma, du pochoir à la tache. Là, sur la feuille blanche, peintres de formation et poètes autodidactes se rencontrent. Au moyen d'instruments peu coûteux ou improvisés, ils peuvent partir ensemble à la recherche du nouveau, au risque de ne trouver que le bizarre.

Au Cabinet d'art graphique, une exposition d'autant plus remarquable qu'elle révèle ombre d'œuvres méconnues fait l'inventaire des procédés et des collaborations. Elle rend de la sorte aux surréalistes un juste hommage et

rappelle des ooms que la gloire d'Ernst et de Miró, si légitime soit-elle, ne doit pas effacer. Oscar Dominguez, Victor Brauner - si largement représenté - ont été au-dessus dans « Féminin-Masculin ». Camille Bryen méritent d'être considérés pour eux-mêmes et non pas seulement comme les membres d'un courant, figurants d'une pièce dont Breton tiendrait le premier rôle.

« DÉCALCOMANIE »

Breton du reste ce s'y trompait pas, qui écrivait sur la plupart d'entre eux et se plaisait à tenter des expériences graphiques eo leur compagnie. Il rédigea ainsi la recette de décalcomanie à la Dominguez: « Étendez au moyen d'un large pinceau de la gouache noire, plus ou moins diluée par l'eau, sur une feuille de papier blanc satiné que vous recouvrez aussitôt d'une feuille semblable sur laquelle vous exercez du revers de la main une pression moyenne. Soulevez sans hâte par son bord supérieur cette seconde feuille de la manière dont on procède pour la décalcomanie, quitte à la réappliquer et la soulever de nouveau jusqu'à séchage à peu près complet. » Les taches ainsi obtenues sur la deuxième feuille suggèrent des apparitions. Bavures et coulures suscitent des paysages oniriques ou un Lian-bicyclette, se-

loo une technique qui a souvent servi à Hugo. Du frottage d'un crayon sur une feuille posée sur une planche, une pierre, uoe plante séchée, naissent d'autres visions, que l'artiste précise ou brouille ensuite.

Dans cet exercice, Ernst a démontré sa dextérité. Masson préférait jouer avec le hasard d'un dessin « automatique » tracé par l'inconscient. A en juger par les résultats, l'inconscient de Masson était très doué, si doué que l'un a peine à croire au caractère absolument involontaire du travail.

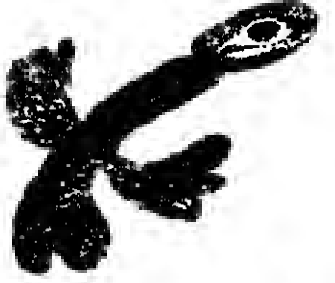
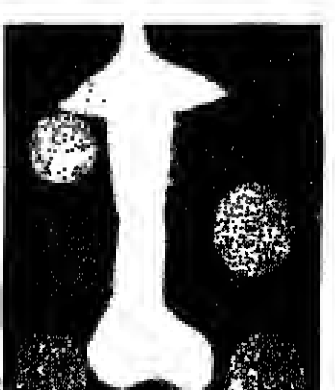
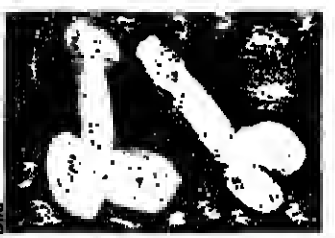
Cette section de l'exposition, quoiqu'elle compte aussi de fort bons Brauner et des Giacometti de sa période la plus violente et la plus inventive n'est pas cependant celle qui intrigue le plus. Deux douzaines de cadavres exquies et une dizaine de dessins collectifs attirent le regard vers ce caractère propre du surréalisme: il se développe dans la plus étroite connivence des peintres et des écrivains. Evidence? Il se peut. Mais cette évidence s'est perdue depuis.

CONFÉRENCE

Passé les années 30, quel mouvement, quelle avant-garde repose sur une alliance si étroite? Autume. La spécialisation l'emporte. Quand d'aventure un auteur se risque à écrire sur des tableaux, il

rend le plus souvent hommage à quelque maître d'autrefois. Mais, de relations transversales, de passages d'un art à l'autre, à plus forte raison d'une eotente étroite et confiante, il ne reste que la mémoire - ces cadavres exquies qui signaient ensemble Tanguy, Man Ray, Max Morise et Breton ou les mêmes et Miró, nu encore Breton, Tzara et Valentine Hugo. Le temps n'est plus de ces dessins collectifs nù se côtoyaient Lam, Breton, Jacqueline Lamba, Dominguez et des anonymes, assemblages que leur style place sous le patronage de Picasso et des arts dits primitifs. A Marseille, eo 1940 et 1941, les surréalistes réfugiés à la villa Air-Bel multiplièrent les jeux de ce genre, y adjoignant des collages photographiques ironiques.

Au-delà de leur réussite formelle, surprenante étant donnée la variété des mains et des sujets, importe donc l'idée de la connivence entre les arts, connivence qui se prouve par le mouvement, par l'envie de faire, par le mépris des catégories. En ce temps-là, d'après Breton, « le nan-confarisme absolu, l'irrespect le plus général, la plus belle humeur régnait. Le temps était au plaisir et rien autre. » Chronique d'une époque en al-lée...



CRÉTEIL
MAISON DES ARTS
(Maison de Crèteil - Préfecture)

dans le cadre du
Festival d'Automne à Paris

9 représentations exceptionnelles!

du 15 au 18 novembre

Bill T. Jones
Still / Here

du 6 au 10 décembre

Martha Graham
Dance Company

45 13 19 19
ÉCOUTEZ VOTRE

Jean Dautremay amorce « L'Echange », la pièce détonante de Paul Claudel

Entrée brillante de la seconde version de l'œuvre au répertoire de la Comédie-Française

Par un de ces hasards sans vraies explications, la quatrième pièce de Paul Claudel n'était pas inscrite au répertoire de la Comédie-Française.

Écrit en 1893, alors qu'il était vice-consul dans une Amérique juste sortie des drames indiens, « L'Echange » a été repris par son auteur en

1951 afin d'affiner la caractérisation de ses personnages féminins et de s'affranchir de la tutelle des grands anciens, Eschyle et Racine.

L'ÉCHANGE, de Paul Claudel. Mise en scène : Jean Dautremay. Avec Claire Vernet, Muriel Mayette, Bruno Raffaelli et Eric Ruf. COMÉDIE-FRANÇAISE, salle Richelieu, place Colette, Paris 1^{re}. M^e Palais-Royal. Jeudi 26, samedi 28 octobre, mercredi 1^{er} novembre, samedi 4, à 20 h 30 ; les dimanches 29 octobre et dimanche 5, à 14 h 30. Tél. : 46-15-00-15. De 25 F à 175 F. Durée : 2 h 35. Jusqu'au 3 janvier 1996 en alternance.

L'Echange est presque un fait divers, l'histoire d'un homme de vingt ans qui se rompra le dos à trop vouloir aimer. C'est une histoire d'amour adolescente, celle d'un jeune Américain, Louis Laine (Eric Ruf), descendant en droite ligne des derniers Indiens Peaux-Rouges que l'histoire vient de vaincre dans les grandes plaines, avec une jeune femme française, Marthe (Muriel Mayette), qu'il a arrachée à son foyer français pour l'emmenager au Nouveau Continent. C'est une histoire d'amour, celle du même jeune homme avec une demoiselle, Lechy Elberon (Claire Vernet), mi-actrice, mi-sorcière, mi-amante, mi-tueuse, femme de l'entre-deux-mondes qui le poussera à l'abîme. C'est une histoire d'argent, celle d'un dollar à l'orée de son pouvoir de droit divin dans les mains d'un

capitaliste, Thomas Pollock Nageoire (Bruno Raffaelli), qui voudrait acheter la fuite de Louis, gardien de sa propriété de bord de mer, pour mieux posséder Marthe. Si le détonateur de cette pièce-bombe est l'argent, sa substance explosive est la révolte, et sa conséquence, la sauvagerie. L'Echange, tel qu'on peut l'entendre dans la mise en scène remarquable de Jean Dautremay, est en résonance avec les peurs éternelles de nos sociétés dont on sait qu'elles ne manquent jamais de s'exacerber au frotement des fins de siècle. Il y a ceux qui sont jeunes et ceux qui ne le sont plus, les seconds prêts à tout, dans un marché faustien, pour racheter leurs années perdues ; il y a ceux qui ont de l'argent et ceux qui n'en ont pas, et le fossé est creusé entre eux, qui conduit inévitablement à des violences inouïes ; il y a là un jeune homme dont l'envie de vivre paraît inépuisable.

SOUS UN CIEL EFFONDRE

Mais cet homme n'est rien encore que son instinct ; il n'a rien appris. En épousant une jeune femme, son contraire, calme et posée, dépositaire de quelques-uns des secrets d'une vie possible, il a essayé de s'inventer un avenir raisonnable. Mais il porte en lui le jus- qu'au-boutisme de l'enfance ; un lyrisme juvénile le conduira à l'irréparable. Il mourra, en route vers nulle part, sous les ruades d'un cheval fou.

La pièce de Paul Claudel, ici dans sa seconde version datée de 1951, entre enfin au répertoire de la Comédie-Française. Par la grande porte. On le doit avant tout à un metteur en scène méconnu, Jean Dautremay, acteur de premier rang. Figure de la compagnie Vincent-Jourdain dans les années 70, invité permanent de Jacques Lassalle au Théâtre national de Strasbourg dans les années 80, il rejoint la troupe de Molière en 1991 et signe ici sa deuxième mise en scène pour elle, un art auquel il s'est voué périodiquement mais jamais avec une telle assurance.

Il a choisi de collaborer avec le peintre Henri Cuoco. Voilà longtemps que l'on n'avait vu un décor de théâtre aussi plastique, une œuvre d'art à lui seul. Au lever de rideau, on découvre une étendue saignée qui paraît s'élever vers la mer, fermée sur son flanc gauche par une falaise ocre dont les aspérités rappellent la trace des émeutes dans les représentations aborigènes. Un rocher à l'avant-scène, une planche de bois brut, une digue presque ensevelie et, à droite, un curieux poteau d'acier gris, en fait l'axe le long duquel une nacelle ronde glissera pour introduire en scène Nageoire et son improvable compagne, Lechy. Au troisième acte, ce décor fauve sera entièrement recouvert d'un voile bleu nuit tandis que descendront des citres des galaxies de ferrailles désarticulées, ciel effondré sur la misère des hommes. Splendide.

UNE MINE D'INVENTIONS

Au commencement, le metteur en scène dénué son jeune héros, ce qui est toujours délicat au théâtre mais qui lui donne ici son caractère définitif, ange blood bientôt séduit par ses démons. Il y aurait beaucoup de petits gestes et de petites actions à décrire, à décrire car cette mise en scène est une mine d'inventions qui sont bien d'un acteur au service des siens. Si Claire Vernet, à contre-emploi, donne tout ce qu'elle sait sans pourtant attendre à la vérité de son rôle, les trois autres surfont sur la poésie claudélienne, ses chausse-trappes syntaxiques, ses fausses banalités langagières, ses éclats lyriques, ses répétitions pernicieuses, avec conviction. Ils sont la chair irréprochable de ce drame contemporain.

Olivier Schmitt

« Les Visiteurs » privés de sortie aux États-Unis

NEW YORK

Annulée en fanfare il y a près de deux ans, la version doublée des *Visiteurs* de Jean-Marie Poiré ne sortira pas aux États-Unis. La nouvelle est annoncée à la « une » de l'hebdomadaire professionnel américain *Variety* dans son édition du 23 octobre. Le doublage du plus gros succès du cinéma français de ce quart de siècle devait être le symbole d'une nouvelle politique de sortie, plus ambitieuse, des films français, dans un pays réputé refuser le doublage, et où les versions sous-titrées sont confinées à des audiences restreintes.

A la veille du Festival de Sarasota qui, du 15 au 19 novembre, présentera les nouveaux films français aux États-Unis, voilà qui ne manquera pas de relancer le débat sur la place de plus en plus limitée qu'occupe le cinéma non anglophone sur le marché américain.

FOSSE CULTUREL

En effet, si, d'après les statistiques énoncées par l'hebdomadaire de référence de la profession, le cinéma français représentait 8 % du marché dans les années 70, il a du mal, aujourd'hui, à affleurer 1 %. L'annonce de la sortie

« en grand » des *Visiteurs* parlant anglais ressemblait alors au coup d'envoi d'une nouvelle croisade.

Les Américains nous achètent nos droits de remake, disaient-ils, mais ils n'ont pas les sous-titres ? Jouons la carte du doublage ! La technique leur est peu familière ? Nous osons en chargerons nous-mêmes ! Malgré des exemples vécus de haut – Louis Malle réalisant la version française du *Parrain*, Depardieu prêtant sa voix à Kenneth Branagh dans *Henry V* –, les grands acteurs et cinéastes d'outre-Atlantique auraient le sentiment de déchoir ? Nous les convaincrons – à prix d'or s'il le faut. Confiés à Mel Brooks, l'adaptation et le doublage des *Visiteurs* auront coûté un demi-million de dollars.

Ces « nouveaux » *Visiteurs* ont apparemment déçu à Jean-Marie Poiré aussi bien qu'aux spectateurs des projections-tests. Pour l'instant, Miramax a remis le film sur une étagère, dans toutes ses versions. Chez Gaumont, producteur et distributeur du film, on s'était depuis longtemps inquiété du fossé culturel entre Français et Anglo-Saxons, à propos d'un film qui repose sur des notions historiques (et peut-

être aussi psychologiques) étrangères à l'Amérique profonde – alors que le film est sorti, doublé, avec succès en Espagne.

LA RÉALISATION D'UN « VISITEURS 2 »

Parmi les raisons qui ont pu pousser les ayants droit à annuler la sortie figure, surtout, la réalisation d'un *Visiteurs 2*, dont la présentation est annoncée, en France, pour 1997. Un échec commercial aux États-Unis du premier aurait risqué de mettre en danger cette entreprise de grande envergure. Il n'est donc pas impossible que les spectateurs de Minneapolis et de Houston se voient proposer, un jour futur, les deux épisodes d'un coup.

En attendant, si l'annulation de la sortie des *Visiteurs* apparaît comme un échec, il ne faut peut-être pas exagérer la portée : les difficultés rencontrées par les comiques médiévaux ne semblent pas avoir découragé l'acteur-producteur Thierry Lhermitte. En effet, celui-ci supervise actuellement le doublage anglo-saxon de *Un Indien dans la ville*, auquel Disney (qui a exigé, et obtenu, les droits de remake) participerait à hauteur de 300 000 dollars.

Henri Béhar

Les artistes français en mission à Singapour

SINGAPOUR

Montrer que la création artistique française peut utilement servir les intérêts économiques nationaux dans une région du monde où nos parts de marché se situent encore loin derrière celles de l'Allemagne et du Royaume-Uni : tel est le but du Festival français de Singapour, qui se déroule jusqu'au 29 octobre (*Le Monde* du 24 octobre). Les patrons français installés sur place ont été invités à faire « leur devoir d'entreprises citoyennes » en parrainant les manifestations. Opération quelque peu surprenante dans un contexte qui

ne l'est pas moins. Singapour n'a pas la réputation d'être un phare de la culture, tant s'en faut. Dans cette cité-Etat de 3 millions d'habitants, où la croissance progresse au rythme de 8 % l'an, le business est tellement « vertueux » qu'à l'inverse l'art fait rapidement figure de vice.

Certes, un ministère de la culture et de l'information existe, mais il est invisible, probablement faute de combattants. Les artistes singapouriens n'ont qu'une idée : poursuivre leur travail à Londres, New York ou Paris. On mesure, dès lors, l'audace et les limites d'une manifestation où les créateurs troquent

leurs habits de saltimbanques pour ceux de diplomates. En soirée d'ouverture, à Clarke Quay, le Saint-Germain-des-Près singapourien. 12 000 badauds ont découvert, médusés, les gigantesques sculptures gonflables colorées de Xavier Julliot en décor d'une création pyrotechnique très zen de Pierre Alain Hubert. L'apparition soudaine des comédiens de rue (les Mange-Cailloux et les Frappés, principalement), dans le glacial et gigantesque centre commercial de Takashimaya et sur les trottoirs huppés de Raffles Road, aurait pu être une provocation sympathique. Mais, sécurité oblige, les autorités locales ont eu raison de l'indispensable spontanéité de ce genre de spectacle.

Malgré ces déboires, le public accourt. Patrick Zachman a installé sa magistrale exposition photographique sur la diaspora chinoise s'est installée à l'Alliance française, qui en profite pour inaugurer ses somptueux locaux inspirés par l'architecte Dominique Perrault. Jamal Lausari met son talent au service des élèves de l'Académie des arts, en leur faisant découvrir l'abstraction. Christian de Portzamparc expose quelques croquis, dessins et maquettes de ses travaux personnels. Jean-Claude Casadesu répète l'unique représentation qu'il donne

au Victoria Concert Hall en dirigeant l'orchestre symphonique de Singapour. Didier Lockwood lui succédera et compagnie du trio Laurent de Wilde pour une série de trois soirées de jazz. L'inévitable célébration du centenaire du cinéma permettra aux Singapouriens d'apprécier des films français dans un pays où notre cinéma a un réel avenir, si l'on en croit la hausse des chiffres de fréquentation.

Tous les regards se sont tournés, au cinquième jour du festival, vers le Kallang Theatre, où, pour la première fois, le Ballet de l'Opéra national de Paris se produisait avec *Le Parc d'Angelin Preljocaj* créé à Paris en 1994. Le public, ministres singapouriens en tête, n'a pas résisté à une *standing ovation*, d'autant plus surprenante qu'on s'attendait probablement à voir du classique. Pendant ce temps, les chefs d'entreprise vaguement à leurs obligations commerciales, mangarant, ici, en compagnie de Christine Chauvet, secrétaire d'Etat au commerce extérieur, les nouveaux locaux du Centre français des affaires, visitant, là, l'imposante exposition technologique et industrielle réalisée par la Cité des sciences de La Villette et installée au Science Center.

Jean-Michel Dufan

La compagnie de Baryshnikov choisit la nouveauté et l'invention

« Un désir fou de contemporain » à l'Opéra-Comique

WHITE OAK DANCE PROJECT, de Mikhail Baryshnikov. Merce Cunningham, Twyla Tharp, Craig Patterson, Dana Reitz, Joachim Schlömer (chorégraphes) ; Tudor, Takehisa Kosugi, John D. S. Adams, D'Arcy Philip Gray, Pergolèse, Schultze (musiques) ; Aaron Copp, Jennifer Tipton, David Finn (jumelles). Jusqu'au 29 octobre, 20 heures, dimanche, à 16 heures. Opéra-Comique, Paris. De 160 à 250 F. Tél. : 42-44-45-46.

Sur le plateau : Mikhail Baryshnikov, quarante-sept ans. Tout vêtu de blanc, cheveux blonds coupés à la garçonne. Fait partie du quatuor des inégaux aux côtés de Noureiev, Bruhn, Babilée. A la musique : des morceaux choisis de Pergolèse, joués en direct par cinq musiciens attachés au White Oak Dance Project, compagnie créée par l'étoile en 1990, quand il quitta la direction de l'American Ballet Theater. Twyla Tharp, américaine, une fan de la première heure, a écrit en 1993 un *Pergolèse*, un brio clivant, dans lequel elle a tout pensé en fonction du danseur. Il déboule, fait des petits pas, des révérences, s'élance pour des tours en l'air en torsion, fait semblant d'oublier son rôle, de se casser la figure. Bref, une sorte de *dancer digest* de tous les héros du répertoire qu'il incarne des centaines de fois. Très américain.

Du sur-mesure, certes, mais que le danseur exalte, sourire en coin. Accélération et ralentis de fauve qui guette sa proie, la tient sous le charme. Les muscles sont affinis : « J'ai peut-être trois, quatre kilos de moins. Je n'ai plus à faire de la musculature pour porter mes partenaires ! », disait-il avant l'ultime répétition. Son deuxième solo, *Unspoken Territory*, frôle l'innocence. Vingt minutes de silence pendant lesquelles il est déguisé en jeune pharaon, enfoncé dans sa pyramide éclairée par un puits de lumière. Un « cadavre » de la très minimaliste Dana Reitz. Parfois, il reste assis de dos ; parfois il s'allonge dans la pose du sphinx. Quel luxe ! Avoir Baryshnikov et le laisser immobile.

Mais il semble adorer ces contre-emplois. Il comprend qu'un chorégraphe contemporain tourne en dérision le classique, il en accepte le jeu : c'est ce risque qui l'excite. Il évite tous les pièges, retourne toutes les situations à son avantage. La salle crie « bravo ». « Non, on ne vient pas uniquement pour moi, mais aussi pour la compagnie que j'ai créée. Nous fonctionnons uniquement sur l'argent des entrées,

car nous ne recevons pas de subventions. On a écrit, à tort, que Howard Gilman était notre sponsor. Il met à notre disposition, et c'est déjà beaucoup, son domaine en Floride, le *White Oak*, qui a donné son nom à la compagnie. Ce lieu est parfaitement équipé pour la danse. Nous vivons entre la Floride et New York. Les danseurs ont des familles avec lesquelles ils veulent être. Moi-même j'ai trois enfants. »

Baryshnikov n'a pas voulu d'une compagnie style « Baryshnikov et ses stars ». En cinq ans, après deux programmes boudés par la critique française, l'un en 1992 à Paris, l'autre en 1993 à Nantes, il revient avec des pièces difficiles, plus résolument contemporaines : *Signals*, de Cunningham, qui surprend le public par sa sévérité, est accompagné de deux chorégraphes commandés à des jeunes talents. L'un s'appelle Craig Patterson. Il a composé *Make Like a Tree* sur une musique d'Alberto Ginastera. Une narration baroque, rituel de fécondité, mais aussi d'amour.

ÉLOGE DE LA DIFFÉRENCE

L'autre se nomme Joachim Schlömer, un Allemand, aujourd'hui à la tête de l'Opéra de Bâle. Son *Blue Heron* est un éloge de la différence. On y voit Baryshnikov bercé dans les bras athlétiques d'un de ses sculpturaux danseurs. *Suite in Olden Style* d'Alfred Schnittke semble avoir été composée tout exprès pour la danse et cette tendresse exprimée avec pudeur. La conclusion est belle : des filles en robes longues, des garçons en débardiers noirs dansent un langage de mains et de doigts, prônant la tolérance.

Avoir le soud de présenter de telles pièces est la démarche d'un créateur qui a enlevé d'une vraie compagnie, pas d'un caprice de star. « J'ai quitté mon pays parce que j'avais un désir fou de contemporain », explique-t-il. Après quelques tâtonnements, il cède mieux ce qui convient à sa compagnie, à son propre désir. « J'ai emporté une chorégraphie de Meg Stuart », dit-il en partant avec bonheur de cette nouvelle arrivée américaine, très intéressante. Il est vrai, plus connue en Europe qu'aux États-Unis. Les danseurs et danseuses de ce White Oak sont des personnalités : Patricia Lent, une « ancienne » de chez Cunningham, Raquel Aedo, Jamie Bishton, un physicien de cinéma, Emmanuelle Phuong, une Franco-Cambodgienne, Keith Sabado, un étrange gabarit, David Portet, Vernon Scott ; Ruthlyn Salomon est parfaite, toujours pile juste.

Dominique Frérot

L'énigmatique et généreux Shaw Vee Meng

Shaw Vee Meng a soixante-deux ans et célèbre ses dix ans de présidence de l'Alliance française de Singapour. Avant lui, son oncle assumait la même fonction pendant vingt-cinq ans. Chez les Shaw, la France occupe le devant de la scène familiale. La dynastie a bâti sa fortune dans l'exploitation des films français en Asie du Sud-Est. « Je donne de l'argent, dit-il, sans m'immiscer dans les activités. Ce qui m'intéresse, c'est de perpétuer l'esprit français. » L'homme d'affaires ne parle pas la langue de Molière et comme seules activités culturelles en France, il a visité la pyramide du Louvre et le Musée d'Orsay. Il ne s'épanche pas sur ses goûts artistiques. Tout juste évoque-t-il le contexte singapourien. « Ici la population – surtout les jeunes – sera de plus en plus exigeante, culturellement parlant. Bientôt, le business n'y suffira plus ; il faudra aussi enrichir nos vies. La culture sera naturellement prioritaire. » La France n'est pas ingrate : elle lui a octroyé la Légion d'honneur.

Horaires des spectacles

36 15 LEMONDE

IRCAM Centre Georges Pompidou

Vendredi 3 novembre

20 h

Ircam,

Espace de projection

44 78 48 16

José-Luis Campana

D'un geste approprié... création, commande de l'Ircam

György Ligeti

Sonate pour alto

Philippe Hersant

Finis deux pour alto et basson, création

Pierre Boulez

Dialogue de l'ombre double, création de la version pour basson

Pascal Gallois, basson

Gérard Knafo, alto

Technique Ircam

Andrew Gerzo, Serge Lemoult, assistants musicaux

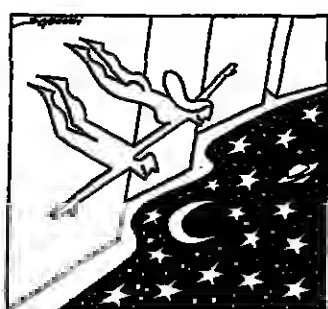
ÉCOUTEZ Ircam

صحنات الامم

L'Institut Lumière fait son cinéma

A la rencontre de quelques trésors oubliés au Centre Pompidou

170 FILMS LUMIÈRE et 150 longs métrages seront projetés à la salle Garance jusqu'au 8 janvier. C'est la façon qu'a choisie le Centre Pompidou de rendre hommage à Lyon. Quatre de ses responsables – Bertrand Tavernier, Raymond Chirac, Bernard Chardère et Thierry Frémaux – ont sélectionné, outre des grands classiques, des films méconnus de grands auteurs, des œuvres à réhabiliter, des raretés de patrimoine et quelques trésors cachés restés inédits en France. Parmi eux, *Memory of Justice*, un documentaire sur Nuremberg réalisé par Marcel Ophüls; *L'Étoile cachée* de Ritwik Ghatak;



Flèvre sur Anatolian de Josef von Sternberg; *Pattes blanches* de Jean Grémillon; *Primrose Path* et *Stage Door* de Gregory La Cava; *La Jeune Fille au carton à chapeau* et *Au bord de la mer bleue* de Boris Barnet; *The Wonderful Country* de Robert Parrish... Comme le souligne André de Toth « remercions les frères Lumière pour les cent méritables années qu'il viennent de nous offrir. Nous en avons apprécié chaque minute ».

★ Centre Georges-Pompidou, salle Garance, angle de la rue Saint-Merri, Paris 4^e. M^{rs} Rambuteau. Jusqu'au 8 janvier. Tél. : 42-78-37-29. 27 F.

UNE SOIRÉE À PARIS

Jean-Paul Bourrelly et the Bln-wave Bandits
Jimi Hendrix a marqué, surtout après sa mort, d'un musicien. Parmi les guitaristes, les premiers touchés, Jean-Paul Bourrelly, pratiquement inconnu en France, s'approche avec intelligence et distance de l'univers fantasque du Woodoo Chilé. A découvrir.
Hot Brass, 211, avenue Jean-Jaures, Paris 19^e. M^{rs} Porte-de-Panthin. 21 heures, les 26 et 27. Tél. : 42-00-14-14. De 20 F à 120 F.
Boss Hog, John Spencer
Jon Spencer, amateur de rock anarchique et de blues distordu, est un des guitaristes en vogue de la scène alternative américaine. Avec sa compagne, la vénéneuse Cristina Martinez, il a fondé les très bruyants Boss Hog, dont il assure, lui-même, la première partie.
L'Ératike, 62, boulevard de Clichy, Paris 18^e. M^{rs} Blanche. 20 h 30, le 26. Tél. : 42-59-79-60. 90 F.

Shal no Shal
Une chanteuse d'origine islandaise, un guitariste français influencé aussi bien par le folk que par le rock atmosphérique, forment un duo porté par une rumeur de plus en plus favorable. Des concertos gracieux, des mélodies rares y sont sans doute pour quelque chose.
Opus Café, 167, quai de Volmy, Paris 10^e. M^{rs} Louis-Blanc. 21 heures, le 26. Tél. : 40-34-70-00. 50 F.
Big Band Tons Dehors
Une formation de onze musiciens de jazz emmenée, depuis deux ans, par le clarinettiste et saxophoniste Laurent Dehors. L'instrumentation est originale (parmi les vents, clarinette et saxophone dominant, deux guitares, deux batteurs percussionnistes...), le propos musical aussi.
Maison de Radio-France, 116, avenue du Président-Kennedy, Paris 16^e. M^{rs} Passy. 20 heures, le 26. Tél. : 42-30-15-16. 30 F.

ART

Une sélection des vernissages et des expositions

VERNISSAGES

Fernin-Lussac
Centre Georges-Pompidou, grande galerie (5^e étage) et Forum. Georges Pompidou, Paris 4^e. M^{rs} Rambuteau. Tél. : 42-78-37-29. De 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Ferme mardi. Du 26 octobre au 12 février 1996.
L'Œuvre de Linotte
Musée du Louvre, hall Napoléon, entrée par la Pyramide, Paris 1^{er}. M^{rs} Palais-Royal. Musée du Louvre. Tél. : 40-20-51-51. De 10 heures à 18 heures. Ferme mercredi 1^{er} novembre. Ferme mardi. Du 27 octobre au 22 janvier 1996. 28 F. gratuit pour les - de 18 ans.
Jean-Michel Othoniel
Galerie Ghislaine Hussenot, 5 bis, rue des Hautes-Églises, Paris 3^e. M^{rs} Rambuteau. Tél. : 48-87-60-81. De 11 heures à 19 heures et de 14 heures à 19 heures, samedi de 12 heures à 19 heures. Ferme dimanche et lundi. Du 28 octobre au 28 novembre.

PARIS

Art brut et congné
Halle Saint-Pierre, Musée en herbe, 2, rue Ronsard, Paris 13^e. M^{rs} Arvens. Tél. : 42-58-72-89. De 10 heures à 18 heures. Ateliers pour enfants du 27 octobre à 5 novembre, tous les jours à 15 heures; sur réservation, tarif : 40 F. Jusqu'au 30 juin 1996. 40 F.
Les Arts du Bégin
Centre Valbonne-Brunelles, 127-129, rue Saint-Martin, Paris 4^e. M^{rs} Rambuteau. Tél. : 42-71-26-15. De 11 heures à 18 heures. Ferme lundi. Jusqu'au 21 novembre.
La Belle et la Bête
Musée d'Art Moderne de la Ville de Paris, 11, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. M^{rs} Alma-Marceau. Tél. : 52-57-40-00. De 10 heures à 18 h 45. Les 1^{er} et 11 novembre de 10 heures à 17 h 30. Visite commentée gratuite tous les jeudis à 15 heures. Ferme lundi et fêtes. Jusqu'au 19 novembre. 27 F. 40 F. (ensemble d'expositions permanentes et temporaires).
Claude Cahun
Galerie Berggruen & Cie, 70, rue de l'Université, Paris 7^e. M^{rs} Solferino. Tél. : 42-22-02-12. De 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Ferme dimanche et lundi. Jusqu'au 31 octobre.
Elias Canetti
Centre Georges-Pompidou, galerie de la 8^e, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. M^{rs} Rambuteau. Tél. : 44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures; samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Débat « Les Mondes d'Elias Canetti », avec Danièle Heymann, à 10 heures, le 30. Ferme mardi. Jusqu'au 22 janvier 1996.
Cézanne
Grand Palais, galeries nationales, avenue du Général-Eisenhower, square Jean-

Perrin, Paris 8^e. M^{rs} Champs-Élysées-Cle-menceau. Tél. : 44-13-17-17. De 10 heures à 20 heures; mercredi jusqu'à 22 heures. Ferme lundi 25 décembre. (Entrée square Jean-Perrin. Ferme mardi. Jusqu'au 7 janvier 1996. 55 F. lundi 38 F. Charles-Louis Clément
Musée du Louvre, aile Sully, 2^e étage-entrée par la Pyramide, Paris 1^{er}. M^{rs} Palais-Royal. Tél. : 40-20-51-51. De 9 heures à 17 h 15. Ferme mercredi 1^{er} novembre. Ferme mardi. Jusqu'au 18 décembre. De 5 heures à 15 heures, 20 F. après 15 heures et dimanche, gratuit pour les - de 18 ans.
Chiefs-d'œuvre du XIX^e italien dans la collection de Gustavo Marzotto
Fondation Mona-Bismarck, 34, avenue de New-York, Paris 16^e. M^{rs} Trocadéro, Alma-Marceau. Tél. : 47-23-39-88. De 10 h 30 à 18 h 30. Ferme dimanche, lundi. Jusqu'au 2 décembre.
Chine: des chevaux et des hommes
Musée national des arts asiatiques-Guimet, 6, place d'Iéna, Paris 16^e. M^{rs} Léna. Tél. : 47-23-61-65. De 9 h 45 à 18 heures. Ferme mardi. Jusqu'au 31 décembre. 35 F. (comportant la visite du musée).
Costumes à la cour de Vienne, 1815-1918
Musée de la mode et du costume, palais Galliera, 10, avenue Pierre-1^{er}-de-Serbe, Paris 16^e. M^{rs} Léna, Alma-Marceau. Tél. : 47-20-85-23. De 10 heures à 17 h 40. Ferme lundi. Jusqu'au 3 mars 1996. 35 F.
De Lubin et Villard
Musée Marmottan, 2, rue Louis-Bouilly, Paris 16^e. M^{rs} La Muette. Tél. : 42-34-07-02. De 10 heures à 17 h 30. Ferme lundi. Jusqu'au 7 janvier 1996.
Ossins surréalistes: visions et techniques
Centre Georges-Pompidou, galerie d'art graphique, musée, 4^e étage, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. M^{rs} Rambuteau. Tél. : 44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures; samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Ferme mardi. Jusqu'au 27 novembre.
Robert Doisneau
Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné, Paris 3^e. M^{rs} Saint-Paul. Tél. : 42-72-21-13. De 10 heures à 17 h 30. Visites-conférences: mercredi et samedi à 15 heures à partir de novembre. Ferme lundi et fêtes. Jusqu'au 11 février 1996. 35 F.
L'Effet cinéma
Musée du Luxembourg, 19, rue de Valenciennes, Paris 2^e. M^{rs} Solferino. Tél. : 47-03-81-10. De 9 h 30 à 18 h 30, nocturne mardi jusqu'à 21 heures. Jusqu'au 14 janvier 1996. 55 F.
Jean de La Fontaine
Bibliothèque nationale, galeries Mar-sart et Mazanin, 58, rue de Richelieu, Paris 2^e. M^{rs} Bourne, Palais-Royal. Tél. : 47-03-81-10. De 9 h 30 à 18 h 30, nocturne mardi jusqu'à 21 heures. Jusqu'au 14 janvier 1996. 35 F.
James Lee Byars, Vija Celmins, Thierry Kuntz
Fondation Cartier, 261, boulevard Raspail, Paris 14^e. M^{rs} Raspail. Tél. : 42-18-56-50. De 12 heures à 20 heures; nocturne jeudi jusqu'à 22 heures. Ferme lundi. Jusqu'au 10 décembre.
Manet, Gauguin, Rodin
Musée d'Orsay, quai Anatole-France, place Henry-de-Montherlant, Paris 7^e. M^{rs} Solferino. RER Musée d'Orsay. Tél. : 40-49-48-14. Mardi, mercredi, vendredi, samedi de 10 heures à 18 heures; jeudi de 10 heures à 21 h 45; dimanche de 9 heures à 18 heures. Ferme le lundi. Jusqu'au 28 janvier 1996. 36 F. billet jumelé (musée + exposition) : 55 F.
Mondés: Alighiero Boetti et Frédéric

Musée-galerie de la Seita, 12, rue Sur-cour, Paris 7^e. M^{rs} Invalides. Tél. : 45-56-60-17. De 11 heures à 19 heures. Ferme dimanche. Jusqu'au 26 novembre. 25 F.
Lois Le Groumelle
Galerie Karsten Grève, 5, rue Debel-lyme, Paris 3^e. M^{rs} Saint-Sébastien-Frois-sart. Tél. : 42-77-19-37. De 10 heures à 19 heures et de 14 h 30 à 19 heures, samedi de 10 heures à 19 heures. Ferme di-manche et lundi. Jusqu'au 25 novembre.
Michel Haas
Galerie Di Meo, 8, rue des Beaux-Arts, Paris 6^e. M^{rs} Saint-Germain-des-Prés. Tél. : 43-54-10-98. De 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Ferme dimanche et lundi. Jusqu'au 18 novembre.
Mona Hatoum
Galerie Chantal Crousel, 40, rue Quin-campoix, Paris 4^e. M^{rs} Rambuteau. Tél. : 42-77-38-87. De 11 heures à 19 heures et de 14 heures à 19 heures. Ferme di-manche et lundi. Jusqu'au 25 novembre.
Jean Hillon
Galerie Gerald Piltzer, 16, avenue Mari-gnon, Paris 8^e. M^{rs} George-V. Tél. : 43-59-50-07. De 10 heures à 19 heures. Ferme dimanche. Jusqu'au 22 novembre.
Rebecca Horn
Galerie de France, 54, rue de la Verrerie, Paris 4^e. M^{rs} Hôtel-de-Ville. Tél. : 42-74-38-00. De 10 heures à 19 heures. Ferme dimanche et lundi. Jusqu'au 25 novembre.
Chapelle Saint-Louis de la Salpêtrière, 47, boulevard de l'Hôpital, Paris 13^e. M^{rs} Gare-d'Austerlitz, Saint-Marcel. Tél. : 42-17-60-60. De 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 5 novembre.
Huang Zhou, peintre et collectionneur en Chine
Musée Cernuschi, 7, avenue Velasquez, Paris 8^e. M^{rs} Villiers, Monceau, bus : 30, 54. Tél. : 45-63-50-75. De 10 heures à 17 h 40. Ferme lundi. Jusqu'au 17 décembre. 27 F.
Il était une fois la fête foraine, de 1850 à 1960
Grande Halle de La Villette, espace Char-lie-Parkes, 211, avenue Jean-Jaures, Paris 19^e. M^{rs} Porte-de-Panthin. Tél. : 40-03-75-00. De 10 heures à 18 h 30; samedi de 10 heures à 22 heures. Visites guidées: le samedi à 13 heures; tarif : 70 F. Ferme lundi. Jusqu'au 14 janvier 1996. 55 F.
Jean de La Fontaine
Bibliothèque nationale, galeries Mar-sart et Mazanin, 58, rue de Richelieu, Paris 2^e. M^{rs} Bourne, Palais-Royal. Tél. : 47-03-81-10. De 9 h 30 à 18 h 30, nocturne mardi jusqu'à 21 heures. Jusqu'au 14 janvier 1996. 35 F.
James Lee Byars, Vija Celmins, Thierry Kuntz
Fondation Cartier, 261, boulevard Ras-pail, Paris 14^e. M^{rs} Raspail. Tél. : 42-18-56-50. De 12 heures à 20 heures; nocturne jeudi jusqu'à 22 heures. Ferme lundi. Jusqu'au 10 décembre.
Manet, Gauguin, Rodin
Musée d'Orsay, quai Anatole-France, place Henry-de-Montherlant, Paris 7^e. M^{rs} Solferino. RER Musée d'Orsay. Tél. : 40-49-48-14. Mardi, mercredi, vendredi, samedi de 10 heures à 18 heures; jeudi de 10 heures à 21 h 45; dimanche de 9 heures à 18 heures. Ferme le lundi. Jusqu'au 28 janvier 1996. 36 F. billet jumelé (musée + exposition) : 55 F.
Mondés: Alighiero Boetti et Frédéric

Brady Boubard
American Center, grande galerie, 51, rue de Berry, Paris 12^e. M^{rs} Berry. Tél. : 44-73-77-77. De 12 heures à 20 heures; di-manche de 12 heures à 18 heures. Ferme lundi et mardi. Jusqu'au 28 janvier 1996.
Monet en Norvège
Musée Rodin, hôtel Biron, 77, rue de Vo-verre, Paris 7^e. M^{rs} Varenne, RER Invalides. Tél. : 44-18-51-10. De 9 h 30 à 16 h 45. Ferme lundi. Jusqu'au 3 décembre. 32 F. (billet jumelé avec la visite du musée).
Picasso et la photographie
Musée Picasso, hôtel Salé, 5, rue de Thor-ignny, Paris 3^e. M^{rs} Saint-Paul, Filles-du-Calvaire. Tél. : 42-71-25-21. De 9 h 30 à 17 h 30. Ferme mardi. Jusqu'au 31 décembre. 35 F. dimanche : 26 F.
Arnulf Rainer
Galerie Stadler, 51, rue de Seine, Paris 6^e. M^{rs} Odéon. Tél. : 43-26-91-10. De 11 h 30 à 12 h 30 et de 14 h 30 à 19 heures. Fer-me dimanche et lundi. Jusqu'au 27 jan-vier 1996.
François Bouan
Galerie Daniel Templon, 30, rue Beau-bourg, Paris 3^e. M^{rs} Rambuteau. Tél. : 42-72-14-10. De 10 heures à 19 heures. Fer-me dimanche. Jusqu'au 21 novembre.
Emmanuel Sautin
Musée Zadkine, atelier, 100 bis, rue d'As-sas, Paris 6^e. M^{rs} RER Port-Royal, Notre-Dame-des-Champs. Tél. : 43-26-91-90. De 10 heures à 17 h 30. Ferme lundi. Jus-qu'au 17 décembre.
Arnold Schoenberg
Musée d'art moderne de la Ville de Pa-ris, 11, avenue du Président-Wilson, Pa-ris 16^e. M^{rs} Alma-Marceau, Mna. Tél. : 53-67-40-00. De 10 heures à 17 h 30; samedi et dimanche jusqu'à 18 h 45. Les 1^{er} et 11 novembre, de 12 heures à 17 h 30. Visites commentées les jeudis à 12 h 30 et les sa-medi à 14 heures. Ferme lundi. Jusqu'au 3 décembre 27 F.
Giacinto Sanguineti
Renn Espace d'art contemporain, 7, rue de Lille, Paris 6^e. M^{rs} Rue-du-Bac. Tél. : 42-60-22-99. De 13 heures à 19 heures. Fer-me dimanche, lundi. Jusqu'au 24 février 1996.
Claude Vialat
Galerie Jean Fournier, 44, rue Quincam-poix, Paris 4^e. M^{rs} Rambuteau. Tél. : 42-77-32-31. De 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Ferme dimanche et lundi. Jusqu'au 15 novembre.
Edward Weston
Mission du patrimoine photographique, hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine, Pa-ris 4^e. M^{rs} Bastille, Saint-Paul. Tél. : 42-74-47-75. De 10 heures à 18 h 30. Ferme lun-di. Jusqu'au 7 janvier 1996. 25 F.

ILE-DE-FRANCE

40^e Salon d'art contemporain de Montrouge: hommage à Lourdes Cas-tro
Centre culturel et artistique, 2 avenue Emile-Boutroux, 92 Montrouge. Tél. : 49-65-90-74. De 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 5 no-vembre.

CINÉMA

Tous les nouveaux films de la semaine, une sélection, des films en exclusivité et les reprises

NOUVEAUX FILMS

ORAGON BALL Z (à partir de mardi 31 octobre)
Dessin animé japonais de Shigeyasu Yamada, Mitsuo Hashimoto, (1 h 30). VO: UGC Ciné-Cité Les Halles, 1^{er} (36-68-68-58); George-V, 8^e (36-68-43-47); VF: UGC Ciné-Cité Les Halles, 1^{er} (36-68-68-58); Rex, 2^e (36-68-70-23); UGC Montparnasse, 6^e (36-65-70-14); 36-68-70-14; George-V, 8^e (36-68-43-47); Paramount Opéra, 9^e (47-42-56-31); 36-68-81-09; réservation: 40-30-20-10; UGC Lyon Bastille, 12^e (36-68-62-33); UGC Gobelins, 13^e (36-68-62-33); Rex, 2^e (36-68-70-23); UGC Montparnasse, 6^e (36-65-70-14); 36-68-70-14; George-V, 8^e (36-68-43-47); Paramount Opéra, 9^e (47-42-56-31); 36-68-81-09; réservation: 40-30-20-10; UGC Lyon Bastille, 12^e (36-68-62-33); UGC Gobelins, 13^e (36-68-62-33); Mistral, 14^e (36-65-70-41); réservation: 40-30-20-10; UGC Convention, 19^e (36-68-29-31).

LE GARÇU (à partir de mardi 31 octobre)
Film français de Maurice Pialat, avec Gérard Depardieu, Géraldine Pailhas, Antoine Paillet, Dominique Rocheteau, Fabienne Babe, Elisabeth Depardieu (1 h 45).

UGC Ciné-Cité Les Halles, 1^{er} (36-68-68-58); 14-Juillet Beaubourg, 3^e (36-68-69-23); 14-Juillet Odéon, 3^e (43-25-59-83); 36-68-68-12; Bre-tagne, 6^e (36-65-70-37); réservation: 40-30-20-10; Les Trois Luxembourg, 6^e (46-33-97-77); 36-65-70-43; UGC Rotonde, 6^e (36-65-70-73); 36-68-41-45; La Pagode, 7^e (36-68-75-07); réservation: 40-30-20-10; Gaumont Ambassade, 8^e (43-59-19-08); 36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10; Saint-Lazare-Pasquière, 8^e (43-67-35-43); 36-65-71-88; réservation: 40-30-20-10; UGC Normandie, 8^e (36-68-49-56); Gaumont Opéra Français, 9^e (36-68-75-55); réservation: 40-30-20-10; UGC Opéra, 9^e (43-07-48-60); La Bastille, 12^e (43-43-04-67); 36-65-71-33; réservation: 40-30-20-10; UGC Lyon Bastille, 12^e (36-68-62-33); Ecurial, 13^e (36-68-48-24); Gaumont Gobelins Fauvette, 13^e (36-68-75-55); réservation: 40-30-20-10; 14-Juillet Beaubourg, 3^e (36-68-69-23); 14-Juillet Odéon, 3^e (43-25-59-83); 36-68-68-12; Bre-tagne, 6^e (36-65-70-37); réservation: 40-30-20-10; Les Trois Luxembourg, 6^e (46-33-97-77); 36-65-70-43; UGC Rotonde, 6^e (36-65-70-73); 36-68-41-45; La Pagode, 7^e (36-68-75-07); réservation: 40-30-20-10; Gaumont Ambassade, 8^e (43-59-19-08); 36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10; Saint-Lazare-Pasquière, 8^e (43-67-35-43); 36-65-71-88; réservation: 40-30-20-10; UGC Normandie, 8^e (36-68-49-56); Gaumont Opéra Français, 9^e (36-68-75-55); réservation: 40-30-20-10; UGC Opéra, 9^e (43-07-48-60); La Bastille, 12^e (43-43-04-67); 36-65-71-33; réservation: 40-30-20-10; UGC Lyon Bastille, 12^e (36-68-62-33); Ecurial, 13^e (36-68-48-24); Gaumont Gobelins Fauvette, 13^e (36-68-75-55); réservation: 40-30-20-10; 14-Juillet Beaubourg, 3^e (36-68-69-23); 14-Juillet Odéon, 3^e (43-25-59-83); 36-68-68-12; Bre-tagne, 6^e (36-65-70-37); réservation: 40-30-20-10; Les Trois Luxembourg, 6^e (46-33-97-77); 36-65-70-43; UGC Rotonde, 6^e (36-65-70-73); 36-68-41-45; La Pagode, 7^e (36-68-75-07); réservation: 40-30-20-10; Gaumont Ambassade, 8^e (43-59-19-08); 36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10; Saint-Lazare-Pasquière, 8^e (43-67-35-43); 36-65-71-88; réservation: 40-30-20-10; UGC Normandie, 8^e (36-68-49-56); Gaumont Opéra Français, 9^e (36-68-75-55); réservation: 40-30-20-10; UGC Opéra, 9^e (43-07-48-60); La Bastille, 12^e (43-43-04-67); 36-65-71-33; réservation: 40-30-20-10; UGC Lyon Bastille, 12^e (36-68-62-33); Ecurial, 13^e (36-68-48-24); Gaumont Gobelins Fauvette, 13^e (36-68-75-55); réservation: 40-30-20-10; 14-Juillet Beaubourg, 3^e (36-68-69-23); 14-Juillet Odéon, 3^e (43-25-59-83); 36-68-68-12; Bre-tagne, 6^e (36-65-70-37); réservation: 40-30-20-10; Les Trois Luxembourg, 6^e (46-33-97-77); 36-65-70-43; UGC Rotonde, 6^e (36-65-70-73); 36-68-41-45; La Pagode, 7^e (36-68-75-07); réservation: 40-30-20-10; Gaumont Ambassade, 8^e (43-59-19-08); 36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10; Saint-Lazare-Pasquière, 8^e (43-67-35-43); 36-65-71-88; réservation: 40-30-20-10; UGC Normandie, 8^e (36-68-49-56); Gaumont Opéra Français, 9^e (36-68-75-55); réservation: 40-30-20-10; UGC Opéra, 9^e (43-07-48-60); La Bastille, 12^e (43-43-04-67); 36-65-71-33; réservation: 40-30-20-10; UGC Lyon Bastille, 12^e (36-68-62-33); Ecurial, 13^e (36-68-48-24); Gaumont Gobelins Fauvette, 13^e (36-68-75-55); réservation: 40-30-20-10; 14-Juillet Beaubourg, 3^e (36-68-69-23); 14-Juillet Odéon, 3^e (43-25-59-83); 36-68-68-12; Bre-tagne, 6^e (36-65-70-37); réservation: 40-30-20-10; Les Trois Luxembourg, 6^e (46-33-97-77); 36-65-70-43; UGC Rotonde, 6^e (36-65-70-73); 36-68-41-45; La Pagode, 7^e (36-68-75-07); réservation: 40-30-20-10; Gaumont Ambassade, 8^e (43-59-19-08); 36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10; Saint-Lazare-Pasquière, 8^e (43-67-35-43); 36-65-71-88; réservation: 40-30-20-10; UGC Normandie, 8^e (36-68-49-56); Gaumont Opéra Français, 9^e (36-68-75-55); réservation: 40-30-20-10; UGC Opéra, 9^e (43-07-48-60); La Bastille, 12^e (43-43-04-67); 36-65-71-33; réservation: 40-30-20-10; UGC Lyon Bastille, 12^e (36-68-62-33); Ecurial, 13^e (36-68-48-24); Gaumont Gobelins Fauvette, 13^e (36-68-75-55); réservation: 40-30-20-10; 14-Juillet Beaubourg, 3^e (36-68-69-23); 14-Juillet Odéon, 3^e (43-25-59-83); 36-68-68-12; Bre-tagne, 6^e (36-65-70-37); réservation: 40-30-20-10; Les Trois Luxembourg, 6^e (46-33-97-77); 36-65-70-43; UGC Rotonde, 6^e (36-65-70-73); 36-68-41-45; La Pagode, 7^e (36-68-75-07); réservation: 40-30-20-10; Gaumont Ambassade, 8^e (43-59-19-08); 36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10; Saint-Lazare-Pasquière, 8^e (43-67-35-43); 36-65-71-88; réservation: 40-30-20-10; UGC Normandie, 8^e (36-68-49-56); Gaumont Opéra Français, 9^e (36-68-75-55); réservation: 40-30-20-10; UGC Opéra, 9^e (43-07-48-60); La Bastille, 12^e (43-43-04-67); 36-65-71-33; réservation: 40-30-20-10; UGC Lyon Bastille, 12^e (36-68-62-33); Ecurial, 13^e (36-68-48-24); Gaumont Gobelins Fauvette, 13^e (36-68-75-55); réservation: 40-30-20-10; 14-Juillet Beaubourg, 3^e (36-68-69-23); 14-Juillet Odéon, 3^e (43-25-59-83); 36-68-68-12; Bre-tagne, 6^e (36-65-70-37); réservation: 40-30-20-10; Les Trois Luxembourg, 6^e (46-33-97-77); 36-65-70-43; UGC Rotonde, 6^e (36-65-70-73); 36-68-41-45; La Pagode, 7^e (36-68-75-07); réservation: 40-30-20-10; Gaumont Ambassade, 8^e (43-59-19-08); 36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10; Saint-Lazare-Pasquière, 8^e (43-67-35-43); 36-65-71-88; réservation: 40-30-20-10; UGC Normandie, 8^e (36-68-49-56); Gaumont Opéra Français, 9^e (36-68-75-55); réservation: 40-30-20-10; UGC Opéra, 9^e (43-07-48-60); La Bastille, 12^e (43-43-04-67); 36-65-71-33; réservation: 40-30-20-10; UGC Lyon Bastille, 12^e (36-68-62-33); Ecurial, 13^e (36-68-48-24); Gaumont Gobelins Fauvette, 13^e (36-68-75-55); réservation: 40-30-20-10; 14-Juillet Beaubourg, 3^e (36-68-69-23); 14-Juillet Odéon, 3^e (43-25-59-83); 36-68-68-12; Bre-tagne, 6^e (36-65-70-37); réservation: 40-30-20-10; Les Trois Luxembourg, 6^e (46-33-97-77); 36-65-70-43; UGC Rotonde, 6^e (36-65-70-73); 36-68-41-45; La Pagode, 7^e (36-68-75-07); réservation: 40-30-20-10; Gaumont Ambassade, 8^e (43-59-19-08); 36-6

Le prix Bayeux pour « Le Nouvel Observateur »

LE JURY du prix Bayeux des correspondants de guerre, composé d'une quarantaine de journalistes de la presse internationale et présidé par Claude Moisy, ancien président de l'AFP, a décerné, samedi 21 octobre, ses trophées dans les catégories presse écrite, télévision et photo. En radio, aucun trophée n'a été attribué en raison du nombre insuffisant de reportages reçus.

Le trophée télévision a été décerné à Ben Brown (BBC) pour un reportage sur « Les troupes tchéchènes défendent Grozny ». Le reportage « Le choléra à Goma », de Patricia Coste (France 2), a reçu le Prix spécial du jury. Le trophée presse écrite a été attribué à Henri Guichouin (Le Nouvel Observateur) pour « Bi-hac : dialogue pour les vivants et les morts ».

Enfin, dans la catégorie photo, le vainqueur est Laurent Van der Stockt (Gamma) pour « Les enfants de Kaboul ».

Créé en 1994, à l'occasion du cinquantième de la « D Day », le prix Bayeux des correspondants de guerre est ouvert aux médias du monde entier et distingue les journalistes qui exercent leur métier dans des conditions périlleuses pour assurer une information libre et démocratique.

Chaque trophée est doté d'un prix de 50 000 francs. C'est à Bayeux, première ville libérée de l'Europe du Nord-Ouest, qu'est reparti le premier titre de la presse libre, le 23 juin 1944. Lo Renouveau du Bessin.

RFI poursuit son développement à l'Est

La radio française internationale ajoute le bulgare aux dix-sept langues étrangères déjà parlées sur ses différentes antennes

SOFIA

de notre envoyée spéciale
Une heure et demie en bulgare, chaque jour, sur l'antenne de Radio France Internationale (RFI) : depuis le lundi 16 octobre, la radio internationale diffuse deux rendez-vous - l'un d'information, l'autre « musical et culturel », d'une heure, l'après-midi - pour les habitants de Sofia, où la radio est diffusée en modulation de fréquence depuis 1991 (103.6).

Inauguré avec faste, ce décrochage, préparé par une équipe bulgare dans un studio créé par RFI, témoigne d'un tournant dans le développement de la radio internationale dans les pays d'Europe centrale et orientale, où RFI multiplie les relais en français, russe, polonais, sur la FM ou le câble. Cette expérience pilote s'inspire en effet du système de redactions centralisées mises en place par le BBC World Service (un bureau va être ouvert à Miami, en février 1996). A Sofia, où RFI diffusait jusqu'à présent son programme européen en français, l'instance gouvernementale qui distribue les fréquences FM avait fait comprendre aux responsables de la radio française qu'il serait bon de s'ancrer davantage dans la vie bulgare.

Impossible, pourtant, d'ouvrir un bureau bulgare à Paris. RFI « parle » déjà dix-sept langues étrangères : anglais, allemand, espagnol, portugais, brésilien, créole, arabe, persan, russe, polonais, roumain, serbo-croate, man-

darin, vietnamien, cambodgien, lao, turc. Le bulgare, parlé uniquement dans ce pays de 9 millions d'habitants, n'est pas une priorité. En bonne logique économique, André Larqué, PDG de RFI, a donc choisi d'installer une petite équipe (quatre journalistes, deux techniciens) à Sofia. Les salaires bulgares étant largement moins élevés que les salaires français, le coût d'installation du bureau est resté inférieur à l'entretien d'une section langue à Paris : 570 000 francs par an (380 000 francs hors diffusion).

MARGE DE MANŒUVRE

C'est la première fois que RFI « filiale » ainsi ses antennes : jusqu'à présent, toutes les redactions étrangères étaient installées à Paris. Radio-Delta, la première radio biculturelle de RFI, lancée à Bucarest avec des étudiants de l'Ecole polytechnique, en janvier 1991, se contente d'« accueillir » les programmes de RFI. Les relais en modulation de fréquence ou en ondes moyennes (le programme européen à Prague) ouverts en Afrique ou en Europe centrale et orientale, comme récemment à Berlin sur la fréquence de France-Inter (Le Monde du 30 mai), ne bénéficient pas de ce statut.

Les autres expériences menées en Europe centrale s'étaient soldées par des demi-échecs. En Pologne, la rupture a été rapidement consommée avec Radio-Zet (ex-Radio Gazeta). A Prague, le vote d'une loi empêchant le développement des agences de presse a obli-

gé RFI à mettre fin à Radio-Plus, la station lancée en octobre 1991 avec l'agence nationale de presse CTK. Il est vrai aussi que le pays, germanophile, comptait peu de francophones.

En Bulgarie, les statistiques officielles assurent que la communauté francophone compte 300 000 personnes sur 8 millions d'habitants et qu'« un Bulgare sur trois comprend le français ». Comment, à Sofia, RFI marquera-t-elle sa différence face au concert des radios internationales comme Free Europe, Voice of America, la BBC ou la Deutsche Welle, qui diffusent journaux et magazines en bulgare (six heures pour la BBC) depuis de longues années ?

« Nous insistons sur l'actualité de ces pays de l'Est, dans la logique de l'ouverture européenne, ouverte en septembre, et nous mettrons l'accent sur l'économie », explique Michel Meyer, directeur des antennes. « Si dans six mois le bilan est positif, nous renouvellerons l'expérience. » Reste à savoir si RFI accordera un jour une plus grande marge de manœuvre à sa rédaction bulgare. « Pas question de faire un nouveau robinet musical, ou d'expliquer la Bulgarie aux Bulgares », assure le directeur. Aujourd'hui, les journalistes de la rédaction ne sont pas autorisés à commenter l'actualité bulgare. Ils se contentent de sélectionner et de traduire, au cours de la demi-heure d'information matinale, les nouvelles entendues le matin sur l'antenne de RFI.

Ariane Chemin

Le CSA ne veut pas être absent des autoroutes de l'information

LE CONSEIL supérieur de l'audiovisuel (CSA) ne souhaite pas être oublié alors que des expérimentations se préparent en matière d'autoroutes de l'information. Dans un avis, rendu mardi 24 octobre, les « sages » demandent au gouvernement de tenir compte de leur compétence avant de lancer les cent soixante-dix projets annoncés récemment par le ministre des technologies de l'information, François Fillon (Le Monde du 18 octobre). Le conseil demande « que soit ouverte une réflexion sur le rôle respectif du gouvernement et de la régulation dans la mise en place des technologies et services de l'information, et qu'en particulier puissent être clarifiés les champs de compétences respectifs des différents intervenants ».

Le CSA estime que l'« avis » préalable du gouvernement sur les projets d'expérimentations « doit être réservé » à ceux « résultant de l'appel à propositions lancé par le gouvernement en décembre 1994 », les projets postérieurs devant relever du Conseil. A propos des bouquets de programmes en numérique hertzien ou en MMDS (diffusion par micro-ondes), le CSA souhaite que « l'ouverture des infrastructures et le conventionnement des programmes » suivent le « modèle du câble ».

■ SYNDICAT : après la mise au point de Claude Fortin, membre du comité exécutif national de la Fédération des travailleurs des industries du livre (Filpac-CGT), faisant suite à l'entrevue que Michel Muller, secrétaire général de la Fédération, nous avait accordée (Le Monde des 24 et 25 octobre), ce dernier précise : « J'estime contraire à mon honneur de citoyen et de responsable syndical l'affirmation selon laquelle je ne respecterais pas la parole donnée. J'ajoute encore que le secrétariat fédéral est en plein accord sur les questions qui se posent dans la presse française. D'ailleurs, les membres du comité exécutif national ont décidé, à l'unanimité, de faire parvenir à tous les syndicats de notre profession le texte de l'introduction que j'ai faite afin que s'engage un vaste débat sur la presse dans notre pays et sa situation. »

■ PRESSE : Le résultat net de Filipacchi Médias (Paris-Match, Entrevue, Jeune et Jolie) est en hausse de 28,4 % au premier semestre 1995, à 78,6 millions de francs, pour un chiffre d'affaires de 760,4 millions. Le résultat d'exploitation, qui s'était fortement dégradé en 1994, s'est établi à 40,3 millions de francs au premier semestre contre 20,6 millions sur la même période en 1994.

■ TÉLÉVISION : selon le président de France Télévision, Jean-Pierre Elkabbach, le futur bâtiment qui doit rassembler dans le quinzième arrondissement de Paris, la présidence commune de France 2 et France 3 et la régie publicitaire « est un moyen de mettre fin à la dispersion des filiales qui occupent seize sites dans Paris ». Il réagissait ainsi aux « réserves » de la commission des finances de l'Assemblée qui critique le coût de ce siège, qualifié de « site de dimension pharaonique » par Alain Griotteray (UDF-Val-de-Marne).

JEUDI 26 OCTOBRE

TF 1

12.50 Magazine : A vrai dire.
13.00 Journal, Météo.
13.35 Magazine : Femmes.
14.00 Feuilleton : Les Foux de l'amour.
14.25 Feuilleton : Dallas.
15.25 Série : La loi est la loi.
16.15 Jeu : Une famille en or.
16.45 Club Dorothea vacances.
17.25 Série : La Philo selon Philippe.
17.55 Série : Les Nouvelles Filles d'à côté.
18.25 Série : Le Miracle de l'amour.
19.00 Série : Alerte à Malibu.
19.50 Les Pourquoi de M. Pourquoi.
20.00 Journal, Météo, La Minute hippique, Météo.

20.50 Série : Navarro.
Les Chiffonniers de l'aube, de Gérard Marx.
Le commissaire et ses « mulets » enquêtent sur le meurtre de l'un des plus gros entrepreneurs de la ville. Les soupçons se portent rapidement sur une société rivale.

22.30 Magazine : J'y crois, j'y crois pas.
Présenté par Tina Kieffer. L'IVG est-elle en danger ?

0.45 Journal, Météo.
0.55 Programmes de nuit.
« Bolero » de Ravel, par l'Ensemble instrumental de Gaze-Normandie : 1.50. TF 1 nuit (et 2.25, 3.30, 4.05) : 2.00. Série : Intrigues : 2.35. Le Vignoble des maudits (2/3) : 3.40. Histoires naturelles (et 5.00) : 4.15. L'Aventure des plantes : 4.40. Musique

FRANCE 2

12.10 Jeu : Les 2 amours (et 4.30).
12.45 Météo (et 13.40).
13.45 Série : Derrick.
13.55 Loto, Journal, Transat (et 0.15).
14.50 Série : Soko.
15.40 Tiercé.
En direct de Longchamp.
15.55 Variétés : La Chance aux chansons (et 5.20).
16.40 Des chiffres et des lettres.
17.10 Série : Les Premières Fois.
17.40 Série : Génération musique.
18.10 Série : Le Prince de Bel-Air.
18.43 Jeu : Qui le meilleur gagne.
18.45 Club Dorothea vacances.
19.20 Studio Gabriel (et 2.10).
19.59 Journal.
20.15 Invité spécial, Jacques Chirac.
20.50 Météo, Point route.

20.55 Magazine : Envoyé spécial.
A.J. Barnster : dans le couloir de la mort, de Stephen Trombly et Thomas Magierski ; Foot à l'er, de Denis Poncet, Jean-Xavier de Lesstrade, Thierry de Lestrade et Jean-Yves Cauchard ; Farakan, de Karine Fossou et Jon Kalina.

22.50 Expression directe, CFC.

22.55 Cinéma : Chérie, je me sens rattrapée. ■ ■ ■ Film américain de Howard Hawks (1952). Avec Cary Grant.
0.35 Journal, Météo.
0.52 Les Films Lumière.
0.55 Le Cercle de minuit.
Portrait de Nathalie Sarraute ; Jean Babilée : Actualité du théâtre avec Jorge Lavelli et Roland Bertin.
2.40 Programmes de nuit.

FRANCE 3

12.45 Journal.
13.05 Jeu : Tout en musique.
13.40 Série : Simon et Simon.
14.30 Série : Magnun.
15.10 Feuilleton : Le Don maudit (4/6).
16.40 Les Minikéums.
17.50 Série : Les deux font la loi.
18.20 Questions pour un champion.
18.50 Un livre, un jour.
Mille et une émissions.
18.55 Le 19-20 de l'information.
19.08, Journal régional.
20.05 Jeu : Fa si la chanter.
20.35 Tout le sport.
20.45 Keno.

20.50 Maman, j'ai raté l'avion. ■ Film américain de Chris Columbus (1990).
22.35 Météo, Journal.

23.05 Magazine : Ah ! Quels titres !
Présenté par Philippe Tesson. Grands écrivains : bis les masques ! Invités : Ghislain de Diesbach (Chateaubriand), Jozyane Savignieu (Carson McCullery), Françoise Boff (Radiguet), l'enfant avec une canne) ; Robert Merle (Oscar Wilde) ; Danièle Sallenave (Lectres mortes).

0.05 Magazine : Espace francophone.
Chantier en Acadie.
0.35 Un livre, un jour.
Mille et une émissions diffusées depuis le 7 septembre 1991.

3.35 Musique Gratifié.
Sonate pour flûte et piano, de Haendel. (15 min).

M 6

12.25 Série : La Petite Maison dans la prairie.
13.25 Téléfilm : Le Colt ou la Corde.
De Jerry Jameson.
15.00 Boulevard des chips (et 1.40, 5.40).
16.30 Hit Machine.
17.00 Série : Classe mannequin.
17.30 Dessin animé : Tintin.
De Louis Vial (1/2).
18.00 Série : Highlander.
19.00 Série : Lois et Clark, les nouvelles Aventures de Superman.
19.54 Six minutes d'informations, Météo.
20.00 Série : Notre belle famille.
20.35 Magazine : Passé simple.
Présenté par Marielle Fournier. La Création de l'ONU.

20.45 Cinéma : Willow. ■ Film américain de Ron Howard (1988) Avec Val Kilmer, Joanne Whalley, Warwick Davis.

23.00 Téléfilm : Le Cinéma oublié.
De John Patterson, avec David Soul, Patty Duke.
Une famille qui vient d'emménager dans sa nouvelle maison se trouve confrontée à des phénomènes étranges.

0.45 Magazine : Fréquentstar.
Yves Lecoq.
3.00 Rediffusions.
Culture pub : 3.25, Broadway Magazine : 4.15, Fanzone : 4.45, Saga de la chanson française (Yves Montand).

CANAL +

12.28 Court métrage : Crème pas les blases.
De Laurent Pawlowsky.
12.30 La Grande Famille.
13.45 Petits arrangements avec les morts. ■ Film français de Pascale Ferran (1994).
15.30 Documentaire : La Fosse aux lions W Gorongoro.
De Denis Kane.
16.15 Surprises (et 0.55).
16.25 Cinéma : Hocus Pocus, les trois sorcières. ■ Film américain de Kenny Ortega (1993).
17.55 Dessin animé, Les Multoches.
18.00 Le Dessin animé, Zogoud.
18.30 Cyberflash.
En clair jusqu'à 20.30.

18.40 Nulle part ailleurs (et 19.10).
19.30 Flash d'informations (et 22.45).
19.40 Zéorama, le contre-journal.

19.55 Sport : Football, En direct.
Metz-PSG. Match avancé de la 15^e journée du championnat de France de D1, en direct ; à 20.00, coup d'envoi.

22.00 Sport : Boxe.
En direct, Christophe Tiozzo-Robert Straw.
22.48 Court métrage : De F. Hernandez.
22.50 Cinéma : Jurassic Park. ■ Film américain de Steven Spielberg (1993, v.o.). Avec Sam Neill.

1.00 Cinéma : A toute épreuve. ■ Film chinois (Hongkong) de John Woo (1994, v.o., 123 min).

LA CINQUIÈME

12.30 Atout savoir.
13.00 Documentaire : La Cécité.
13.25 Le Journal du temps (et 18.57).
13.30 Les Grands Maîtres du cinéma.
Alfred Hitchcock.
14.30 Arrêt sur images.
15.30 Qui vive !
15.45 Allô ! La Terre. La Naissance (4/5).
16.00 La Preuve par cinq. (4/5).
16.30 Magazine : Fête des bébés !
17.00 Rintintin. Rusty se rend.
17.30 Les Enfants de John.
18.00 Ma souris bien-aimée. Musique Interactive.
18.15 Alphabets de l'image. Claude Sauter.
18.30 Le Monde des animaux. Peurs animales : les rats.

ARTE

20.40 Soirée thématique : La Démocratisation en Afrique noire.
Un vent de changement ? Présenté par Hannelore Gadatsch, Ousmane Kaba et Doris Lessing.
20.50 Modèles d'espérance ? (et 23.20).
21.25 Interview du président sud-africain Nelson Mandela.
21.35 Pays frères, pays contraires. Documentaire d'André Waksman.
22.35 Interview de Doris Lessing.
22.50 Indépendance à vendre. L'Erythrée et l'Ouganda, documentaire d'Ingrid Eßer.
23.55 Documentaire : L'Amazonie, la mort du prophète. Film haïtien de Raoul Peck (1992).

1.05 Bibliographie.
1.10 Notre agent à La Havane. ■ Film britannique de Carol Reed (1959, N., v.o., 109 min, redif.).

RADIO-CLASSIQUE 20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Hans von Bülow, Les Préludes, poème symphonique, de Liszt, par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. Herbert von Karajan ; La Mort d'Isolda, de Wagner, par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. Wilhelm Furtwängler ; Concerto n° 2 pour piano et orchestre, de Mendelssohn, par l'Orchestre du Gewandhaus de Leipzig, dir. Kurt Masur, Cyprien Katsaris, piano ; Symphonie n° 1, de Brahms, par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. Claudio Abbado ; Bagatelles op. 119, de Beethoven, Rudolf Serkin, piano ; 22.40 Les Soirées. (Suite). Symphonie salzbourgeoise n° 1 K 136, de Mozart, par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. Riccardo Muti ; Concerto n° 1 pour piano et orchestre, de Tchaïkovski, par l'Orchestre symphonique de Boston, dir. Colin Davis, Claudio Arrau, piano ; Mort et Transfiguration, poème symphonique op. 24, de R. Strauss, par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. Herbert von Karajan. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ■ Signalé dans le Monde radio-télévision ; ■ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■ Ne pas manquer ; ■ Chef-d'œuvre ou classique.

CÂBLE

TV 5 19.00 Paris lumières. 19.25 Météo des cinq continents (et 21.55). 19.30 Journal de la TSR. En direct. 20.00 Une étrange affaire. ■ Film français de Pierre Granier-Deleury (1981). 21.40 Bolo le déploré. 22.00 Journal de France 2, Edition de 20 heures. 22.40 Correspondances. 22.50 La Marche du siècle. Redif. de France 3 du 20/09. 0.05 Tell quel. 0.30 Journal de France 3 Edition Soir 3. 1.00 Visions d'Amérique (15 min).

PLANÈTE 19.10 Portraits d'Alain Cavalier L'Orangère. D'Alain Cavalier. 19.25 Carnet de baldu rêve à la passion. De Sophie Lorange et Serge Minkoff. 20.05 Légendes orientales d'outre-mer. 17/13 L'Aleçon de requin. De Jean Quiry et Benoit Segur. 20.35 L'Irlandais la mémoire d'un peuple. De Claude Roustier. 21.20 Lonely Planet. (11/13) Zimbabwe, Botswana, Namibie. De Steven Leffhoff. 22.10 Watergate. (2/5) Les Bours émissaires. De Mick Gold. 23.05 Scouts toujours. D'Agnès et Jean-Claude Bartoli. 23.55 Everest Turbo, la tentation. De Bernard Germain. 0.25 Nautilus. (5/6) Les Voyageurs de l'espace océan. De Jeremy Marmé (55 min).

PARIS PREMIERE 19.00 Aux arts et tère. 19.35 Stars en stock. 20.00 20.

Première. 21.00 Le Pirate. ■ ■ ■ Film américain de Vincente Minnelli (1948, v.o.). 22.40 Totalment cinema. 23.10 Le concert d'Édith Piaf. Orchestre de Berlin. Enregistre au Waldturn de Berlin en 1992. 0.55 Musiques en scènes (25 min).

CANAL J 17.25 Le Cristal magique. 17.50 Les Fables géométriques. 18.00 Soirée Cajou. 18.10, Rébus ; 18.10, Dodo, le retour ; 18.15, C'est vous qui le faites : SOS Tics ; 18.20, Série : Les Aventures de Black Beauty ; 18.50, Tip top clip ; 19.00, Atomes crochus ; 19.15, La Revue de presse ; 19.20, Codes secrets ; 19.30, Série : Mission top secret ; 19.55, La Mode et au revoir.

CANAL JIMMY 20.00 La Chair de l'orchidée. ■ Film franco-germano-italien de Patrice Chéreau (1974). 22.00 Road Test. 22.20 Chronique du front. 22.25 Les Anges saux pangs series. ■ Film britannique de James Clavell (1967, v.o.). 0.10 Souvenir. ■ Série CLUB 19.00 Série : Chapeau melon bottes de cuir (et 23.15). 19.50 Série : Cher oncle Bill. 20.15 Série : Skippy le kangourou. 20.45 Série : Allô Béatrice (et 0.10). 21.40 Série : Les Espions. 22.30 Série : 200 dollars plus les frais. Une belle escroquerie (45 min).

MCM 19.00 Zoom zoom (et 20.00). 19.15 Passagers. 19.55 Mangazone (et 23.25). 20.00 MCM découvertes. 21.30 MCM Rock n'ids. 22.25 MCM Home Vidéo. 22.30

L'Invité de marque. 23.00 MCM Mag (et 0.30). 23.30 Blah-Blah Groove. 0.00 Cinémascope. 0.15 Clips non-stop (15 min).

MTV 19.00 VJ Helena Christensen. 20.00 Greatest Hits. 21.00 Most Wanted. 22.30 Blues and Butt-head. 23.00 News at Night. 23.15 CinéMatic. 23.50 Série : Aeon Flux. 0.00 The End ? (90 min).

EUROSPORT 19.30 Eurosportnews. (et 1.00). 20.00 Superbike. Championnat du monde : 11^e et avant-dernière manche, à Sentul (Indonésie). 21.00 Catch. Les Guerriers du ring. 22.00 Kick-boxing. Championnat du monde amateurs : finale. 23.00 Rechettes. Résumé. Challenge international Harlekin, à Chicago (Illinois) et Augsburg (Allemagne). 0.00 Athletic Magazine (60 min).

CINÉCINÉFIL 18.50 Alice Adams. ■ Film américain de George Stevens (1935, N., v.o.). 20.30 Quelques pas dans la vie. ■ Film italien d'Alessandro Blasetti (1954, N.). 22.10 Monsieur Joe. ■ Film américain d'Ernest B. Schoedsack (1949, N., v.o.). 23.45 Le Club (80 min).

CINÉCINÉMAS 18.40 Project X. ■ Film américain de Jonathan Kaplan (1987, v.o.). 20.30 Les Joyeux débâcles. Burtch Cassidy et le Kid. ■ Film américain de Richard Lester (1979). 22.20 Tous les matins du monde. ■ Film français d'Alain Corneau (1991). 0.10 L'Indic. ■ Film français de Serge Leroy (1982, 90 min).

RADIO

FRANCE-CULTURE 20.00 Musique : Le Rythme et la Raison. Opéras en France : cinq saisons musicales. 4. L'Opéra de Nice. 20.30 Fiction. Cinéma : anniversaire de la Série noire. 4. La raison du plus fou. 21.28 Poésie sur parole. Les poèmes de Philippe Soupault (4). 21.32 Profils perdus. Marcel Granet (2). 22.40 Les Nuits magnétiques. La cité interdite : les usines Renault de Boulogne-Billancourt. 3. Le chant des survivants. 0.05 Du jour au lendemain. Georges Picard (Du malheur de trop penser ordes n° 3, de Schmittke, par le Quatuor Orlando ; La Cuelga, de Bowles. 23.05 Ainsi la nuit. Sonate pour violon et piano,

de Lakeu ; Adagio et Rondo pour harmonica en verre, flûte, hautbois, alto et violoncelle K 617, de Mozart ; Huit duos pour violon et cymbalum, de Kurtag. 0.00 Tapage nocturne. Vella, compositeur et machinistes. Carolus Poppée (extraits), de Jean-Marc Vella. 1.00 Les Nuits de France-Musique. Programme Hector.

RADIO-CLASSIQUE 20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Hans von Bülow, Les Préludes, poème symphonique, de Liszt, par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. Herbert von Karajan ; La Mort d'Isolda, de Wagner, par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. Wilhelm Furtwängler ; Concerto n° 2 pour piano et orchestre, de Mendelssohn, par l'Orchestre du Gewandhaus de Leipzig, dir. Kurt Masur, Cyprien Katsaris, piano ; Symphonie n° 1, de Brahms, par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. Claudio Abbado ; Bagatelles op. 119, de Beethoven, Rudolf Serkin, piano ; 22.40 Les Soirées. (Suite). Symphonie salzbourgeoise n° 1 K 136, de Mozart, par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. Riccardo Muti ; Concerto n° 1 pour piano et orchestre, de Tchaïkovski, par l'Orchestre symphonique de Boston, dir. Colin Davis, Claudio Arrau, piano ; Mort et Transfiguration, poème symphonique op. 24, de R. Strauss, par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. Herbert von Karajan. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

سكنا من الراحل

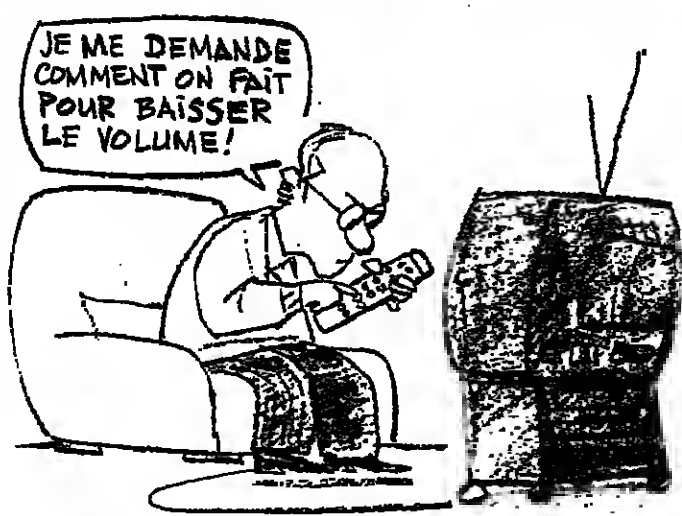
Canal Plus n'oublie pas les cinéphiles malentendants

La chaîne cryptée vient de mettre en service un nouveau procédé de sous-titrage qui permet aux téléspectateurs souffrant de déficience auditive de lire l'essentiel de la bande-son d'un film

DEPUIS le milieu du mois de septembre, les personnes atteintes de déficience auditive abonnées à Canal Plus ont la possibilité de suivre certains des films diffusés par la chaîne cryptée dans des conditions propres à satisfaire les plus cinéphiles des malentendants. La chaîne a travaillé un an pour mettre au point un nouveau procédé de sous-titrage, qui permet de faire partager aux sourds la quasi-totalité de ce qui figure sur la bande sonore d'un long métrage, sans surcharger l'image.

Ce procédé représente une avancée technique par rapport au système actuellement en vigueur à la télévision pour les déficients auditifs. La plupart des chaînes hertziennes disposent en effet d'un service de télétexte, qui permet notamment d'obtenir, pour certains programmes, une version spécialement sous-titrée à destination des malentendants.

BANDEAUX NOIRS
Fondé sur la norme européenne Ceefax, ce système a pris le relais à la fin des années 80 du procédé français Antiope. Les sous-titres sont inscrits sur des bandeaux noirs qui s'affichent sur l'image, en bas de l'écran. Jouant sur les majuscules, les minuscules et les couleurs, le procédé Ceefax restitue bien sûr les dialogues qui, à la différence d'un film en version française, s'inscrivent sous le personnage en train de parler; il offre en outre des précisions sur l'action qui se déroule à l'écran ou



PANCHO

bors-champ: lorsque cela s'avère nécessaire, des commentaires s'inscrivent en jaune sur l'image; les bruits (sonnerie de téléphone, sirène, coups de feu...) sont indiqués en lettres rouges.

Le procédé mis au point par Canal Plus prend en compte ce système général de sous-titrage mais supprime les cartouches noires. Les sous-titres sont incrustés sur l'écran (le texte est gravé sur la bande vidéo), ce qui procure une meilleure lisibilité et libère l'image d'inutiles surcharges.

Désormais, chaque semaine, deux films du catalogue de Canal Plus bénéficient du traitement

spécial pour les déficients auditifs. Chacun d'eux est diffusé sept fois, les six premières selon le mode Ceefax, la septième selon le nouveau procédé. Avantages supplémentaires de ce dernier: contrairement au sous-titrage Ceefax, il ne subit pas d'altération lorsqu'on le copie au magnétoscope; et tous les abonnés à la chaîne cryptée reçoivent cette version sous-titrée, sans qu'il soit nécessaire de disposer d'un décodeur spécial.

Jusqu'à présent, pour des raisons techniques, Canal Plus ne proposait aucun service particulier aux sourds et malentendants.

dants. La nouvelle génération de décodeurs actuellement en cours d'installation permet à la chaîne de s'intéresser à un public non négligeable: on estime que 7 % des Français sont atteints d'un déficit auditif. Ce qui signifie qu'environ 3,7 millions de foyers seraient concernés.

«ENTREPRISE DE SERVICES»
Canal Plus se refuse à évoquer cette initiative en terme de «marketing». En lançant ce nouveau procédé à destination des sourds et malentendants, la chaîne souhaite montrer, selon les mots de son président, Pierre Lescure, qu'elle est «outout une chaîne de télévision qu'une entreprise de services».

La chaîne cryptée ne compte pas s'arrêter sur les recherches et les applications déjà réalisées. Un projet, mené en commun avec La Cioquème, est actuellement à l'étude pour fournir un service équivalent aux... aveugles. Des commentaires, qui viendraient s'insérer entre les dialogues, pourraient permettre aux non-voyants d'accéder, eux aussi, devant leur poste de télévision, au septième art.

Sylvie Kerviel

★ «Cinéma: Casque bleu, de Gérard Jugnot», Canal Plus, dimanche 29 octobre à 5 h 25. Le Monde signale les sous-titres spéciaux pour les malentendants dans ses programmes par un signe spécial: «».

Découvertes

par Luc Rosenzweig

ON NE SORT JAMAIS d'une soirée télévision tout à fait dans le même état qu'avant d'y être entré. Prenons une soirée banale, sans qualités particulières, comme il s'en est déroulé des dizaines de milliers depuis l'invention de ce média. A la lecture des programmes du mercredi 25 octobre, on se attend à rien d'extraordinaire. On se dit même que, peut-être, un bon livre...

On a tort. Dans la première partie de «Nulle part ailleurs» sur Canal Plus, nous étalé présent par le dynamique et quel que peu irritant Jérôme Bonaldi une invention qui est un démenti cinglant à ceux qui affirment que le génie français est en panne d'imagination. La saison des sports d'hiver approche, et jusqu'à ce jour on n'avait pas résolu le problème de la goutte au nez du skieur en pleine action. S'essuyer le nez avec sa main gantée est un réflexe naturel, mais bien peu hygiénique. Tout soudain est désormais éparpillé par l'adjonction d'un petit carré de tissu absorbant fixé sur le dos du gant par un scratch. Ingénieux, non?

Un mercredi ordinaire d'octobre peut aussi, sans que vous vous y attendiez, augmenter d'une unité votre collection d'histoire juives, grâce au lieutenant Colombo. Livrons-la suite de décollage avant d'en expliquer le contexte. Un exhibitionniste entre dans le magasin de confection de Mme Cohen. Il ouvre largement son grand manteau. «Eh bien, mon ami, il était

grand temps de changer votre doublure!», s'exclame la dame. On soupçonne les scénaristes de cet épisode de la célèbre série d'avoir fait le pari avec des amis de faire raconter une histoire juive par un fils réputé italien, qui fume des cigares puants et aime le parmesan. C'est, entre autres, grâce au fait que la victime ait pu faxer l'adite histoire juive à sa femme en vacances à Hawaï que le lieutenant Colombo acquiert la conviction que l'homme ne s'est pas suicidé, mais a bel et bien été assassiné. Et ainsi peut-il confondre un avocat politicien qui réval de devenir ministre de la justice. C'est évident, même lorsqu'on a l'intention de se donner la mort, on attend avant que la personne réceptrice de l'histoire ait ri, ou plus probablement fait savoir qu'elle la connaissait depuis des siècles.

On ne saurait terminer cette revue des découvertes imprévues sans mentionner l'existence d'une association du type Alcooliques anonymes destinée à venir en aide aux personnes affectivement et sexuellement dépendantes, autrement dit aux obsédés sexuels, thème de l'émission «Bas les masques» de Mireille Dumas. Ces braves gens se réunissent dans une église, et soulagent leur conscience angoissée en racontant leurs mésères à d'autres pauvres bougres taraudés par une libido exacerbée. Réflexion faite, il vaut peut-être mieux aller faire changer sa doublure.

VENDREDI 27 OCTOBRE

TF 1

- 12.50 Magazine: A vrai dire.
- 13.00 Journal, Météo, Trafic infos.
- 13.38 Magazine: Femmes.
- 13.40 Feuilleton: Les Foux de l'amour.
- 14.25 Feuilleton: Dallas.
- 15.25 Série: La loi est la loi.
- 16.15 Jeu: Une famille en or.
- 16.45 Club Dorothée.
- 17.15 Série: Les Musclés; Clip; Jeux.
- 17.25 La Philo selon Philippe.
- 17.55 Série: Les Nouvelles Filles d'à côté.
- 18.25 Série: Le Miracle de l'amour.
- 19.00 Série: Alertes à Malibu.
- 19.50 Les Pourquoi de M. Pourquoi.
- 20.00 Journal, La Minute hippique, Météo, Trafic infos.

- 20.50 Feuilleton: Sandra, princesse rebelle [8/8]. Délivrance, de Didier Albert. Zoltan, qui devient toujours le fils de Sandra, lui propose un mariage. Pour revoir son fils, elle doit épouser Simon.

- 22.30 Magazine: Sans aucun doute. Présenté par Julien Courbet. La Fausse monnaie; Les Raves-Parties.
- 0.10 Magazine: Formule foot. 15^e journée du Championnat de D1.
- 0.45 Musique: Minuit, l'heure du clip. Compil: Liane Foly; 1.25, Laser; 2.20, Vinyl.
- 2.50 Journal, Météo.
- 3.05 Programmes de nuit. Le Vignoble des maudits; 4.05, TF 1 nuit; 4.15, L'Aventure des plantes; 4.45, Musique; 5.05, Histoires naturelles.

FRANCE 2

- 12.10 Jeu: Les 2 Amours.
- 12.45 Météo (et 13.40).
- 12.59 Journal, Transit (et 0.30).
- 13.40 Point route.
- 13.50 Série: Derrick.
- 14.50 Série: Soké.
- 15.45 Variétés: La Chance aux chansons (et 5.00).
- 16.45 Des chiffres et des lettres.
- 17.15 Série: Les Premières Fois.
- 17.45 Série: Génération musique.
- 18.10 Série: Le Prince de Bel-Air.
- 18.43 Jeu: Que le meilleur gagne.
- 19.15 Bonne nuit les petits.
- 19.20 Studio Gabriel (et 2.15).
- 19.59 Journal, Météo, Point route.

- 20.55 Téléfilm: Maigret. Maigret et les témoins récalcitrants, de Michel Sibra d'après Georges Simenon, avec Bruno Crémier.

- 22.35 Bouffon de culture. Présenté par Bernard Pivot. La Trappe; pourquoi se retirer du monde? Invité: Dom Marie Gérard Dubois; Michel Del Castillo; Jean-Noël Vuarnet.
- 23.40 Magazine: Géopolis. Présenté par Claude Sérillon. Polynésie, dernière la plage, de Jean-Marc Bordes; Agnès Vahanian et Dominique Merlin.
- 0.35 Journal, Météo.
- 0.45 Les Films Lumière.
- 0.50 Magazine: La 25^e Heure. Chargée de famille, d'Ingrid Gogry.
- 2.45 Programmes de nuit. Envoyé spécial (rediff.); 4.20, 24 heures d'info; 4.30, Jeu: Pyramide, 5.50, Dessin animé.

FRANCE 3

- 12.45 Journal.
- 13.05 Jeu: Tout en musique.
- 13.40 Série: Simon et Simon.
- 14.30 Série: Magnan.
- 16.10 Feuilleton: Le Don maudit [5/6].
- 16.40 Les Minikéums. Le Cahier de Taz; Sandokan; Batman.
- 17.50 Série: Les deux font la loi.
- 18.20 Questions pour un champion.
- 18.50 Un livre, un jour. Du malheur de trop penser à soi, de Georges Perec.
- 18.55 Le 19-20 de l'information. 19.08, Journal régional.
- 20.05 Jeu: Fa si la chanter.
- 20.35 Tout le sport.

- 20.50 Magazine: Thalassa. Fêtes de bois, de Nicolas Gabriel et Guy Nèvers.

- 21.50 Magazine: Faut pas rêver. Présenté par Sylvain Augier. Invité: Michel Blanc. France: une vie de chien; France: un secret de taille; Chine: les Miao à longues cornes.
- 22.50 Météo, Journal.
- 23.20 Magazine: Pégase. Red Flag (1995); Sals au pays des merveilles.
- 0.15 L'Heure du golf. L'Alfred Dunhill Cup à St-Andrews.
- 0.45 Feuilleton: Dynastie.
- 1.35 Musique Graffiti. Danse: Nature morte au café Pingouin, de David Bintley, musique de Simon Jeffes, par le Royal Ballet de Londres (45 min).

M 6

- 12.25 Série: La Petite Maison dans la prairie.
- 13.25 Téléfilm: Le Jeune Harry Houdini. De James Orr avec Will Wheaton.
- 15.00 Boulevard des clips (et 1.15, 5.45).
- 16.30 Variétés: Hit Machine.
- 17.00 Série: Classe mannequin.
- 17.30 Dessin animé: Timtini. Le Lotus bleu [2/2].
- 18.00 Série: Highlander.
- 19.00 Série: Lois et Clark, les Nouvelles Aventures de Superman.
- 19.50 Sport: Voile.
- 19.54 Six minutes d'informations, Météo.
- 20.00 Série: Notre belle famille.
- 20.35 Capital 6 (et 23.25).

- 20.40 Téléfilm: La Nuit du mensonge. De Lou Antonio, avec Jacklyn Smith, Ben Gazzara. Une femme découvre que son mari, riche éditeur, a une aventure avec une call-girl. Après une franche explication avec son époux, celui-ci accepte de rompre avec sa maîtresse. Quelques jours plus tard, cette dernière porte plainte pour coups et blessures.

- 22.35 Série: Aux frontières du réel. Aubrey.
- 23.35 Magazine: Sexy Zap.
- 0.15 Dance Machine Club.
- 0.45 Hit Dance.
- 3.00 Rediffusions. E=M 6; 3.25, Fanzone; 3.50, Barba Stresand; 4.45, Mode 6; 5.15, Stimeurs.

CANAL +

- 12.28 Court métrage: Crane pas les biases. De Laurent Pavlovsky.
- 12.30 La Grande Famille.
- 13.40 Le journal de l'emploi.
- 13.45 Cinéma: Casque bleu. Film français de Gérard Jugnot (1994).
- 15.25 Série: Babylon 5 [15/22] Hénages.
- 16.05 Surprises (et 17.45, 22.00).
- 16.15 Cinéma: Les Parapluies de Cherbourg. Film français de Jacques Demy (1963).
- 17.55 Dessin animé. Les Multoches.
- 18.00 Le Dessin animé. Enigmod.
- 18.30 Magazine: Cyberflash.
- 18.40 Nulle part ailleurs. (et 19.10).
- 19.30 Flash d'informations (et 21.55).
- 19.40 Zéromax, le contre-journal.
- 19.55 Les Guignols.
- 20.30 Le Journal du cinéma. Présenté par Isabelle Giordano.

- 20.35 Téléfilm: La Maison de verre. De Rainer Bar.
- 22.15 Magazine: Jour de foot.
- 23.00 Cinéma: Meurtre mystérieux à Manhattan. Film américain de Woody Allen (1993).
- 0.45 Cinéma: Le Bon Fils. Film américain de Joseph Ruben (1993, v.o.).
- 2.15 Cinéma: Petits arrangements avec les morts. Film français de Pascale Ferran (1994).

LA CINQUIÈME

- 12.30 Atout savoir.
- 13.00 Les Yeux de la découverte.
- 13.25 Le journal du temps (et 18.57).
- 13.30 Documentaire: Les Marbres de l'Acropole (rediff.).
- 14.30 Business humanum est. SNCM: le ferry de Marseille à Tunis.
- 15.30 Qui vive! OHL chez l'enfant.
- 15.45 Allô! La Terre. La Nausée [5/5].
- 16.00 La Preuve par cinq [5/5].
- 16.30 Les Merveilles de l'univers.
- 17.00 Rintintin. Rintintin et la mère d'O'Hara.
- 17.30 Les Enfants de John.
- 18.00 L'Amour en questions.
- 18.15 Magazine: Cinq sur cinq.
- 18.30 Le Monde des animaux.

ARTE

- 19.00 Série: Ivanhoé [15/25] Femmes en armes, de Pennington Richards, avec Roger Moore.
- 19.30 Documentaire: La Chasse au renne en Sibérie. O'Enk Zymen.
- 20.30 8 1/2 Journal.

- 20.40 Téléfilm: Le Roi magique. De Peter Smith, avec Paul Bove, Jill Baker. Des examens médicaux pratiqués sur deux jeunes enfants d'une famille apparemment sans problèmes révèlent des secrets secrets. Le père est accusé d'inceste. Un téléfilm très sensible sur un sujet difficile.

- 21.45 Documentaire: Cent ans de cinéma. Scandinavie: Sigmund Björkman, de Stig Björkman (v.o.).
- 22.40 Cinéma: Eraserhead. Film américain de David Lynch (1976, N. v.o.). Avec John Nance, Charlotte Stewart, Allen Joseph.

- 0.10 Cinéma de poche. Le Temps des cinéphilas. [1/2] Quand le spectateur était roi, Documentaire d'Hélène Mochiri et Claude-Jean Philippe.
- 1.05 Documentaire: La chute du Mur, une chronique [5/12].
- 1.20 Documentaire: La chute du Mur, une chronique [6/12].

- 1.35 Magazine: Transit. Bosnie: en attendant la paix, Mostar-Est, une ville coupée en deux; Vienne ensemble malgré la guerre à Sarajevo; Portrait d'un général serbe de l'armée bosniaque; Les Sentinelles de Sarajevo (rediff., 65 min).

CÂBLE

- TV 519.00 Paris lumières. Invité: Arno Klarsfeld. 19.25 Météo des cinq continents (et 21.55). 19.30 Journal de la RTBF. En direct. 20.00 Fort Boyard. 21.30 Le Carnet du bourlingueur. 22.00 Journal de France 2. Edition de 20 heures. 22.40 Taratata. Rediff. de France 2 du 22/10. 23.50 Sortie libre. 0.30 Journal de France 3. Edition Sor. 1.00 Visions d'Amérique (15 min).
- PLANETÉ 19.15 Tartaros. De Cassie Texier. 19.40 Couture [6/6] Yves-Saint Laurent. De Gina et Jeremy Newson. 20.35 Tolken, un portrait de John Ronald Reuel Tolkien. De Derek Bailey. 21.25 Le Pouvoir des mers [2/6] Dominer les vagues. De Nigel Turner. 22.25 Portraits d'Alain Cavalier. D'Orangère. D'Alain Cavalier. 22.40 Carnet de baladins. De la passion. De Sophie Lagrange. 23.00 Serge Kikoff. 23.20 Légendes-vies d'outre-mer. [7/13] L'Aïluron de requin. De Jean Queyrat et Benoit Segur. 23.45 L'Irlande ou la mémoire d'un peuple. De Claude Péron. 0.35 Lonely Planet. [11/13] Zimbabwe, Botswana, Namibie. De Steven Lanthoff (50 min).
- PARIS PREMIÈRE 19.00 Totalelement cinéma. 19.30 Stars en stock. 20.20 h Paris Première. 21.00 A bout portant. 21.50

- Musiques en scènes 22.20 Opéra: Une vie pour le tsar. De Mikhaïl Vainovitch Glinka. Enregistré au Théâtre du Bolchoï à Moscou, en juin 1992.
- CANAL J17.25 Conte Mordicus. 17.50 Les Fables géométriques. 18.00 Soirée Capou. 18.05, Rébus; 18.10, Oodo, le retour; 18.15, Le Journal des bons plans du week-end; 18.20, Série: Les Aventures de Black Beauty; 18.50, Oit et Oim; 19.00, Extra large; 19.15, Tip top clip; 19.25, Série: Mission top secret; 19.50, Tip top clip.
- CANAL JIMMY 20.00 The Muppet Show. Invité: Sylvester Stallone. 20.25 Série: Les Envahisseurs. La Fugitive. 21.20 Série: M.A.S.H. Les Officiers modèles. 21.45 Le Meilleur du pire. 22.15 Chronique musicale. 22.30 Série: Dream On. 22.50 Série: Senfield. 23.15 Top bab. 23.55 Série: New York Police Blues. 0.45 Série: Lucky Luke. Le train fantôme (55 min).
- SÉRIE CLUB 19.00 Série: Chapeau melon. 20.00 Série: Les Chevaliers de la mort. 19.50 Série: Cher oncle Bill. 20.15 Série: Si l'opie le kangourou. 20.45 Série: Spécial Branch (et 0.10). 21.40 Série: Les Espions. Les Miroirs de la haine. 22.30 Série: 200 dollars plus les frais. 1.00 Série: Mission impossible. Traitement de choc (45 min).
- MCM 19.00 Zoom zoom (et 19.45, 20.00)

- 19.15 Rebel TV. 19.55 Mangazona. 21.00 Passagers. 22.00 L'Innité de marque. Viro-nique et Christopher Sanson. 22.30 MCM Dance Club. 0.30 Reve On (90 min).
- MTV 19.00 VJ Naomi Campbell. 20.00 Greatest Hits. 21.00 Most Wanted. 22.30 Beavis and Butt-Head. 23.00 News at Night. 23.15 CineMatic. 23.30 Oddities. Featuring the Head. 0.00 Partyzone (120 min).
- EUROSPORT 19.30 Eurosport news. (et 1.00). 20.00 Tennis. Tournoi messieurs d'Essen (Allemagne). Quarts de finale. En direct. 22.00 Formule 1. Résumé Grand Prix du Japon: essais, à Suzuka. 23.00 Tennis. En direct. Tournoi messieurs d'Essen (Allemagne): quarts de finale (120 min).
- CINÉ CINÉ 18.45 Crime passionnel. Film américain d'Otto Preminger (1946, N. v.o.). 20.30 Les Usages dangereux. Film français de Roger Vadim (1959, N.). 22.15 Diamond City. Film britannique de David Mac Donald (1949, N. v.o.). 23.45 Evade de Dortmund. Film américain de Ricardo Cortez (1939, N. v.o.). 0.40 Le Testament d'Orphée. Film français de Jean Cocteau (1960, N. 75 min).
- CINÉ CINÉ 18.50 Téléfilm: Croire à en mourir. De Stephen Gyllenhaal (1988), avec Rosanna Arquette. 20.30 Hollywood 26.21.00 Chaplin. Film américain de Richard Attenborough (1992). 23.20 Patton. Film américain de Franklin J. Schaffner

RADIO

- FRANCE-CULTURE 20.00 Musique: Le Rythme et la Raison. Opéra en France: cinq siècles musicaux. 5. L'Opéra de Lyon. 20.30 Le Banquet d'Utopie. 21.28 Poésie sur parole. Les poèmes de Philippe Soupault (15). 21.32 Musique: Black and Blue. René Untregre se souvient de Miles Davis. 22.40 Les Nuits magnétiques. La cité interdite: les usines Renault de Boulogne-Billancourt. 4. Le temps des cerises. 0.05 Du jour au lendemain. Alan Naudaud (Le Livre des maledictions). 0.50 Musique: Coda. Saule la voix (5). 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).
- FRANCE-MUSIQUE 20.00 Concert franco-allemand. Donné les 15 et 16 octobre au nouveau Gewandhaus de Leipzig et émis simultanément sur les radios de Francfort et de Sarrebruck, par l'Orchestre symphonique de la Radio de Leipzig, dir. Marcello Viotti: Métamorphoses symphoniques sur Gesualdo, de Baur; Concerto pour violon et orchestre n° 2, de Bartók; Symphonie n° 2, de Beethoven. 22.00 Soliste. Thomas Hampson, baryton. Trois mélodies en français, de Rossini; Pêcheurs de perles: Air des pêcheurs de perles (Acte II, de Bizet, par l'Orchestre national du pays de Gales, dir. Carlo Rizzo. 22.25 Dépêche-notes. 23.30 Musique: plunel. Œuvres de Sciarino,

- Takemitsu. Bowles. 23.05 Ains la nuit. Quatuor pour piano et cordes n° 1, de Mozart, par les membres du Quatuor Guernsey; Fantaisie pour piano O. 760 Wanderer, de Schubert; Sonate pour violon et piano Ballade, d'Ysaye. 0.00 Jazz club. En direct du Duc des Lombards: Le Trio de Jimmy Gourley, guitare, avec Dominique Lemerle, contrebasse, Philippe Combelles, batterie. 1.00 Les Nuits de France-Musique. Programmes Hector.
- RADIO-CLASSIQUE 20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Le violoniste Arthur Grumiaux. Sonate pour piano et violon K. 454, de Mozart; Clara Haskil, piano; Concerto n° 1 pour violon BWV 1041, de Bach, par The English Chamber Orchestra, dir. Raymond Leppard; Fantaisie n° 1, de Tchaïkovski; Concerto n° 2 pour violon, de Mendelssohn, par l'Orchestre du Concertgebouw d'Amsterdam, dir. Bernard Haitink; Sonate pour violon et piano, de Lekeu, Riccardo Castiglione, piano. 22.30 Les Soirées. (Suite). Quinette La Tuile O. 667, de Schubert, par le Trio Grumiaux, Ingrid Haebler, piano, Jacques Cazauran, contrebasse; Ouverture sur des thèmes populaires roumains, d'Enescu, par l'Orchestre symphonique de la Radio roumaine, dir. Hora Andreescu; Concerto A la mémoire d'un ange, de Berg, par l'Orchestre du Concertgebouw d'Amsterdam, dir. Igor Markévitch; Sonate n° 1 op. 12 n° 1, de Beethoven, William Kapell, piano. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

Le général Déficit

par Pierre Georges

UN PARTICULIER est à découvert. Une entreprise, une institution, un État, sont en déficit. C'est une différence sémantique pour signifier une différence d'échelle. Mais le concept reste le même.

Déficit ici, déficit là, déficit partout. Déficit de la SNCF. Déficit de la Sécurité sociale. Déficit du budget. Déficit des finances publiques. Déficit de popularité. Déficit de la confiance. Le général Déficit frappe allègrement, en sa tournée d'automne. La France n'est plus de faire la somme amère de tous ses déséquilibres comptables, de dresser l'inventaire national au rayon déceptions, inquiétudes et amertumes. C'est un vieux mot, déficit. Vieux comme le latin, un mot pour dire « il manque ». Il manque un peu de tout, en effet, pour faire une France heureuse ou, à tout le moins, confiante en son avenir et en ses dirigeants. Il manque, comme l'ont dit autrefois dans les campagnes. Et cet état de manque, cette France en manque, crée un profond sentiment de malaise, d'incertitude, de péril presque.

C'est un vieux mot, déficit. Vieux comme les révoltes et les révolutions. Ainsi le sobriquet infligé en leur temps à Louis XVI et Marie-Antoinette, Monsieur et Madame Déficit. Bico évidemment, nous n'en sommes pas là. Et même très loin de là.

Il empêche. Le pays est inquiet et le fait savoir. A sa manière, désordonnée et processionnaire, dans le cumul et l'addition de ses déficits particuliers qui placent nos gouvernants à découvert. Il suffit de lever la tête, de simplement regarder. Un jour, les boulangers. Le lendemain, les restaurateurs. Le troisième, les producteurs de

fruits et légumes. On pourrait, dans la routine et la facilité des classifications habituelles, conclure à la concentration, *pedibus cum jambi*, de tous les corporatismes. Mais on peut voir cela autrement aussi : comme l'expression la plus concrète du doute qui, bien loin du palais Brogniart, saisit les marchés, cette Bourse des petits commerces et de la vie quotidienne.

On doute et on le manifeste. En autant de manifestations que de bulles de méthane à la surface de l'eau. Un jour, les fonctionnaires. Le lendemain, les cheminots. Le troisième, les étudiants à Rouen. Le quatrième, les anciens d'Afrique du Nord comme à la parade, sous une forêt de drapeaux. Ces manifestations, dirait-on, ont lieu à voir les uns avec les autres. Sans doute. En ce sens, elles ne font pas un tout. Mais elles font un ensemble, un climat. Car toutes ont du succès, toutes font recette. Toutes indiquent que la rue fait appel du déficit de confiance ou l'avenir.

Cela peut se dire autrement. En termes de sondages. Semaine après semaine, la confiance s'évapore. On peut tenir le phénomène pour négligeable. On peut se rassurer et, d'un revers de main, d'un coup de menton, écarter cette conjonction d'humours et d'opinions. Après tout, la politique de la France ne se fait pas, ou ne devrait pas se faire, sur les sondages. Et la popularité est devenue un luxe inouï, même pour les gouvernements.

Mais tout de même ! Vient un moment, en météorologie politique, où la balsa continue et accélérée du baromètre, en chute libre, vaut avis de gros temps. Or d'expérience, la encore, le baromètre lui-même creuse son déficit. A belles dents !

SOMMAIRE

INTERNATIONAL

France-Allemagne : la rencontre entre M. Chirac et M. Kohl 2
Commerce : les États-Unis engagent une guerre du blé avec l'Europe 3
Espagne : le Congrès a rejeté le projet de budget du gouvernement 4

FRANCE

Majorité : la droite attend du chef de l'État une clarification de sa politique 6
Fiscalité : le rendement de l'impôt sur les sociétés s'avère très aléatoire en 1996 7

SOCIÉTÉ

Attentats : M. Toubon durcit la législation contre le terrorisme 8
Logement : l'OPAC de Paris engage des réformes 9
Justice : le procès en appel de l'affaire VA-OM 10

HORIZONS

Enquête : Voyage dans le Grand Nord russe : 2) L'homme qui aimait les Tchouktches 11
Débats : La gauche et le travail intellectuel, par Philippe Corcuff ; L'Eglise catholique et les Juifs, par Jean-Marie Chouraqui ; le courrier de nos lecteurs 12
Éditoriaux : Felipe Gonzalez désavoué ; La presse et le pouvoir 13

BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LE MONDE

Cours relevés le jeudi 26 octobre, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES		OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES			
Tokyo Nikkei	19970,80	- 0,24	- 10,12		
Hong Kong Index	9841,06	+ 0,67	+ 20,14		
Tokyo Nikkei sur 3 mois					
1995/96	19970,80				
1996/97	19970,80				
1997/98	19970,80				
1998/99	19970,80				
1999/00	19970,80				
2000/01	19970,80				
2001/02	19970,80				
2002/03	19970,80				
2003/04	19970,80				
2004/05	19970,80				
2005/06	19970,80				
2006/07	19970,80				
2007/08	19970,80				
2008/09	19970,80				
2009/10	19970,80				
2010/11	19970,80				
2011/12	19970,80				
2012/13	19970,80				
2013/14	19970,80				
2014/15	19970,80				
2015/16	19970,80				
2016/17	19970,80				
2017/18	19970,80				
2018/19	19970,80				
2019/20	19970,80				
2020/21	19970,80				
2021/22	19970,80				
2022/23	19970,80				
2023/24	19970,80				
2024/25	19970,80				
2025/26	19970,80				
2026/27	19970,80				
2027/28	19970,80				
2028/29	19970,80				
2029/30	19970,80				
2030/31	19970,80				
2031/32	19970,80				
2032/33	19970,80				
2033/34	19970,80				
2034/35	19970,80				
2035/36	19970,80				
2036/37	19970,80				
2037/38	19970,80				
2038/39	19970,80				
2039/40	19970,80				
2040/41	19970,80				
2041/42	19970,80				
2042/43	19970,80				
2043/44	19970,80				
2044/45	19970,80				
2045/46	19970,80				
2046/47	19970,80				
2047/48	19970,80				
2048/49	19970,80				
2049/50	19970,80				
2050/51	19970,80				
2051/52	19970,80				
2052/53	19970,80				
2053/54	19970,80				
2054/55	19970,80				
2055/56	19970,80				
2056/57	19970,80				
2057/58	19970,80				
2058/59	19970,80				
2059/60	19970,80				
2060/61	19970,80				
2061/62	19970,80				
2062/63	19970,80				
2063/64	19970,80				
2064/65	19970,80				
2065/66	19970,80				
2066/67	19970,80				
2067/68	19970,80				
2068/69	19970,80				
2069/70	19970,80				
2070/71	19970,80				
2071/72	19970,80				
2072/73	19970,80				
2073/74	19970,80				
2074/75	19970,80				
2075/76	19970,80				
2076/77	19970,80				
2077/78	19970,80				
2078/79	19970,80				
2079/80	19970,80				
2080/81	19970,80				
2081/82	19970,80				
2082/83	19970,80				
2083/84	19970,80				
2084/85	19970,80				
2085/86	19970,80				
2086/87	19970,80				
2087/88	19970,80				
2088/89	19970,80				
2089/90	19970,80				
2090/91	19970,80				
2091/92	19970,80				
2092/93	19970,80				
2093/94	19970,80				
2094/95	19970,80				
2095/96	19970,80				
2096/97	19970,80				
2097/98	19970,80				
2098/99	19970,80				
2099/00	19970,80				
2100/01	19970,80				
2101/02	19970,80				
2102/03	19970,80				
2103/04	19970,80				
2104/05	19970,80				
2105/06	19970,80				
2106/07	19970,80				
2107/08	19970,80				
2108/09	19970,80				
2109/10	19970,80				
2110/11	19970,80				
2111/12	19970,80				
2112/13	19970,80				
2113/14	19970,80				
2114/15	19970,80				
2115/16	19970,80				
2116/17	19970,80				
2117/18	19970,80				
2118/19	19970,80				
2119/20	19970,80				
2120/21	19970,80				
2121/22	19970,80				
2122/23	19970,80				
2123/24	19970,80				
2124/25	19970,80				
2125/26	19970,80				
2126/27	19970,80				
2127/28	19970,80				
2128/29	19970,80				
2129/30	19970,80				
2130/31	19970,80				
2131/32	19970,80				
2132/33	19970,80				
2133/34	19970,80				
2134/35	19970,80				
2135/36	19970,80				
2136/37	19970,80				
2137/38	19970,80				
2138/39	19970,80				
2139/40	19970,80				
2140/41	19970,80				
2141/42	19970,80				
2142/43	19970,80				
2143/44	19970,80				
2144/45	19970,80				
2145/46	19970,80				
2146/47	19970,80				
2147/48	19970,80				
2148/49	19970,80				
2149/50	19970,80				
2150/51	19970,80				
2151/52	19970,80				
2152/53	19970,80				
2153/54	19970,80				
2154/55	19970,80				
2155/56	19970,80				
2156/57	19970,80				
2157/58	19970,80				
2158/59	19970,80				
2159/60	19970,80				
2160/61	19970,80				
2161/62	19970,80				
2162/63	19970,80				
2163/64	19970,80				
2164/65	19970,80				
2165/66	19970,80				
2166/67	19970,80				
2167/68	19970,80				
2168/69	19970,80				
2169/70	19970,80				
2170/71	19970,80				
2171/72	19970,80				
2172/73	19970,80				
2173/74	19970,80				
2174/75	19970,80				
2175/76	19970,80				
2176/77	19970,80				
2177/78	19970,80				
2178/79	19970,80				
2179/80	19970,80				
2180/81	19970,80				
2181/82	19970,80				
2182/83	19970,80				
2183/84	19970,80				
2184/85	19970,80				
2185/86	19970,80				
2186/87	19970,80				
2187/88	19970,80				
2188/89	19970,80				
2189/90	19970,80				
2190/91	19970,80				
2191/92	19970,80				
2192/93	19970,80				
2193/94	19970,80				
2194/95	19970,80				
2195/96	19970,80				
2196/97	19970,80				
2197/98	19970,80				
2198/99	19970,80				
2199/00	19970,80				
2200/01	19970,80				
2201/02	19970,80				
2202/03	19970,80				
2203/04	19970,80				
2204/05	19970,80				
2205/06	19970,80				
2206/07	19970,80				
2207/08	19970,80				
2208/09	19970,80				
2209/10	19970,80				
2210/11	19970,80				
2211/12	19970,80				
2212/13	19970,80				
2213/14	19970,80				
2214/15	19970,80				
2215/16	19970,80				
2216/17	19970,80				
2217/18	19970,80				
2218/19	19970,80				
2219/20	19970,80				
2220/21	19970,80				
2221/22	19970,80				
2222/23	19970,80				
2223/24	19970,80				
2224/25	19970,80				
2225/26	19970,80				
2226/27	19970,80				
2227/28	19970,80				
2228/29	19970,80				
2229/30	19970,80				
2230/31	19970,80				
2231/32	19970,80				
2232/33	19970,80				
2233/34	19970,80				
2234/35	19970,80				
2235/36	19970,80				
2236/37	19970,80				
2237/38	19970,80				
2238/39	19970,80				
2239/40	19970,80				
2240/41	19970,80				
2241/42	19970,80				
2242/43	19970,80				
2243/44	19970,80				
2244/45	19970,80				
2245/46	19970,80				
2246/47	19970,80				
2247/48	19970,80				
2248/49	19970,80				
2249/50	19970,80				
2250/51	19970,80				
2251/52	19970,80				
2252/53	19970,80				
2253/54	19970,80				
2254/55	19970,80				
2255/56	19970,80				
2256/57	19970,80				
2257/58	19970,80				
2258/59	19970,80				
2259/60	19970,80				
2260/61	19970,80				
2261/62	19970,80				
2262/63	19970,80				
2263/64	19970,80				
2264/65	19970,80				
2265/66	19970,80				

Le Monde DES LIVRES

VENDREDI 27 OCTOBRE 1995

Un rêve de bibliothèques

C'est un voyage passionnant et souvent surprenant qui attend le lecteur des dix volumes du « Patrimoine des bibliothèques de France »

PATRIMOINE DES BIBLIOTHÈQUES DE FRANCE

Fondation des banques CIC pour le livre et ministère de la culture, diffusion en librairie : éditions Payot, 10 volumes (150 F chacun) et un index (30 F).

Ce sont d'abord des livres d'images. De beaux livres à feuilleter au hasard. Une encyclopédie, sans ordre ni alphabet, où l'on passe d'un corps de femme du XVIII^e siècle, délicatement écorché, planche anatomique à faire pâlir un marquis de Sade, à un album de voyage – La pérouse perdu dans une anse au fond de l'Alaska. Un chasseur de Vincennes en petite tenue succède à une lettre d'Aragon zébrée de collages orangés. D'une vis d'Archimède traitée en lavis ombreux, on saute à Louis XIV en empereur romain ; après une charge de cavalerie signée Géricault, voici une vue de la Bièvre par Atget, puis le projet d'un palais pour le roi de Rome sur la colline du Trocadéro, suivi d'un grand échassier rose à bec plat croqué par Audubon. Au fil des pages, Marguerite de France, dessinée par Clouet, voisine avec un autoportrait de Baudelaire et une affiche vantant Jacques Doriot, sur fond d'usines. Ces planches à rêver sont tirées du *Patrimoine des biblio-*

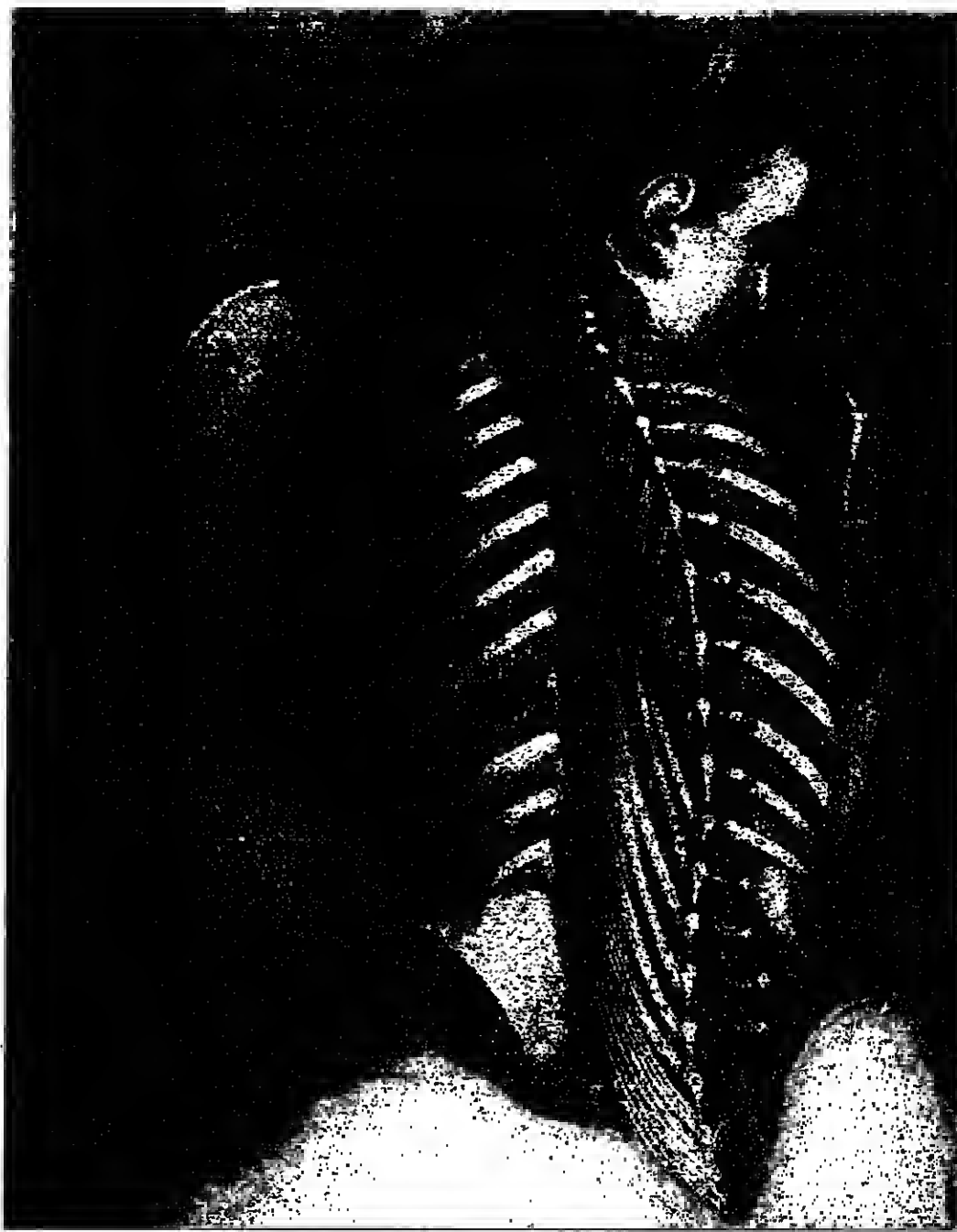
Une véritable plongée dans l'histoire culturelle du pays

thèques de France : dix volumes – 2 300 pages, 3 000 documents reproduits – qui recensent le fonds de 380 bibliothèques patrimoniales dispersées dans toute la France. Et encore la Bibliothèque nationale est exclue du panorama : pour faire état de ses collections, auxquelles des ouvrages ont déjà été consacrés, il aurait fallu doubler le nombre des volumes.

Or, ici, il s'agit de détacher des terres, ou plutôt des rayons, pratiquement inconnus. Du grand public et même des spécialistes. Qui peut se flatter d'avoir exploré la bibliothèque de l'École de médecine navale de Rochefort, une mine pour suivre les grandes circumnavigations du XVIII^e siècle, ou celle de Canteleu en Normandie, qui

conservait les livres de Flaubert ? La bibliothèque municipale de Valenciennes, propriétaire de *La Camille de sainte Eulalie*, premier poème en langue française, ou la bibliothèque inguinbertine de Carpentras, avec ses manuscrits grecs et bébreux ? Les bibliothèques de l'université Louis-Pasteur à Strasbourg, parmi les plus riches d'Europe dans le domaine scientifique, ou le fonds parisien de l'Alliance israélite universelle ?

Outre l'énorme plaisir de feuilleter les volumes, de tomber sur de belles images, l'amateur pourra musarder à travers les rayons d'une bibliothèque où il ne mettra jamais les pieds, découvrir l'histoire d'un fonds, l'aventure d'un collectionneur – celle, par exemple, du couturier Jacques Doucet qui créa la bi-



« L'Ange anatomique », de Jacques Gauthier d'Agoty, une des richesses de la bibliothèque Interuniversitaire de médecine de Paris

médailles romaines à l'établissement, qui reçoit, au cours de la même décennie, 546 volumes de chimie et de médecine du sénateur Alfred Naquet, ainsi que 2 500 livres et trois malles d'archives du comte Victor de Sobriats, inestimables reflets de la vie locale pendant cinq générations. Paradoxalement, l'importance sociale du livre va se raréfier avec sa banalisation. La diffusion de la lecture, après Jules Ferry, va orienter les bibliothèques vers la lecture publique et les collectionneurs vers les arts plastiques, plus prestigieux. Les dons seront moins fréquents au cours du XX^e siècle et les donations moins nombreuses que dans d'autres domaines. Or les fonds légués par un collectionneur sont souvent incomparables : en trente ans, celui-ci peut accumuler sur un thème donné plus de matériaux qu'aucune bibliothèque publique ne sera jamais en mesure de le faire. La bibliothèque municipale de Nantes a ainsi reçu, en 1932, la collection d'Otto Friedrichs, un Allemand qui avait voué sa vie – et sa fortune – à la cause de Louis XVII. Il avait réuni 7 000 documents imprimés et 1 200 estampes autour de la vie de l'enfant du Temple et des prétendants qui ont surgi après sa mort. Le fonds dépasse de beaucoup le propos de son promoteur : il a considérablement enrichi le fonds révolutionnaire de la bibliothèque. A Boulogne-Billancourt, Paul Mar-mottan a rassemblé 20 000 volumes et 12 000 estampes, irremplaçables pour la connaissance de l'administration napoléonienne des 132 départements de la France impériale.

On voit que, loin d'être une sèche bibliographie des richesses régionales, ce *Patrimoine des bibliothèques de France* est aussi une véritable plongée dans l'histoire culturelle de notre pays. L'incise, en outre, au voyage. « Au même titre qu'une usine désaffectée puis réhabilitée ou encore qu'un cinéaste, une bibliothèque est une architecture inscrite dans un paysage et comme telle qui s'agit de l'être visitée, soutient Michel Simonin dans sa préface au huitième tome consacré à la Bretagne, aux Pays de la Loire et au Poitou-Charentes. » A quand un voyage décalé pour organiser un tour de France des bibliothèques ? Le guide est déjà prêt. Il manque un onzième volume : celui des grandes bibliothèques patrimoniales francophones en dehors de France, en particulier celles de Belgique, de Suisse et du Québec.

Emmanuel de Roux

► Lire également page XI notre article sur l'aventure du « Patrimoine ».

Un impie nommé Pasolini

Voici juste vingt ans, l'écrivain-cinéaste disparaissait violemment. L'édition française lui rend abondamment hommage. Salut... et polémique

La France a toujours été fidèle à Pasolini. C'est à Paris que le cinéaste avait décidé de projeter *Solo*. Les Parisiens découvrirent dans une mémorable première, trois semaines après son assassinat, survenu dans la nuit du 1^{er} au 2 novembre 1975. C'est à la télévision française qu'il donna son dernier entretien. Pasolini avait avec la France un rapport ambigu : de compléxité et de défiance. Il fut tué à Vincennes.

Il rattachait à la Provence son cher Frioul et puisait chez les troubadours une partie de son inspiration lyrique. Il fut influencé par Giscard, par Tati, autant que par Rossellini et Fellini, qu'il influença à son tour. Cinéaste célèbre, comme le prouve un remarquable essai d'Hervé Joubert-Laurencin, livre que l'on peut d'ores et déjà considérer comme un ouvrage de référence difficilement surpassable, il eut plus de peine à faire admettre, dans nos frontières, son œuvre littéraire. Ses poèmes pourtant, selon certains, étaient sa vraie force.

Vingt ans ont passé. Vingt ans, et c'était hier. Foudroyé au sommet des années 70, années de libéralisation que Pasolini était le premier à conspirer, alors qu'elles avaient porté sa voix, il n'a jamais disparu de la scène. Et des chercheurs du monde entier n'ont cessé d'enquêter sur une œuvre inépuisable. Une anthologie de poèmes, un recueil d'essais,

le théâtre complet, un journal de voyage en Inde, des récits de jeunesse, un roman : voilà ce que l'édition française offre pour marquer ce jour terrible où Pasolini fut trouvé écorché par sa propre voiture dans un décor qu'il aimait.

Fallait-il publier *Pétrole* ? Les héritiers ont longtemps hésité, puis ont opté pour une édition philologique du manuscrit, dans son état inachevé, de toute façon prévu dans le projet de l'écrivain. Hector Bianciotti, qui a souvent, dans ces colonnes, exprimé la plus profonde admiration pour Pasolini poète et prosateur, et qui a largement contribué à diffuser et approfondir la connaissance de l'écrivain, répond, sans réserve, que la publication de ces pages constitue une « action impie ». Serait-il sophistique d'affirmer que l'adjectif n'aurait pas déplu à l'auteur, qui l'utilisa dans un entretien avec Jean Duflot (1) ?

Pasolini entendait lancer une bombe. Mais la mort l'a arrêté à mi-parcours. Que de reproches les héritiers n'auraient-ils pas endurés s'ils avaient enlevé ce trésor dans un tiroir ! Le succès, appuyé par une campagne de contestation et de

scandale, en Italie, a été considérable : deux cent mille exemplaires. Pour une centaine de pages à la sexualité exacerbée, dominée par la prostitution et l'inceste, de nombreux chapitres révélaient sur l'économie, la vie politique et la corruption, et un long parcours littéraire et nostalgique, inspiré du formalisme russe, de *La Divine Comédie*, des *Possédés* et des *Frères Karamazov*, des romans de l'Antiquité et de l'Orient, avec en arrière-fond le thème, en effet dostoïevskien, du pacte avec le diable.

Dans son essai, Hervé Joubert-Laurencin, avec une admirable finesse, analyse les thématiques de ce roman inclassable, en les renvoyant à ce qu'il appelle les « *appunti* », la série des courts-métrages et films de repérages, mais aussi à la *Divine Mimésis* et au scénario de *Saint-Paul*, jamais tourné : « *Pétrole* est le roman, malheureusement inachevé pour cause d'assassinat, dans lequel la forme pasolinienne, de plus en plus présente dans son œuvre, une forme maîtresse de l'inachèvement (résurgence du non-finito des récits des années 50, auxquels, du reste, *Pétrole* revient de diverses manières), était en train de trouver son lieu le plus ache-

vé. Cette forme, de plus en plus nette dans son écriture littéraire des années 70, avait été progressivement expérimentée au cinéma. »

De son côté, Franco Fortini, ami-ennemi du poète, avait très tôt perçu dans l'œuvre poétique, et notamment dans *La Meilleure Jeunesse* (2), « l'image onélogico-sotonique, mortuaire et tragique » qui trouvera une nouvelle forme et un écho dans *Pétrole*, que le critique lit également comme un « dialogue avec Elsa Morante ». Dans une très longue étude de ce roman inachevé (3), il propose une amusante comparaison avec la *Sagrada Família* de Gaudí à Barcelone, mais aussi avec les rêves éveillés de Buñuel et de Tarkovski.

Le débat est ouvert. Ou plutôt il n'est pas fermé. De Pasolini, vingt ans après, on n'attendait pas moins. Le consensus n'est pas de mise. Et encore moins l'hagiographie.

René de Ceccatty

(1) D'abord publié chez Belfond en 1970, cet entretien fut réédité par la même maison en 1980 sous le titre *Les Dernières paroles d'un impie*.

(2) Traduit par Philippe di Meo, in *La Nouvelle Jeunesse*, Lettres nouvelles/Maurice Nadeau, 1979.

(3) Article paru le 8 novembre 1992, dans *Il Sole 24 Ore* et repris dans *At-traverso Pasolini*, Einaudi, 1993.

► Lire notre ensemble sur l'œuvre pasolinienne pages IV et V



« Autoportrait » (1947)

RÉGINE
DETAMBEL

LE VENTILATEUR

roman



GALEMMARD

L'ÉDITION

■ **Sartre aux enchères.** Le manuscrit d'une pièce écrite en 1940 par Jean-Paul Sartre lors de sa détention au stalag XII D de Trèves et publiée en 1962, *Bariona ou le jeu de la souffrance et de l'espoir*, a été vendu aux enchères à Dieppe. Estimé 25 000 F, ce cahier d'une quarantaine de pages offert par l'auteur au journaliste Marc Bernard, un de ses compagnons de captivité, a été finalement adjugé pour 53 000 F à un acheteur anonyme.

■ **Une librairie de France à la Bibliothèque nationale.** Philippe Douste-Blazy, ministre de la culture, a annoncé l'ouverture, dans l'enceinte de la Bibliothèque nationale de France, d'une librairie de 400 mètres carrés spécialement dans les œuvres classiques rares. « L'aménagement de cette librairie sera très prochainement confié à un concessionnaire, à l'issue d'un appel de candidatures », précise le ministre, qui ajoute qu'« une liste des lacunes sera élaborée dans le domaine des romans des XVII^e et XVIII^e siècles, et [que] le Centre national du livre soutiendra fortement le rétablissement de ces textes ».

■ **Le Magazine littéraire**, qui a déjà conclu plusieurs accords de coopération avec la presse internationale, s'associe pour la première fois à une chaîne de télévision nationale, la chaîne portugaise TV2. Chaque mois, après le journal de 22 h 30, l'émission « Acontece » sera consacrée au dossier du magazine français, ainsi qu'à l'actualité littéraire en France à travers la partie critique de cette publication.

■ **Un Français à la tête de l'Union internationale des éditeurs.** L'éditeur Alain Gründ, qui dirige les éditions du même nom et fut président du Syndicat national de l'édition (SNE) de 1985 à 1991, a été élu à la présidence de l'Union internationale des éditeurs (UIE).

■ **Sélections Renaudot, Fémina et Novembre.** Le Jury du prix Renaudot a rendu public son avant-dernière sélection en vue du prix qui sera attribué le 13 novembre: *La langue maternelle* de Vassilis Alexakis (Fayard); *Province*, de Jacques-Pierre Amette (Seuil); *Les Braban*, de Patrick Besson (Albin Michel); *L'Orgue de barbare*, de Bernard Chambaz (Seuil); *Un amour d'Ingrid Weber*, d'Yves-Michel Ergal (Calmann-Lévy); *Dernain la veille*, de Jean-Marie Laclavetine (Gallimard); *Le Testament français*, d'André Makine (Mercure de France); *Le Livre des maledictions*, d'Alain Nadaud (Grasset). Une deuxième sélection a été établie en vue de l'attribution du prix Interallié, le 21 novembre: *Province*, de Jacques-Pierre Amette (Seuil); *France*, de Christian Combal (Laffont); *La Souille*, de France-Olivier Giesbert (Grasset); *Reine fraîche*, de Gilles Lagorce (Lattès); *L'Incendie de Copenhague*, de Gilles Lapouge (Albin Michel); *Le Testament français*, d'André Makine (Mercure de France); *Une affaire embarrassante*, de Gilles Martin-Chauffier (Grasset); *L'Anneau du pêcheur*, de Jean Raspail (Albin Michel); *Histoire de France*, de Stéphane Denis (Fayard). Une dernière et dernière sélection, enfin, pour le prix Novembre, sera dévoilée le 4 novembre: *Dieu est avec celui qui ne s'en fait pas*, de Michel Crépu (Nil); *Les Grandes Blondes*, de Jean Echenoz (Minuit); *Une affaire embarrassante*, de Gilles Martin-Chauffier (Grasset); *Russe blanc*, de Jean-Pierre Milovanoff (Julliard); *Zones*, de Jean Rolin (Gallimard); *De l'ontisme*, de Stéphane Zagdanski (Julliard).

■ **Prix littéraires.** Le prix Laure Bataillon, récompensant le meilleur livre de littérature traduite, a été attribué à Hans Magnus Enzensberger pour son livre *Requiem pour une femme romantique* (Gallimard) et au traducteur de cet ouvrage, Georges Arès. L'Algérien Salah Guemriche, auteur de *Un amour de djihad* (Baland), a obtenu deux prix littéraires: le prix Mouloud Mammeri, décerné par la Fondation Nourredine-Abba, et le prix de l'Afrique méditerranéenne-Maghreb, de l'Adelf. Henry Gidel a reçu la bourse Concorde de la biographie pour son livre *Les Deux Guity* (Flammarion). Le Grand prix de la Francophonie a été décerné par l'Académie française au poète libanais Salah Stétié. Le Prix des bouquinistes est allé à Jacques Perry pour *Le Cœur de l'escargot* (Albin Michel), et le prix Léautaud à José Giovanni pour *Il avait dans le cœur des jardins in-trouvables* (Laffont).

Lettres en scène à Toronto

Au fil des années, la métropole canadienne est devenue la capitale mondiale des lectures publiques. Façon show...

Le XVI^e festival international des auteurs s'est déroulé à Toronto du 11 au 21 octobre. Auteurs (auteurs), pour bien marquer qu'il s'agit d'écrivains et non de simples *writers*, parmi lesquels auraient pu se glisser de quelconques journalistes. Les rencontres ont lieu dans les bâtiments du Harbourfront Center, d'anciennes installations portuaires au bord du lac Ontario aménagées en centre culturel par l'Etat, aujourd'hui sérieusement menacées par les réductions budgétaires. L'endroit sert également de siège aux lectures publiques hebdomadaires (*reading series*) organisées par l'équipe du festival tout au long de l'année.

En une vingtaine d'années, l'ensemble de ces manifestations a conduit plus de deux mille trois cents auteurs venus de quatre-vingt-dix pays à lire leurs textes en public au Harbourfront Center. Un record mondial. D'autant qu'il prend en compte des signatures largement connues, de Kenzaburo Oé à Hans Magnus Enzensberger, d'Amos Oz à Mario Vargas Llosa, de Nadine Gordimer à Saul Bellow. La France, représentée à hauteur de la Finlande, y reste étrangement discrète. La cause en serait un billet d'avion autrefois refusé à Marguerite Yourcenar. L'affaire du *Rainbow Warrior* serait arrivée par là dessus, maladroite réactivation depuis quatre mois. Est-ce suffisant pour autoriser les *reading series* à présenter la Guadeloupe et la Martinique comme des Etats indépendants?

Cette année, cinquante-cinq auteurs, confrontés parfois, lus et traduits par trente-quatre écrivains, ont planché devant onze mille spectateurs payants. Le discret Alan Bennett (*La Folie du roi George*) avait fait le voyage, tout comme Bret Easton Ellis. Autour de quelques stars nord-américaines comme Margaret Atwood, Richard Ford, Joyce Carol Oates, Grace Paley, Mordecai Richler, la langue française était représentée par le Québécois Jacques Godbout, l'Algérienne Assia Djebar et les

Français Michel Deguy et Alina Reyes.

Inventeur du festival, le bouillonnant Greg Gatenby, que le *Toronto Star* qualifie de « premier impresario littéraire du pays », avait associé littérature et spectacle en 1975 en organisant soixante-douze heures de poésie sans interruption « pour attirer l'attention du monde ». De cette expédition (refusée au Livre des records), il a conservé une capacité confiante à rappeler les noms des écrivains-mécanes qui ont permis à l'événement d'exister, et à tenir une salle en haleine: « Nous avons dû décaler notre lecture hebdomadaire en raison de l'importance de celui qui a occupé le fauteuil de celui-ci (silence), Umberto Eco (frissons). Qui l'auteur du Nom de la rose (applaudissements). Retenez également notre soirée au bénéfice du Pen Canada qui fera débiter Susan Sontag et Michael Ondaatje (applaudissements). Il reste quelques billets en vente ».

DÉDICACES

Chaque soirée du festival, organisée autour de trois auteurs, dont l'un est très connu des amateurs torontois, se conclut par une indispensable séance de dédicace. Cet élan dédicat et spontané est devenu une petite industrie outre-Atlantique, où les auteurs ont appris à soutenir ainsi leurs causes favorites. Mais le cœur de l'opération, celui qui emplit le théâtre, consiste dans la lecture publique, un art profondément anglo-saxon, auquel des manuels permettent désormais de se préparer. Chacun dispose de trente minutes pour lire l'extrait qu'il a choisi. Pour les étrangers des textes en langue originale sont moins courus, les traductions sont hies par les auteurs, qui ne regimbent pas à affronter l'anglais. Des comédiens prennent à l'occasion le relais, mais leur ton a peu à voir avec la lecture d'auteur.

« Au siècle dernier déjà, cela servait d'appoint aux auteurs, rappelle

Margaret Atwood. La tradition s'est poursuivie dans les tournées en Amérique. N'oubliez pas que Dickens est mort pendant une lecture publique. Et n'est-ce pas Wilde qui évoquait The white spaces of the white open faces of the audience (Les espaces blancs/les blancs visages ouverts/de l'assistance). Cela a continué jusqu'aux débuts du cinéma pour disparaître dans les années 30 et 40 et ressurgir avec le Beat Generation, dans les cafés d'hôtel, sur la côte ouest. J'ai moi-même commencé en lisant mes poèmes dans un café en fumant, avec les inévitables guitaristes à l'arrière ».

Malgré une tradition de salon, l'exercice n'a jamais connu le même succès public chez les francophones. Jacques Godbout confie à L'Express, l'hebdomadaire en français de Toronto: « On écrit en silence, on donne une voix à nos personnages, alors cela peut nous sembler étrange de lire à haute voix en public ». Et Alina Reyes fait part de son « dégoût »: « Cela conduit à des choix un peu perruquiers. Les auteurs sélectionnent les extraits drôles. Ils veulent séduire la salle en la faisant rire. C'est un show. Ils deviennent des comédiens ». Tous ne se plient pas aux règles du divertissement. Ainsi Michel Deguy, qui a lu quelques pages des plus poignantes.

« Nous vendons des surprises intellectuelles », dit Greg Gatenby. Si je vous annonce: « Molière vient ce soir », ça ne changera pas votre opinion sur Le Bourgeois gentilhomme, mais: « Goe, c'est Molière! » vous viendrez. Un auteur rend son livre neuf à la lecture, parce que nous lisons trop vite. Il ne s'agit pas de se prendre pour Lawrence Olivier. Notre plus grand succès a été celui d'un Norvégien bête, Knut Falck. On a vendu tous ses livres en magasin, alors que personne ne le connaissait avant, et que les gens avaient acheté des livres pour un autre auteur. Vous, Européens, aimez les débats d'idées, nous préférons le plaisir infantile d'écouter quelqu'un raconter des histoires ».

Jean-Louis Perrier

CORRESPONDANCE

L'édition scolaire (suite)

A la suite de notre article « Grange dans l'édition scolaire » (*Le Monde des Livres* du 15 septembre) et de la publication d'une réaction d'un enseignant « revendiquant » le « photocollage » (*Le Monde des Livres* du 29 septembre), nous avons reçu la lettre suivante de Bertrand Eveno, PDG des éditions Nathan:

« La loi du 3 janvier 1995 stipule les conditions dans lesquelles la reprographie est autorisée. Les enseignants ont la mission la plus belle qui soit, celle de transmettre le savoir et de confier les valeurs dont nous sommes les bénéficiaires à ceux qui nous suivent, qui à leur tour devront préserver nos valeurs et leur richesse fragile. Les éducateurs s'acquittent tous - de la plus humble exception - de cette mission avec compétence, abnégation et sens moral. Lorsque l'un d'entre eux se fait prosélyte des pillards et des démolisseurs, j'ai le devoir de crier: « Au voleur! Arrêtez-le! Qu'il rentre dans la loi! » (...)

« Les éditeurs sont libres, libres de faire leur devoir et de proposer aux enseignants des outils pédagogiques de qualité. Les enseignants sont libres de faire leur devoir et de sélectionner les manuels scolaires qu'ils estiment convenir aux élèves. Ils ne sont pas libres de saper les fondements séculaires d'une pédagogie de la trace » pour imposer une pédagogie furtive, un savoir destructuré, des acquis solubles et des valeurs aussi volatiles que les photocopies qui gisent au fond des cartables quelques jours avant d'encombrer les poubelles. Qui donnera le goût du livre si les enseignants s'en détournent?

« Faut-il parler d'argent? Les éditeurs scolaires qui ont disparu, pas plus que les journaux qui ont sombré depuis cinquante ans, n'ont la possibilité de le faire. Les enseignants sont redevables à la communauté des enseignants publics qui leur sont confiés. Ils peuvent en consacrer

Etats-Unis : Gore Vidal par Gore Vidal

Bien qu'ayant toujours affirmé qu'il ne parlerait jamais de lui-même - mais nombreux, en revanche, sont ceux qui ont parlé de lui -, l'écrivain américain Gore Vidal publie, à soixante-dix ans, *Pulipmest* (Random House), un livre de Mémoires sur ses trente-neuf premières années. On y trouve des détails un peu snobs sur ses amitiés avec bon nombre de célébrités - Jackie et Jack Kennedy, Tennessee Williams, Eleanor Roosevelt, Anais Nin, Paul Newman et sa femme Joanne Woodward... - sur ses relations difficiles avec Norman Mailer, ou sur sa brève liaison avec Kerouac. Bref, toutes sortes d'anecdotes à propos de gens très connus! Il fait à peine référence à Howard Austen, son compagnon depuis plus de quarante ans, et s'attache surtout à parler de sa mère, dramatiquement alcoolique, de son père, avec qui il a appris à plier, et de son grand-père aveugle à qui il faisait la lecture. Mais surtout il raconte un amour de jeunesse pour un camarade d'études, Jimmy, qui fut tué pendant la deuxième guerre mondiale. *Pulipmest* vient couronner une longue carrière littéraire: vingt-deux romans, neuf volumes d'essais, cinq pièces de théâtre, des scénarios de films.

■ **ÉTATS-UNIS.** Trente-cinq ans après avoir remporté le National Book Award avec *Goodbye Columbus* devant Saul Bellow et William Faulkner, Philip Roth vient d'être nommé pour cette année, toujours dans la série Fiction, bien entendu, avec son vingt-et unième livre, *Sabbath's Theater*, devant Madison Smartt Bell avec *All Souls Rising*, Edwige Dantriat avec un recueil de nouvelles *Krik ? Krak!*, Rnsario Ferre avec *The House on the Lagoon*, et Stephen Dixon avec *Interstate*. Le prix comporte également une série Poésie et une série Non-Fiction.

■ **GRANDE-BRETAGNE.** Autre investissement étonnant: Miles Trapp, auteur d'une trentaine de romans policiers et ancien président de la fameuse Crime Writers Association, a commencé dès les années 60 à collectionner les chèques d'auteurs célèbres, en commençant par celui émis par Charles Dickens le 28 février 1865, d'une valeur de 5 livres. Il en possède beaucoup d'autres aujourd'hui: l'un de Rudyard Kipling, qui, devenu célèbre et fort riche, investissait le 7 mai 1912 700 dollars pour des actions de la Canadian Pacific Railway, un autre de Lord Byron et beaucoup de George Bernard Shaw, qui ont d'ailleurs payé de valeur car il en faisait beaucoup, persuadé qu'à moins de 15 livres les gens ne le caresseraient pas, son autographe valant plus! Il existe à Coventry un club qui regroupe les collectionneurs de chèques.

■ **RUSSE.** Dans la série « Un siècle, vu de Russie » créée par l'édition bilingue Polyfact, viennent de paraître *Les Strophes du siècle*, une anthologie de la poésie russe, signée par le célèbre poète russe Evguén Evtouchenkin (né en 1933). Après *Les Contes du siècle*, c'est le deuxième volume de cette série, qui devrait se poursuivre jusqu'en l'an 2000.

■ **ESPAGNE.** En visite à Madrid pour un cycle de débats autour de son mari, María Kodama, la veuve de Jorge Luis Borges, a défendu bec et ongles son agent littéraire, le célèbre Andrew Wylie (qui a également en charge les intérêts de Salman Rushdie et de Martin Amis); Wylie demande un million de dollars (près de 5 millions de francs) aux éditeurs espagnols pour publier les œuvres complètes de son mari. Certains, souligne-t-elle, payent ce prix uniquement pour un best-seller. Andrew Wylie, lui, est au service des auteurs et de leurs droits et manifeste une grande connaissance de la littérature. María Kodama explique, par ailleurs, qu'elle a eu besoin de contracter une hypothèque pour acheter le siège de la Fundación Internacional Jorge Luis Borges à Buenos Aires, dont l'inauguration n'a pu avoir lieu que grâce à un généreux donateur.

COLLOQUES ET SOCIÉTÉS

■ **EXPOSITION DOMINIQUE DE ROUX.** La première exposition consacrée à l'écrivain et éditeur Dominique de Roux, mort en 1977, se tiendra du 27 octobre au 26 novembre au Musée-Bibliothèque Rimbaud de Charleville-Mézières. Elle comprendra des photographies, les éditions de ses œuvres et de nombreux documents. Parallèlement, outre une soirée de lectures, l'édition d'inédits et d'un Dossier H sur l'écrivain, une revue sera lancée: *Exil/Dominique de Roux* (Rens.: (16) 24-59-33-80).

■ **LA POÉSIE, C'EST QUOI?** Jacques Roubaud tentera de répondre à cette question, mardi 7 novembre de 16 h 30 à 18 h 30, au cours d'une lecture-rencontre animée par Jean-Baptiste Goureau. (Salle des colloques de l'ENS Fontenay-Saint-Cloud, 31, avenue Lombard, 92266 Fontenay-aux-Roses tél.: 41-13-25-20. Rens.: Yves Charnet, au Centre de recherches sur la création poétique.)

■ **COLLOQUE JEAN GIONO.** Dans le cadre du centenaire de la naissance de l'écrivain, et après les colloques d'Alsace-Provence et de Paris, l'université d'Artois accueillera un colloque sur *Le Hussard sur le toit*, jeudi 16 et vendredi 17 novembre à Arras. Sont prévues une projection du film en présence du réalisateur Jean-Paul Rappenaud et des interventions de cinéastes et d'universitaires. (Rens.: université d'Artois, UFR de lettres modernes, 9, rue du Temple, 62030 Arras. tél.: (16) 21-60-37-23.)

■ **LE CENTRE EUROPÉEN POUR L'ÉTUDE DE L'ARGUMENTATION** de Bruxelles organise le colloque international « Argumentation et sciences humaines », vendredi 3 et samedi 4 novembre. (Salle du conseil d'administration: Institut de sociologie, 1^{er} étage, avenue Jeanne, 44 B-1050 Bruxelles. Rens.: M^{me} Sals 02/650-42-07.)

(1) L'échantillon comprend des étudiants de toutes disciplines entrant en troisième année de faculté. Résultats complets disponibles à la direction du livre et de la lecture, 27, avenue de l'Opéra, 75001 Paris. Salons du livre de jeunesse. A l'occasion de la manifestation « Jeunes en lettres, livres en fête » et à l'initiative de l'association des libraires de la ville, le Salon du livre de jeunesse de Biarritz ouvrira ses portes pour la deuxième fois, samedi 4 et dimanche 5 novembre (rencontres, ateliers d'écriture, débats...). (Palais des festivals de Biarritz. Renseignements: Ar-téstud (Bernard Noël), 87, rue Judahique 33000 Bordeaux. Tél.: 56-96-02-81.)

صلى الله عليه وسلم

LITTÉRATURES

Carson McCullers au cœur

La romancière américaine considéra toujours la France comme son pays d'adoption. Elle y a trouvé sa biographe la plus attentive, loin des rumeurs sur la paternité de son œuvre ou sur sa sexualité

CARSON MCCULLERS
Un cœur de jeune fille
de Josyane Savigneau.
Stock, 503 p., 150 F.

Lorsqu'elle vient pour la première fois à Paris, fin novembre 1946, Carson McCullers rencontre André Bay, son éditeur français chez Stock. Il racontera plus tard que, lorsqu'il est allé la chercher à son hôtel pour leur premier déjeuner, elle était encore en vêtements de nuit, une bouteille de cognac à côté d'elle. Elle lui expliqua qu'elle souffrait d'agoraphobie et ne pouvait quitter la chambre. « Moi, je voulais sortir, j'avais faim, se souvient Bay. J'ai décidé de la porter après qu'elle eût mis un manteau, puisque, à cela, elle ne s'opposait pas. Elle était mince, mais elle était vraiment très grande, donc assez lourde quand même. Nous sommes sortis de l'hôtel dans ce curieux équipage. Je ne suis pas allé très loin, je me suis arrêté au premier bar. J'ai pu manger. Elle a bu. Nous avons parlé, comme si tout cela était absolument banal. Elle semblait toutefois être un peu toujours comme dans un rêve, comme parfois les gens qui boivent sans cesse, du matin au soir. »

par Edmond White

En 1951, Carson et Reeves, son beau mari, reviennent en France. Avec l'argent qu'elle a gagné pour l'adaptation à la scène de *Frankie Addams*, qui fait un succès à Broadway, elle achète une maison de campagne à une heure de Paris. Mais son mariage alors va mal. Elle et Reeves ont déjà divorcé une fois, et se sont remariés ; ils donnent à présent l'impression d'aller tout droit vers un second divorce. Tous deux boivent énormément. Un ami américain de l'époque, John Brown, déclare, après les avoir reçus chez lui, « en France, à la campagne, qu'on ne pouvait pas vivre sous le même toit que ces gens-là, quelle que soit l'ombrage qu'on ait éprouvée pour eux : trop d'alcool, trop de cris, trop de drames, de disputes de gens ivres qui ne se contrôlent plus ».

Quand, ensuite, les McCullers s'installent à l'hôtel du Pont-Royal à Paris, Carson appelle son ami Tennessee Williams, qui loge au même endroit. Elle lui demande de l'aider à changer de chambre pour s'installer à un étage inférieur – ils sont au cinquième –, car Reeves menace de sauter par la fenêtre. Williams court parler au malheureux Reeves qui explique vouloir mourir parce qu'il vient de découvrir qu'il est homosexuel. Williams répond sèchement : « Eh bien, moi, tu vois, Reeves, je ne me jeterai pas par la fenêtre que si l'on m'obligeait à n'être pas homosexuel ! »

Reeves est tiré de son désespoir ce jour-là, mais Carson ne peut bientôt plus supporter ses accès de dépression où il remâche sa rancœur. Elle repart sans lui pour les États-Unis. En novembre 1953,

Reeves se suicide dans un autre hôtel parisien.

Malgré le malheur qu'elle a connu en France, Carson McCullers ne cessera jamais de rêver à son pays d'adoption, royaume mythique de la culture. Est-ce la raison pour laquelle elle vient d'y trouver le plus intelligent de ses avocats ? Le livre de Josyane Savigneau cumule les qualités – et évite les pires défauts – des traditions biographiques américaines et françaises. Les Français sont souvent longs dans l'analyse et courts pour la recherche ; les Américains peuvent épuiser par la pléthore des informations, jusque dans des détails sans importance, à trier le lecteur averti et moralisant à l'excès et en réduisant les comportements à des « clés » psychologiques de nature freudienne (généralisation sexuelle).

L'auteur s'intéresse à McCullers l'artiste et possède une jouable connaissance des besoins, des habitudes et des travers inévitables d'un écrivain. Elle retrace son évolution esthétique avec une rare sensibilité. Elle se refuse aux propos spéculatifs sur McCullers la « bisexuelle » ou la « lesbienne » et observe avec finesse que ses attachements affectifs ont été pour la plupart des amours d'école pour des femmes : rien ne laisse supposer qu'aucun d'entre eux ait été physique. Elle réfute calmement l'accusation absurde, et souvent reprise, selon laquelle ses livres auraient été écrits par son mari. Elle est également prompte à montrer que l'apparente neutralité des biographies américaines de

McCullers cache une hostilité indéniable – et immédiate – envers leur sujet, qui n'est autre, en fin de compte, que l'ordinaire mépris petit-bourgeois du biographe littéraire pour son héros, ou son héroïne, excentrique et bohème.

Camus observait que les écrivains américains sont les seuls au monde à n'être pas nécessairement des intellectuels. Peut-être cette rugosité est-elle précisément ce qui a porté des Européens fatigués, après-guerre, à s'enthousiasmer pour Erskine Caldwell, James Jones et Carson McCullers. Mais l'une des grandes qualités de ce travail est d'avoir corrigé cette impression fautive d'une McCullers primitive. Comme elle le souligne, Carson, sans avoir reçu beaucoup d'instruction, était une lectrice infatigable, qui a été influencée par les grands Russes, notamment Dostoïevski, et par D. H. Lawrence, James, Proust, Flaubert, Joyce et Faulkner. A l'adolescence, sa lecture de Dostoïevski lui fait prendre conscience de la stagnation sociale et du racisme du vieux Sud, en découvrant de frappantes similitudes entre la Russie du XIX^e siècle et le Sud américain d'avant la deuxième guerre mondiale : « C'est dans le Sud – et là seulement –, écrit-elle, qu'existe une classe paysanne nettement définie. Ces divisions sociales n'empêchent pas les gens du Sud de former une

population homogène. On peut considérer le Russe et le Sudiste comme des « types » nationaux qui ont en commun certains traits psychologiques parfaitement reconnaissables (hédonisme, imagination, paresse, sensibilité) – une véritable ressemblance de cousins germains ».

Carson McCullers est née Lula Carson Smith, à Columbus (Géorgie) – une ville de trente mille habitants –, le 19 février 1917. Sa décision de renoncer finalement à son prénom et d'endosser le patronyme de son mari est, semble-t-il, typique de la plupart des écrivains du Sud, qui tous ont fait de la composition d'ouïe leur premier acte créatif ; l'ouïe pense à Tennessee Williams, à Truman Capote, à Flannery O'Connor, entre autres. Et l'ouïe remarque avec intérêt que si « Flannery », ou « Carson » se ressemblent à des nous de femmes.

Au milieu de la pauvreté et de l'extrême ennui, la petite Lula s'adonne à des rêveries sans fin, joue du piano, lit frénétiquement et écrit des pièces de théâtre (elle met en scène, dans l'une d'elles, un débat passionné entre Jésus et Nietzsche qui laisse perplexe sa famille). A tout juste dix-sept ans, elle part pour New York étudier le piano, mais, très vite, elle a la nostalgie du Sud et entreprend d'écrire ses deux premiers romans (non publiés). Elle

s'essaye au journalisme, rencontre celui qu'elle épousera, publie des nouvelles dans des revues, puis, à vingt-trois ans, sort *Le Cœur est un chasseur solitaire*, son livre le plus ambitieux. Ces promesses lumineuses, portées d'espoir, sont assombries par sa mauvaise santé chronique (un rhumatisme aigu odo diagnostiqué, qui lui laissera un cœur fragile et coaccouta finalement à sa mort précoce), par l'excès d'alcool également, et son incapacité à réussir son mariage. Son mari est un écrivain manqué, amer et envieux, parfois violent avec elle ; elle retourne près de sa mère chaque fois qu'elle a un problème, ne sait pas s'occuper de sa maison et se révèle piètre cuisinière, quand encore elle fait l'effort d'essayer. Elle est aussi de plus en plus attirée par des femmes, celles qu'elle appelle ses « omies imaginaires », de Garbo au jeune écrivain suisse Anne-Marie Clarac-Schwarzenbach, dont la mort prématurée la lète dans un deuil profond. Ces attachements sentimentaux accentuent la dégradation de sa relation à son mari.

Les crises affectives sont contrebalancées par les succès littéraires qui se succèdent, avec notamment

la publication de *Reflets dans un œil d'or* en 1941 – que l'auteur considère, à juste titre, comme son texte le plus fort –, *Le Ballade du café triste* (d'abord paru dans un magazine en 1943), et *Frankie Addams* en 1946. McCullers n'a pas trente ans et elle a déjà écrit presque toute l'œuvre pour laquelle elle est connue aujourd'hui. Elle est l'amie de la plupart des grands écrivains américains, parmi lesquels Tennessee Williams, son plus solide allié, qui ressort de cette biographie comme un modèle de bonne humeur, de fidélité et de générosité.

Les vingt années qui restent à Carson McCullers – elle mourra en 1967, à l'âge de cinquante ans – ne sont que tragédie, avec le suicide de son mari, la lente, douloureuse détérioration de sa santé, son propre combat perdu contre l'alcool et ses quelques revers littéraires. Heureusement, sa biographie n'oublie jamais de rappeler le courage de McCullers, sa gentillesse et son intelligence aiguë, le don qu'elle a de se faire des amis.

Dans son précédent ouvrage, Josyane Savigneau s'est penchée sur Marguerite Yourcenar, une femme tout aussi sexuellement ambiguë et possédée par son art que Carson McCullers. Mais là s'arrête la ressemblance entre les deux romancières. McCullers est enfantine et confiante, Yourcenar, peu avenante et farouchement autonome. La première a écrit de façon obsessionnelle sur son enfance, sous le couvert de nombreux personnages imaginaires ; la seconde a projeté sa curiosité vers d'autres époques et d'autres cultures, oeuvrant sur ses propres origines qu'à la fin de sa vie, sans recours à la fiction. Yourcenar possède un style marmonné et a reçu une éducation classique impressionnante ; McCullers est une artiste autodidacte qui procède par inspirations soudaines, à la recherche constante et tâtonnante d'une vision poétique du vécu. Avec ces deux portraits inoubliables, Josyane Savigneau a entrepris d'évoquer, dans sa grande diversité et sa richesse, la vie imaginative des femmes de ce siècle.

(Traduit de l'anglais par Sylvette Gleize)

* Signaux l'édition récente (1994) des *Romans et Nouvelles* de Carson McCullers établie par Pierre Nordon et présentée et annotée par Christine Lemarley-Cuncl, Livre de poche, coll. « La pochette classique modernes », 1 152 p., 140 F.



Carson McCullers en compagnie de son ami George Davis, rédacteur en chef du « Harper's Bazaar »

Lectrice infatigable, elle fut influencée par les grands Russes

Chronique d'une mort lente

Un veuf inconsolable face à des femmes lourdes de désir : économe de ses mots, Marie Ferranti dit la passion d'une terre de silences

LES FEMMES DE SAN STEFANO
de Marie Ferranti.
Gallimard, 120 p., 80 F.

Dense, lisse et dur, c'est le beau récit d'une mort lente, sobre et cruelle comme un galet – anonyme, anodin, meurtrier parfois. Celle de Francesco, un homme « à la bouche pleine d'ombre », dépris de la vie depuis la mort de sa compagne.

Veuf inconsolé, il ne pouvait ni prononcer le nom de la disparue, ni l'entendre d'autrui. Père empêché, lui-même ne nommera pas leur enfant, Elena –, c'est la tradition, omniprésente et implacable, qui s'en charge. Perdu dans son chagrin, il accomplit posément et sans révolte le drame d'une destinée sans objet. Impénétrable au regard des autres, jaloux de ce dédain hautain et souverain qu'il affiche pour tout ce qui l'entoure et qui fait la vie, il ne tient aucun compte du désarroi haineux qu'il provoque. Chez les femmes

surtout, impitoyables gardiennes de l'ordre du monde. C'est moins les yeux de ciel clair de l'homme que la brutalité soudaine, cruellement passionnelle, de sa mère, qui transforme la jeune Paulina, vive et curieuse, en une silhouette terne comme de la cendre froide. Moins les pulsions du mâle solitaire que le désir de Marthe, de Chiara, d'Emilienne enfin, qui scelle le sort fatal.

« LEUR » FRANCESCO

Au village, les femmes, inlassables, racontent « leur » Francesco aux enfants avides de sombres confidences et de malédictions innombrables. Elles « disent céder de peur que ce ne soit pire (...), taisaient le plaisir et la douceur qu'elles y trouvaient elles-mêmes », vampires nouveaux qui retrouvent, « chez ces enfants proches de l'âge d'homme, les ravissements oubliés et le silence captif de l'amour qu'ils leur portaient dans la première enfance ». Les jeunes garçons, piégés entre leur soif d'affirmation et la peur de l'abandon, pac-

tisent avec ces modernes Erinyes. Sommes à leur tour de participer au complot contre Francesco, héros dégradé en paria, les hommes « attribuent la cause de cette folie à leur oisiveté ».

Emilienne avait déjà fait une victime, un amoureux transi qu'elle se plut à humilier, lui faisant « perdre sa dignité d'homme à la vue de tous ». « Jamais ils n'avaient vu une cruauté aussi appliquée à ce qu'il ne restait rien d'un homme ». Prédatrice secrète, elle vit dans une pièce sans lumière, où les meubles lument contre l'obscurité, les fauteuils aux aguets sous leurs housses. Face à la retorse Emilienne, dont la « vertu n'était qu'une obsession de sentiment », à Chiara, « malgré de la rage qu'elle mettait à ne pas renoncer », Francesco n'est pas de taille. En fait, peu lui importent les reproches, « qu'il lui [faillit] distinguer les choses en pleine lumière non pour ne plus les ignorer mais pour ne plus les confondre ». Cette confusion est la marque de cet entre-deux, ni vie ni mort, où il erre

sans but. Mi-homme, mi-ombre, il n'est « pas plus maître de son temps que des songes, du cours de la rivière ou même de l'instant de sa propre mort ». D'autres en décideront, dans ces silences bourdonnant d'insectes, de « tintement des cuillères, craquement des biscuits secs, bruits des petites lampes de café aspirées par coups », collage de Parques élargi. Le récit est précis, économe, sans un mot de trop. Secret tacite d'une terre orgueilleuse et sauvage, impulsive et altière. Marie Ferranti livre un court premier roman d'une force peu commune, à l'écriture serrée, ou sens tenu, que les paragraphes – courts – aèrent comme pour assurer que la respiration n'y est pas oppressée. Un texte beau et anstère comme le paysage qu'il anime. La jeune femme vit à San Firenze – pardon : Saint-Florent –, pendant occidental de Bastia à la base du cap Corse. Mais fallait-il nommer l'innommable ?

Philippe-Jean Catinch



De Kennedy à Khrouchtchev, de Castro à Onassis, en passant par Begin, Arafat, Mitterrand et Chirac, Pierre Salinger les a tous connus et déroule pour nous le fil de ses souvenirs.

LITTÉRATURES

Théâtre de parole, cinéma de poésie

Une œuvre théâtrale à lire comme un autoportrait de son auteur, un « portrait du poète en cinéaste ». Deux ouvrages fondamentaux pour mieux appréhender la « poétique » pasolinienne

THÉÂTRE
de Pier Paolo Pasolini.
Traduit de l'italien
par Michèle Fabien,
Danilèle Sallenave, Tiziana Maselli,
Alberte Spinette.
« Babel », 560 pages, 149 F.

PIER PAOLO PASOLINI
PROTRAIT DU POÈTE
EN CINÉASTE
d'Hervé Joubert-Laurencin.
Les Cahiers du cinéma,
340 p., 149 F.

D'une vie construite comme un destin que retient ? Le cinéma de Pasolini s'impose définitivement. Trop peut-être : au point d'éclipser sa poésie et ses romans. Et son théâtre, longtemps ignoré, est de plus en plus joué dans le monde, et singulièrement en France, où Stanislas Nordey lui a rendu tout son éclat et son actualité.

« Son cinéma n'était pas du grand cinéma, vaste certes sur le champ d'os et d'ombres qu'est un visage, mais toujours raidi par la crampes d'une idée à démontrer. » Ce résumé aigri vient d'une plume dont on attendait plus de finesse, celle d'Eni de Luca (1), dans un portrait heureusement corrigé par une profonde admiration pour l'homme « plus grand que les choses qu'il faisait ». Il faut être prudent et lucide quand on s'attaque à une œuvre de cette envergure. A la fin de sa vie écourtée, Pasolini était devenu un cinéaste au succès gigantesque comme en témoignent les chiffres d'entrées de ses quatre derniers films.

Curieusement, c'est dans le théâtre que Pasolini s'isole le plus. Son théâtre n'est pas de dialogues mais de monologues. Une voix unique se fait entendre, avec plusieurs tonalités. Mais c'est la même voix. Pasolini pose des figures sur scène et leur prête des dans lyriques, poétiques, venues de ses propres hantises. L'inspiration théâtrale vint à Pasolini à l'occasion d'un problème de santé, un ulcère d'une extrême violence, qui le cloua au lit en 1966. « De cette maladie du corps naît le théâtre pasolinien, immense "autoportrait à la fièvre" », écrit Hervé Joubert-Lau-

rencin. Pasolini accompagna immédiatement ses premiers essais dramaturgiques de tout un « métissage théâtral où il privilégie un « théâtre de parole », contre le « théâtre du bavardage » et le « théâtre du geste et du cri », c'est-à-dire contre le théâtre psychologique traditionnel et le théâtre d'avant-garde, de « pure gestualité », où il mêle indifféremment Luca Ronconi et Giorgio Strehler. « Le vieux théâtre traditionnel est de plus en plus rebutant. Quant au nouveau, qui n'est rien d'autre que le long pourrissement du modèle du Living Theatre (à l'exclusion de Carmelo Bene, indépendant et original), il a réussi à devenir aussi rebutant que le théâtre traditionnel. C'est la lie de la néo-avant-garde et de 1968. »

LIEU DE LIBERTÉ

Tout à tour daté – notamment *Bête de style* et *Orgie* – et bouleversant par ses envolées visionnaires – *Affabulazione* et *Pylade* –, le théâtre de Pasolini, où l'on retrouve bien entendu de nombreux traits de son cinéma (surtout dans *Porcherie* et dans *Calderan*), est un lieu de grande liberté. Pasolini retrouve dans les très longs monologues de ses personnages les accents déchirants de ses caméts de jeunesse. Plus d'une fois, on croit lire son journal. Ce théâtre est une mine pour quiconque veut comprendre le fonctionnement de la « poétique » de Pasolini et approfondir les obsessions psychanalytiques de l'écrivain-cinéaste. L'inceste, thème récurrent, profondément théâtral, puisqu'il s'inscrit dans l'origine même de la tragédie, est l'objet de toutes les variations, avec, en premier plan, l'affrontement entre le père et le fils, sujet d'*Affabulazione*. « Les pères, soche-le, sont tous impuissants / que soient leur expression et leur comportement / il n'y a rien d'autre à lire sur leur personne / que la conscience non acceptée de leur impuissance. » Et à l'inaltérable désir de retour vers la douceux maternelle, Pasolini donne mille formes : de la provocation la plus violente à la nostalgie la plus tendre. *Pylade* dit à Oreste : « La plus grande attrance de chacun de nous va / vers le passé, parce que c'est la seule chose / que nous connaissons et aimons vraiment. Au point que nous

le confondons avec la vie. / Le ventre de notre mère, voilà notre objectif. » Il faut lire le théâtre de Pasolini comme un autoportrait de son auteur, oublier les dialogues et reconstituer le journal intime : « *Enfin, ce vengeance ? / Etait-ce un désir de s'humilier, et par là se remettre d'une autre humiliation ? / Ou était-ce un désir de pouvoir qui, ailleurs, / était pour lui irréalisable ? Qu'est-ce qui l'attirait / chez les pauvres de la ville, l'immense foule / des déshérités ? »*

Dans son essai, extrêmement bien informé, Hervé Joubert-Laurencin date du 4 octobre 1960 la naissance de Pasolini cinéaste. Au milieu du chemin de sa vie, du moins de la vie moyennée d'un homme. Dante est l'ombre insistante qu'avance Joubert-Laurencin lui donne jusqu'à la rédaction de *Pétrole* et au tournage de *Salò*. A cette date, Fellini renonça à produire *Accattone*. L'intéressant est d'abord qu'il ait projeté de le faire, ce qui implique qu'à travers leurs précédentes collaborations celui qui demeura le symbole du cinéma italien avait perçu en Pasolini un frère à protéger. Générosité des grands. Il y avait, il y aura beaucoup à dire et à écrire sur leurs rapports. Sans l'esthétique d'*Oedipe roi*, Fellini n'aurait pas tourné *Satyricon*. Résumant la carrière cinématographique, Hervé Joubert-Laurencin écrit : « *Réaliste d'abord, il tourne "en marocain" un film sur le Christ, puis "en poète" un film politique, devient un cinéaste hermétique, puis commercial, enfin maudit ("impopulaire"). »*

Le réalisme d'*Accattone* et de *Mamma Roma* est assorti d'un esthétisme maniériste qui s'épanouira plus tard. Et seul *Porcherie*, fortement influencé par Godard, peut être dit hermétique. On peut diviser cette carrière par périodes : films romains (*Accattone*, *Mamma Roma*, *La Ricotta*), films idéologiques (*L'Evangile selon Matthieu*, *Uccellacci e uccellini*), films allégoriques (*La Terra vue de la Lune*, *Qu'est-ce que les nuages*, *Théorème*, *Porcherie*), films mythologiques (*Oedipe roi*, *Médée*), films-contes (*Decamerone*, *Cantier*, *ry*, *Mille et Une Nuits*) et l'inclassable *Salò* (qu'annonce toutefois *Porcherie*). Mais les divisions se recoupent et l'on pourrait classer tout autre-

ment la production cinématographique de Pasolini.

Si l'on prend le thème du « sacré », il est évident que l'on aboutira à une tout autre classification si, comme le suggère Joubert-Laurencin, cette notion se résume pour le poète à « une sorte de compassion catholique tolstolienne allant de pair avec un éloge de la primitivité barbare ». *Accattone* est aussi « sacré » que *L'Evangile* ou que *Médée*. On peut trouver d'autres systèmes de continuité ou d'échos : « *J'ai cherché, écrivait le cinéaste, dans la Trilogie les fantômes des personnages de mes films précédents. »* Le tiers-monde est le miroir moderne des faubourgs déshérités des années 50.

LE CORPS

La thématique du corps, comme le souligne justement l'essayiste, peut par ailleurs caractériser tout le cinéma de Pasolini qui, à vingt et un ans, écrivait : « *Le corps nu est le plus vrai, son étreinte est le seul pont qui puisse être jeté sur l'abîme de solitude qui nous sépare les uns des autres. »* L'intérêt de cet essai, outre son exhaustivité et son intelligence, est de proposer des grilles d'analyses très diverses, avec parfois quelques excès d'interprétations. Marqué par les travaux de Gilles Deleuze, qui lui-même se servit de *L'Expérience héritière* dans ses essais sur le cinéma, reodant hommage à la clairvoyance de Roland Barthes, qui cita Pasolini dans sa leçon inaugurale du Collège de France, il a le mérite d'unir de brillantes synthèses à des analyses de détails biographiques. Maria Callas accepta de tourner *Médée*, le 19 octobre 1968. C'était la veille du mariage d'Oassiss avec Jackie Kennedy. Il aura donc fallu qu'un président des Etats-Unis soit assassiné et qu'un amateur se lasse d'une cantatrice, pour que naisse un chef-d'œuvre... « *La vie est plus longue que nos rêves* », dit un vieillard, dans *Pylade*. Pour son compte, Pasolini pouvait renverser la formule. Nous le ferons, en tout cas, à sa place.

René de Ceccatty

(1) Dans le n° 4 (1995) de la revue *Micro-Méga*. On trouve également les dessins préparatoires de Pasolini pour son court-métrage *La Terre vue de la Lune*.

L'Italie divisée

Au moment où se multiplient les initiatives pour célébrer sa mémoire, le spectre du « poète assassiné » suscite toujours de vifs débats dans la Péninsule

Vingt ans après son assassinat sur un terrain vague de la banlieue de Rome, le spectre de Pier Paolo Pasolini n'en finit pas de hanter la culture italienne. Au moment où plusieurs initiatives célèbrent le cinéaste, le poète, le romancier et l'essayiste, la blessure d'une mort si tragique suscite encore des débats passionnés. La polémique provoquée par Pasolini, un *delitto italiano*, le film de Marco Tullio Giordana (1) présenté à la Mostra de Venise, n'en est que le dernier exemple.

Sur la lancée du débat provoqué par le film, l'avocat de la famille Pasolini a demandé la réouverture du dossier, et la prise en compte des témoignages censés jeter un jour nouveau sur une épopée qui, à l'époque, fut vite expédiée – peut-être parce qu'une certaine bourgeoisie bien-pensante se plaisait à voir l'intellectuel hérétique éblouissant par une mort scandaleuse. Les magistrats sont donc en train de revoir les conclusions de l'enquête, même si Pino Pelosi – le jeune meurtrier de Pasolini – réaffirme avoir agi seul dans le livre autobiographique qu'il vient de publier, *la Angelo nero* (Sinmos, 1995).

La lecture politique du crime a largement pesé sur la mémoire du « poète assassiné », empêchant notamment une analyse moins passionnée de son œuvre. Graziella Chiarocci, cousine et héritière de Pasolini, professeur de philologie à l'université de Rome, souligne que « l'image publique de l'homme et sa vocation poétique prévalent encore sur l'auteur, en suscitant trop de discussions. Il faudrait donc relire ses textes et oublier un peu sa biographie pour mieux comprendre son message ». Après avoir contribué à l'édi-

tion de *Pétrole* et de *Bestemmia* (l'ensemble de tous les poèmes recueillis par Garzanti), elle propose aujourd'hui un recueil d'une trentaine de récits et articles concernant Rome, parmi lesquels quelques inédits, *Storie della città di Dio 1950-1966*, à paraître ces jours-ci chez Einaudi.

HOMMAGES

Plusieurs autres publications rendent hommage à l'auteur des *Ecrits carriaes*. Nico Naldini, par exemple, dans plusieurs pages d'*Il Treno del buon appetito* (Guanda, 1995), rappelle la jeunesse de Pasolini à Casarsa. Italo Moscati, dans son livre *Pasolini e il teorema del sesso* (Il Saggiatore, 1995), reconstruit de son côté l'orageuse histoire de *Théorème*, le film qui, en 1968, obtint le prix de l'OCIC (Office catholique international du cinéma) ; récompense qui lui fut ensuite retirée en raison des violentes protestations issues du milieu catholique. La revue *MicroMéga* – outre les dessins inédits du story-board de *La Terra vista dalla Luna*, l'épisode réalisé par Pasolini du film collectif *Le Streghe* – propose un ensemble d'articles sur l'écrivain-cinéaste (signés par Massimo Cacciari, Edoardo Sanguineti, Erri De Luca, etc.). Tout comme l'hebdomadaire *L'Espresso* où Enzo Golino, l'auteur de *Pasolini il sogno di una cosa* (Bompiani, 1992), présente un riche dossier, auquel participent notamment Gianni Vattimo, Giovanni Raboni, Martin Scorsese et Enzo Siciliano – ce dernier ayant depuis peu publié une nouvelle édition de *Vita di Pasolini* (Giunti, 1995).

Dans ce même journal, à côté de deux poèmes inédits de Pasolini, figurent les textes que plusieurs

poètes – dont Mario Luzi, Andrea Zanzotto, Giovanni Giudici, Elio Pagliarani et Attilio Bertolucci – ont spécialement composés pour cet anniversaire.

Dans la région du Frioul, là où Pasolini a passé une grande partie de sa jeunesse, les manifestations ont débuté depuis quelque temps (2), tandis qu'à Rome l'Associazione Fondo Pasolini, dirigée par Laura Betti, va inaugurer une série de rendez-vous sous le titre « Pasolini un poète d'oppositioo ».

Bien sûr, la multiplication des célébrations risque parfois de produire l'effet anesthésiant des consécration posthumes : par exemple, lorsque Giulio Andreotti, l'homme politique symbole d'une Démocratie chrétienne à plusieurs reprises violemment attaquée par Pasolini, a éprouvé le besoin de se réconcilier avec son ancien accusateur en lui rendant hommage publiquement. Ce qui fait dire à Graziella Chiarocci : « *A plusieurs reprises, on a essayé de s'approprier Pasolini, mais il reste toujours un intellectuel hérétique. »* Un avis que ne partage pas Edoardo Sanguineti, une des rares voix condamnant sans appel une œuvre qu'il considère comme « une habile élaboration d'esthétisme et de primitivisme », où « le rêve d'une vitalité idéalisée débauche sur son contraire ». Pour le théoricien de l'avant-garde littéraire italienne, qui, dès 1956, polémiquait avec Pasolini, celui-ci n'était qu'un « représentant typique de l'anticapitalisme réactionnaire et romantique. Son opposition à la modernité et au développement industriel était partie d'une poétique nostalgique et autobiographique ».

Toutefois, pour Vittorio Spinazzola, de l'université de Milan, seul un véritable travail critique analy-

sant chaque œuvre permettra de valoriser les textes qui résistent le mieux au temps, comme, selon lui, les poèmes en dialecte et *Amadamo*. Ce qui ne l'empêche pas de constater la présence d'un élément commun à toutes les activités de Pasolini : « *Sa volonté expérimentale à toujours travaillé en direction d'une modernisation des possibilités expressives, en vue d'un dialogue avec un large public non élitiste. En revanche, le paradoxe est qu'il a utilisé les techniques de communication les plus modernes pour une critique très violente de la modernité. Ce qui n'est pas une nouveauté dans la culture italienne, puisque plusieurs écrivains, d'Annunzio le premier, l'ont déjà fait. »*

En conclusion, Spinazzola souligne que la leçon de Pasolini reste « complexe et d'une forte ambiguïté », rappelant que Franco Fortini, à eu raison d'insister sur l'importance de l'oxymore dans son travail. Ce sont précisément ces contradictions présentes dans l'œuvre qui rendent difficile le classement définitif d'un intellectuel toujours bico présent dans la culture italienne, même s'il n'a pas laissé derrière lui une véritable école d'écrivains se réclamant de lui.

Fabio Gambaro


(1) Les documents préparatoires au film ont paru sous le même titre chez Mondadori (1994).

(2) Sur le thème du cinéma de Pasolini, signalons une exposition de photographies inédites, affiches et synopses, organisée par Cinemazero, la région frioulane et la province de Pordenone jusqu'au 10 décembre. Villa Manin di Passariano, Codroipo (Udine), tél. : (0434) 1529061.

Bouillon de Culture
le 27 octobre

CASTILLO

Mon frère l'idiot



CASTILLO
MON FRÈRE
L'IDIOT

Fayard

« Un livre poignant, magnifique »
Simone Weil, Le Grand O. O'FM, La Croix

« Michel del Castillo n'écrit pas sur Dostoïevski ; il écrit à Fédor, Fédor est un personnage, capital, de cette fiction qui tient lieu d'enfance et d'adolescence à son auteur ; et l'on ne juge pas de la vérité d'un personnage : il existe durablement, ou l'on l'oublie. Le Fédor de Michel del Castillo est inoubliable »
Pierre Lepape, Le Monde

« Pour Michel del Castillo, lire et écrire, c'est tenter de survivre, dresser comme Shéhérazade durant mille et une nuits, un barrage contre la mort. »
Michèle Gazier, Télérama

Fayard

D'autres mondes
PAR NICOLE ZAND

Oblomov fait le tour du monde

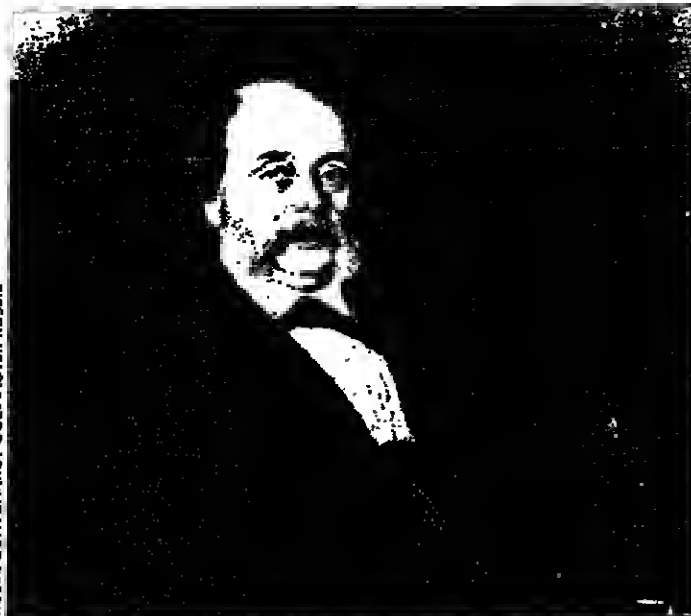
LA FRÉGATE « PALLAS »
d'Ivan Gontcharov.
Traduit du russe
par Suzanne Rey-Labat,
préface de Jacques Cateau,
L'Age d'homme,
coll. « Classiques slaves »,
614 p., 220 F.

Certes, il serait inexact de confondre l'écrivain russe Ivan Alexandrovitch Gontcharov (1812-1891) avec le personnage qu'il a rendu célèbre (qui l'a rendu célèbre aussi), Oblomov, l'homme qui dort, figé dans une Russie engourdie, le paresseux immobile qui ne fera jamais d'autre voyage qu'autour de son lit, et en qui Lénine verra un symbole de l'homme russe et de son inertie : l'obolomovitchina. Pourtant, le 7 octobre 1852, ce fonctionnaire pétersbourgeois du ministère des finances, connu pour son esprit casanier, s'embarque à bord d'un bâtiment de guerre à trois mâts hérité de canons, la frégate *Pallas*, pour un tour du monde de deux ans et demi. Cronstadt, Portsmouth, Londres, Madère, Le Cap, Singapour, Hongkong, Shanghai, Nagasaki, la Corée...

« Vous voudriez savoir comment j'ai pu passer soudain du calme de ma chambre, que je ne quittais qu'à regret et en cas d'obligation absolue, pour le giron mouvant de la mer ? écrit-il à un ami. (...) Vous pensez : le voilà sur un navire, lui à qui il arrivait de ne pas trouver le sommeil parce qu'une inépuisable irritation dans sa chambre ! Le voilà parti en mer lui qui a fui les courants d'air, qui a moulté les ornements de la route, qui a regretté de traverser la ville le soir trouvant que c'était aller trop loin, qui a craint de passer l'heure habituelle de se mettre ou l'heure s'est pointée du fumet de la soupe, d'un rôt trop cuit, de l'eau si elle n'avait pas la pureté du cristal ! Le voyage sera écourté par la menace que faisait peser la guerre de Crimée et, après avoir traversé d'est en ouest toute la Sibirie, Gontcharov sera de retour chez lui le 25 février 1855. Il ne voyagea plus, s'enfermant avec le domoier Oblomov, jusqu'à l'achèvement, en 1859, du roman, son chef-d'œuvre, dont il avait déjà publié en 1849, avant son départ, le texte fondamental, *Le Songe d'Oblomov* (1).

Paru d'abord sous forme de notes de voyage dans les revues, puis dans sa version intégrale, en deux tomes, en 1858, *La Frégate Pallas*, dont l'Age d'homme publie, pour notre grand plaisir, la première traduction (hélas trop chère !), est un formidable livre d'écrivain voyageur. Il nous avait été révélé par Jean Blot, dans son essai critique sur l'auteur d'Oblomov : « Rarement, sans doute, le voyage aura joué aussi bien le rôle formateur qu'on se complait à lui attribuer (...) C'est d'abord son talent et sa vision du monde qu'il entend éprouver (2). »

On pourrait croire d'abord à une simple croisière, mais cette expédi-



« J'emporterai toujours mon sol à mes semelles et aucun océan ne pourra les laver. »

tion autour du monde n'est pas vraiment une partie de plaisir. Le but officiel était de procéder à une inspection des possessions russes en Amérique du Nord où ils n'iront pas ; en réalité, la mission secrète était d'ouvrir le Japon au commerce russe et de ne pas se laisser distancer en Extrême-Orient par les Anglais et les Américains. Ainsi, *La Frégate Pallas* nous fournit, en même temps qu'un état du monde, un passionnant morceau d'histoire diplomatique sur les prémices de l'affrontement dans le Pacifique de deux grandes puissances déjà rivales. Les négociations difficiles avec le Shogun, aboutissant, pour les Russes, aux traités de Shimoda (1855) et de Nagasaki (1857). Pourtant, les Russes, ancrés pendant des mois, à deux reprises, en 1854, au large du Japon, ne parviendront jamais, malgré la patience ou les menaces, à se rendre à Edo. Ils expérimentent tous les moyens mis en œuvre par les envoyés japonais pour éviter que les étrangers ne prennent l'habitude d'accoster sur leurs rives. « Les jours passaient sans apporter de changement. Le gouverneur souriait chaque fois que nous fisions part de notre mécontentement (...). Quel espoir peut-on avoir de commercer dans ces conditions, d'introduire le christianisme et aussi quelques lumières, lorsque la forteresse est fermée à ce point et que la clé en est perdue ? Quand et comment cela se fera-t-il ? Car il n'y a pas de doute, cela se fera. »

Embarqué comme écrivain de bord, secrétaire de l'amiral qui commande la frégate, ce bureaucrate de quarante ans, qui n'a pas forcément le pied marin (la navigation à voile lui déplaît infiniment), s'est plongé auparavant dans les histoires de naufrages et de catastrophes maritimes, se persuadant que « lire ou écouter ces récits était beaucoup plus effrayant que de les vivre ». Né à Simbirsk, au milieu des terres,

il avait toujours rêvé d'un tel voyage : « Peut-être depuis cette minute où j'avais entendu dire à mon maître que, si l'on partait d'un point et que l'on allait devant soi sans s'arrêter, on reviendrait à ce point par l'autre côté. J'avais alors voulu contourner le Volgo depuis la rive droite, celle où je suis né, pour revenir par l'autre rive. »

Émerveillement de l'adulte qui va retrouver ses rêves d'enfant et découvrir un monde encore complètement mystérieux. Sans jamais oublier son pays : « Le résultat que l'on attend des voyages est de pouvoir mettre en parallèle son propre pays et ceux que l'on ne connaît pas. Nos racines sont si profondes à nous, les Russes, qu'ouïssent-ils ou non, nous ne pouvons nous en passer. J'ai en terre étrangère j'emporterai toujours mon sol à mes semelles et aucun océan ne pourra les laver de cette terre-là. »

L'écrivain partage avec ses compagnons - des officiers, des diplomates, le prêtre Avvakoum qui a vécu en Chine, son domestique Faddeï qui évoque le valet d'Oblomov, le chat Vassilia, etc. - les tempêtes et les éblouissements de cette expédition on ne peut plus officielle tout en réussissant à s'évader de l'officialité. Pour dormir leur cours, avec une feinte désinvolture, à un sens aigu de l'observation et à une foule de détails de la vie quotidienne, « eux gens bien vivants et non aux manies ». Il préfère se promener dans les rues de Londres que d'assister aux funérailles de Wellington et ne se prive pas de s'en prendre aux Anglais, de critiquer leur mercantilisme (« L'impudence de ce peuple amateur de bâtir humain se transforme en une sorte d'héroïsme aussitôt qu'il s'agit de commerce, quelle que soit la marchandise... »), leur manque de goût dans le domaine de la gastronomie (« Les Anglais seraient capables d'assaisonner leur nourriture avec des poils de brosse pourvu que cela leur racle la gorge »).

Il constate que « l'esprit pratique et industriel des Chinois est plus proche de celui des protestants que des sermons catholiques » les protestants ont commencé par le commerce pour finir par la religion. Les Chinois ont apprécié le premier et adopté peu à peu le second qui ne les gêne en rien. Il n'aime pas beaucoup les nègres, les mulâtres : tente d'être équitable avec les blancs, il a ce genre de formule : « Même juif, c'était le plus aimable, le plus cultivé et le plus obéissant des hommes ». Surtout, il compare les arts de vivre et les goûts culinaires. « Dieu ! Ce que l'homme peut arriver à manger ! », s'exclame-t-il dans les rues de Shanghai. « Ça mijote, ça frit, ça chauffe, ça bout et grésille, et la vapeur chargée de ces odeurs chaudes se répand partout. »

Tous les sens du lecteur sont excités, enchantés ; troublés aussi par ce que réservent ces autres mondes qui s'entrouvrent. Car, en doublant l'innocence, le 13 avril 1854, l'île de Tsou-Shima, Gontcharov ne peut savoir ce que nous savons : que là se jouera cinquante ans plus tard, avec la fin de la guerre contre le Japon, le plus grand désastre militaire de l'histoire russe.

(1) Oblomov. Première traduction intégrale par Luba Jurgenson. L'Age d'homme, 1986.

(2) Voir Ivan Gontcharov ou le réalisme impossible, de Jean Blot. L'Age d'homme, 1986.

Roa Bastos en majesté

Une nouvelle traduction de « Fils d'homme » permet enfin d'apprécier toutes les nuances du meilleur roman du Paraguayen

FILS D'HOMME
(Hijo de hombre)
d'Augusto Roa Bastos.
Traduit de l'espagnol (Paraguay)
par François Maspéro,
Seuil, 370 p., 140 F.

Le Paraguay est une île entourée de terres dans le cône sud de l'Amérique. Il est habité d'indiens Guaranis, qui vivent dans des villages misérables et sont imprégnés de l'odeur sauvage de la liberté et de la vie. Les Espagnols laissèrent cette contrée tumultueuse à la Compagnie de Jésus, qui, pendant un siècle et demi, y appliqua ses doctrines sodo-théologiques. Entre 1865 et 1870, le pays sera entraîné par l'Angleterre dans la guerre de la Triple Alliance avec ses voisins : le Brésil, l'Argentine et l'Uruguay. Sur deux millions d'habitants, il ne restera, en tout et pour tout, que deux cent mille femmes, enfants, vieillards et invalides. Soixante-dix ans plus tard, de 1932 à 1935, la guerre contre la Bolivie pour la possession du Chaco, une région désertique, provoquera près de cent mille morts. Et en 1947, un soulèvement populaire débouchera sur une violente guerre civile, dont sortira l'un des plus cruels dictateurs de l'ère moderne.

Faute d'un chroniqueur, le Paraguay risqua de perdre la mémoire de son histoire tourmentée. Augusto Roa Bastos, qui participa à l'absurde conflit du Chaco et assista au retour périodique des massacres, sera celui-là. Certes, influencé par les conteurs paysans, il sentit le besoin d'exprimer avec leurs paroles ce monde violent, grotesque, baroque. Non content d'avoir emmagasiné les événements historiques et les mythes de son peuple, il entreprit d'en faire la relation, sans prétendre dicter la vérité des choses. *Fils d'homme*, qu'on réédite

heureusement aujourd'hui dans une nouvelle traduction, est exemplaire de cette manière. Il contient plusieurs histoires - à moins que ce ne soit la même qui, comme toujours, se répète en faits contradictoires - reliées entre elles par l'image omniprésente de l'homme crucifié, symbolisé par ce Christ façonné par un lépreux qui domine la bourgade d'Itapá, où s'ouvre le récit.

FUIE PERPÉTUELLE

Sur fond de guerre, de dictature, d'exode, les survivants y passent en fuite perpétuelle, à la recherche peut-être de ce que les jésuites avaient baptisé « le royaume de Dieu sur la terre ». Le livre fourmille de visions d'une sombre beauté. Un train, tas de ferraille rouillée et de bois pourri, quitte les rails. Tiré par des bœufs, il poursuit un voyage sans but, sans destination - du moins raisonnable -, avançant, du fait de l'obstination d'un homme, sur plaines et montagnes jusqu'à se blottir dans la jungle. Plus loin, apparaît une plantation, véritable enfer terrestre dont on ne sort jamais : « Tout ce qui avait réussi à s'échapper de Takuru-Puku, étaient les vers d'une complainte colportée par les guitaristes paysannes, qui racontaient les peines du mensu enterré vivant dans les catacombes de la plantation. » La chanson bilingue et anonyme parlait de ces hommes qui travaillaient sous le fouet tous les jours de l'année et ne se reposaient que le vendredi saint - comme si, ce jour-là, ils avaient droit, eux aussi, de descendre de leur croix, mais sans la glorieuse résurrection de l'Autre, car ces obscurs Chrétiens aux pieds nus mouraient pour de bon dans l'oubli.

Réduire ces histoires à la parabole de l'homme paraguayen sacrifié sur l'autel des guerres, de la misère, de l'ignorance, serait commettre la même erreur que de

ne voir dans *Moi le Suprême* (1) qu'un roman historique sur le dictateur qui transforma le Paraguay en une nation moderne. Toute l'œuvre de Roa Bastos se situe sur le plan de l'écriture et vise à casser sa surface cristallisée ; c'est un combat entre le texte écrit et l'oralité, sa grande source. L'antagonisme entre l'oralité guaranie, langue des vaincus, et les mots écrits en espagnol, langue du conquérant - « Je m'efforce de ce qu'il cherche à exprimer » - y est omniprésent. L'auteur surmonte ce désaccord par la relation qu'il entretient avec ces deux langues et avec son peuple, un rapport quasi charnel. Si évidente que soit la maîtrise de la forme, on perçoit toujours qu'il écrit avec son sang et ne se tient pas à l'écart de ceux qui vivent sous le même ciel que lui.

Mais bien plus que dans *Moi le Suprême* ou dans *Vieilles de l'Amiral* (2), où tant de jeux de mots, souvent gratuits, peuvent nous faire fructifier le castillan et si facilement fracturé de l'intérieur, ce qui donne des envolées métaphoriques, des cadences parfois singulières et toute une gamme d'inflections où se multiplient les nuances. Rien de cela n'apparaît dans les deux traductions précédentes. François Maspéro a suivi, mot par mot, phrase par phrase, les méandres des influences linguistiques. Et l'on peut enfin lire en français, dans sa double nature, réelle et magique, le meilleur roman de Roa Bastos, un écrivain à l'écart des grands axes littéraires, qui vit pourtant - à raison - avec la tranquille assurance que son œuvre, devant laquelle il s'efface, parlera un jour pour son pays.

Ramon Chao

(1) Belfond, 1982 et Seuil, 1993 ; Livre de poche-Bibliothèque, n° 3048.
(2) Seuil, 1994.

Amours de papier

Quim Monzó fait de l'écriture un jeu et des personnages de ses nouvelles les marionnettes de ses propres inquiétudes

LE POURQUOI DES CHOSES
(El perquè de tot plegat)
de Quim Monzó.
Traduit du catalan
par Edmond Raillard,
éd. Jacqueline Chambon,
166 p., 98 F.

Des hommes et des femmes se croisent, se rencontrent, s'aiment, se séparent ; rien de plus banal à la ville comme à la scène, sur les écrans comme sur les pages blanches. Quim Monzó n'hésite pas à distiller les grains de poivre et gouttes de fiel sur les personnages qu'il fait grimacer et grimacer de nouvelle en nouvelle, marionnettes un peu déséchées et inquiètes.

En baptisant ses créatures, l'auteur détermine forcément une partie de leur destin en fonction des souvenirs, de l'imaginaire, des errances qu'il présuppose à son lecteur, de l'autre côté du miroir. Certains noms choisis par Quim Monzó paraissent tirés de romans de science-fiction (comme « Pti », « Gmpt », ou « Bplant »), d'autres de bluettes (« Dorotea », « Carlotto », « Carme », ou « Jaume »). Il attribue à ses personnages tout aussi bien des appellations contrôlées (« la femme fatale », « l'homme irrésistible »), des termes descriptifs (« la documentaliste » ou « le footballeur »), que des surnoms mythiques et d'emprunt (« Onan », « Pygmalion »). Quand on lui pose la question, Quim Monzó explique qu'il n'a eu aucun mal à donner des noms à ses enfants « parce qu'ils sont de chair et de sang », mais qu'en revanche cela lui est très difficile pour des héros de papier. Dans son roman *Gozahne*, par exemple, « tous les noms commencent par la lettre H, qui ne se prononce pas en catalan, qui ne sert à rien. Et cela permet en créant un monde peuplé de gens sous « H » de créer une situation d'irréalité, parce que ce n'est pas la vie ».

Par conséquent, ces « il » et ces « elle » sont, dit-il, « sans profondeur et sans psychologie ». Ils sont tous menés par l'emprise des sens,

amour physique trempé de solitude et de pleurs langoureux, amour de soi, soit de l'autre, amours du soir sans espoir, amours qui ne durent jamais toujours - comme de mal entendu. Peu de tendresse sauf, ici ou là, une lueur, une étincelle, une pensée fugace pour « l'homme qui ne tombe jamais amoureux », qui s'incruste et se sent « vide » en se souvenant « des yeux limpides, un brin melleux » de son premier amour. Monzó reconnaît éprouver des difficultés devant ses sentiments et avoir transmis à ses personnages cette méfiance, cette inquiétude de ce qui peut se dissimuler derrière les passions. Alors, discret, lointain, il pousse ses histoires jusqu'à la caricature, fait se terminer les contes de fées en quenouille, aligne les idées et les images, et fait

de l'écriture un jeu, tout cela marchant au pas comme de petits soldats de plomb. A la suite du succès du *Pourquoi des choses* - 100 000 exemplaires vendus en Espagne, en catalan et en castillan -, un film en a été tiré par Ventura Pons, une expérience amusante et déconcertante pour l'auteur qui avoue son désarroi : « Quand j'écris, il n'y a ni paysage, ni visage. Voir tout d'un coup l'un de mes personnages sous les traits d'un acteur très connu, c'est surprenant. Mais en passant de la littérature au cinéma, c'est toute l'ambiguïté qui se perd. » Et pour lui, l'ambiguïté c'est avant tout une partie de cache-cache. Quelle soit absente, et il ne s'amuse plus.

Martine Silber

(1) Chambon Poche.

POÉSIE

Le feu de Lorca

ROMANCERO GITANO
sui de POÈME DU CHANT PROFOND
de Federico Garcia Lorca.

Traduit de l'espagnol et préfacé par Claude Esteban,
édition bilingue, Aubier, 296 p., 140 F.

Peu de poètes autant que Federico Garcia Lorca eurent à souffrir de l'éloge sans mesure. De hâtifs lecteurs enfermèrent son œuvre dans un étroit particularisme andalou ; d'autres, au contraire, la libérèrent de toute spécificité : n'exalta l'inspiration souveraine, sans contrainte ni pensée, de cet enfant très doué et instable de la poésie espagnole qui réconciliait en un tour de main talentueux lyrisme, romantisme et surréalisme. L'homosexualité et la mort tragique du poète renforcent encore le mythe. Au profit de celui-ci, on brouilla la vraie figure, complexe, de Lorca.

Claude Esteban, en préface de sa très belle traduction du *Romancero gitano* (1928) et du *Poema del canto jondo* (1931), rappelle vigoureusement dans quel paysage mental et poétique on doit placer l'œuvre de Lorca. Au centre de ce paysage, l'ancêtre en poésie qui se profile derrière Dali et Buñuel, et même derrière Whitman, est bien Góngora, le grand baroque, le « maître absolu de la réalité poétique », meilleur guide pour accomplir le « saut équestre » de l'imaginaire qui mène à cette « réalité ». « J'ai le feu dans les mains et je travaille parfaitement avec lui », écrit Lorca. Remettant en cause le cliché d'une « poésie de l'irrationnel et de l'instinctif », Esteban démontre parfaitement le sens de cette affirmation et incite à ne pas oublier l'« aventure formelle » que constitue l'œuvre poétique de Lorca. A partir de là, le lecteur peut ressentir dans toute sa pureté la savante incandescence, la « géométrie fébrile » de cette œuvre.

Patrick Réchichien

CAROL SHIELDS
LA MÉMOIRE
DES PIERRES

« Un beau grand roman. »
Nicole Zand, *Le Monde*

« Un numéro de haute voltige sur l'imposture du souvenir. »
Jean-Luc Douvin, *Télérama*

« Une virtuosité romanesque époustouflante. »
Danièle Mazingarbe, *Madame Figaro*

Un vol. 360 pages - 140 F

PRIX PULITZER 1995
Calmann-Lévy

صحنات الاصل

LE FEUILLETON DE PIERRE LEPAPE



SMILLA ET L'AMOUR DE LA NEIGE
Froken Smilla Fjörnemmelse Fur Sne
de Peter Høeg.
Traduit du danois
par Alain Gnaedig,
et Martine Selvadjian,
Seuil, 470 p., 139 F.

L'INCENDIE DE COPENHAGUE
de Gilles Lapouge.
Albin Michel, 414 p., 130 F.

La chance et le danger d'être un écrivain au Danemark, c'est qu'on y est à portée immédiate de l'extrême. Il suffit de bien choisir sa saison et une autre planète vous échoit, celle de la neige et de la glace, tombée du ciel à la place du monde ordinaire. Un monde qui obéit à d'autres lois physiques, morales et artistiques. Trouvez-vous cet univers encore trop proche de la banalité – d'une banalité qui ne serait simplement qu'excessive – qu'il vous est possible, si vous êtes écrivain danois, d'embarquer vos lecteurs vers l'extrême de l'extrême : vers le Groenland. Certes le Groenland, depuis 1979, n'est plus une province danoise, mais un Etat autonome dépendant de la couronne. Cette terre, quarante fois plus grande que le Danemark lui-même et recouverte de glaces épaisses de plus d'un kilomètre, n'en a pas pour autant fini d'exercer son magnétisme sur les imaginations danoises.

Montesquieu nous aurait facilement fait comprendre pourquoi les Danois ont l'âme métaphysique, même si l'image chrétienne d'un enfer où l'on brûle a dû leur sembler passablement exotique, le feu évoquant davantage dans ces frimas un dieu utile et bienfaisant. Mais on ne vit pas des mois entiers dans les ténèbres et dans la neige, dans l'indécision sur la forme des choses, sans développer un profond sentiment d'incertitude. Le romantisme est une maladie venue du Nord et

que le septentrion exacerbe. Voilà pour la chance. Le danger – que n'ont pas toujours mesuré les auteurs romantiques –, c'est de ne pas savoir gérer l'extrême. Si vous l'installez d'emblée, si vous déclinez dès les premières pages ses forces les plus effrayantes, les plus prodigieuses et les plus belles, le reste de votre livre se condamne à ne plus être qu'un soufflet qui retombe, interminablement.

Peter Høeg, pour notre chance, est navigateur et amoureux de mathématiques. Quand il prend le large dans l'extrême, il le fait avec une règle, un sextant, un compas, et la lecture des *Éléments* d'Euclide. Son histoire est folle, comme il se doit, mais elle conserve, de bout en bout, une stricte élégance logique. Høeg a d'ailleurs choisi, pour la mettre en place, le cadre rassurant du roman policier. Soit un jeune garçon, prénommé Esajas, immigrant d'une famille groenlandaise, c'est-à-dire déclassée. Il tombe d'un toit de Copenhague et se tue. L'enquête conclut à un accident. Mais une femme qui le connaissait un peu, Smilla, groenlandaise elle aussi par sa mère et experte en sciences glaciologiques, examinant les traces laissées dans la neige par Esajas, comprend que le garçon a été poursuivi avant de se jeter dans le vide. Elle cherche à comprendre pourquoi les autorités judiciaires de ce pays peuplé de petits-bourgeois luthériens et démocrates ont décidé d'ensevelir l'affaire. De question en question, dans une énigme qui, comme la glace par moins dix-huit degrés centigrades, devient de plus en plus épaisse et opaque, Smilla, belle et rebelle, audacieuse et prudente, mène sa chasse à la vérité, comme sa mère dans le désert du cercle polaire traquait Fours blanc. Mais la vérité est un fauve encore plus redoutable, et il est plus difficile de ne pas s'égarer dans la jungle des bureaucraties de Copenhague que dans les nuits sans horizon et sans limites de l'insularité groenlandaise.

Tout cela est passionnant. D'autant que Peter Høeg manie l'humour avec bonheur et qu'il est manifestement amoureux de son héroïne, mélange charmeur de sauvageonne arctique, de gauchiste danoise et de chercheuse au CNRS. Reste que *Smilla* n'aurait été qu'un roman réussi sans la deuxième partie de son titre : *L'Amour de la neige*. C'est la neige, en effet, et l'amour qu'elle inspire à l'auteur qui donnent à la fois au livre sa structure originale et sa résonance métaphorique. La langue danoise possède une quarantaine de mots pour décrire la qualité de la neige, la taille, la figure, la consistance de ses cristaux et les manières dont ils s'accrochent entre eux. Høeg a construit son roman comme se forme un tapis de neige. D'abord, quelques cristaux de récit qui planent, volettent et s'amoncellent comme au hasard sur le sol. Puis, selon la configuration de ces cristaux, de leurs faces, de leurs angles, de leur structure interne, viennent s'agréger d'autres morceaux, se creuser des vides, s'opérer des tassements. La neige respire, mais il se construit à l'intérieur d'elle-même de fragiles réseaux cristallins qui lui assurent sa cohérence. C'est le long de ces réseaux, de ces chemins en étoile et en bifurcations que Smilla poursuit son enquête. Il n'y a jamais de parenthèse dans le récit de Høeg, jamais de digression, simplement – si l'on ose dire – le choix d'une algèbre du récit, d'une poétique qui prend pour modèle les nombres complexes, cette addition des nombres réels et des nombres imaginaires, « le premier système de calcul qui nous rende capable d'expliquer la formation des cristaux de glace. C'est comme un vaste paysage déployé devant soi et dont l'horizon s'éloigne ou fur et à mesure que l'on cherche à s'en rapprocher. C'est le Groenland, c'est nia raison

man comme se forme un tapis de neige. D'abord, quelques cristaux de récit qui planent, volettent et s'amoncellent comme au hasard sur le sol. Puis, selon la configuration de ces cristaux, de leurs faces, de leurs angles, de leur structure interne, viennent s'agréger d'autres morceaux, se creuser des vides, s'opérer des tassements. La neige respire, mais il se construit à l'intérieur d'elle-même de fragiles réseaux cristallins qui lui assurent sa cohérence. C'est le long de ces réseaux, de ces chemins en étoile et en bifurcations que Smilla poursuit son enquête. Il n'y a jamais de parenthèse dans le récit de Høeg, jamais de digression, simplement – si l'on ose dire – le choix d'une algèbre du récit, d'une poétique qui prend pour modèle les nombres complexes, cette addition des nombres réels et des nombres imaginaires, « le premier système de calcul qui nous rende capable d'expliquer la formation des cristaux de glace. C'est comme un vaste paysage déployé devant soi et dont l'horizon s'éloigne ou fur et à mesure que l'on cherche à s'en rapprocher. C'est le Groenland, c'est nia raison

un ancien prêtre tisseur de filles et de boniments, le vieux Gunnar, explorent donc pendant quatre années cette terre féroce « comme un loup maigre et écorché » afin de découvrir les fameux manuscrits. Leur hypothèse, très jolie, est que les Islandais, dans leur extrême dénuement, se sont servis des peaux, vélin et parchemins sur lesquels sont gravées les sagas pour se tailler des chemises et des culottes. De sorte que ces paysans sont habillés par les mots de leurs légendes.

Des trouvailles de cette qualité, il y en a cent dans *L'Incendie de Copenhague*, et vêtues de la prose la plus séduisante qui soit. Lapouge conduit son livre à son pas, à son plaisir, faisant sauter son héros, qui est pourtant érudit, vertueux et fort avisé, de piège en piège. Comme si sur cette terre du bout du monde, battue de toutes les calamités – la dernière et non la moindre étant les Danois –, se rassemblaient tous les mensonges, toutes les manières de fuir une insupportable réalité. Comment séparer le vrai du faux sous un ciel qui lui-même hésite entre la nuit et le jour ? Comment distinguer le réel et l'imaginaire quand tout sert à tout de miroir : la glace, la mer, le ciel ; et la neige comme une douce couverture, ou comme un tombeau ?

Gilles Lapouge guide donc d'une main sûre ses personnages jusqu'à leur perte, jusqu'à l'envers de ce qu'ils s'étaient juré d'être. A proximité du pôle, Pétursson, Bodelsen, les gardiens de la pensée mesurée et de la sage passion, perdent leur boussole. Ils se défont de leurs hardes civilisées ; ils dénudent l'homme nouveau, celui qui est en train de naître entre Paris, Londres, Berlin et Copenhague. Aux beaux discours de la raison pure se substituent, rutilants de paradoxes, les discours de la raison farceuse où se manifeste cet art sublime qui consiste à raisonner faussement sur des bases fausses afin de saisir la vérité sans qu'elle s'y attende. Quelques-uns des personnages de *L'Incendie de Copenhague* – des malades, des vieillards, des ivrognes – sont passés maîtres dans cet art, ce qui nous vaut quelques monologues philosophiques et pervers de la plus belle veine. Sur le temps, sur la création littéraire, sur les légendes, sur les civilisations (1).

Le roman de Lapouge peut être qualifié d'« historique » dans l'exacte mesure où celui de Høeg est qualifié de « policier ». En fait, dans un cas comme dans l'autre – Lapouge plus romanesque, Høeg plus fin calculateur –, il s'agit de profiter des rudes séductions de l'exotisme septentrional pour nous faire vérifier une hypothèse simple : la vérité, moyenne, tempérée, mesurée, raisonnable, si bien adaptée à nos latitudes médianes, fond lorsqu'il fait trop froid.

(1) Gilles Lapouge a publié, en 1977, un essai remarquable intitulé *Utopie et civilisations* (Julliard, en 1991, chez Albin Michel, coll. « Bibliothèque des idées »), dont *L'Incendie de Copenhague* offre, à maintes reprises, des échos romanesques.

Enquêtes extrêmes

d'être ! » Høeg a fait de l'extrême un délice intellectuel et un irrésistible ressort romanesque.

Le Groenland de Gilles Lapouge, c'est l'Islande, sa voisine de volcans et de froidure. Mais il s'agit encore, à l'époque dont il nous parle, dans les premières années du XVIII^e siècle, d'une colonie danoise. Et les Islandais d'alors n'étaient pas mieux considérés par la société de Copenhague que ne le sont aujourd'hui les Groenlandais : des sauvages obtus et fomicateurs, des nègres, des bougnouls. Aussi, lorsque le roi Frédéric IV envoie en Islande une mission dirigée par le professeur Eggert Pétursson, afin qu'il y rétablisse les normes de la justice et réforme le cadastre, personne ne s'y trompe. On ne fait pas régner la justice dans une porcherie, pas plus qu'on ne plante de sages bornes sur des terres de neige, de tempêtes et de boues. La mission Pétursson a un but secret qui ne le demeure guère : retrouver les parchemins perdus des sagas, à moins qu'il ne s'agisse, à l'insu de Pétursson, de son adjoint Bodelsen et de leur petite suite, de préparer la vente de l'Islande aux marchands de la guilde de Hambourg, qui s'en empareraient volontiers contre deux ou trois sacs d'or.

Pétursson et sa troupe, guidés – ou égarés – par

Version originale

Les topographies de la mémoire

Comment les paysages réels sont-ils devenus les grands mythes naturels de l'homme ?
Un essai ambitieux et brillant de l'historien américain Simon Schama

Présenté par son éditeur comme « le plus excitant et le plus original des historiens américains d'aujourd'hui », Simon Schama est un intellectuel qui ne laisse personne indifférent outre-Atlantique. Rarement carrière universitaire et production scientifique ont suscité autant de passions au sein d'une communauté qui privilégie généralement les débats à fleurets mouchetés. Agé aujourd'hui de cinquante ans, d'origine anglaise, Simon Schama enseigne l'histoire à Columbia. Comme beaucoup d'historiens américains, il a acquis sa réputation sur le terrain européen, plus précisément sur la terre riche et cultivée des Pays-Bas. Ses travaux sur la civilisation hollandaise au Siècle d'or font en effet autorité, notamment sa magistrale étude, traduite chez Gallimard en 1991, *L'Embaras de richesse*.

Mais lorsqu'il se penche, à l'occasion du bicentenaire, sur la Révolution française, Simon Schama commence à agacer ses collègues. *Citizens* (1989), le livre qui résulta de ses travaux, fut froidement accueilli par la communauté universitaire.

Gérard Namer
Patrick Cingolani

MORALE
&
SOCIÉTÉ

SOCIÉTÉS
MERIDIENS
KLINCKSTOCK

On lui reprocha le sacrifice des sacro-saintes références scientifiques, un intérêt jugé suspect de résurgences tainiennes pour les multiples faits de la violence révolutionnaire, et, sans doute, le talent de savoir raconter la Révolution comme on ne le fait plus, de considérer le fil de l'histoire comme un lien de micro-événements successifs. On lui fit surtout grief d'avoir du succès et, grâce à ce livre sorti dans une collection destinée au grand public, d'avoir gagné beaucoup d'argent. Son ouvrage suivant ne calma pas les esprits, loin de là. Car il est largement provocateur. Il s'agit presque d'un roman policier, *Dead Certainties* (1991), dans lequel Simon Schama critique les historiens pour leur manque de sensibilité littéraire, leur reprochant de n'être pas, aussi, des écrivains. Pour un citoyen de Harvard – Schama y enseignait à l'époque –, c'était à jeter le trouble au cœur de la bonne conscience érudite et pragmatique de l'académisme universitaire.

PASSIONS APAISÉES

Mais voilà que le dernier livre de Simon Schama, *Landscape and Memory* (1), récemment paru à New York, vient apaiser les passions et ferait presque l'humanité si quelques grincheux ne reprochaient à son auteur le désir de passer d'un sujet à un autre, avec pour seul lien une même sensibilité à l'objet historique et à son récit. Après la civilisation hollandaise et la violence révolutionnaire, voici en effet un travail sur la constitution des paysages mythiques et mentaux qui hantent l'esprit de l'humanité. Schama s'y révèle vraiment brillant. Il s'est posé une question à laquelle on ne pensait pas que les his-

toriens fussent capables de répondre : que voyons-nous lorsque nous considérons la nature qui nous entoure ? En avançant sur ce terrain, Simon Schama démontre comment l'histoire peut s'intéresser aux sensations les plus intimes et les plus personnelles de ses lecteurs ; sans doute parce que ces sensations sont partagées et que la topographie de chacun n'est qu'une impression dérivée d'une représentation collective des paysages naturels. Ce collectif, mémoire plurielle, est un agent de l'histoire, et c'est à lui que l'auteur pose ses questions. Nous ne voyons la nature qu'à travers des images déjà présentes, des codes déjà posés. On ne voit jamais un paysage, on le revêt : il est là, gravé en nous par les récits, les mythes collectifs, les images les plus diverses, des gravures aux tableaux, des cartes postales aux films. Et c'est ce travail collectif de la mémoire, la constitution de paysages idéaux par accumulation de récits, de descriptions, de journaux de voyages, d'images, que Schama étudie.

Sa tâche a donc consisté à reconstituer, par strates successives, ces paysages mentaux qui nous hantent en se confondant avec les paysages réels, paysages fonctionnant sur la nostalgie ou le désir d'aventures, conduisant notre esprit vers les éléments naturels qu'il veut voir et reconnaître : la forêt primitive, la rivière source de vie, la montagne sacrée (*Wood / Water / Rock*, telle est d'ailleurs le découpage très simple de ce livre).

Comment ces paysages, espaces réels, sont-ils devenus les grands mythes naturels de l'homme occidental, comment se sont-ils emparés de nous pour composer la scène

naturelle de notre culture ? Voilà l'objet d'histoire auquel s'affronte Simon Schama avec une grande ambition documentaire et une inventivité très affirmée. Car le paysage de cette recherche est vaste, réparti par l'auteur en cas particuliers comme autant de voyages effectués en Europe et en Amérique. Il étudie, par exemple, à travers de multiples sources complémentaires, scientifiques, littéraires, artistiques, politiques, la « terre boisée » de Pologne, symbole qui a traversé les siècles, qui a forgé l'identité d'un pays, qui fait souffler périodiquement l'épopée patriotique, et a transformé un paysage particulier, une topographie précise et somme toute banale, en un sanctuaire religieux et national. De même, Simon Schama s'attache à la destinée de la « douce France », née à la fin du Moyen Âge dans la calme et verdoyante vallée de la Loire avant d'imprégner toute l'idéologie monarchique d'Ancien Régime et faire encore les beaux jours des chansons populaires.

SACRALISATION

Autre exemple passionnant : la sacralisation de la nature en Amérique, étudiée à travers le cas du Parc national du Yosemite. Domaine des explorateurs, puis des pionniers et des aventuriers, ces montagnes peuplées d'arbres géants, aux falaises gigantesques, ont été érigées en patrimoine national au cours des années 50 grâce au travail du photographe Ansel Adams, auteur d'« icônes naturelles », images emblématiques du désir américain de nature transformant le paysage en une « idée religieuse », où le regard de chacun transcende par l'émotion et l'espé-

rience spirituelle l'inertie de la nature. On pourrait encore développer après Simon Schama le cas du paysage marin hollandais, celui des rives du Nil, la *parerga* pastorale florentine, le *Mount Rushmore* comme blason naturel de la démocratie américaine, ou la mythologie barbare de la tourbe germanique.

Ces visites des hauts lieux naturels, « où soi-même se révèle à soi-même », sont à chaque fois l'occasion d'une démonstration érudite

(Schama fait un très bel usage des citations) et d'une écriture très maîtrisée. Étudiant le travail quasi poétique opéré par la mémoire collective sur bon nombre de paysages, Simon Schama se fait lui-même écrivain. Sans doute est-ce là que son appel provocateur en faveur d'une autre histoire est le plus convaincant : le récit, dans ce livre, brasse les métaphores, les citations et l'analyse selon un fil narratif dont le pouvoir de suggestion gagne, à lui seul, le statut d'un paysage. Ensermant et répondant à ce paysage de mots, il convient de mentionner enfin le très beau travail d'illustration proposé ici, les images s'ajustant à l'écriture tout au long d'un ouvrage qui fait date.

Antoine de Baecque

(11 Editions Knopf (New York), 1995, 660 pages, 295 illustrations, 40 \$)

YVES-MICHEL
ERGALE
UN AMOUR
D'INGRID
WEBER

« Tout le tact, toute la noblesse que suscite l'écoute d'une partition supérieure. »
Alain Basquet, *Le Figaro*

« Le lecteur se régale. »
Raphaëlle Rérolle, *Le Monde*

« Ergal a créé un monstre, un monstre attachant, merveilleux. »
Michèle Bernstein, *Libération*

Un vol. 264 pages - 110 F
CALMANN-LÉVY

Un enfer bien illustré

PROSPER AUX ENFERS
de Jacques Prévert.
Mise en images
par Jacqueline Duhème.
Gallimard Jeunesse,
28 p., 80 F (à partir de 6 ans).

Ceci n'est pas un conte. Et pourtant ! Retrouver fortuitement dans les papiers de Prévert - l'homme qui rossait pour la joie de tous - tous ceux qui sont chavirés de l'intérieur de la tête (Jacques Charpentier) - un texte inédit dont le titre est : *Prosper aux enfers*. Aller en confier l'illustration à Jacqueline Duhème est mieux qu'une évidence, une merveilleuse idée. Venue rendre un livre au poète de la part de Matisse, la jeune femme fut aussitôt adoptée par les Prévert ; ainsi naquit, à Saint-Paul-de-Vence, en 1948, le beau projet de l'Opéra de la Lune ; Jacqueline Duhème y inventait en couleurs la chanson du héros. Elle a raconté déjà le mystère de cet homme dépositaire du « savoir du sens caché des choses » (1) ; aujourd'hui elle retrouve la même malicieuse connivence pour historiser cette fable loufoque aux indications quasi scéniques dont on se prend à rêver une vision animée.

Prosper, nouvel Orphée, perd

son Eurydice, oursonne naïve et volage qui suit un ours noir en frac et cigare, magicien truqueur qui rappelle les banquiers souvent moqués par Prévert. Il se pend et tombe en enfer, où les diables en verront de toutes les couleurs. Au milieu d'un monde inversé où les moutons mordent les chiens, les dompteurs dévorent les lions et les lapins abattent les chasseurs, Prosper découvre un paradis en chantier « fermé pour cause de réparations », s'échappe avec la complicité des deux ours étoilés, Grande et Petite, qui écrivent dans le ciel la voie du salut. Tel l'anneau d'or des unions sages, la bouche se ferme d'un coup de craie qui rétablit la bonne leçon de la fable. Cet intermède burlesque, d'une écriture plus proche du théâtre que du conte classique, trouve ici les couleurs audacieuses, les clins d'œil graphiques qui conviennent à un univers où l'éclair se fixe opportunément sur les valises « en position réglementaire de fermeture éclair » et l'enfer garantit l'« eau bouillonnante à tous les étages ». Une surprise qui doit aussi à l'illustration d'être mieux qu'une curiosité.

Ph.-J. C.

(1) *Line et les autres*, Gallimard, 1986.

La mission de Bonem

BONEM ET LA REINE SIBIANE
de Jacques Ivanoff.
Hatier, coll. « Pali Mali »,
64 p., 78 F
(à partir de 10 ans).

Jacques Ivanoff cultive une passion pour une peuplade peu connue, les Moken, ces « nomades de la mer » qui naviguent dans les eaux de l'archipel des Mergui, ombilic entre la Thaïlande et la Birmanie. Il a vécu avec eux, connu leurs et leurs malheurs en compagnie de ces êtres indépendants, soucieux de préserver leur culture. Il les a aimés, écoutés, compris. Et comme l'ethnologie - Jacques Ivanoff est chercheur au CNRS - n'a jamais affaibli le goût de l'enfance, il signe son premier livre pour la jeunesse, *Bonem et la reine Sibiane*, qui allie découverte et rêverie, légendes et sortilèges.

Bonem, petit garçon moken, s'interroge. Pourquoi son peuple vit-il depuis toujours sur des bateaux ? Pourquoi ce plaisir est-il en réalité une obligation ? Pourquoi est-il interdit de s'installer sur la terre ferme pour cultiver du riz ? Qui est cette belle reine Sibiane dont parle le grand-père tant aimé de

Bonem ? Pourquoi, avant de mourir, assigne-t-il à son petit-fils cette terrible mission : protéger le nom, la vie « fragile mais forte grâce à cette faiblesse même » de son peuple ?

Ainsi Bonem quittera-t-il son rivage et gagnera-t-il la Thaïlande pour apprendre à lire, déchiffrer les textes sacrés et apprendre le secret de la reine Sibiane, celle qui veut que son peuple demeure libre, le dernier des peuples libres. Les enfants alimenteront sûrement ce voyage initiatique et les personnes que l'on dit grandes, en cachette, s'en délecteront...

Marie de Varney

« La collection « Pali Mali » entend éclairer ses lecteurs sur « ces civilisations du bord du monde dites primitives qui vivent peut-être leurs derniers jours dans une nature somptueuse qu'elles savent préserver », selon les propres termes des directeurs de collection, Joël Farges et Odile Weulersse, qui signent l'autre nouveauté, *Aghali, berger du désert*. Habile mélange de réalité et de fiction, chaque roman, sorte de conte vrai dont le héros est un enfant, précède une présentation succincte mais bien conçue des populations concernées.

Pourriez-vous résumer d'emblée la querelle des anciens et des modernes ?



HISTOIRE DE LA LITTÉRATURE FRANÇAISE

X. DARCOS

HATIER Éducation

FAIRE LE POINT-RÉFÉRENCES :

Pour réviser, vérifier... ou satisfaire sa curiosité.

« Dada » ou l'ardeur

Au départ une maquette photocopiée qui convainc, aujourd'hui la première revue d'art pour les enfants se diffuse jusqu'au Japon



Cézanne vu par Gérard Mathie

ment thématique de chaque livraison qui aide à la circulation et à l'identification du titre.

Pour le reste, le rêve s'épanouit sans entrave. « Racine ou les fariboles du professeur Fada », le fararieux farfadet, « Les amis du peintre Gégé », « Pico et Copi », « Prodiges » (une visio de l'enfance de l'artiste), des pages de jeux... autant de rendez-vous qui ac-

compagnent désormais les temps forts de l'actualité artistique : Carthage au Petit Palais (numéro sur la Tunisie), le siècle des Lumières (numéro « Arts et cinéma »), Cézanne cet automne (1)... Le principe du partenariat mécénat se confirme, intelligemment ciblé selon le thème traité : le Studio Canal pour le cinéma, Tati pour « Art et vêtement », pour Naples l'Institut français de

la ville... Un choix réaffirmé dès la reprise de la parution (numéro « La campagne heureuse », soutenu par le ministère de l'Agriculture). Les partenaires co-signent aujourd'hui l'éditorial. Une aventure décidément hors normes qui ne cesse d'étonner.

Hélène Bernard l'annonçait du reste : « Dada rendait vraiment sa route va s'élargir à l'Europe et au monde. » Avec le numéro « Mondrian » (novembre 1994), le tournant international est amorcé grâce à une édition néerlandaise. Cet hiver, après « L'art brut » (octobre, n° 23) ce sera « Barcelone » et le lancement de deux éditions nouvelles, catalane et « espagnole », dès novembre. Un projet est à l'étude pour les États-Unis. Aujourd'hui Dada, avec un tirage de près de dix mille exemplaires, vendus dans cinq cents librairies, musées et autres « adresses artistiques », compte deux cent cinquante abonnés nationaux se partageant équitablement entre lecteurs privés et bibliothèques de jeunesse - le lecteur moyen a entre huit et quinze ans. De quoi attendre serein les prochains rendez-vous de Dada : Lucy, notre mère commune, Beethoven et Picasso, Matisse et Rembrandt plus tard. On aimerait suggérer deux idées : pour 1996, Jeux olympiques obligent, le sport et... Dada, le mouvement épopée. Clin d'œil que cette revue malicieuse et créative saurait faire sien sans doute. A suivre. Passionnément.

Ph.-J. C.

(1) Numéro 22, septembre 1995. « Cézanne » (Mango-Press, 36, rue Fontaine 75009 Paris, 52 p., 40 F).

La sainte victoire de Cézanne

Un siècle après la première exposition exclusivement consacrée à Cézanne, le peintre aixois... Cézanne, on y découvre la géométrie, la perspective du Grand Palais. L'édition emboîte le pas et les publications pour la jeunesse ne sont pas en reste. Outre le numéro 22 de Dada et son cahier central *Dica Cézanne de A à Z* (voir ci-contre), on retrouve le parti pris de l'abécédaire dans le précieux C comme Cézanne de Marie Sellier (1), parcours biographique en vingt-six chapitres - de A (Accent du midi) à Z (Zozé) - d'une lecture agréable et à l'illustration réfléchie et équilibrée. Un dimanche avec Cézanne d'Alain Madeline-Perdrillat (2) propose un long monologue du peintre à l'adresse d'un jeune dessinateur à l'heure où la célébrité le rattrape : belle leçon d'éducation du regard. Les séduisants *Secrets d'Ilon de Dominique Schneidre* (3), où Cézanne devient, selon le principe de cette « petite collection », l'illustrateur d'un beau récit qui promet une montagne à chaque enfant, gage de bonheur et de savoir vivant, méritent une mention particulière.

Mila Boutan, qui lance une passionnante série de cahiers ateliers pour initier l'enfant par la pratique autant que l'observation (mention spéciale pour le

très heureux *Motisse*), accueille naturellement un *Cézanne*, on y découvre la géométrie, la perspective et le portrait (4). *Monet et Van Gogh* complètent la première livraison. Les amoureux de Toulouse-Lautrec, peintre retenu pour une deuxième série au printemps prochain, tromperont leur impatience avec un *Toulouse-Lautrec de A à Z*, réalisé par des élèves de primaire au Musée d'Albi (5). Plus généralement, chacun pourra tester ses connaissances artistiques grâce au récréatif *Cosette, l'Art en question* (6), où les questions, ardues parfois, bénéficient d'indices qui rendent les réponses moins mystérieuses. Quarante-huit fiches pour mettre l'art en jeu.

Ph.-J. C.

(1) Coll. « L'enfance de l'art », Réunion des musées nationaux, 60 p., 80 F.
(2) Skira, 56 p., 120 F.
(3) Calmann-Lévy/Réunion des musées nationaux, 32 p., 85 F.
(4) Milla Editions/Albin Michel Jeunesse, chaque volume 79 F.
(5) Somogy, 36 p., 85 F.
(6) Mango/Réunion des musées nationaux, 39 F.

Boîtes à malices

Le Seuil et Gallimard proposent de remarquables coffrets qui permettent à la fois lecture et bricolage

L'automne sera décidément favorable aux lecteurs bricoleurs. Déjà, le Seuil propose sa deuxième livraison de kits documentaires, empruntés aux maîtres britanniques Dorling-Kindersley, dont tous les départements jeunesse, depuis les adaptations pionnières de Pierre Marchand pour Gallimard, se sont appropriés le savoir-faire et la créativité. Matériellement, les coffrets se sont renforcés ; le contenu, lui, a sensiblement accru ses richesses. Un volume sur la Rome antique permet ainsi de réaliser une maison patricienne, un aqueduc ou un arc de triomphe, de s'initier à la mosaïque ou de jouer, tel Ben Hur, aux courses de char. Plus méditerranéen, le coffret sur le corps humain dévoile en animation les grands systèmes de l'homme (cardiaque, respiratoire, musculaire), recèle des fiches d'expériences simples à réaliser et, plus délicat, un étonnant squelette à construire. Son laboratoire d'optique, ses lunettes à lire en relief et un suggestif livret de travaux pratiques font de *Jeux de lumière* en kit le plus ludique et le plus savant de ces coffrets (chaque titre 149 F).

Le choc de cet automne vient toutefois de chez Gallimard, où une série inédite, intitulée « Secrets », création proprement « maison » - et c'est une prouesse qui pourrait modifier la tendance dominante à l'importation - soulève l'enthousiasme. Douze volumes qui viennent juste de paraître, douze autres annoncés pour le printemps, une centaine de titres prévus au total en six séries (« Sciences », « Histoire », « Arts », « Nature », « Ciel » et « Jeux ») pour un prix unitaire étonnamment bas : 59 F pour le lancement, 65 F après le 1^{er} avril 1996. Des petits coffrets précieux et rares. Autant d'ouvrages à double usage. Un livret de trente-deux pages, graphiquement soigné, traitant en doubles pages claires et bien informées chaque aspect du thème et surtout le contenu mystérieux du coffret, avec, chaque fois, un objet à réaliser soi-même pour expérimenter l'assemblage de charpente comme le tissage de la laine, le relevé d'empreintes animales ou la facture d'un temple grec, le vertige des illusions d'optique aussi par la magie efficace

d'une simple toupie... Les matériaux employés, solides et d'une belle finition, les notices de montage claires, même si l'aide de l'adulte s'avère indispensable pour les plus jeunes dans nombre de coffrets, sont autant d'atouts pour cette nouvelle série. La dimension ludique est cependant très inégale, des très scolaires *Secrets des plantes* et sages *Secrets de l'arbre* au formidable praxinoscope des *Secrets du cinéma* ou au lumineux planétarium des *Secrets des étoiles*.

BOUSSOLE

Deux mentions très spéciales : une pour les *Secrets de la boussole* qui proposent la confection de l'objet avec miroir de visée, aussi astucieuse qu'efficace lorsqu'on lit le livret, mode d'emploi sans reproches des possibilités de l'instrument. A emporter avec soi pour randonner sans attendre. Autre coup de cœur pour les féériques *Secrets des anamorphoses*, qui initient à la perspective et à ses déformations avec un sens de l'invention et une facilité d'expérimentation proprement exemplaires.

L'éditeur, confiant, recommande

ses ouvrages dès l'âge de sept ans. Il va de soi que leur bon usage suppose une participation des adultes - au moins dans la phase initiale des montages. Loû d'être un regret, on saluera cette promesse des livres pour les grands : on ose proposer de telles audaces, vengeons en offrant ces petites boîtes à bonheur : c'est la plus saine et la plus avouable des façons de divulguer les secrets.

Ph.-J. C.

Où trouver un livre épuisé ?

service de recherches gratuit

LE MONDE DU LIVRE

50, rue Bourd, 75019 Paris

Formulez votre demande :

PAR ÉCRIT adresse ci-dessus

PAR TÉLÉPHONE : 42 45 36 66

PAR MINITEL : 36 15 MDL

Merci de joindre cette annonce à votre demande

صندوق البريد

DOCUMENTS

Le retour amer de Vladimir Boukovski

Le dissident a effectué un voyage dans les archives soviétiques. Il en revient avec un livre d'une violence mordante. Avec, aussi, le sentiment qu'il est bien seul...

JUGEMENT À MOSCOU
Un dissident dans les archives du Kremlin de Vladimir Boukovski. Traduit du russe par Louis Martinez. Laffont, 616 p., 169 F.

« **E**changé », en décembre 1976, contre le secrétaire général du Parti communiste chilien, Luis Corvalan, Vladimir Boukovski, qui habite depuis près de vingt ans en Angleterre, à Cambridge, n'a pas voulu revenir vivre en Russie. Condamné en 1967 à trois ans de prison pour avoir protesté contre la dénonciation d'autres dissidents, puis à nouveau, en 1972, à douze ans de camp et d'internement psychiatrique, le plus politique des dissidents n'avait jamais perdu ni son sens de la répartie, ni le courage de mordre : « *Le vrai échange du siècle, c'aurait été d'échanger Brejnev contre Pinochet !* », déclarait-il dès qu'on lui eut ôté les menottes, en arrivant sur l'aéroport de Genève.

En 1991, juste après le putsch, il est pourtant retourné à Moscou (1). Avec une espérance : « *Le moment était exceptionnel, tout était possible. La nomenclature déconforte était prête à tout et ne craignait qu'une chose : la justice expéditive, les règlements de comptes au coin de la rue. Profitant de la situation, on pouvait fort bien procéder sinon à un nouveau Nuremberg, du moins à un procès du même type dont l'effet moral serait encore plus grand.* »

Pour bien montrer que les temps ont changé, on finit à un débat télévisé avec le nouveau président du KGB, Vadim Bakatine. Il rencontre le directeur du Comité pour les archives, Rodoléf Pildioia, pour préciser les conditions de travail d'une commission internationale. L'idée finit par s'enliser dans des moines préambules et le refus général des questions : les archives, et le procès n'ont pas lieu. Les archives,



« Les uns ne veulent rien savoir parce que c'est désormais du passé, les autres parce que ce n'est pas encore du passé. »

un moment accessibles, se referment et, en janvier 1992, un oukase est signé par Eltsine « *sur la protection des secrets d'Etat de la Fédération russe* ». D'où le titre, plein de déception, du dernier livre-témoignage de Vladimir Boukovski : *Jugement à Moscou*. « *Le vrai échange du siècle* », depuis quand doit-on demander

aux criminels leur accord avant de les asseoir au banc des accusés ? » Cependant, au printemps 1992, les archives du PCUS s'entreouvrent à nouveau grâce, paradoxalement, au procès fait par des communistes contre les décrets d'Eltsine interdisant le Parti communiste. Boukovski y a accès. On peut imaginer

trouver, par exemple, seize ans plus tard, dans un dossier sur les « *Mesures d'urgence pour la libération du camarade L. Corvalan* », l'oukase, demeuré secret, stipulant son expulsion « *sans avoir à lui demander son accord* ». Le patron du KGB, Andropov, veille à tout : en 1978, Rostropovitch et Galina Vichnevskaïa sont déchus de la nationalité soviétique pour « *leurs actes de provocation et leurs déclarations calomnieuses à l'ouest* » ; et, lors d'un concours organisé à Paris pour le cinquantième anniversaire du violoncelliste, « *il paraît opportun de charger le ministre de la culture de l'URSS d'informer les organismes culturels de la République populaire de Bulgarie, de la République populaire de Hongrie, de la République démocratique allemande, de Cuba, de la République populaire de Mongolie, de la République populaire de Pologne et de Tchécoslovaquie de ce que la participation à ce concours de représentants des pays socialistes est indésirable* ».

L'examen du cas Soljenitsyne, au plus haut niveau, le 7 janvier 1974, est un morceau d'anthologie comique qui permet de voir fonctionner les cerveaux des membres du Politburo. « *D'après nos lois, nous avons toutes les raisons d'empêcher Soljenitsyne puisqu'il a attenté à ce qu'il y a de plus sacré : Lénine, notre régime soviétique, tout ce qui nous est cher, déclare Brejnev. Cet élément voyou-craque passe les bornes.* » Andropov propose l'expulsion, qui, après discussion, sera acceptée. « *En d'autres temps, nous n'avons pas craint de nous engager contre la contre-révolution en Tchécoslovaquie. Nous n'avons pas craint de congédier Alilouiev. Nous avons survécu à tout ça. Je pense que nous survivrons à ça aussi* », conclut Brejnev.

Les archives parlent. Tout est là. Noir sur blanc. Non pas des suppositions, des intuitions, mais des preuves. Plus ou moins inattendues. Déprimantes. Le financement des partis communistes étrangers, ces « *vaches maigres du Kremlin* » PCF compris, la manipulation d'hommes politiques dont on espère la collaboration – tel le président du Parti social-démocrate de Finlande, Kalevi Sorsa, candidat à la présidence –, ou encore l'influence de Moscou sur le mouvement Pugwash, celui-là même qui vient de se voir décerner le Nobel de la paix ; et puis l'appel au secours de Jaruzelski demandant de lui-même l'intervention du

« *Grand frère* » contre Solidarné, l'utilisation de la psychiatrie à des fins répressives, les injures de Gorbatchev contre Eltsine Bonner – « *une sale vipère en jupon* » – qui régentait Sakharov (« *Voilà ce que c'est que le sianisme !* »), la demande de réintégration dans le Parti – en 1984 – d'un Molotov nageur, les attaques contre Khrouchchev – « *Il a porté un coup irréparable à l'image positive de l'Union soviétique aux yeux du monde entier* », dit Oustinov... qui propose de rebaptiser Volgograd en Stalingrad. L'élection, enfin, à l'unanimité, « *faucons* » et « *colombes* » réunis, de Gorbatchev en 1985.

Dans son livre précédent, *De l'utopie au désastre* (2), Boukovski avait déjà expliqué combien il jugeait ridicule l'engouement pour Mikhaïl Gorbatchev d'un Ouest qui voulait prendre pour un libéral réformateur ce « *nouveau Tchitchikov* » régnant sur les âmes mortes du communisme : « *Il n'y a pas à dire, la glasnost et la perestroïka furent une invention diabolique* ».

« **La glasnost et la perestroïka furent une invention diabolique** »

« *Les uns ne veulent rien savoir parce que c'est désormais du passé, les autres parce que ce n'est pas encore du passé.* » Toujours dissident, en lutte contre une autre machine bureaucratique fondée sur l'annéisme – et dirigée par les mêmes –, écorché vif, volontiers brutal, injuste parfois, Vladimir Boukovski est le dernier chevalier de l'anti-communisme. L'innocent visionnaire de Boris Godounov. Le sentiment d'une vie gâchée, que tous les efforts, tous les sacrifices, toutes les révélations, se sont révélés inutiles : « *Cela n'intéresse donc vraiment personne ? Se peut-il que de nos jours, une folie effrondée le communisme, nous n'éprouvions pas le désir, voire la nécessité, de mettre ou jour les circonstances qui ont dicté au monde semblable politique ?* » Personne ne répond. Un témoignage essentiel.

N. Z.

(1) Lire « *Babylone revisitée* », une « *lettre de Moscou* » publiée par Vladimir Boukovski dans *Le Monde* du 28 juin 1991.
(2) Laffont, 1980.

Un journalisme du « respect »

Quand Pierre Salinger se souvient, c'est encore et toujours la nostalgie de l'ère Kennedy qui l'emporte

DE MÉMOIRE...
de Pierre Salinger.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Reine Silbert.
Denoël, 450 p., 135 F.

Noir, trapu, le regard perçant sous le sourcil touffu, né d'un père californien et d'une mère venue de Belfort, Pierre Salinger aura été pendant près d'un demi-siècle l'une des principales vedettes du journalisme international. On dirait aussi l'un de ses enfants gâtés si la tragédie ne l'avait frappé de si près. L'un de ses fils s'est jeté du pont du Golden Gate, et les pages qu'il consacre dans ce *De mémoire* au double meurtre, à cinq ans d'intervalle, de John et de Bobby Kennedy, montrent qu'il en est encore bouleversé : ils étaient ses deux, et nul ne les a remplacés.

Américains ou pas, les journalistes d'aujourd'hui, toujours plus ou moins en guerre contre des pouvoirs qui leur mentent fréquemment, ont peine à imaginer qu'il ait pu exister une période où les rapports entre médias et Maison Blanche relevaient du « *respect* » plutôt que de la « *confrontation* ». Que Salinger l'affirme risque de ne pas suffire à les convaincre, d'autant qu'il était le porte-parole du président assassiné. Mais tous ceux qui ont eu alors l'occasion de se frotter aux réalités américaines peuvent en témoigner : il émanait de celui-ci et de son entourage de brillants intellectuels, en dépit de tout ce qu'on est en droit de leur reprocher, un rayonnement dont on ne peut qu'admirer la nostalgie. Connaissant Pierre Salinger, on se doutait bien que ses Mémoires feraient la part belle aux Kennedy. Mais sa vie a commencé bien avant – à dix-neuf ans, il commandait un chasseur de sous-marins dans le Pacifique – et elle s'est poursuivie après, notam-

ment lorsque la chaîne de télévision ABC lui a permis d'assouvir sa passion du journalisme d'investigation. Qu'il s'agisse des responsabilités de Kadafi dans la destruction d'un avion au-dessus de l'Ecosse, ou de la guerre du Golfe, que George Bush aurait très bien pu selon lui éviter, il éprouve manifestement quelque plaisir à prendre le contre-pied du discours officiel. Mais, en même temps, sa réputation, comme le tissu d'amis et de relations qu'il s'est constitué à travers le monde ont fait qu'à Moscou, à Bagdad, ailleurs encore, on n'arrivait pas à croire qu'au-delà des raisons professionnelles invoquées il n'était pas chargé de quelque négociation secrète. Il s'est donc souvent retrouvé dans

le bureau ou à la table de grands de ce monde, et il lui est arrivé de jouer, sans l'avoir cherché, un rôle fort utile d'intermédiaire.

L'auteur nous raconte tout cela à la diable, sans excès de construction ni de vérification des détails, et la traduction française laisse passer des mots comme « *coconspirateur* », tout de même un peu surprenants. Sans valoir poudrier noo plus : le récit de ses aventures politiques et médiatiques se mêle étroitement, dans la fumée de ses chers cigares, à la chronique de ses mariages, de ses divorces, et de ses émotions de mélomane et d'amateur de bonne chère et de grands vins. Il a connu tout le monde, ce qui nous vaut de savoureux portraits, et de non moins savoureuses anecdotes. N'en revoilà pas une : James Goldsmith, l'ex-patrou de L'Express, lui balançant un soir en pleine figure qu'il n'hésiterait pas à aller assassiner Bobby Kennedy si jamais ce dernier devenait président des Etats-Unis.

Passant en revue, dans sa conclusion, l'état chaotique de la planète, Salinger l'impute largement au fait que les « *responsables mondiaux n'ont ni compréhension ni sens de l'histoire pour les aider, lorsqu'ils sont confrontés à des problèmes cruciaux.* » Si nous voulons un XXI^e siècle stable, écrit-il, nous devons considérer tous ces problèmes en fonction de l'histoire. C'est ce que faisait, rare exemple à ce poste, son cher Kennedy. Ce que faisaient aussi de Gaulle, Churchill... et François Mitterrand. Il est vrai qu'on est aujourd'hui bien loin du compte...

André Fontaine

* Signalons également la réédition du best-seller de Pierre Salinger, *Avec Kennedy*, publié pour la première fois en 1967 (traduit de l'anglais – Etats-Unis – par H. Delgove, B. Delorme, C. Genesolm, J. M. Jastenko et L. Lack, éd. Suchet-Chastel, 460 p., 140 F).

La vérité de Saint-Marc

MÉMOIRES
LES CHAMPS DE Braise
de Héli de Saint-Marc.
Avec la collaboration
de Laurent Beccaria.
Perrin, 342 p., 129 F.

Le commandant de Saint-Marc a été, parmi les officiers français qui participèrent à la guerre d'Algérie, l'un de ceux dont la réputation de droiture était le plus solidement établie. Homme de rigueur, on le savait aussi humaniste, ce qui lui valut à l'occasion une étiquette de libéral qui n'était pas donnée à tout le monde.

Comment un tel personnage est-il devenu, en avril 1961, l'un des acteurs du « *putsch des généraux* » – et non des moindres, puisque c'est à lui qu'il revint, à la tête du 1^{er} régiment étranger-parachutiste, de s'assurer du contrôle d'Alger ?

C'est largement à cette question que s'attache à répondre ce volume de *Mémoires* en retraçant un itinéraire dont l'épisode algérois n'est que la dernière étape. Jeune résistant, Héli de Saint-Marc est arrêté puis déporté à Buchenwald.

Il en revient pour entrer à Saint-Cyr et connaître, comme il le dit lui-même, « *l'aventure* » de l'Indochine. Trois séjours – le der-

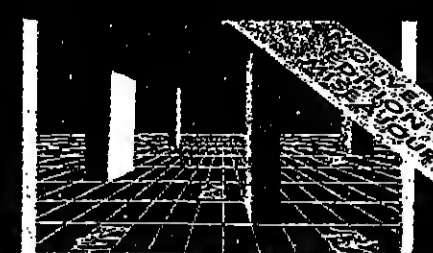
nier se termine après Dien Bien Phu –, puis l'Algérie – avec, en 1956, l'intermède de Suez –, où il connaît aussi bien les combats dans les Nementcha que les drames de la bataille d'Alger.

De ce parcours, l'officier ne retient qu'une longue succession d'abandons, de la haute région du Vietnam au Constantinois, dans lesquels la France et son armée trahissent leur parole pour laisser à leur sort des populations qui leur avaient accordé leur foi. Mais le paroxysme est atteint après les scènes de fraternisation franco-musulmane, lorsque l'auteur, au fur et à mesure que s'élabore chez de Gaulle l'acceptation d'une « *sécession* », se sent de plus en plus « *victime d'un mensonge organisé* ». « *Je me suis battu (pour l'Algérie), écrit Saint-Marc, avant de me révolter contre le pouvoir de mon pays, parce qu'on avait tout dit, tout fait pour nous rendre fous.* »

Soldat perdu, le commandant de Saint-Marc se retrouvera en prison. Il est pourtant le contraire d'un factieux. En témoigne la fidélité des amis qu'il a conservés au travers de ses épreuves et qui le lient à des personnes, qui n'ont pas, dit-il, partagé ses options. Elles ne sont pas le moindre des reconforts sur un parcours empreint d'amertume.

Alain Jacob

Que savez-vous exactement sur la concurrence monopolistique ?



ENCYCLOPÉDIE
DE L'ÉCONOMIE
ET DE
LA GESTION

FAIRE LE POINT-RÉFÉRENCES :

Pour réviser, vérifier... ou satisfaire sa curiosité.

Premiers soins

Mirko Grmek entame la publication d'une « Histoire de la pensée médicale en Occident » qui s'annonce comme une référence

HISTOIRE DE LA PENSÉE MÉDICALE EN OCCIDENT
Tome I : Antiquité et Moyen Âge
Sous la direction de Mirko D. Grmek, avec la collaboration de Bernardino Fantini. Seuil, 388 p., 290 F.

Une légende rapportée par le théologien Al Gazali (1058-1111) évoque un temps immémorial, symbolisé par le personnage de Moïse. « Moïse demanda au Seigneur : "De qui viennent la maladie et la guérison ?" Le Seigneur répondit : "De moi." Moïse demanda encore : "Et les médecins, qu'est-ce qu'ils font ?" Le Seigneur répondit : "Ils mangent leur pain de tous les jours et donnent du courage à mes serviteurs, en attendant que la mort ou la guérison vienne de moi." » Le premier volume de l'Histoire de la pensée médicale est tout entier dédié à une période de la médecine où, à quelques exceptions près, les médecins d'oreille en effet guèrent d'autre rôle que de donner courage aux serviteurs du Seigneur tout-puissant. Est-ce à dire que

l'histoire de cette époque ne mérite pas les trois cent quatre-vingt-huit pages qui lui sont consacrées ? Le croire, ce serait penser que, entre la curiosité un peu amusée pour des théories et des pratiques désuètes et l'idée fausse qu'il n'y a décidément rien de neuf sous le soleil d'Épidaure, il n'y aurait place pour aucun discours valide, aucune théorie pourvue d'une certaine consistance.

ANALYSES

Si l'histoire de la médecine a sa pleine légitimité, y compris lorsqu'il s'agit des époques antérieures à la révolution pasteurienne, c'est parce qu'elle se constitue ni en l'enregistrement des anecdotes piquantes d'où sa préhistoire est émaillée, ni en une majestueuse odyssee où l'on nous moudrait la coquette progressive de la vérité, chacun apportant sa pierre à l'édifice de la science, mais en l'analyse des discours et des pratiques mesurés à leur pouvoir d'organiser mieux, de façon plus convaincante, des phénomènes jusque-là moins bien expliqués, ou laissés au hasard, ou confiés à l'insondable Providence. On pouvait faire confiance à

Mirko D. Grmek et aux chercheurs rassemblés autour de lui pour conduire leur entreprise selon cette perspective et pour savoir éviter le double péril de l'érudition pittoresque et de l'historiographie aimantée par le présent. Il faut le dire d'emblée : c'est la première histoire de ce type en langue française, la première qui réponde pleinement aux exigences de la recherche sans pour autant décourager le lecteur bien intentionné. Ce qui nous est donné là tient compte des débats les plus actuels, en France mais surtout hors de France — il faut rappeler que l'histoire de la médecine jouit dans la plupart des pays occidentaux d'une situation institutionnelle bien meilleure qu'ici —, qu'il s'agisse des difficiles questions débattues à propos de la collection hippocratique (Jacques Jouanna), de la transmission des écrits médicaux dans le monde byzantin et arabe au Moyen Âge (Gotthard Strohmaier), ou des transformations de la chirurgie depuis l'Antiquité jusqu'au XV^e siècle (Michael McVaugh).

L'orientation intellectuelle des concepteurs de l'ouvrage les place en quelque sorte à mi-distance des



théoriciens anglo-saxons, qui privilégient l'étude des conditions historiques et sociales de production des sciences, et de l'école épistémologique dite française, qui s'intéresse exclusivement à l'engagement et à la rectification des discours scientifiques les uns par les autres. Mirko Grmek a décidé de ne pas prendre part à cette guerre picrocholine et interminable. Il a voulu faire un « effort de synthèse », autrement dit « embrasser dans ses grandes lignes le parcours entier de la pensée médicale occidentale et en montrer la complexité et les relations étroites avec la réalité biologique et sociale des populations humaines ». C'est ainsi qu'à côté d'un chapitre sur la médecine hellénistique illustrée notamment par « Érasistrate et Hérophile » (Mario Vegeti), on trouve un chapitre sur les « régimes de santé » (Pedro Gil Soares) et un autre sur « les mala-

dies en Europe » (Jean-Noël Biraben).

La périodisation de ce premier volume se détermine certains traits. Parce que, de l'Antiquité au Moyen Âge, les progrès des connaissances concernent avant tout l'anatomie et la physiologie, bien davantage que la thérapeutique (exception faite de la chirurgie), la médecine demeure prise dans un conflit jamais résolu avec d'autres types d'interprétation de la maladie, en particulier celle qui l'explique par l'irruption d'une force supra-humaine ; déjà Hippocrate, au V^e siècle, dispute l'explication de la « maladie sacrée » (Épilepsie) aux mages ; les Pères de l'Église n'auront qu'à transposer dans leur propre langage l'explication magico-religieuse et attribueront à une faute morale la venue des maladies. Au moment où la peste noire ravage l'Europe, dont elle tue en cinq ans le quart

environ de la population, et en l'absence d'une théorie capable d'interpréter correctement les phénomènes et de déjouer le cours de la maladie, que faire d'autre si non prier et s'éloigner ? Il faudra attendre les XVIII^e-XIX^e siècles, les grands progrès de la science médicale et le recul de la religion, pour que le règne du médecin et de la médecine s'affirme dans toute sa légitimité. Jusqu'aux XIV^e-XV^e siècles, la médecine discute et raffine les théories élaborées par Galien au II^e siècle de notre ère, comme la philosophie, dont elle accompagne encore le cours, le fait avec Aristote. Ce n'est qu'à la Renaissance que, de plusieurs côtés, surgit une véritable mise en question du modèle galénique ; ce sera le prélude aux grandes découvertes modernes, qui feront l'objet du prochain volume de cette série. On peut l'attendre avec confiance. François Azouvi

Les intuitions du docteur Galien

L'ÂME ET SES PASSIONS

de Galien.
Traduit du grec par Vincent Barras, Terpsichore Birchler, et Anne-France Morand, préface de Jean Starobinski. Les Belles Lettres, coll. « La route à livres », 163 p., 130 F.

Théoricien de la biologie et de la médecine ancienne, Galien naît à Pergame en l'an 129 de l'ère chrétienne. Se réclamant d'Hippocrate et s'inspirant de problèmes élaborés par Platon et Aristote, il fait le tri et la synthèse de six siècles d'écrits médicaux.

Dernier grand médecin de l'Antiquité, Galien est aussi le premier des penseurs modernes de la médecine. L'anatomiste flamand André Vésale, médecin de Charles Quint, inaugure une nouvelle méthode en s'attachant à réfuter les théories de Galien, fondées sur sa pratique de chirurgien des gladiateurs. Et, en découvrant la circulation du sang, Harvey rendra définitivement caduque la physiologie galénique. Nous sommes alors en 1628. Le règne de Galien aura duré un millénaire et demi !

Si toute démarche scientifique suppose ses limites, voire ses fragilités, si la rigueur d'une méthode expérimentale implique dans son protocole les instruments de sa propre réfutation, alors le rôle de Galien aura été déterminant pour la médecine moderne. Dans sa préface, montrant l'importance de Galien pour les traditions médicales en Occident, Jean Starobinski rappelle combien ce médecin a lui-même « fourni les armes dans les premiers modernes se sont servis contre lui ».

Si l'œuvre connue de Galien est énorme (plus de vingt forts volumes), ses écrits perdus sont — on le sait grâce à son « autobiographie » conservée — encore plus nombreux. Ainsi, parmi quelque vingt livres de « philosophie morale », seuls trois brefs traités sont rescapés. Galien y propose une physique des passions qui, pour lui, dépendent toujours de la chimie des humeurs corporelles.

S'il admet ainsi une inégalité congénitale entre les individus, s'il ne croit pas, comme les stoïciens adoptés par Rousseau, que le social défigure la bonne nature humaine, Galien est néanmoins convaincu que l'on peut discipliner la bête en l'homme, et civiliser, en les domestiquant, les passions. Galien parle de l'âme, de son salut ; pourtant la vie éternelle ne fait pas partie de son horizon pré-chrétien. Jean Starobinski insiste : « Galien s'en tient à son métier de médecin : il s'agit pour lui de la vie terrestre, et de la vie que mènent les êtres humains dans la société humaine. » Les comportements humains relèvent pour lui à la fois du biologique et du social, de l'inné et de l'acquis. Si les conduites individuelles résultent aussi des passions, il faut former les praticiens à une médecine de l'âme qui serait également somatique, une science qui s'occupe des conduites humaines, autrement dit de l'éthique.

Si depuis longtemps la médecine de Galien ne joue plus un rôle scientifique, les questions soulevées par les trois textes recueillis dans *L'Âme et ses passions* demeurent importantes. Notamment en raison de l'insistance mise par Galien à déceler la dimension sociale des conduites humaines, ce qui oblige chaque époque à repenser les liens imaginaires entre le corps et la psyché en même temps que la relation entre le médecin et son patient. Maurice Olender

Au miroir de la pharmacologie

Le médicament d'aujourd'hui est un objet de haute technologie. Pourtant, il symbolise toujours la lutte du Bien contre le Mal

HISTOIRE CONTEMPORAINE DES MÉDICAMENTS
de François Chast.
Ed. La Découverte, 388 p., 170 F.

Prescrites en décoctions, macérations, tisanes ou fumigations, les plantes — fraîches ou desséchées — fournissent, depuis l'Antiquité, les principaux médicaments. Jusqu'à la fin du XVII^e siècle, les éléments minéraux, végétaux ou animaux sont assimilés à des remèdes lorsqu'ils soulagent ou suggèrent la guérison. L'effet thérapeutique repose sur leurs principes actifs, mais les formules rituelles du prêtre ou du guérisseur inscrivent l'approche soignée dans un processus autant incantatoire qu'empirique.

Le médicament contemporain, montre François Chast, « est né des idées de la Révolution, de l'avancement des sciences et de l'industrialisation de l'économie ». Il bénéficie des progrès accomplis par la chimie depuis le début du XIX^e siècle. Les apothicaires proposaient des médicaments complexes. L'efficacité éventuelle de leurs principes était fréquemment neutralisée par l'action d'éléments associés aux effets opposés. La chimie moderne permet au contraire l'extraction des principes actifs, l'élaboration de substances pures : l'ode est extraite des varechs en 1811, la morphine de l'opium en 1817, l'insuline des pancréas animaux en 1912. Bientôt, la création d'espèces chimiques inédites ouvre une ère nouvelle. Il s'agit plus question de partir des substances minérales ou végétales, mais de contourner la nature en créant des médicaments synthétiques.

RELATION TRIANGULAIRE

L'histoire des médicaments serait donc celle de la substitution d'une approche scientifique à la traditionnelle culture des plantes médicinales. François Chast ne tient pas cette périodisation simpliste. Tournées vers le progrès scientifique, les sociétés occidentales demeurent, en effet, nostalgiques de la vie naturelle, et la recherche du bonheur par la santé

est chargée de trop d'angoisse pour ne pas susciter des pratiques irrationnelles. Le talent de François Chast est de mettre son érudition au service d'une vision anthropologiquement élaborée du médicament. Le remède est au cœur de cette « relation thérapeutique triangulaire établie entre l'homme, les puissances divines et le prêtre-médecin ». Objet scientifique de haute technologie, il symbolise toujours la lutte du Bien contre le Mal et porte aux revers mystico-religieuses.

Le regard des hommes — et des femmes — sur leur propre humanité est le véritable enjeu de cette histoire des médicaments. Doivent-ils en finir avec la douleur, ou celle-ci est-elle salvatrice ? Les contraceptifs oraux sont-ils des médicaments, ou les instruments d'une transformation sociale ? Les patients des psychiatres sont-ils des fous à enfermer, des paresseux à secouer, des névrosés à allouer ? Passer de la camisole à l'électrochoc, de la sismothérapie à la psychanalyse, de celle-ci aux neuroleptiques et aux antidépresseurs tricycliques, ce n'est pas assister à un progrès linéaire, mais prendre la mesure de la diversité des réponses de la médecine aux

contraintes de la vie moderne.

Au miroir de la pharmacologie récente, toute menace a sa parade. Les antihypertenseurs soulagent les cardiaques, les céphalosporines combattent avec succès les maladies infectieuses et le méthotrexate donne de bons résultats dans le traitement des leucémies aiguës. Les médicaments prolifèrent par lignées, par dérivations et extensions des gammes, à grands renforts d'investissements et d'essais promptement menés. Au rythme accéléré des commercialisations, les innovations d'hier, reléguées au rang de décevantes vieilleries, cèdent le pas aux nouveautés d'aujourd'hui, promises au même sort. Toute maîtrise inédite dévoile des points de résistance. De fait, l'efficacité de nombreux traitements reste aléatoire, et « malgré les énormes progrès réalisés depuis quinze ans en matière de traitement du sida », la recherche d'une polythérapie pleinement satisfaisante mobilise toujours les énergies. Sans jamais verser dans l'antiprogressisme, François Chast dit sans embages les limites de la pharmacologie lorsque la médecine préventive ne joue plus son rôle de barrière à la maladie. Jean-Paul Thomas

Cerveaux singuliers

LE CERVEAU ET LA LIBERTÉ de Pierre Karli.
Ed. Odile Jacob, 360 p., 140 F.

Une personnalité se forge au long d'une histoire singulière. Pierre Karli, neurobiologiste, dénonce les biologismes réducteurs. Il souligne l'intérêt des éléments apportés par sa discipline dans l'appréhension de l'être humain sans omettre ceux étudiés par la psychologie et la sociologie. En chacun de nous coexistent et interagissent un individu biologique, un acteur social et « un sujet en quête de sens et de liberté intérieure ». Cette tripartition n'est pas inédite, mais elle fournit un fil directeur à l'investigation systématique des résultats récents de l'embryologie et des sciences du cerveau. Sans élever le ton, la force tranquille d'un savoir maîtrisé fait son œuvre.

Au passage, quelques conceptions erronées — sur l'hérédité intégrale des aptitudes mentales ou la prétendue dégénérescence des « criminels-nés » — sont écartées et la sociobiologie dénoncée dans sa prétention à la scientificité. L'émergence et l'exercice de la liberté se situent dans le prolongement de la « plasticité neuronale » et de l'exploration active de son environnement par l'organisme. La biologie, montre ainsi Pierre Karli, ne proclame pas « la mort du sujet » ; elle rend compte de ses conditions d'émergence. J.-B.T.

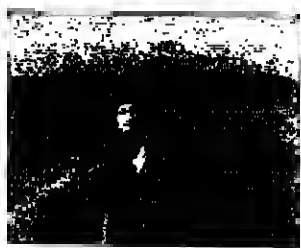


Henri Raczymow

Quartier libre

Chantal Thomas

La vie réelle des petites filles



Jean-Noël Vuarnet

L'aigle - Mère

HAUTE ENFANCE

GALLIMARD

صلى الله عليه وسلم

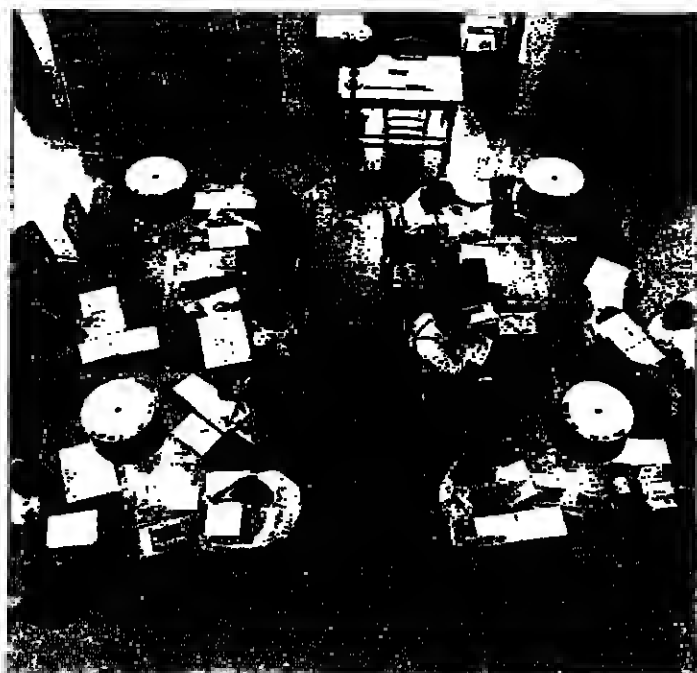
ÉVÉNEMENT

L'aventure du « Patrimoine »

L'édition des dix volumes recensant les richesses des bibliothèques de France a mobilisé l'Etat, une banque et de multiples érudits

C'est peut-être à Léon Méhédin (1828-1905), archéologue, photographe et inventeur normand, aussi atypique que méconnu, que l'on doit la naissance des dix volumes du *Patrimoine des bibliothèques de France*. C'est en effet en préparant une exposition sur ce curieux personnage, qui a laissé un important fonds photographique à la bibliothèque municipale de Rouen, que François Robichon, un jeune historien d'art, mesura le dénuement des bibliothèques de province. Pas de moyens pour éditer systématiquement des catalogues, des espaces d'exposition insuffisants, quand ils existent, et, bien sûr, pas un sou pour la communication. En dépit de leurs richesses, les collectivités locales, qui les financent en grande partie, les considèrent comme des boulets.

Nous sommes en 1992. François Robichon a ses entrées à la Fondation des banques CIC pour le livre. D'une discussion avec Anne-Marie Reder, déléguée générale de la fondation, naît une idée : constituer un inventaire de l'ensemble des bibliothèques patrimoniales de France. C'est-à-dire celles qui ont un fonds précieux - ancien ou contemporain - et qui ne se consacrent pas exclusivement au prêt d'ouvrages. Sur trois mille bibliothèques en France (publiques et privées), environ quatre cent cinquante répondent à cette définition. Le grand public n'a pas accès à leurs trésors - dont il ignore l'existence - sauf par le biais de



Salle de lecture de la bibliothèque Mazarine

livre et de la lecture, est contacté en 1993 et répond plus que favorablement au projet. Laurence Bobis, chef du bureau du patrimoine à la direction du livre, va s'investir totalement dans ce travail. En moins de deux ans, il sera bouclé.

SÉLECTION

Très vite, une maquette est imaginée. Des modules sont trouvés pour les notices (deux pages, quatre à six pages, six à huit pages), un canevas rédigé. Un comité régional est créé - de dix à vingt personnes - dans chaque région : il réunit un représentant de l'Etat, des professionnels du livre - avec, en tête, les conservateurs des bibliothèques -, ainsi que des érudits locaux. La sélection des établissements à retenir est établie par ce comité. Condition sine qua non pour y figurer : avoir un fonds patrimonial. On retient aussi bien la bibliothèque Sainte-Geneviève (un million de volumes), héritière d'une longue histoire plusieurs fois centenaire, que la bibliothèque de Saint-Pierre-des-Corps (sept cents titres exclusivement liés au chemin de fer), née en 1983.

« Une cinquantaine ont été éliminées d'emblée », indique François Robichon. Soit parce qu'elles n'étaient pas ouvertes au public, soit parce qu'elles ne possédaient pas de catalogue suffisant. Certaines ne voulaient pas figurer dans notre ouvrage, notamment des bibliothèques monastiques, pour ne pas troubler la vie religieuse. Les refus les plus étonnants sont venus de celles de l'Assemblée nationale et du Sénat, qui sont des établissements privés, non ouverts au public. Une vingtaine d'établissements ont été recadrés dans un second temps : monographies déficientes ou textes insuffisants. Autre absence remarquée : celle de la bibliothèque du Collège de France.

Chaque volume regroupe deux ou trois régions (l'Ile-de-France a droit à un seul tome, le plus gros) et, à l'intérieur de chacun d'entre eux, les bibliothèques sont classées par ordre alphabétique. Ce classement introduit une succession aléatoire de thèmes, de l'astronomie à la zoologie, de la botanique au yachting, du costume à la viticulture, de la politique au voyage, de la littérature au chemin de fer, de la religion au jeu, au gré de la dominante de chaque bibliothèque. Le descriptif de celles-ci est accompagné par des illustrations qui reproduisent les supports et les techniques les plus variés : manuscrits, autographes, miniatures, enluminures, photos, dessins, cartes et plans, reliures, gravures, médailles. « Ce que nous voulons offrir au lecteur, c'est ce qu'il ne voit jamais », indique François Robichon. Dans les bibliothèques, le lecteur n'a accès qu'à la production courante, jamais aux trésors. C'est comme si, dans un musée, il ne pouvait entrer que dans les réserves, jamais dans les salles prestigieuses. La diversité se retrouve aussi dans les textes, même si les rédacteurs - tous des hommes du bâtiment, chacun liés d'une manière ou d'une autre à l'établissement dont ils analysent les richesses - ont travaillé à partir d'un canevas établi par le maître d'œuvre, et même si la copie - ce-la se voit parfois - a été normale.

librairie, un éditeur, Payot, a été contacté alors que le projet était déjà largement lancé. Cette diffusion est compliquée, car il s'agit d'un ensemble à la fois national et régional qui peut être vendu en bloc ou détaillé volume par volume. L'ouvrage a été numérisé pour l'édition d'un éventuel CD-ROM.

OUTIL DE TRAVAIL

La publication du *Patrimoine des bibliothèques de France* a un autre intérêt. Objet de délectation pour les amateurs, outil de travail pour les chercheurs, c'est aussi un argument promotionnel pour les bibliothèques qui aura, on l'espère, un impact sur l'économie de ces établissements. La plupart d'entre eux reçoivent sans doute une aide de l'Etat, mais l'essentiel de leur survie est assuré par un financement local, bien souvent municipal. « Ces volumes sont également des fusées d'alarme », explique François Robichon. Ils devraient alerter les élus sur l'état d'un patrimoine précieux, méconnu et fragile. Ils peuvent donc créer une dynamique au moment où, en région, une évolution dangereuse se profile. Les élus préfèrent les médiathèques, plus payantes sur le plan électoral. Les bibliothèques patrimoniales, qui ont une faible rentabilité sociale, sont, pour trop d'entre eux, des poids morts. On veut leur montrer qu'on peut transformer ces prétendus poids morts en vitrines prestigieuses. »

E. de R.

Un mécène pour le livre

La Fondation Banques CIC pour le livre est récente : elle est née en 1992. Le groupe bancaire cherchait à investir dans le mécénat. Les douze banques de la fédération CIC ont été consultées. Le résultat de l'enquête pouvait sembler parfaitement contradictoire : les partenaires voulaient consacrer leur soutien financier à quelque chose d'utile et de visible, qui soit à la fois régional et national, à la fois tourné vers le passé et vers l'avenir. Le livre pouvait se plier à ces exigences contradictoires. Les premières à bénéficier de la manne du CIC ont été douze bibliothèques universitaires de la filière économique et financière. Elles ont reçu chacune 300 000 francs destinés à acquérir des ouvrages, des CD-ROM et à payer des bourses de moniteur pour les étudiants. Cette première tranche de dons symbolisait l'avenir.

La deuxième devait donc concerner le passé. Depuis onze ans, vers le mois de décembre, le CIC rééditait un livre illustré, tiré du fond de la Bibliothèque nationale, pour l'offrir à ses clients. Ces derniers ont ainsi reçu les dessins des *Travailleurs de la mer*, de Vic-

tor Hugo, ou *Cinq Poèmes* de mes amis, un manuscrit persan du XVIII^e siècle. Il a semblé à Anne-Marie Reder, déléguée générale de la Fondation, et à François Robichon, qui s'occupait des rééditions-cadeaux, qu'il y avait une idée à creuser du côté des bibliothèques régionales, nombreuses, méconnues et dont les fonds étaient souvent très riches. La Fondation Banques CIC a mis sur la table 3,2 millions de francs. François Robichon étant le maître d'œuvre de l'opération. Non rémunérés, les auteurs, pour la plupart professionnels des bibliothèques universitaires, recevront les dix volumes du *Patrimoine des bibliothèques de France*, les bibliothèques recensées recevant, de leur côté, deux séries chacune.

La dernière action de mécénat de la Fondation est en faveur des librairies dites de création, souvent en difficulté. « de manière à ce qu'elles ne subissent pas le même sort que les librairies », indique Anne-Marie Reder. Leur association, l'ADEL, recevra 200 000 francs pendant trois ans à compter de cette année.

E. de R.

Dernières livraisons

CIVILISATIONS

TEMPS JUIF, LECTURE LAÏQUE, par le Cercle Gaston-Crémieux. Quel est le rapport des Juifs au temps ? Comment vivre les premiers jours d'une nouvelle année quand celle-ci est célébrée quelque trois mois avant le 1^{er} janvier ? L'appartenance à un judaïsme non religieux est-elle compatible avec le respect de ces repères fondamentaux ? Sous l'égide du Cercle Gaston-Crémieux, un groupe de réflexion - professeurs, ingénieurs, mères de famille, médecins - tente d'apporter une réponse laïque à ces interrogations. Leur travail éclaire, sooveot d'une manière inédite, les mythes fondateurs d'un judaïsme enraciné dans une histoire vieille de trois mille ans (Ed. Liana Levi, coll. « Opinio », 190 p., 98 F).

DOCUMENTS

LES BLANCHISSEURS, de Jeffrey Robinson. Des Caraïbes à l'Europe de l'Est, du Triangle d'or au Nigeria, on voyage beaucoup dans cette enquête sur le recyclage de l'argent sale, provenant essentiellement du trafic de drogue. L'affaire est d'importance puisque des experts internationaux estiment que le blanchiment est devenu le troisième marché mondial. Nourri d'innombrables témoignages, accumulant les anecdotes puisées aux meilleures sources, l'ouvrage de Jeffrey Robinson est mené au rythme d'un roman policier. Mais si les truands « de base » - banquiers complaisants, notaires et avocats affairistes, mafia des casinos et des bureaux de change... - sont, bien sûr, épinglés, peu de choses concernent les trafics au sommet, qu'ils mettent en cause des Etats ou des multinationales. Sinon par le biais de vieilles connaissances : l'irangate, le scandale de la BCCI, celui de la Banque Ambrosiano, le rapt de Noriega... (Presses de la Cité, 353 p., 120 F).

IL Y A CINQUANTE ANS PIERRE LAVAL

d'Yves-Frédéric Jaffré. Le plus jeune - il avait vingt-trois ans quand le procès s'ouvrit en août 1945 - des avocats de Pierre Laval entend proposer aujourd'hui une tentative de réhabilitation en racontant sa version des débats. Il dénonce « la farce du tirage au sort » des jurés, l'impossibilité pour les avocats d'assister leur client (et pour lui de se défendre), une instruction bâclée... bref, une « violation flagrante du droit ». L'accusé n'aurait à l'en croire joué au cours des années noires que le rôle de « syndic d'une faillite à la suite d'un cotoclysme national ». (Albin Michel, 350 p., 140 F).

PHILOSOPHIE

L'ILLUSIONNISME ET LE SALUT DE LA PERSONNALITÉ

d'Oskar Panizza. Excentrique, véhément, anarchiste, l'écrivain et psychiatre Oskar Panizza a publié quelques essais philosophiques inspirés par Max Stirner, auquel il rend un vibrant hommage. « Si nous ne détruisons pas nos pensées, nos pensées nous détruiront », écrit-il avant de nous livrer un mode d'emploi pour nous débarrasser de nos pensées. Il évoque également le suicide, qu'il considère ni plus ni moins comme un acte psychologique inévitable aussi fondé qu'éternuer ou cracher (traduit de l'allemand par P. Galissaires, éd. Ludd, 136 p., 90 F).

SOCIÉTÉ

LES ANGLAIS DANS NOS CAMPAGNES

de Jacques Barou et Patrick Prado. Nombreux sont les étrangers en provenance de l'Europe qui achètent terrains et maisons pour s'installer dans la campagne française. A partir d'une enquête menée auprès de ces néoruraux en Bretagne, en Normandie, dans le Périgord et en Ardèche, Jacques Barou et Patrick Prado analysent finement les incidences économiques et sociologiques de ces nouvelles formes d'établissement, celles-ci constituant un intéressant laboratoire des transformations du monde rural et de la dynamique d'euro-péanisation qui s'y ébauche (L'Harmattan, 237 p., 140 F).

LES FRUITS

de Jacques Brosse. Voici un livre qui enchantera tous les amateurs de nature et de fruits en particulier. Jacques Brosse, auteur de *La Mgie des plantes* et de *Mythologie des arbres*, nous présente, page après page, l'histoire des fruits que nous connaissons en retraçant leur « parcours » depuis les temps les plus anciens, nous révélant leurs caractéristiques, les vertus qu'on leur attribuait, leur valeur symbolique ou leurs succès historiques : ainsi des pêches pour le palais de Louis XIV. En regard de ce texte riche d'enseignements et de révélations souvent surprenantes, de magnifiques planches en couleurs, empruntées aux grands imagiers des musées français et anglais, prolongent les commentaires en vous mettant l'eau à la bouche ! (Bibliothèque de l'Image, diff. Flammarion, 128 p., 130 F).

Mode...

« Plusieurs fois, j'ai dououreusement ressenti l'obligation qui m'était faite, pour citer la cote d'un monstre corollinien ou d'un ouvrage du XVIII^e siècle conservé dans une bibliothèque municipale, de devoir écrire le nom de la ville suivi non pas du mot « bibliothèque » mais du mot « médiathèque ». Et quand il s'agit, pour citer un monstre enluminé de la fin de l'époque corollinienne, de la médiathèque Youri-Gogorine, à la douleur s'ajoutent le ridicule et l'humiliation. A toute époque, les bibliothèques ont conservé des documents autres que des livres ; cela a toujours été une de leurs missions et une de leurs richesses (comme en atteste la preuve le présent guide). Sans estampes, sans cartes, sans partitions musicales, sans variétés et curiosa de toute nature, une bibliothèque o quelque chose d'incomplet. Mais ce n'est pas parce qu'elle possède de tels documents, ou d'autres qui sont le produit de notre temps, qu'il faut lui retirer son nom. Laissons passer les modes et continuons le sage et bel emploi du mot « bibliothèque » ».

★ Michel Pastoureau, préface au premier volume du *Patrimoine des bibliothèques de France* consacré à l'Ile-de-France.

trop rares expositions. Il ne s'agit donc pas de créer un outil destiné aux seuls professionnels du livre - un catalogue -, mais de raconter une histoire autant que de décrire des richesses. Il faut aussi montrer : cet inventaire commenté doit être abondamment illustré.

Pour mener à bien cette entreprise dans des délais raisonnables, le relais de l'Etat est indispensable. Par le biais du ministère de la culture, on pourra facilement entrer en contact avec ces établissements et demander à leurs responsables, orfèvres en la matière, de fournir la notice demandée. Jean-Sébastien Dupuit, directeur du

Commandez vos livres par Minitel

(20) (00) (réponses)

36 15 LEMONDE

MICHEL CHAILLOU



Dans la mesure où il s'explique, le talent doit ici beaucoup à une tendresse sans cesse en alerte, à un don exceptionnel de sympathie...

Angelo Rinaldi/L'Express

Le merveilleux Chaillou est allé à la pêche de ses souvenirs d'adolescence. Une belle prise littéraire. Mona Ozouf/Le Nouvel Observateur

Un véritable romancier, à l'écriture toujours heureuse. Son style est divers, déroutant. Abrupt quand on l'attend suave, coulant quand on l'imagine saccadé. Il surprend, étonne...

Marie-Laure Delorme/Le Magazine littéraire

Editions du Seuil

Yehoshua, la vigie du Carmel

La route qui conduit du lac de Tibériade vers la mer déploie ses lacets sur les collines couvertes de pins et de cyprès. Haïfa, le Carmel. Au pied de cette montagne aux splendeurs exaltées, dans la plus reculée des antiquités, par isale, un autre prophète. Elle s'acharnait contre l'idolâtrie. Pythagore, lui, que l'harmonie des nombres et les secrets de la géométrie fascinaient, aurait choisi le Carmel comme lieu de retraite et de méditation. Depuis ses ruelles en pente, on pouvait apercevoir, il y a quelques dizaines d'années, les hauteurs qui approchaient de la baie de Haïfa avec leur cargaison de rescapés de la Shoah, partagés entre l'incertitude et l'espoir. De grandes avenues bordées d'immeubles modernes se disputent aujourd'hui ces hauteurs à la place des maisonnettes entourées de rocaïlle d'autrefois. Près d'ici, habite Abraham B. Yehoshua, professeur de littérature comparée, militant de la paix, mais, surtout, l'un des plus lus, des plus étonnants romanciers d'un pays qui ne manque pourtant pas d'auteurs singuliers.

Alph Beth : c'est avec les deux premières lettres de l'alphabet que les lecteurs désignent Abraham B. Yehoshua. Que vient donc faire ce « B », symbole en hébreu du commencement, toujours glissé entre le nom et le patronyme de l'écrivain ? C'est un héritage d'enfance, un surnom, d'ailleurs affectueux que moqueur, dont l'auteur affublé ses parents en raison de son caractère pugnace et têtu : « B » pour Bully qui signifie taurillon... Aujourd'hui, veston de tweed et pantalon gris anthracite, Yehoshua ressemble plutôt à un professeur de collège anglais. Il approche de la soixantaine, l'âge des accomplissements durables, mais, le regard fier, les boucles de la chevelure en bataille, le col ouvert trahissant aussi l'éternel étudiant, scholar passionné de recherche et d'innovation. Père de trois enfants, polyglotte et cosmopolite (il a vécu longtemps à Paris), auteur de plusieurs romans et recueils de nouvelles, peut-il être considéré comme un écrivain typique de cet Etat d'Israël toujours privé d'une vraie paix ? Vaste débat, casse-tête de ses exégètes car la plupart des personnages qui surgissent de son œuvre tourment le dos aux tourments de l'actualité. Ce qui ne l'empêchait pas, ce printemps encore, de déplorer l'absence, dans les textes littéraires de ses jeunes compatriotes et confrères, de toute référence aux problèmes que le pays doit affronter. Pourquoi cette contradiction ?

C'est que Yehoshua aspire à la difficile synthèse de deux personnages autonomes qui ne cessent de l'habiter et de l'interpeller, d'une part le romancier obsédé par les interrogations ontologiques, attentif à l'intériorité de l'individu, aux doutes et à l'an-

goisse de chacun, et, de l'autre, le militant pacifiste, le penseur politique engagé, tel que l'expriment ses prises de positions publiques et son dernier essai, *Pour une normalité juive* (1) : débat stimulant et fécond qui oppose souvent l'artiste au citoyen soucieux de l'avenir des siens. « La famille de ma mère, venue du Maroc, est installée en Israël depuis cinq générations, du temps où le pays faisait encore partie de l'empire ottoman. Du côté paternel, les Yehoshua remontent au début du XVI^e siècle, lorsque de nombreux juifs chassés d'Espagne aboutissaient sur les rives orientales de la Méditerranée. Mon père, orientaliste et haut fonctionnaire, a écrit plusieurs livres sur les origines de la communauté sépharade de Jérusalem, la ville où je suis né à l'époque du mandat britannique. J'ai eu une enfance relativement protégée, les bruits de la guerre nous arrivaient étouffés mais je me souviendrais toujours de l'inquiétude de mes parents en 1942. J'étais âgé de six ans, quand les armées nazies menaçaient Le Caire, Tel Aviv et Jérusalem. J'ai commencé à écrire, sans trop me soucier de politique ou d'idéologie. Ce pays était le mien, cela personne ne pouvait le remettre en question. Malgré ce sentiment puissant d'appartenance, mes textes de jeunesse évoquent les attentes fébriles, une atmosphère lourde à peine éclairée par quelques lueurs d'espoir, l'angoissante interrogation des individus sur le sens de leur vie. »

Ces nouvelles, publiées pour la première fois en France par Maurice Nadeau (2), révèlent déjà l'interprète au toucher délicat d'une réalité quotidienne qu'il sait toujours rendre poétique. En seulement quelques mots, Yehoshua ressuscite l'automne israélien, les affres de la solitude exacerbée par la jalousie, la fabuleuse géologie du désert, la détestation de la guerre et le refus de la mort. Plus tard, avec *L'Amant* (3), le public français découvre enfin le romancier. « J'ai toujours tiré mon inspiration d'une certaine normalité de l'existence, c'est pourquoi je ne me suis pas trop attardé sur la spécificité israélienne. Mes personnages, garagistes ou intellectuels, jeunes ou moins jeunes, généreux ou mesquins, malades, sains d'esprit ou névrosés, pourraient aussi bien être scandinaves, belges ou américains. »

C'est sur les hauteurs du Carmel, dans une pièce tranquille située au-dessus de l'appartement qu'il partage avec sa femme Ica (son conseiller et critique le plus rigoureux), que Yehoshua s'enferme pour méditer sur les invi-

Sur les hauteurs de Haïfa campe un homme double. Le lauréat 1995 du Grand Prix de littérature d'Israël est aussi un militant pacifiste. La cohabitation entre l'écrivain et le penseur engagé n'est pas toujours simple...

sibles géométriques d'une œuvre où les desseins mystérieux du hasard se conjuguent avec l'implacable impératif de la nécessité. Le romancier peut-il, doit-il rester fidèle à l'architecture monumentale des grands classiques tout en y apportant d'audacieuses innovations, sans pour autant que ses livres deviennent illisibles ? Monsieur Mani (5), son quatrième roman, tente de résoudre l'équation. Le thème : une quête de l'identité au cours de plusieurs siècles, au Proche-Orient, qui

« J'ai toujours tiré mon inspiration d'une certaine normalité de l'existence, c'est pourquoi je ne me suis pas trop attardé sur la spécificité israélienne. Mes personnages, garagistes ou intellectuels, jeunes ou moins jeunes, généreux ou mesquins, malades, sains d'esprit ou névrosés, pourraient aussi bien être scandinaves, belges ou américains. »

aboutit en Israël aujourd'hui. Les héros : ils figurent les enchaînements dramatiques entre père et fils à travers six générations. La technique : une narration découpée en cinq longs dialogues dont le lecteur ne surprend que les répliques d'un seul interlocuteur. L'inconnu : l'accessibilité d'un texte qui, tout en s'appuyant sur les piliers du roman traditionnel, le déstabilise et le remet en question. Malgré un abord quelque peu difficile, Monsieur Mani bène-



fici d'une audience considérable au sein du public israélien. Quarante mille exemplaires ont déjà été vendus pour une population qui ne représente même pas 5 % de celle que la France connaît aujourd'hui : « Lorsque j'ai été récompensé par le Grand Prix de littérature d'Israël, j'ai eu soudainement l'impression que je ne pourrais plus rédiger une seule ligne de ma vie. Une fois ce verger dépassé, je me suis remis au travail (6). »

Shiva, le dernier livre de Yehoshua, tout juste sorti en France, est exemplaire de sa manière : sa structure est celle du bon vieux roman classique, mais renouvelée, rajeunie sans pour autant que l'auteur sollicite des techniques trop sophistiquées. Shiva, roman grave et polyphonique, tient en 440 pages serrées que l'on quitte sans l'abandonner tout à fait car les personnages, tels que leur géographie intérieure et leurs itinéraires exotiques les font découvrir, habitent longtemps l'esprit

du lecteur. Un jeune médecin stagiaire, Benjamin Rubin, se rend en Inde avec le directeur administratif de son hôpital, que sa femme accompagne, afin de ramener en Israël leur fille atteinte d'une hépatite.

Ce stagiaire a l'âge de Hans Castorp, le héros de Thomas Mann, lorsque celui-ci découvre, tout à fait par hasard, la magie des montagnes autour de Davos, mais aussi la maladie, la mort et une passion impossible. Prisonnier d'une magie différente, celle de l'Inde et du Gange, ce Lethe hindou, Benjamin sera confronté, tout comme le héros de l'écrivain allemand, à un grand amour et aux interrogations soulevées par la présence des agonisants et du corps obsédé de la femme interdite qui s'abandonne pour mieux se dérober. « Je ne m'attendais pas au succès international de Shiva, s'étonne Yehoshua. Je souhaitais écrire une histoire sans aucune connotation idéologique, l'histoire d'un amour singulier, puissant, détachée de mon environnement habituel. Bien sûr, Jérusalem, Tel Aviv, appartiennent au décor mais pas plus que Londres où se passe une partie de l'action. C'est surtout l'Inde avec sa misère et ses moines bouddhistes, ses fleuves immenses et la beauté troublante de ses monuments qui change le destin de Benjamin. Des intertextes poétiques, commentaires en marge de la réalité du sujet, introduisent, éclairent et rétablissent une sorte de distance face aux quatre parties du livre où l'essai, par le biais d'une intrigue en milieu médical, de percer les énigmes d'un amour naissant, du mariage, de la mort, enfin de

l'amour tout court. » Au terme du roman, Benjamin aura subi une métamorphose profonde qui le fera renaitre, lors de son retour en Israël, à une autre existence. « En toute logique », commente l'écrivain, Benjamin aurait dû mourir à la fin du livre, sinon disparaître. N'est-ce pas le sort des personnages romanesques depuis Julien Sorel jusqu'à Emma Bovary ? Je n'ai pas pu me résoudre à tuer Benjamin car, pour moi, la renaissance spirituelle, les promesses renouvelées de la vie demeurent toujours plus fortes que la fascination morbide du néant. » Shiva, la divinité qui donne son titre à ce roman porté par un bonheur d'écriture rare, se fait adorer sous la forme d'un phallus, le linga. Symbole de la mort, de la destruction, il représente aussi (lorsque Yoni, le principe féminin, le rejoint) la force créatrice qui domine le monde depuis les profondeurs du cosmos. Dans le panthéon hindou, il chevauche Nandin, un taureau blanc de combat. Voilà qui ne pouvait que séduire Abraham « Bully » Yehoshua.

Edgar Reichmann

- (1) Liana Levi (1992).
- (2) *Trois jours et un enfant*, Denon (1974) et *Au début de l'année 1970*, Calmann-Lévy (1980).
- (3) Calmann-Lévy (1979).
- (4) Calmann-Lévy (1983 et 1990).
- (5) Calmann-Lévy (1992).
- (6) Voir « Le Monde des livres » du 12 mai.

Traduit de l'hébreu par Arlette Fierrot, Calmann-Lévy, 440 p., 158 F.

LES LITTÉRATURES

- CARSON MCCULLERS
Un cœur de jeune fille
de Jasyane Savigneau. Page III
- LES FEMMES DE SAN STEFANO
de Marie Ferranti. Page III
- PÉTROLE
de Pier Paolo Pasolini. Page IV
- LES ANGES DISTRAITS
de Pier Paolo Pasolini. Page IV
- DESCRIPTIONS DE DESCRIPTIONS
de Pier Paolo Pasolini. Page IV
- POÈMES DE JEUNESSE ET QUELQUES AUTRES
de Pier Paolo Pasolini. Page IV
- THÉÂTRE
de Pier Paolo Pasolini. Page V
- PIER PAOLO PASOLINI

- Le Feuilleton de Pierre Lepape
- SMILLA ET L'AMOUR DE LA NEIGE
de Peter Høeg.
- L'INCENDIE DE COPENHAGUE
de Gilles Lapouge.

■ PORTRAIT DU POÈTE EN CINÉASTE
d' Hervé Joubert-Laurencin. Page V

■ FILS D'HOMME
d' Augusto Roa Bastos. Page VI

■ LE POURQUOI DES CHOSES
de Quim Monzó. Page VI

CHRONIQUE

- LA FRÉGATE « PALLAS »
d' Ivan Gontcharov. Page VI

ESSAIS

- JUGEMENT A MOSCOU
Un dissident dans les archives du Kremlin de Vladimir Boukovski. Page IX
- DE MÉMOIRE...
de Pierre Salinger. Page IX
- MÉMOIRES LES CHAMPS DE BRAISE
d' Hélène de Saint-Marc. Page IX
- HISTOIRE CONTEMPORAINE DES MÉDICAMENTS
de François Chast. Page X
- HISTOIRE DE LA PENSÉE MÉDICALE EN OCCIDENT
Tome 1 : Antiquité et Moyen Âge
Sous la direction de Mirko D. Grmek. Page X
- LE CERVEAU ET LA LIBERTÉ
de Pierre Karl. Page X
- L'ÂME ET SES PASSIONS
de Galien. Page X

GRAND PRIX DE LA FRANCOPHONIE

SALAH STÉTIE

LES PORTES DE FEU
L'EAU FROIDE GARDÉE
FRAGMENTS : POÈME
INVERSION DE L'ARBRE ET DU SILENCE
L'ETRE POUPÉE SUIVI DE COLOMBE AQUILINE
L'AUTRE CÔTÉ BRULÉ DES RÊVES PUR

GALLIMARD

صلى الله عليه وسلم